

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE
(SÉRIE BELGE)

LA BELGIQUE
ET LA
GUERRE MONDIALE

PAR

H. PIRENNE

Professeur à l'Université de Gand

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY

Publications de la

Dotation Carnegie pour la Paix Internationale

Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia (U. S. A.)

Série Belge

DIRECTEUR-ADJOINT :

HENRI PIRENNE

Professeur d'Histoire à l'Université de Gand

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE
(SÉRIE BELGE)

LA BELGIQUE
ET LA
GUERRE MONDIALE

PAR

H. PIRENNE

Professeur à l'Université de Gand

H
11H
34



PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.

PRÉFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Economie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée, et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales, non seulement celles qui visaient à la destruction, mais

aussi celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Economie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation, non seulement la communication des documents, mais la collaboration

des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Economie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une Coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il

suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'Etat, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout, il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'Etat, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au de là, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que

L'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui au cours de la guerre ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de la guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire.

Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation, ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci, on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité et des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs,

c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins, l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

*
* *

Le volume que nous publions ici est le dernier de la Série Belge de l'Histoire économique et sociale de la Guerre mondiale. Il a pour objet de combiner, en un exposé synthétique, les faits rassemblés et étudiés dans les monographies qui constituent le contenu de cette Série. Il la complète en même temps par l'examen de questions auxquelles des volumes spéciaux n'avaient pas été réservés, telles que, par exemple, l'organisation de la séparation administrative, le rôle de « l'activisme », l'exode d'une partie de la population de la Belgique durant l'occupation allemande.

Le caractère synthétique de l'ouvrage en a naturellement déterminé la méthode. Elle est essentiellement historique.

James T. SHOTWELL.

AVANT-PROPOS

La situation de la Belgique pendant la guerre a différé radicalement de celle des autres belligérants. Envahi dès le début des opérations, le pays était dès le mois d'octobre 1914 occupé par l'ennemi dans toute son étendue, à l'exception de l'étroite bande de terre qui s'étend au sud de l'Yser. Le Roi s'y établit avec l'armée dont il exerçait le commandement suprême. Quant au gouvernement, l'impossibilité de l'établir en ce réduit national, tout entier occupé par les troupes et les services militaires, l'obligea de se transporter à Sainte-Adresse, près du Havre, dès le 13 octobre. A partir de cette date, l'Etat n'eut plus qu'une existence extérieure à celle de la nation. Il perdit la faculté d'agir directement sur elle et force lui fut de l'abandonner au pouvoir étranger qui s'en était emparé.

Sauf durant les dix semaines qui s'étendent depuis la violation de la neutralité jusqu'au milieu d'octobre (4 août-13 octobre 1914), l'histoire de la Belgique au cours de la crise mondiale n'est donc que l'histoire de son occupation par l'Allemagne. Toutes les mesures de ravitaillement, de conservation sociale, d'organisation industrielle ou commerciale, de bienfaisance, de police et d'administration que l'état de guerre eut pour conséquence d'imposer ailleurs aux gouvernements nationaux, furent réalisées ici soit par l'envahisseur, soit par la population elle-même.

De là le caractère que présente la série belge de cette collection. Il a été étroitement déterminé par la nature spéciale du sujet. Tandis que les autres séries sont consacrées

avant tout à exposer l'action gouvernementale sur l'économie de guerre, il n'a fallu ici qu'un seul volume pour décrire le rôle assumé par le gouvernement de Sainte-Adresse dans les conditions extraordinaires qui lui étaient faites, et qui s'absorbe tout entier dans les efforts faits pour venir en aide aux Belges émigrés, pour alléger de loin le sort des populations envahies et pour préparer la restauration économique du pays (1). Tous les autres travaux ont pour objet le régime d'occupation. Les uns décrivent la législation et l'administration introduites dans le pays par l'Allemagne (2), ou le régime qu'elle y imposa au travail (3) et à l'industrie (4); les autres retracent les initiatives prises par la population elle-même pour subvenir aux besoins les plus pressants — ravitaillement (5) et chômage (6) — que la catastrophe où elle avait été entraînée malgré elle, avait suscitées. Dans leur ensemble, ils permettent de se faire une idée exacte du spectacle fourni par une nation asservie aux rigueurs de la guerre moderne. Ils présentent, à cet égard, un intérêt singulier. Et cet intérêt ne réside pas seulement dans les phénomènes économiques ou sociaux, il est aussi d'ordre moral. La réaction spontanée du sentiment national contre l'emprise de l'étranger mérite de retenir toute l'attention de l'historien et du politique.

A la différence des travaux antérieurs de la série belge, tous conçus sous forme de monographies, celui-ci constitue un essai de synthèse. On s'y est efforcé, non seulement d'y ramener à quelques grandes lignes et d'y combiner en un tableau d'ensemble, les faits acquis et si soigneusement groupés par les auteurs précédents, mais on a cherché encore à compléter, en quelques points demeurés en dehors du domaine exploré par eux l'exposé général de l'occupation.

(1) F. G. VAN LANGENHOVE, *L'Action du gouvernement belge en matière économique pendant la guerre.*

(2) J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *La Législation et l'administration allemandes en Belgique.*

(3) F. PASSELECO, *La Déportation et le travail forcé des ouvriers et de la population civile.*

(4) CH. DE KERCHOVE, *L'Industrie belge pendant l'occupation allemande.*

(5) A. HENRY, *La Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande.*

(6) E. MAHAÏM, *Le Secours-chômage en Belgique pendant l'occupation allemande.*

Avant de la décrire, il fallait tout d'abord donner une idée sommaire de l'état économique, politique et social de la Belgique au moment de l'invasion. C'est là l'objet du premier chapitre. S'il remonte parfois un peu haut, c'est qu'il eût été impossible de faire comprendre l'attitude prise par le vaincu à l'égard du vainqueur, sans insister avec quelque détail sur les motifs historiques de ce que l'on pourrait appeler leur incompatibilité d'humeur. En opposant l'Allemagne à la Belgique, l'auteur, faut-il le dire, a eu en vue non le peuple allemand, mais l'Allemagne impériale et officielle telle qu'elle a existé jusqu'à l'armistice.

Les chapitres suivants passent tour à tour en revue l'invasion du pays, les caractères généraux de la période d'occupation, l'organisation de celle-ci, la crise économique et sociale qui en résulta, l'activité de la *Commission for Relief in Belgium* et du *Comité national de secours et d'alimentation*, l'exploitation du pays, la séparation administrative et enfin le rôle de « l'activisme ». Des deux derniers chapitres, l'un retrace très rapidement la débâcle de l'organisation allemande, tandis que l'autre s'efforce de décrire, d'une façon malheureusement bien incomplète, la condition des centaines de milliers de Belges que la guerre contraignit de vivre à l'étranger (1).

Le but principal de l'auteur a été de donner un tableau concret de l'existence de la nation pendant les quatre années qui sont certainement les plus cruelles de son histoire. Ce sont les résultats beaucoup moins que le système de l'occupation qu'il a voulu décrire. En d'autres termes, il s'est placé, comme c'était son rôle, au point de vue de l'occupé, non au point de vue de l'occupant (2). Ce n'est pas sa faute si les faits qu'il a dû rapporter donnent à sa description une nuance bien sombre.

Historien de profession, il ne se dissimule pas tout ce que

(1) Pour la période postérieure à la guerre, on consultera *La Belgique restaurée. Etude sociologique* publiée sous la direction d'Ernest MAHAÏM, Bruxelles, 1926.

(2) Au contraire, M. L. VON KÖHLER, *Die Staatsverwaltung der Besetzten Gebiete. i. Belgien*, 1927 (Série allemande de cette collection), décrit le système des institutions allemandes, leur but et leur fonctionnement, mais sans en exposer les conséquences pour la population.

son travail laisse à désirer. Tout au plus, peut-on le considérer comme un croquis provisoire. Des dizaines d'années seront nécessaires avant que l'on puisse retracer le développement des faits avec une rigueur scientifique suffisante, grâce à l'étude complète des sources et à l'apaisement inévitable des passions et des préjugés. S'il est possible d'écrire dès maintenant des monographies spéciales, il est certainement trop tôt encore pour aller au delà. Si l'auteur s'y est risqué cependant, c'est qu'il est persuadé que tout essai de synthèse, si insuffisant qu'il soit, a le mérite, par les rapprochements et les hypothèses qu'il fournit, et de susciter la critique et de pousser à des investigations nouvelles. Au surplus, ce petit livre où se reflète l'impression laissée par les événements sur un témoin oculaire peut, dans une certaine mesure, passer lui-même pour une source (1). A défaut d'autre mérite, il répond ainsi à l'un des desiderata de l'histoire économique et sociale de la guerre mondiale.

L'auteur ne se flatte pas d'avoir lu la quantité énorme d'imprimés parus sur son sujet tant pendant la guerre qu'après elle. Il ne s'est pas même proposé cette tâche irréalisable et d'ailleurs vaine. Il s'est borné à utiliser, outre les documents officiels publiés par le gouvernement belge et le gouvernement allemand, les rapports du *Comité national de secours et d'alimentation*, celui de la *Commission for Relief in Belgium*, ceux de la *Commission* (belge) *d'enquête sur les violations des règles du droit des gens*, ainsi que les monographies déjà citées de la série belge de cette collection et un certain nombre des études, des souvenirs et des publications de toute sorte dont le nombre grossit sans cesse. Il eût été inutile d'alourdir ce volume d'une bibliographie pour laquelle il suffit de renvoyer au *Bulletin des archives de la guerre* (Bruxelles, depuis 1922) et à la *Revue belge des livres, documents et archives de la guerre* (Bruxelles, depuis 1924).

Le riche dépôt des *Archives de la guerre*, créé à Bruxelles

(1) L'auteur a vécu à Gand depuis le début de la guerre jusqu'à sa déportation en Allemagne, le 16 mars 1916. Durant ce temps il a été autorisé deux fois à passer un jour à Bruxelles et une autre fois deux jours à Verviers.

par le gouvernement belge le 15 novembre 1919, a naturellement été mis à contribution. Le classement excellent que lui a donné son conservateur, M. J. Vannérus, a fourni un fil conducteur à travers les milliers de documents qu'il renferme et qui, se composant en très grande partie de papiers abandonnés en Belgique par les autorités allemandes lors de l'évacuation du pays, présentent des témoignages irrécusables. Les Archives du Conseil de Flandre, dont une édition analytique vient de paraître, ont pu aussi être utilisées (1).

Enfin, l'auteur a eu la bonne fortune de pouvoir recourir à l'obligeance de plusieurs personnes qui lui ont communiqué des notes et des renseignements précieux. Il tient à exprimer sa profonde gratitude à ses amis MM. J. Cuvelier et J. Vannérus, dont le premier lui a communiqué un recueil de matériaux de la plus grande importance, tandis que le second l'a guidé dans ses recherches d'archives avec une inépuisable bonne grâce, ainsi qu'à M. Louis Franck, qui a bien voulu lui communiquer des détails sur l'activité des parlementaires belges demeurés au pays pendant la guerre, et à M. A. de Ridder, auquel il doit d'abondantes indications bibliographiques.

(1) *Les Archives du Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen)*, publiées par la Ligue nationale pour l'Unité belge. (Bruxelles, 1928, 551 pages in-4°.) Ces archives, propriété de la Ligue nationale pour l'Unité belge seront ultérieurement déposées par elle aux Archives de la Guerre.

CHAPITRE PREMIER

La Belgique à la veille de la guerre

§ 1. — LE PAYS ET SES HABITANTS

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour remarquer que la Belgique est complètement dépourvue d'unité géographique. Sauf à l'Ouest, où la mer baigne la côte de Flandre, aucune frontière naturelle. Rien, si ce n'est la ligne des douanes, ne sépare le territoire du pays de celui des trois États entre lesquels il se découpe : au Nord, la Hollande ; à l'Est, l'Allemagne ; au Sud, la France. Au point de vue physique, il en constitue le prolongement. Toute sa partie septentrionale appartient à la grande plaine européenne qui s'étend de la mer Baltique à la mer du Nord, tandis qu'au Sud les collines du Condroz et de l'Ardenne ne sont que les derniers valonnements du système orographique orienté vers les Alpes. La nature n'a donc en rien contribué à la formation de la Belgique. Elle doit exclusivement son existence à l'histoire. Ce sont les guerres et les traités internationaux qui rendent compte de sa formation. Ses frontières actuelles conservent encore à peu de choses près le dessin que leur ont imposé, au ^{xvii}^e siècle, les guerres victorieuses des Provinces-Unies et de la France contre les rois d'Espagne successeurs de Charles-Quint (1).

(1) On sait que Charles-Quint, « prince naturel » des Pays-Bas, hérita, le 23 janvier 1516, des royaumes espagnols, du chef de sa mère Jeanne de Castille. L'union dynastique créée par cet événement entre les Pays-Bas et l'Espagne, subsista pour la Belgique, dont les provinces du Nord (Provinces-Unies) se séparèrent à la fin du règne de Philippe II, jusqu'à la mort de Charles II (1700). La guerre de la succession d'Espagne eut pour conséquence de faire passer la souveraineté de la Belgique à la

Les traités de 1839 qui ont ratifié l'existence de la Belgique moderne (1), ont laissé subsister, en les accentuant encore, les bizarreries d'une configuration due à la politique. De là la bande de terre qui s'interpose entre les deux provinces de Flandre et l'Escaut maritime ; de là encore, le long couloir par lequel la Hollande se prolonge tout le long de la Meuse jusqu'à Visé ; de là, enfin, l'échancrure que le grand-duché de Luxembourg inflige au Luxembourg belge (1). Ainsi faite, la Belgique est donc le résultat de la politique d'équilibre pratiquée par les Puissances durant les temps modernes. Ses bornes lui ont été assignées en vertu de considérations diplomatiques complètement étrangères à l'intérêt des habitants.

A ce défaut d'unité géographique correspond un défaut non moins frappant d'unité linguistique. Comme la Suisse, la Belgique appartient à différents idiomes. Une démarcation qui court à peu près en ligne droite de La Panne à Visé, sépare la population flamande, au Nord, de la population wallonne au Sud. A l'est et au nord de Verviers, et autour d'Arlon, environ 17.000 habitants se servent exclusivement de l'allemand. D'après les derniers recensements, en 1920, sur une population totale de 7.405.569 habitants, 2.855.835 habitants ne parlaient que le français et 3.187.073 ne parlaient que le flamand (2).

branche autrichienne de la maison de Habsbourg (traités d'Utrecht, 1713). Le régime d'union dynastique, inauguré au xvi^e siècle, subsista d'ailleurs après cet événement. A prendre les mots dans leur sens exact, il n'y eut pas plus de « domination autrichienne » qu'il n'y avait eu de « domination espagnole ». L'autonomie du pays ne disparut que lors de son annexion à la France, après la bataille de Fleurus (1794). A la chute de l'Empire français, les Puissances européennes agglomérèrent la Belgique et la Hollande, dont elles constituèrent le royaume des Pays-Bas (1815). La Révolution belge y mit fin en 1830 et les Puissances reconnurent la Belgique comme Etat indépendant et perpétuellement neutre par les traités de 1839.

(1) Les traités de 1839 coupèrent en deux le territoire du Luxembourg, dont la partie occidentale fut attribuée au royaume de Belgique, tandis que celle de l'Est fut érigée en grand-duché au profit de la branche aînée de la Maison de Nassau.

(2) Ces chiffres comprennent toute la population, les enfants y étant classés au point de vue linguistique d'après la langue parlée par les parents. Si on n'envisage que les habitants âgés de 21 ans et au delà, le recensement de 1920 donne 1.988.469 personnes ne se servant que du français et 1.892.606 ne se servant que du flamand. Les nombres étaient respectivement, en 1910, de 1.823.825 et de 1.760.656. De 1910 à 1920, le nombre des habitants parlant l'allemand a diminué très rapidement, de 31.415 en 1910 à 16.877 en 1920.

La langue littéraire des Flamands est le néerlandais, celle des Wallons, le français. Chez les uns comme chez les autres, le peuple se sert habituellement dans le commerce journalier de dialectes parfois assez différents. Tandis qu'en Suisse, la connaissance de l'allemand est presque aussi répandue comme seconde langue parmi les Suisses romans que celle du français parmi les Suisses alémaniques, en Belgique la connaissance du flamand est aussi rare chez les Wallons que celle du français est répandue dans la partie flamande du pays. Des 960.960 belges bilingues que renseigne le dénombrement statistique de 1920 (1), les neuf dixièmes sont probablement d'origine flamande. Il n'est donc pas vrai de dire que la Belgique est bilingue, si l'on entend désigner par ce mot la situation d'un pays dans lequel la connaissance de deux langues est partout très fréquente. Mais cela est vrai, en revanche, de la partie flamande du pays. Depuis le ^{xiii}^e siècle, l'usage du français s'y est répandu de plus en plus largement, si bien que la situation présente est, dans toute la force du terme, une situation historique. Ce n'est ni la violence, ni la conquête qui l'ont amenée. A la différence de ce que l'on constate par exemple en Bohême ou en Pologne, où les Allemands ont subjugué ou refoulé les Slaves, aucune des deux populations de la Belgique n'a jamais tenté d'imposer à l'autre sa domination politique et linguistique. Les soi-disant luttes de race ont toujours été inconnues dans ce pays. Cela est tellement vrai que, sauf dans l'agglomération bruxelloise, la limite des langues est encore aujourd'hui, à très peu de chose près, ce qu'elle était lors de l'établissement des Francs Saliens, les ancêtres des Flamands, dans la Belgique romaine au ^v^e siècle. Le français ne s'est introduit en Flandre que par les relations politiques et économiques entretenues par cette région dès le début du Moyen Age avec la France et les territoires wallons. Il faut remarquer d'ailleurs que cette introduction du français a surtout affecté les classes supérieures de la société : la noblesse et la bour-

(1) Ce chiffre se réduit à 728.738 si on n'envisage que les habitants de 21 ans et au delà.

geoisie. La grande masse du peuple a continué, comme elle continue encore, à se servir exclusivement de sa langue nationale. La francisation de la minorité privilégiée avait déjà fait de si grands progrès au XVIII^e siècle, qu'un certain nombre de ses membres ne considéraient plus le flamand que comme un patois à l'usage des inférieurs. Cet état de choses s'accrut encore durant la réunion de la Belgique à la France de 1794 à 1815. Les mesures prises par le gouvernement des Pays-Bas pendant les quinze années (1815-1830) de son existence ne parvinrent pas à le modifier. Depuis la révolution de 1830, il a continué de se développer, si bien que vers les environs de 1848, il a provoqué une réaction, le mouvement dit flamingant, dont l'importance n'a cessé de croître depuis lors.

Le peu de pénétration du flamand dans la Belgique wallonne se comprend aussi aisément que la rapide introduction du français dans la Belgique flamande. Le faible degré de diffusion du flamand dans le monde n'en recommande pas l'acquisition à ceux dont il n'est pas la langue natale. Pour un Belge flamand, le français est l'instrument de communication non seulement avec ses compatriotes, mais avec le mouvement général de la civilisation. Au contraire, le Belge wallon n'éprouve aucune nécessité d'apprendre le flamand s'il ne se destine pas à faire carrière en Flandre. Il préférera, parmi les langues germaniques, l'allemand ou l'anglais dont l'audience étant infiniment plus étendue lui rendra donc infiniment plus de services. Si remarquable qu'ait été à diverses époques et que soit encore la littérature hollandaise, elle se trouve d'autre part dans des conditions assez défavorables pour rayonner largement même sur la Belgique de langue flamande. La différence des confessions religieuses entre les Belges catholiques et les Hollandais calvinistes constitue ici un obstacle qui, durant très longtemps, s'est opposé et s'oppose encore, quoique plus faiblement, à sa diffusion.

Au reste, il importe de le redire, la différence des langues n'a eu pour conséquence en Belgique aucune opposition nationale. Sans doute on remarque entre les deux parties du pays

des diversités de mœurs et de sentiments. Mais elles ne s'amplifient nulle part jusqu'à l'hostilité. Il n'y a pas d'antipathie entre des populations dont, au cours des siècles, les destinées ont été les mêmes, qui ont eu en commun les mêmes ennemis, ont subi les mêmes catastrophes, ont été régies par des institutions semblables. Les croisements sont d'ailleurs si nombreux entre elles, surtout dans la bourgeoisie, qu'il serait bien difficile aujourd'hui à quantité de Belges de discerner s'ils appartiennent à celle-ci ou à celle-là. Il suffit de parcourir le pays pour remarquer que les contrastes y sont bien moins marqués qu'en Suisse. Malgré les nuances de détail qui distinguent incontestablement Liège, par exemple, de Gand, l'opposition qu'ils présentent est cependant beaucoup plus faible que celle que l'on relève au premier coup d'œil entre Genève et Bâle.

A la diversité linguistique du pays et la contrebalançant s'opposent son unité religieuse, son unité économique et son unité politique.

Dans leur très grande majorité, les Belges appartiennent à la confession catholique. Il n'est guère de pays, s'il en est, où les dissidents soient en nombre aussi infime. On ne compte que 15 à 20.000 protestants et 3 à 4.000 Israélites. Sans doute, confession et ferveur religieuse ne sont pas la même chose. Si presque tous les Belges ont reçu le baptême, nombreux sont ceux qui s'abstiennent de la pratique du culte et beaucoup plus nombreux encore ceux qui professent à l'égard de l'Église une défiance et même une antipathie très marquée. Les libres penseurs et les indifférents abondent dans les grandes villes. En Flandre, les idées religieuses l'emportent de beaucoup cependant, et c'est par là peut-être que cette région se distingue le plus nettement de la Belgique wallonne. L'ascendant du clergé, surtout à la campagne, s'y impose avec presque autant de force qu'il y a un siècle. Pourtant, à mesure que le pays s'industrialise et qu'avec l'industrie se répand le socialisme, l'incrédulité fait des progrès. Mais si le catholicisme est en recul, du moins ne recule-t-il pas devant une autre Église. Ceux qui

l'abandonnent ne le remplacent pas. La propagande protestante n'a abouti qu'à des résultats sans proportion avec ses efforts. Dans les derniers temps, une secte piétiste, les Antoinistes, a gagné quelques adeptes dans certaines parties des régions wallonnes. En somme, le sentiment religieux, comme il arrive habituellement dans les pays catholiques, ne semble s'alimenter que par l'Église. Il ne survit guère dans les âmes de ceux qui s'éloignent d'elle. A cet égard, l'expérience arrive à des résultats identiques dans toutes les parties du pays. Il paraît inexact de dire que le Flamand est plus religieux que le Wallon. La vérité est que l'Église conserve mieux son empire sur le premier que sur le second. Mais l'un et l'autre, s'ils en sortent, s'abstiennent également de substituer une autre foi à celle qu'ils délaissent.

De tous les pays du monde, la Belgique au commencement du ^{xx}^e siècle, était celui dont l'activité économique était relativement la plus intense. Il est très remarquable de constater que l'on y observe le même phénomène dès les débuts du Moyen Âge. Il suffira de rappeler ici que du ^{xii}^e siècle à la fin du ^{xvi}^e aucune autre région de l'Europe ne possédait autant de grandes villes, que le port de Bruges puis celui d'Anvers furent par excellence les centres internationaux du commerce du Nord, qu'aucune industrie ne rivalisa, pendant cette longue période, avec la draperie de la Flandre et du Brabant. Déjà au ^{xiii}^e siècle, la population de la Flandre était si dense qu'il fallait importer une partie de son alimentation. Alors aussi, comme de nos jours, c'est par l'exportation de ses produits que se maintenait la prospérité de l'industrie. La technique avait atteint un développement extraordinaire, et l'influence du capital sur la production se faisait sentir avec une force beaucoup plus grande que partout ailleurs au nord des Alpes. La cause essentielle de ce vigoureux développement réside incontestablement dans la situation géographique du territoire. Sillonnée de nombreuses rivières navigables, en communication directe avec la mer, placée au carrefour des routes commerciales de France, d'Allemagne et d'Angleterre, la Belgique était destinée par la nature à un développement rapide et intense. Mais par cela même, elle se trouva aussi livrée aux compétitions des

Puissances qui l'entouraient. Aussitôt que commencent les conflits des grands Etats, elle se voit entraînée dans leurs guerres et, après avoir été l'atelier et l'entrepôt de l'Europe, elle en devient le champ de bataille. La politique la prive des faveurs dont la nature l'a comblée. La fermeture de l'Escaut, en 1648, la condamne à une décadence dont l'Angleterre et les Provinces-Unies s'attachent jalousement à l'empêcher de sortir. Le protectionisme de ses voisins étouffe son activité. Pourtant, avec une ténacité remarquable, sa population s'acharne à lutter contre la mauvaise fortune. L'habileté technique et l'énergie travailleuse que sa longue prospérité lui a communiquées l'empêchent de se résigner. On construit des canaux, on fonde à Ostende, en 1722, une « Compagnie des Indes » que les Puissances maritimes, inquiètes de ses progrès, obligent à supprimer. L'industrie de la dentelle et celle de la toile, favorisées par l'abondance de la matière première et la routine héréditaire des travailleurs conservent une importance considérable. Le pays n'en vit pas moins dans une situation anormale. Doté de tout ce qui lui permettrait une large efflorescence, la contrainte extérieure l'oblige à végéter en attendant des temps meilleurs.

Son annexion à la République française, puis à l'Empire (1794-1815) lui permit de libérer ses énergies emprisonnées. Brusquement, l'immense marché de l'Etat dans lequel il venait d'être englobé s'ouvrait devant lui.

Aussitôt l'industrie se ranime. La filature du coton, la manufacture de la laine, la fabrication du sucre de betteraves se répandent. En même temps les gisements de houille du pays de Liège et du Hainaut commencent à être activement exploités. La métallurgie, la construction des machines, la fabrication des armes, la verrerie se développent avec une rapidité surprenante. La chute de l'Empire français ne met pas fin à ce renouveau de prospérité. Réunie à la Hollande pour former avec elle le Royaume des Pays-Bas, la Belgique connaît, grâce aux débouchés que fournissent à son industrie les colonies hollandaises et grâce à la politique intelligente du roi Guillaume, une période de nouveaux progrès. La Révolution de 1830

sembla tout d'abord devoir lui porter un coup fatal. De nouveau l'Escaut se trouvait sinon fermé, du moins soumis à un lourd péage. Les ports hollandais attiraient vers eux le trafic de l'Allemagne. Les rapports avec l'Insulinde devenaient impossibles. Le protectionnisme français d'une part, la concurrence anglaise de l'autre faisaient prévoir une nouvelle période de déclin.

Pourtant la même énergie qui avait soutenu la nation au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle lui vint en aide une fois de plus. Pour conserver à Anvers le trafic de l'extérieur, le gouvernement de Léopold I^{er} faisait construire en 1834 les premiers chemins de fer du continent européen. Une politique libre-échangiste hardiment adoptée malgré le protectionnisme des Etats voisins, parvint à procurer à bas prix les matières premières. Le charbon que le pays possédait en quantité lui fournissait d'ailleurs un avantage inappréciable. On s'ingénia à en favoriser la diffusion et la circulation en développant sans cesse le réseau des voies navigables, celui des routes et celui des chemins de fer. Les efforts dans ce sens ne se sont pas ralentis depuis lors. A la veille de la guerre, la Belgique était sillonnée par 4.700 kilomètres de chemins de fer à grande section transportant annuellement plus de 210 millions de voyageurs et environ 70 millions de tonnes de marchandises, sans compter un réseau de près de 4.000 kilomètres de chemins de fer à petite section transportant près de 100 millions de voyageurs et plus de 7 millions de tonnes. A ce réseau de voies ferrées, il faut ajouter près de 10.000 kilomètres de routes de grande communication et un lacs serré de chemins vicinaux. Enfin les voies navigables, canaux ou rivières canalisées, présentaient un développement d'environ 2.200 kilomètres. Anvers voyait se presser dans son port plus de navires qu'à aucune autre époque et concurrençait ses rivaux de Rotterdam et de Hambourg. De nouveau, comme au ^{xvi}^e siècle, il avait repris le rang d'un port cosmopolite. Le rachat du péage du fleuve en 1863 avait facilité son ascension en même temps que les chemins de fer et le progrès industriel qui accumulaient sur ses quais le fret de retour pour les bateaux. Son

mouvement annuel en 1914 était de plus de 7.000 navires et de 14 millions de tonnes à l'entrée et à la sortie. L'activité générale du pays avait ranimé les ports secondaires d'Ostende et de Nieuport. Celui de Zeebrugge était achevé en 1905. Dans l'intérieur des terres, Bruxelles, Gand, Bruges reliés à la mer par des canaux à grande section recevaient d'importantes installations maritimes. Le progrès général de la vitalité nationale se marquait par l'accroissement rapide de la population. Le chiffre des habitants passait de 3.785.814 habitants en 1831 à 7.451.903 en 1909. D'après le recensement de 1910, la population occupée par l'agriculture comportait 1.551.950 individus; celle de l'industrie 3.249.184, soit respectivement 20 pour 100 et 43 pour 100 de la population totale.

L'efficacité du travail agricole ne le cède pas à celle du travail industriel. Partout on les rencontre se développant de concert. C'est une particularité du paysage belge que le mélémélo des usines et des champs cultivés poussant leurs sillons et leur emblavures jusque contre les murs des fabriques. Sauf les régions sablonneuses de la Campine, ou les fagnes marécageuses et les plateaux schisteux des Ardennes, pas un pouce du sol ne demeure en friche. Là où il est trop pauvre pour produire autre chose, il nourrit des sapinières dont l'étendue croît à mesure qu'augmente sous terre le nombre de galeries de mines que leurs arbres servent à « boiser ». Il n'y avait pas en tout dans le pays avant la guerre plus de 1.000 kilomètres carrés de terres incultes. Les céréales pour l'alimentation humaine et les fourrages pour l'alimentation du bétail étaient avec les pommes de terre les cultures dominantes. Le rendement du sol n'était dépassé nulle part, sauf en Danemark, avec ses 2.500 kilogrammes de froment à l'hectare. Le cheptel comprenant 1.800.000 têtes bovines, 1.400.000 porcs et 320.000 chevaux était supérieur, relativement à l'étendue du territoire, à celui de tous les autres pays.

La production des subsistances était pourtant bien loin de suffire à l'alimentation nationale. A cet égard, la situation de la Belgique était, quoique avec une agriculture bien supérieure, comparable à celle de l'Angleterre. Et cela se comprend aisément.

ment si l'on tient compte de la densité extraordinaire de la population. Comme au Moyen Age, mais dans une mesure bien plus considérable, elle laissait derrière elle, avec ses 252 habitants au kilomètre carré, celle de n'importe quel autre État du monde. En 1913 il avait fallu importer 4 millions de tonnes de denrées alimentaires, dont les trois quarts de céréales, pour combler le déficit de la production indigène. La nourriture de la population n'était assurée par celle-ci que jusqu'à concurrence de 22 pour 100.

Dans le Hainaut et le pays de Liège, l'exploitation du charbon avait suscité une pullulation puissante d'établissements métallurgiques, hauts fourneaux, ateliers de construction de machines, usines électriques, etc. La fabrication des glaces et la verrerie jouissaient d'une réputation sans rivale. Aux portes de Liège, la filature, le lavage et le tissage de la laine, faisaient de Verviers un centre manufacturier de premier ordre. La Flandre, privée des charbonnages qui transformèrent les bassins de Mons, de Charleroi et de Liège en contrées exclusivement industrielles, ne laissait pas de prendre un vigoureux essor dans le domaine du travail du lin et du coton. Gand, Courtrai, Saint-Nicolas, Lokeren lui doivent une activité qui dans les derniers temps s'est de plus en plus largement répandue dans les campagnes. Néanmoins dans son ensemble, la partie flamande du pays participe moins largement que la partie wallonne au mouvement industriel. La moitié environ de la population s'y adonne à l'agriculture, tandis que celles-ci n'en occupe guère que le quart dans le Hainaut et la province de Liège. Dans l'ensemble du pays, le rapport des communes exclusivement rurales aux communes industrielles et aux communes urbaines, est nettement à l'avantage de ces dernières.

Si l'on ajoute à cela que sauf pour le charbon, l'industrie doit s'approvisionner de matières premières à l'étranger (coton, laine, fer), on comprend combien délicat est le mécanisme économique ou pour mieux dire la situation économique de la Belgique. Toutes les parties en sont liées à l'équilibre général. Aucune ne peut fléchir sans que les autres ne s'en ressentent

aussitôt. Par là une solidarité étroite s'impose au pays. Sa population surabondante se trouve dans un rapport constant de services réciproques. Elle est assez comparable, dans l'étendue restreinte de ce territoire surpeuplé et si abondant en moyens de communications, à la population d'une seule et même grande ville. Déjà au ^{xvi}^e siècle les soldats espagnols en faisaient la remarque. En réalité quantité de régions ne sont que des banlieues urbaines, rayonnant autour d'un centre jusqu'à d'autres banlieues. La très grande majorité des habitants vivent dans des villes ou des communes industrielles. Les communes purement rurales ne renferment pas le tiers de la population. Le type du vrai paysan tel qu'il se rencontre dans tant de régions de France ou d'Allemagne, dont la vie se confine dans les intérêts de son village et dont la tournure d'esprit contraste si fort avec celle des citadins, existe à peine en Belgique. La nature économique du pays y a généralisé une espèce particulière de travailleurs, mi-ruraux et mi-urbains. Ce sont les ouvriers que les trains à prix réduits amènent de leur village aux usines et qui retournent chez eux à la fin de la journée. Il y a ainsi matin et soir un véritable exode de population par les « trains ouvriers ». On estimait en 1906 qu'il comportait pendant l'année plus de 125.000 personnes par jour. A cette mobilité des travailleurs répond celle des gens d'affaires, commis voyageurs et courtiers de toute sorte, que la facilité des moyens de transport, les abonnements à bon marché mettent continuellement en route. Le mercredi, jour de bourse, Bruxelles est le rendez-vous de la Belgique.

Aucune capitale ne présente un caractère analogue au sien. On dirait qu'on a choisi au compas sa situation au beau milieu du territoire : 50 minutes en chemin de fer d'Anvers et de Gand ; 1 h. et demie de Liège. L'agglomération bruxelloise avec ses 770.000 habitants renferme la dixième partie de la population totale de la Belgique. De plus, établie sur la frontière linguistique, elle est faite pour convenir à la fois aux Belges flamands et aux Belges wallons. Elle est vraiment œcuménique. Au fond primitivement flamand de sa population sont venus s'adjoindre et continuent à s'adjoindre de plus en plus des immigrés de

toutes les parties du pays. Au milieu des autres grandes villes, qui conservent leur caractère régional, flamand ou wallon, Bruxelles apparaît comme belge par excellence. De là son originalité qui surprend ou qui choque. Il est trop flamand pour les wallonisants et trop wallon pour les flamingants. C'est qu'à vrai dire il n'est ni l'un ni l'autre. Capitale du Brabant, il a perdu sa nature provinciale en devenant la capitale de la Belgique. Il n'est pas seulement la résidence du Roi, le siège du Parlement et de l'Administration centrale, il est encore devenu et il devient de plus en plus le centre de l'activité nationale. La plupart des grandes banques et des grandes sociétés d'industrie et de commerce y sont établies. C'est vers lui que gravite le mouvement artistique et scientifique, c'est lui qui possède les organisations centrales des grands partis politiques.

Bruxelles est bien loin cependant d'exercer une primauté comparable à celle que Paris exerce en France. La vie provinciale et régionale reste fort active en Belgique. Des villes comme Anvers, comme Gand et comme Liège conservent une originalité marquée qu'elles veillent soigneusement à entretenir. Qui ne connaîtrait que Bruxelles ne connaîtrait pas la Belgique. Parmi les artistes et les savants qui honorent le pays, un grand nombre travaillent en province. Les universités de Gand, de Liège et de Louvain possèdent autant de ressources et déploient autant d'activité que leur sœur de la capitale. Beaucoup d'initiatives sociales et de mouvements d'opinions, le Vooruit de Gand, les Boerenbonden, l'Université du travail de Charleroi ont été créées en dehors de toute intervention bruxelloise. La presse elle-même, quoique ses organes les plus importants se publient à Bruxelles, possède en province des journaux influents sur l'opinion. Il n'en reste pas moins vrai que Bruxelles impose au pays une large emprise intellectuelle et morale, qu'il y est un agent singulièrement énergique d'unité et de cohésion. Des rapports multiples que le pays entretient avec lui naissent un mouvement d'ensemble et une vie collective qui s'opposent aux tendances particularistes et aux exclusivismes régionaux.

Si on ne peut comparer la capitale de la Belgique au cerveau d'un être organisé, on la comparerait très exactement, en revanche, au centre d'attraction d'un système moléculaire.

Il résulte de tout ceci que la Belgique présente au milieu des autres Etats de l'Europe une physionomie singulière. A première vue, la voyant également privée d'unité géographique et d'unité de langue, on est tenté de lui refuser le nom de nation et de la considérer comme une création artificielle de la politique internationale. Que l'on prenne garde cependant de confondre la politique avec l'histoire. Sans doute la politique des Grandes Puissances n'a cessé depuis quatre siècles d'intervenir de façon prépondérante dans les destinées d'un pays dont la position territoriale fait en quelque sorte la clef de voûte de l'équilibre européen. Mais pour refuser à ce pays une existence propre, il faut fermer les yeux à la lumière. Il faut ignorer de parti pris que depuis le jour où les dix-sept provinces des Pays-Bas se sont réunies au ^{xv}^e siècle sous le sceptre des ducs de Bourgogne, il s'est constitué le long de la mer du Nord un Etat nouveau que la Belgique et la Hollande modernes continuent aujourd'hui. Leur séparation au ^{xvi}^e siècle n'a été que la conséquence de la Révolution religieuse. L'une, la Hollande, en adoptant le protestantisme, a secoué en même temps la souveraineté espagnole sous laquelle elle avait passé comme la Belgique depuis le règne de Charles-Quint. L'autre, la Belgique, en restant fidèle à la foi catholique, a conservé ses souverains héréditaires, les Habsbourg d'Espagne, puis, après le traité d'Utrecht, les Habsbourg d'Autriche. Sous ceux-ci Comme sous ceux-là, d'ailleurs, elle a gardé sa Constitution propre. Rien n'est plus faux que de la considérer, avant le ^{xix}^e siècle, comme soumise à la domination étrangère. Le régime qu'elle a connu a été un régime d'union personnelle et non point du tout un régime de conquête. Elle a vu dans ses souverains habsbourgeois ce qu'ils étaient réellement : les successeurs légitimes des ducs de Bourgogne et aussi longtemps qu'ils ont respecté son autonomie, elle leur est restée fidèle malgré les malheurs qu'ils lui ont infligés en l'entraînant dans leurs guerres. C'est seulement lorsqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle Joseph II a prétendu lui imposer son « despo-

tisme éclairé» qu'elle s'est soulevée d'un mouvement commun à toutes ses provinces, pour constituer une République fédérative. A cet égard, sa révolution contre l'Autriche en 1788 ressemble de très près à la révolution des colonies de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre. Depuis lors, malgré son annexion à la France, puis malgré son « amalgame » avec la Hollande dans le royaume des Pays-Bas, elle n'a pas cessé d'aspirer à recouvrer l'indépendance. En dépit de la différence de leurs langues, la communauté des institutions, des intérêts, de l'état social et des souffrances avait uni ses habitants en une même conscience nationale. La Révolution de 1830 en fut l'affirmation éclatante à la face de l'Europe. Les Puissances reconnurent le fait accompli pour éviter une guerre générale. Bien loin d'avoir créé la nationalité belge, elles ne la reconnurent qu'à contre-cœur. Ce qu'il y a en elle d'artificiel, ce n'est pas son existence, ce sont les conditions dont l'Europe l'entoura faute de pouvoir l'empêcher. La neutralité permanente que les traités de 1839 imposèrent à la Belgique et la garantie qu'ils donnèrent à son indépendance ne sont que la conséquence de la proclamation de cette indépendance par la Belgique elle-même si bien que, loin d'être, comme on le dit souvent, une création de la diplomatie, la Belgique apparaît au contraire comme le résultat de la volonté de son peuple s'insurgeant contre la diplomatie.

§ II. — L'ORGANISATION POLITIQUE

L'organisation politique de la Belgique se rattache par les liens les plus étroits, comme celle de la plupart des Etats de l'Europe occidentale, aux principes affirmés et réalisés par la Révolution française. Des institutions de l'Ancien Régime, rien ne subsiste dans la constitution de 1830, si ce n'est quelques noms traditionnels. La conquête française de 1794 avait trop complètement fait table rase du passé pour qu'il fût possible d'en rien restaurer après Waterloo. La « loi fondamentale » sous l'empire de laquelle les Belges vécurent durant leur

réunion avec la Hollande dans le Royaume des Pays-Bas, laissa subsister presque intact le système administratif napoléonien. Elle réservait au roi le gouvernement. Les États généraux, parlement à attributions restreintes, étaient privés de tout contrôle sur les actes du pouvoir.

La Révolution de 1830 fut dirigée directement contre ce régime monarchique. Son but et son résultat furent de donner au pays une constitution reposant non plus sur la souveraineté de la couronne, mais sur la souveraineté nationale, et de forme strictement parlementaire. Elle ne réserve au Roi que le pouvoir exécutif. Quant au pouvoir législatif, il y collabore avec les deux Chambres : le Sénat et la Chambre des Représentants. Ses ministres responsables devant elles doivent donc être choisis nécessairement dans les partis qui possèdent la majorité, sans quoi le refus des budgets rendrait aussitôt impossible l'exercice du gouvernement (1).

La Constitution belge est aussi libérale qu'elle est parlementaire. Œuvre commune des deux partis qui unirent leurs efforts contre le roi de Hollande, le parti catholique et le parti libéral, elle promulgue les libertés auxquels aspiraient chacun d'eux, si bien qu'en définitive elle les promulgue toutes. En faveur des catholiques, elle institue la liberté des cultes et celle de l'enseignement ; en faveur des libéraux, celle de la presse et de l'association. Aucune constitution n'a mesuré aussi largement les droits individuels. Elle les pousse si loin qu'elle énerve le pouvoir exécutif. Les hommes qui l'ont rédigée étaient évidemment inspirés d'une insurmontable défiance à l'égard de l'administration et même de l'Etat. Ils n'avaient foi que dans la liberté qui à leurs yeux est bienfaisante par elle-même, et ne peut être restreinte qu'en considération de la liberté d'autrui. L'Etat leur apparaissait comme un « mal nécessaire » dont il faut réduire l'action au minimum.

Ils légiférèrent, à vrai dire, non point en se plaçant au

(1) P. Voy. P. ERREBA, *Traité de droit public belge* (Paris, 1909) ; M. H. REED, *Government and politics of Belgium* (New-York 1924) ; M. Vauthier, *Précis du droit administratif de la Belgique* (Bruxelles, 1928).

point de vue de la communauté nationale, mais en songeant à chacun des citoyens qui la composent. Leur extrême libéralisme découle de leur extrême individualisme. Aussi toutes les précautions sont-elles prises pour réduire autant qu'il est possible les attributions du gouvernement. La Constitution s'abstient d'établir un Conseil d'Etat, et si elle place en face de la Chambre des Représentants une Chambre Haute, le Sénat, elle a bien soin de la rendre purement élective et d'empêcher le roi d'exercer la moindre influence sur son recrutement. Le Sénat et la Chambre des Représentants émanent du même corps électoral ; la seule différence entre eux provient du cens élevé que doivent payer les sénateurs. Ils constituent une garantie conservatrice ; ils ne constituent en rien un appui pour la couronne.

L'extraordinaire libéralisme de la Constitution belge ne s'explique pas seulement parce qu'elle est l'œuvre d'une coalition de partis, mais aussi parce que ces deux partis se recrutaient dans la bourgeoisie. Si la Révolution de 1830 fut l'œuvre du peuple, ce furent les bourgeois qui la dirigèrent et qui lui donnèrent son statut définitif. Au moment où elle éclata, la question sociale ne se posait pas encore et l'esprit de classe n'était pas né. Le peuple ne revendiquait pas le suffrage universel. Suivant les idées du temps, la garantie essentielle de tout gouvernement libre résidait dans l'indépendance de l'électeur. Ce n'est point pour fonder la domination de la classe bourgeoise que les membres du Congrès national firent dépendre le droit électoral du paiement d'un cens ; c'est parce qu'ils ne concevaient la liberté du vote que si le votant se trouvait à l'abri de la misère. Le pays légal ne devait comprendre que les citoyens assez éclairés, parce que assez aisés, pour pouvoir réaliser le parlementarisme illimité qui apparaissait aux Constituants comme le summum de la sagesse politique.

Il ne leur apparaissait d'ailleurs sous cet aspect que parce que la Belgique était un petit pays. Une grande puissance, obligée de défendre de multiples intérêts à l'extérieur, de faire sentir son pouvoir à ses voisins, d'entretenir une armée ou une flotte considérables, n'eût pu, sans renoncer à garder son rang,

diminuer l'autorité du pouvoir exécutif au point où le fait la Constitution belge. Une nation, au contraire, qui ne demandait qu'à se développer librement dans ses frontières sans rien ambitionner au dehors, à laquelle la guerre apparaissait à la fois comme le plus grand des maux et la plus insigne folie, devait s'abandonner sans crainte, elle le croyait du moins, à un système politique laissant s'épanouir sans limites l'individualisme des citoyens. En somme, la Constitution belge institue un gouvernement parlementaire pur, conformément à l'esprit libéral dans lequel la bourgeoisie du *xix^e* siècle interprétait les principes de la Révolution française. De là l'enthousiasme qu'elle provoqua chez tous les libéraux de l'Europe et l'antipathie à laquelle elle fut en butte de la part des gouvernements de la Sainte-Alliance. Metternich la considérait comme une folie, et le roi de Prusse en prophétisait, dès 1840, la disparition à bref délai.

Elle s'est maintenue cependant jusqu'à nos jours, et c'est encore sous son empire que vit la Belgique d'aujourd'hui. Les modifications qui y ont été apportées en 1893 et en 1919 n'ont fait que la rendre plus démocratique, en élargissant le droit de suffrage. Elles n'y ont introduit à part cela aucune, transformation essentielle. Si dans son application actuelle elle diffère largement de ce que ses auteurs ont voulu qu'elle fût, elle n'en reste pas moins la base de l'organisation politique du pays. De tous les Etats continentaux de l'Occident, la Belgique est celui dont le système constitutionnel a le mieux résisté à l'épreuve du temps. Seule parmi eux, elle a traversé la crise de 1848 en conservant intactes ses institutions. Depuis lors aucun péril ne les a menacées. La Constitution a toujours été acceptée par les partis en lutte. Elle est devenue par l'usage une sorte de manière d'être inhérente à l'existence nationale. Elle a été le facteur le plus puissant de la cohésion du pays qui se l'est octroyée. En donnant aux Belges la conviction qu'ils étaient le peuple le plus libre de l'Europe, elle les a attachés à leur indépendance devenue la condition et la garantie de la liberté. En 1853 le ministre De Brouckère écrivait : « Ce qui donne à la Belgique actuelle une physionomie propre, un

caractère distinct, c'est principalement ce régime de libre discussion, ce self-government dont elle use... Enlevez ce régime à la Belgique, énervez-le seulement, et ce jeune Etat perd toute sa virilité, toute sa confiance en lui-même..., vous lui ôtez sa vie morale, sa raison d'être. Il devient dès ce moment un corps sans âme, une agrégation sans vigueur et sans avenir, la proie du premier venu qui offrira satisfaction et sécurité à ses intérêts matériels (1). »

Cette persistance d'une Constitution qui paraît à première vue incompatible avec le fonctionnement normal d'un Etat et surtout d'un Etat aussi complexe que l'est la Belgique, s'explique par plusieurs causes.

Et tout d'abord par l'heureuse circonstance que les trois rois qui ont porté jusqu'aujourd'hui la couronne ont eu de longs règnes et se sont trouvés admirablement appropriés à leur rôle. Léopold I^{er}, appelé par le vote du Congrès national à inaugurer la « monarchie républicaine » qu'était la monarchie belge, a su avec autant de tact que d'intelligence la mettre à même de fonctionner suivant le rythme du parlementarisme anglais. A sa mort, la tradition politique était fondée. Son successeur, Léopold II (1865-1909), eut le mérite de s'y conformer. Il réussit, en contraignant son vaste génie à éviter tout heurt avec la nation dont il voulait élargir la place dans le monde, à l'amener à vouloir elle-même ce qu'il voulait et à induire le Parlement à voter l'annexion du Congo et à consentir aux mesures indispensables à la défense du pays. Albert I^{er}, enfin (1909), dans la crise formidable de la grande guerre, a fait de la couronne le symbole même de la patrie, et de roi constitutionnel s'est élevé à la dignité de roi national. Ainsi, de règne en règne, le pouvoir monarchique, en respectant loyalement la constitution, a légitimé de plus en plus son intervention et son autorité aux yeux du peuple et pris par cela même une part constamment grandissante à ses destinées. S'il y a des républicains en Belgique, ce sont des républicains théoriques. En réalité la question monarchique ne s'y pose pas. Et comment

(1) A. DE RIDDER, *Le Mariage du Roi Léopold II*, p. 186 (Bruxelles, 1925).

s'y poserait-elle quand le roi n'est au fond qu'un Président de République héréditaire ?

L'organisation des partis a contribué largement aussi à la réussite de la Constitution. L'union des catholiques et des libéraux qui avait fait le succès de la Révolution de 1830 ne lui survécut que peu d'années. Dès 1847, les alliés s'étaient séparés. Comme dans tout pays catholique, la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat les mettait aux prises. Revenant sur les concessions mutuelles qu'ils s'étaient faites au début, les libéraux prétendaient soumettre l'Eglise à la tutelle de l'Etat, les catholiques réduire l'Etat à s'abstenir de toute intervention dans les domaines où l'Eglise revendique le droit de poursuivre sa mission. En réalité, les uns et les autres restaient libéraux en matière politique. Aucun d'eux ne songeait à substituer au gouvernement parlementaire une autre forme de gouvernement. D'accord pour admettre la liberté constitutionnelle, ils cessaient de s'entendre sur son interprétation. Le libéralisme des libéraux proprement dit était essentiellement anticlérical. Pour eux, l'intérêt social imposait avant tout la neutralité officielle en matière de religion. Ils revendiquaient pour l'Etat un esprit de laïcité absolue, et prétendaient écarter de l'école, de la caserne et du tribunal toute influence religieuse comme incompatible avec la tolérance, comme entachée de complaisance pour l'Ancien Régime et en opposition avec les principes de la société civile. Les catholiques, au contraire, que leurs adversaires taxaient de cléricaux, reprochaient aux libéraux de ne s'opposer à l'Eglise que par hostilité pour la foi. Invoquant à leur tour l'intérêt social et confondant la religion avec la morale, ils prétendaient arracher le peuple au joug des « laïcisateurs » pour les empêcher de compromettre le salut des âmes. Aussi longtemps que la bourgeoisie jouit exclusivement du droit électoral, les deux partis se succédèrent tour à tour au pouvoir. De 1857 à 1884, les ministères libéraux l'exercèrent pendant dix-neuf ans, les ministères catholiques pendant huit. Ce balancement de deux partis répandus l'un et l'autre dans tout le pays et jouissant chacun d'une organisation très forte, fut singulièrement

favorable au jeu correct du parlementarisme et du système constitutionnel auquel il était étroitement lié.

L'agitation en faveur de l'extension du droit de suffrage mit fin à cette situation. Aux élections de 1884, les libéraux désunis sur l'opportunité de la réforme étaient culbutés. Depuis lors jusqu'à la revision constitutionnelle de 1893, ils ne parvinrent pas à reconquérir la majorité dans les Chambres. La revision qui introduisit le suffrage universel en le tempérant par le vote plural augmenta énormément la puissance parlementaire des catholiques, tout en introduisant à côté d'eux dans le Parlement une minorité d'élus socialistes. Trois partis se substituèrent donc aux deux partis historiques. Vis-à-vis de la majorité catholique, les libéraux et les socialistes formèrent une opposition unie sur la question anticléricale. Sur la question des réformes sociales, au contraire, qui prit dès cette époque une importance croissante, les libéraux votèrent le plus souvent avec les catholiques. Ceux-ci prirent ainsi, par la force des choses, l'apparence d'un parti conservateur et ils accentuèrent par intérêt électoral une attitude qui leur concilia de plus en plus l'opinion moyenne et modérée. A partir de 1884, ils ne cessèrent de fournir le personnel des divers ministères qui se succédèrent jusqu'en 1914. Le système parlementaire subit ainsi une transformation analogue à celle par laquelle il passa en Angleterre quand, à côté des libéraux et des conservateurs, des partis nouveaux prirent place à la Chambre des communes. Mais, comme en Angleterre aussi, la tradition et les mœurs politiques étaient si bien adaptées à ce système qu'il continua de fonctionner normalement malgré les conditions beaucoup plus difficiles qui s'imposaient à lui.

Pour achever de comprendre l'organisation politique de la Belgique, il faut remarquer que le système administratif que la Constitution de 1830 y a laissé subsister est plus ancien qu'elle et ne s'inspire pas des mêmes principes. Dans ses grandes lignes, il est resté conforme au régime introduit dans le pays par la conquête française. Les neuf provinces entre lesquelles se répartit le territoire ne sont autre chose que la continuation des neuf départements établis en 1795 par la

Convention. Leurs noms seuls ont changé. Les gouverneurs ont remplacé les préfets et les commissaires d'arrondissement, les sous-préfets. La contexture générale de l'organisation des ministères, de la comptabilité publique, de la magistrature, du corps des Ponts et Chaussées, du corps des Mines, des impôts, de l'armée, malgré les innombrables modifications qui y ont été introduites, repose encore sur ces assises napoléoniennes que le royaume des Pays-Bas avait soigneusement respectées et d'où elles ont passé à la Belgique. Ainsi le pouvoir exécutif, si faible que la Constitution ait voulu qu'il soit, s'est trouvé disposer d'un système d'institutions créé par le pouvoir exécutif le plus fort qui ait jamais existé.

Mais il faut observer aussitôt que si les formes de ce système sont demeurées intactes en grande partie, son efficacité pour le pouvoir central a été singulièrement réduite par l'importance qui a été réservée à l'autonomie communale. En ceci les constituants de 1830 sont restés fidèles à la tradition historique. Depuis le Moyen Age, l'esprit municipal s'est plus largement développé en Belgique que dans aucun autre pays du continent. Nulle part la population urbaine n'était relativement aussi nombreuse et nulle part aussi elle ne jouissait d'une autonomie aussi étendue. Sous l'Ancien Régime la vie politique des Belges s'absorbait dans la commune. Elle ne s'intéressait à d'autres affaires qu'aux affaires municipales. Elle était essentiellement particulariste. L'annexion du pays à la France anéantit les autonomies locales sans en faire disparaître le souvenir et le regret. Le royaume des Pays-Bas les rétablit, mais en leur imposant un système électoral qui les soumettait à l'emprise du gouvernement. Elles furent reconstituées par la loi communale votée en 1836. Tout en imposant aux communes le contrôle de l'État et en les empêchant d'empiéter en dehors du domaine des intérêts locaux, elle leur abandonne en revanche celui-ci d'une manière complète. Chaque commune possède dans son conseil communal une sorte de petit parlement dont le bourgmestre et les échevins forment le ministère. Sa compétence s'étend à toutes les branches de l'administration : écoles, travaux publics, hygiène, fabriques d'église, etc... La « garde

civique », créée par la Constitution à côté de l'armée régulière est organisée par la commune et fournit au bourgmestre une force armée en cas de besoin (1). L'autonomie communale est un dogme révérend par le gouvernement qui évite soigneusement toute occasion de conflit avec elle et l'associe autant qu'il le peut à son activité. Les bourgmestres des grandes villes figurent parmi les autorités les plus importantes du pays. Celui de la capitale est une puissance avec laquelle il faut compter. C'est en entrant au conseil communal de sa commune qu'un homme politique débute ordinairement dans la vie publique. Et cette vie, dans la commune même, est extrêmement active, les partis s'y répartissant dans le conseil communal comme ils se répartissent au Parlement. Les affaires locales mettent aux prises catholiques, libéraux et sociaux qui luttent avec acharnement pour conserver ou pour conquérir le pouvoir.

Ainsi l'esprit de parti n'est étranger à aucune manifestation de l'activité publique. Les citoyens se répartissent en groupes nettement tranchés. On admet difficilement les neutres, les gens « sans couleur ». Il semble tout naturel que le parti au pouvoir l'exploite à son profit et ne confie guère qu'à ses amis les postes de l'administration. L'influence des associations politiques pèse sur le Parlement et les représentants pèsent eux-mêmes sur le ministère auquel ils s'efforcent d'imposer les désirs de leurs électeurs. L'intervention des députés de la majorité est presque toujours prépondérante dans le choix des fonctionnaires. En fait, le pouvoir législatif domine l'exécutif. Dans l'opinion courante, un ministre apparaît surtout comme le bénéficiaire de la victoire de son parti et comme tenu d'en user au profit des siens. De là la violence des luttes électorales dont l'enjeu n'est pas seulement le triomphe d'une politique, mais aussi la satisfaction d'une multitude d'intérêts particuliers. La petitesse du pays facilite la confusion constante des questions de principes et des questions de personnes,

(1) Je ne parle ici que de la situation antérieure à 1914. La garde civique est supprimée aujourd'hui et l'attitude du gouvernement à l'égard de l'autonomie communale s'est transformée sous l'empire des circonstances et des nécessités de l'après-guerre.

la contamination des intérêts généraux et des intérêts locaux.

La neutralité imposée au pays par les traités de 1839 a contribué de son côté aux mêmes résultats en concentrant sur elle-même toute l'activité de la nation. La politique extérieure, qui offre ailleurs aux divers partis un terrain d'entente, n'a guère consisté en Belgique qu'à négocier des traités de commerce. L'opinion publique s'en est détournée comme d'un domaine inaccessible et partant sans intérêt. L'ignorance et l'indifférence qu'elle a montrées à son égard contrastent violemment avec l'énergie passionnée qu'elle manifestait dans la politique interne.

Durant les années qui ont précédé la guerre, des transformations considérables commençaient pourtant à modifier la physionomie traditionnelle du pays. En réalité une crise politique, économique et sociale le travaillait. Pour comprendre comment il réagit de 1914 à 1918, il est indispensable de la faire connaître brièvement.

§ III. — ETAT DU PAYS A LA VEILLE DE LA GUERRE

Au point de vue économique, jamais la prospérité nationale ne fut plus grande que depuis le début du ^{xx}^e siècle. On en peut signaler plusieurs causes. Et tout d'abord l'annexion du Congo votée par les Chambres en 1908. Si les avantages directs de la possession d'une colonie ne se firent pas sentir tout de suite, ses avantages indirects furent immenses. Les capitalistes, encouragés à plus de hardiesse, orientèrent plus largement leurs efforts vers l'extérieur. Les banques s'adonnèrent de plus en plus aux entreprises industrielles. Après une période où la Belgique s'était surtout contentée de vendre sur place ses produits ou de les écouler chez des clients traditionnels, elle entra dans la voie de l'expansion. Les progrès de la concurrence étrangère et le développement de l'impérialisme économique lui imposaient d'ailleurs ce changement de méthode dont le succès s'attesta aussitôt. Le capital belge, tantôt seul, tantôt allié au capital français, s'intéressa dans quantité d'entre-

prises lointaines. En Russie, en Espagne, en Italie et jusque dans l'Extrême-Orient, on le trouve engagé dans des affaires de tout genre : chemins de fer, tramways, établissements métallurgiques, verreries, sucreries, filatures, électricité, etc. A la veille de la guerre, on estimait l'avoir des sociétés belges possédant des établissements à l'étranger ou dans la colonie à une somme de 3 milliards, et le montant des titres étrangers ou congolais détenus en Belgique à une somme de 8 milliards 500 millions. Encore ce chiffre paraît-il être inférieur à la réalité. Il semble bien, en effet, qu'en 1914 les placements de la Belgique dans la seule Russie, tant en entreprises industrielles qu'en valeurs diverses, s'élevaient à près de 3 milliards de francs. D'une manière générale, l'intensité du mouvement commercial a doublé de 1900 à 1913. Il était, en cette dernière année, de 32.656.282 tonnes à l'importation, de 20.885.182 tonnes à l'exportation, et de 7.803.734 tonnes pour le transit.

L'avenir se présentait sous les couleurs les plus rassurantes. Un nouveau bassin houiller venait d'être découvert en Campine, abondant en charbon gras que le pays avait été obligé jusque-là de faire venir de l'extérieur. Au Congo, le Katanga se révélait comme regorgeant de richesses minières et si abondant en radium que la Belgique pouvait être assurée du monopole de la fabrication de ce produit.

La base fondamentale de l'économie nationale consistait de plus en plus dans l'industrie. Son extrême vitalité s'explique sans doute par la traditionnelle habileté technique des ouvriers, par leur énergie travailleuse, par l'excellent outillage des voies de transport, mais surtout par le bon marché de la main-d'œuvre. Dans aucun pays de l'Occident de l'Europe, le coût de la vie n'était aussi bas, nulle part les impôts aussi peu élevés qu'en Belgique, mais nulle part non plus les salaires n'étaient aussi minimes. C'est par là que le pays pouvait compenser ce qu'il lui manquait par ailleurs pour maintenir le rang auquel il était parvenu en face de rivaux qui l'emportaient tous sur lui par la puissance politique. Depuis 1830, la préoccupation constante du gouvernement, d'accord avec l'opinion de la bourgeoisie, avait été d'augmenter sans cesse la production en rédui-

sant les frais au minimum par une politique douanière et un système de tarifs organisé en vue de favoriser l'importation des matières premières et l'exportation des produits fabriqués. Et l'on ne peut s'étonner si les industriels s'efforçaient de leur côté de maintenir le taux des salaires au plus juste prix.

Si la Belgique est entrée tardivement dans la voie de la législation sociale, c'est que, ne pouvant dominer les marchés extérieurs de l'exportation qui lui est un besoin primordial, elle était contrainte de s'y glisser pour ainsi dire à la faveur de prix inférieurs à ceux de ses concurrents. La bourgeoisie qui exerçait seule le pouvoir politique ne songeait qu'à rendre plus intense sa production. Demeurée fidèle au dogme de l'économie libérale, elle condamnait toute intervention de l'Etat entre l'employeur et l'employé. Elle croyait assez faire pour l'ouvrier en lui garantissant en cas de crise le recours au bureau de bienfaisance ; en cas de maladie, le recours aux hôpitaux ; en cas d'invalidité ou de vieillesse, le recours aux asiles. En fait, le prolétariat vivait dans des conditions déplorable. Bien rares étaient les usines qui s'intéressaient au sort de leur personnel ; les conditions d'hygiène des ateliers et des habitations ouvrières laissaient trop souvent à désirer. Le travail des enfants nuisait également à leur instruction et à leur santé. Celui des femmes entraînait des conséquences non moins déplorables.

Pendant longtemps les masses ouvrières acceptèrent un état de choses que leur manque d'organisation les empêchait d'améliorer. C'est seulement vers 1880 que furent fondées les premières associations de travailleurs, contrariées d'ailleurs par la législation et en butte à l'hostilité des patrons. Un peu plus tard débuta une campagne, de violence croissante, pour l'obtention du suffrage universel. De grandes grèves, dont la répression fut souvent sanglante, éclatèrent en 1886. Le Parlement ordonna une enquête sur les conditions du travail. Elle révéla des faits si douloureux et des abus si graves que des lois bien timides encore sur l'inspection des ateliers, le travail des femmes et celui des enfants furent enfin votées. Cependant grâce à l'agitation ouvrière, le socialisme faisait des progrès

rapides. Les allures violentes et révolutionnaires qu'il avait affichées au début firent bientôt place à des tendances organisatrices. Elles eurent pour résultat la création de syndicats et de sociétés coopératives dont le Vooruit de Gand fournit le type le plus complet. En quelques années, le pays fut couvert d'institutions créées sur le même modèle et rattachées à un organisme central : la commission syndicale. En même temps, le parti socialiste ou, suivant une appellation plus exacte, le parti ouvrier, s'organisait (1). Les bénéfices réalisés par les syndicats lui fournissaient les fonds nécessaires à l'entretien de ses journaux et de sa propagande. Appuyé par la partie avancée (progressiste ou radicale) du parti libéral, le mouvement entrepris en faveur de la revision constitutionnelle aboutit finalement en 1893. Le suffrage universel pur et simple fut écarté après une période de troubles qui semblèrent faire présager une révolution. Une solution transactionnelle fut admise par les partis : le vote plural qui, tout en donnant une voix à chaque Belge majeur, donne une ou deux voix supplémentaires à ceux qui possèdent certaines conditions de fortune ou d'instruction. La représentation proportionnelle ayant assuré, en 1899, à chaque parti une influence parlementaire correspondant à sa force électorale, le retour périodique au pouvoir des catholiques et des libéraux devint impossible. Le parti catholique, que ses adversaires accusèrent d'avoir organisé le vote plural à son avantage, se trouva assez puissant pour posséder la majorité sur les deux partis de l'opposition.

Depuis lors, le parti ouvrier joua dans la politique belge un rôle de plus en plus important. Le nombre de ses adhérents, attirés par les avantages de l'affiliation aux syndicats, ne cessa pas d'augmenter. Pour contre-balancer son action, le parti catholique érigea en face des syndicats socialistes des syndicats d'ouvriers chrétiens. Dans la partie flamande du pays, l'institution de vastes associations de paysans, les Boerenbonden, dont il prit l'initiative, lui assura le concours des classes rurales. Mais ces institutions créées pour enrayer la propagande

(1) Sa constitution définitive date de 1885.

du socialisme échappèrent peu à peu à la direction des conservateurs. Une démocratie chrétienne se forma, avec laquelle le parti catholique eut de plus en plus largement à compter. Sous peine de scission, les anciennes associations catholiques durent tolérer l'inscription sur les listes électorales de candidats désignés par les syndicats chrétiens et les Boerenbonden. L'unité du parti fut sauvegardée par les concessions qu'il fit à la démocratie. Seul le parti libéral, recruté pour la plus grande partie parmi les industriels, les membres des professions libérales et les classes moyennes, conserva sa constitution bourgeoise.

L'organisation et le progrès du socialisme sont donc les faits essentiels de la vie politique au ^{xx}^e siècle. S'ils ne l'ont pas dirigée, ils l'ont en tout cas poussée dans des directions nouvelles. La transformation du parti catholique n'est qu'une conséquence et une attestation de leur force. Cette force est d'autant plus grande que le parti ouvrier s'attache surtout à des réalisations pratiques. Conformément à l'esprit réaliste des Belges, il subordonne les revendications théoriques et lointaines aux réformes immédiates. Il est devenu une puissance financière, administrant des centaines de groupements syndicaux, possédant des usines, une banque, des hôpitaux, des dispensaires, des locaux d'enseignement, de distraction, de sport, des imprimeries, des librairies et jusqu'à une flottille de pêche.

Ce parti est naturellement le plus largement représenté dans les parties du pays où la grande industrie est le plus répandue. Il en résulte que les provinces wallonnes, particulièrement le Hainaut et le pays de Liège, sont le fondement de sa puissance ; les socialistes flamands ne peuvent se passer de l'appui qu'elles leur fournissent. Ainsi le mouvement ouvrier à mesure qu'il se répand, contribue à affermir la cohésion du pays en associant en un même effort le prolétariat tout entier. D'ailleurs, conformément à ses tendances internationalisantes, le parti est réfractaire par nature à l'esprit régionaliste et peu accessible à se laisser diviser par le conflit linguistique.

Celui-ci a pris dans les dernières années avant la guerre une acuité croissante. Quoique la Constitution belge proclame

la liberté des langues et que jamais le gouvernement n'ait édicté la moindre mesure de compression à l'égard du flamand, il était fatal que la bourgeoisie francisée dont il était l'instrument ait témoigné pendant longtemps à la langue populaire des provinces flamandes la même indifférence qu'elle témoignait au prolétariat. On ne persécutait pas le flamand, mais on agissait comme s'il n'existait pas. Toute l'administration du pays se faisait exclusivement en français. Ignorer cette langue, c'était pratiquement se fermer toute carrière publique. Des protestations devaient tôt ou tard s'élever contre un état de choses aussi peu compatible avec les principes libéraux dont s'inspiraient les institutions du pays. Aux environs de 1848, des écrivains, des philologues, des instituteurs commencèrent à réclamer pour la langue flamande un traitement digne de son passé littéraire, et des droits de ceux qui la parlaient. Une Commission officielle des griefs fut instituée en 1855. Cependant ce n'est guère que vers 1870 que la question flamande commença à intervenir dans les luttes électorales. Le premier succès des « flamingants » fut le vote, en 1873, d'une loi en matière de procédure pénale, puis, en 1883, d'une loi qui, en introduisant l'enseignement obligatoire en langue flamande d'un certain nombre des branches figurant au programme des athénées, reconnaissait officiellement à cette langue une égalité au moins théorique avec le français. La loi n'était d'ailleurs applicable qu'aux provinces flamandes. Les flamingants ne prétendaient pas, en effet, imposer à leurs compatriotes wallons la connaissance de leur langue. La question linguistique se posait en Belgique tout autrement par exemple qu'en Allemagne. Aucune des deux parties du pays ne voulait s'assimiler l'autre en la contraignant à parler comme elle. Fidèles à leur principe « *In Vlaanderen Vlaamsch* », les flamingants ne réclamaient de réformes que pour la Flandre. Leurs adversaires n'étaient pas les Wallons, mais cette partie de la population flamande qu'ils désignaient, à cause de son attachement au français, sous le nom de « fransquillons ». Les fransquillons sont cependant aussi flamands que les flamingants eux-mêmes. C'est même parmi eux que se rencontrent les plus anciennes familles du pays.

Ils comprennent, en effet, l'aristocratie et la bourgeoisie aisée chez lesquelles, depuis des siècles, non par violence mais par le jeu naturel des rapports avec la France et les provinces wallonnes, le français est devenu sinon la seule langue, du moins la langue de la bonne compagnie et en même temps la langue des affaires. Le problème se posait donc d'une manière tout à fait différente de celle qu'il présente soit en Bohême, soit en Pologne, soit dans les pays balkaniques où, à la différence des idiomes, correspond une différence de nationalité (1). Les francophones de Flandre n'étaient ni des conquérants étrangers, ni même de simples immigrés. C'étaient tout simplement une portion du peuple qui par tradition, par choix et par intérêt avait préféré à la langue populaire une autre langue, et prétendaient ne pas être gênés dans la liberté d'en faire usage.

Le problème était dès lors singulièrement délicat et compliqué. On ne pouvait invoquer, en faveur de la thèse flammingante, le principe mystique de la race, qui a d'autant plus de prise sur le sentiment qu'il est plus impénétrable à la raison. L'utilité pratique de la connaissance du français pour la population constituait un autre obstacle à la propagande des flamingants. Ceux-ci invoquaient en leur faveur l'intérêt social et l'intérêt pédagogique; le premier, lésé par l'isolement linguistique des classes supérieures à l'égard du peuple, le second, souffrant de l'enseignement prématuré d'une langue étrangère au détriment de la langue nationale. Les plus ardents, séduits par les théories courantes en Allemagne, proclamaient la supériorité des langues germaniques sur les langues romanes, des dolicocéphales blonds sur les brachycéphales noirs, des yeux bleus sur les yeux foncés, et s'abandonnaient à un romantisme pseudo-scientifique dans lequel la langue apparaissait comme un être en soi possédant des droits imprescriptibles, indifférents aux volontés et aux désirs des hommes. Au reste, le mouvement flamingant, s'il se targuait d'être un mouvement germanique, n'était en rien orienté vers l'Allemagne. Ceux d'entre ses mem-

(1) La situation est en revanche analogue à celle de la Finlande dont tous les habitants, qu'ils parlent français ou suédois, sont d'origine finlandaise.

bres qui éprouvaient quelque sympathie pour un rapprochement avec elle étaient infiniment rares. Une revue de caractère pangermanique, la *Germania*, créée en 1898, avait disparu quelques années après (1905) faute de lecteurs. Ce n'est pas de l'Allemagne, mais de la Hollande que la Belgique flamande pouvait attendre son relèvement intellectuel. Ceux qui pensaient ainsi ne mêlaient d'ailleurs à leurs espoirs aucune visée politique. Le flamingantisme n'était influent que dans la mesure où il était belge et, sauf des exceptions si rares qu'elles ne comptaient pas, il l'était tout entier et complètement.

Aussi longtemps que la Constitution conserva son caractère censitaire, le conflit linguistique ne présenta qu'une importance politique tout à fait accessoire. La bourgeoisie seule y prenait part, et comme elle était francisée en grande partie et sûre au parlement de l'appui des Wallons et des Bruxellois, pour lesquels le flamand n'était qu'un patois sans conséquence, ce n'était que grâce à des marchandages politiques et à des combinaisons de couloirs que les rares députés flamingants pouvaient obtenir de loin en loin quelques avantages. Mais le spectacle changea après l'extension du droit de suffrage en 1893. Désormais la question flamande contribua et se mêla de plus en plus largement aux luttes électorales. En se généralisant, elle changea de nature et de méthode. Pour se gagner les masses, elle s'imprégna d'esprit démocratique. Les fransquillons furent représentés comme une minorité de privilégiés orgueilleux, indifférents au sort du peuple, dédaignant sa langue parce qu'ils le dédaignaient lui-même. Les intérêts économiques invoqués en faveur de la propagande en décuplèrent l'effet. Les revendications sociales que le peuple des campagnes flamandes se mit à formuler à l'exemple des ouvriers des villes se confondirent naturellement avec les revendications linguistiques. Le parti catholique, dont la force électorale résidait surtout dans les districts ruraux, ne put demeurer indifférent à cette orientation nouvelle de l'opinion. Le clergé surtout la favorisa. Le flamingantisme populaire fut opposé par lui comme une digue au débordement du socialisme anticlérical. Les organisations démocratiques qu'il institua furent à la fois

chrétiennes et flamingantes. Les Boerenbonden obligèrent les associations catholiques à compter avec elles, et mesurèrent l'appui financier qu'elles apportèrent à celles-ci aux concessions qui leur furent faites. Ainsi la question flamingante prit rapidement une ampleur et un radicalisme dont s'étonnèrent ceux-là seulement qui n'avaient point prévu qu'elle se développerait fatalement sous l'influence de la démocratie. La minorité linguistique se trouva brusquement débordée. La devise *In Vlaanderen Vlaamsch* ne fut plus un idéal lointain mais une exigence pressante. Dès 1912-1913, un projet de loi transformant l'Université de Gand en Université de langue flamande était introduit à la Chambre des Représentants.

A la différence des Flamands, les Wallons n'avaient pas de griefs linguistiques. Il était naturel cependant que l'agitation flamingante provoquât chez eux une certaine réaction. Incapables d'en comprendre les motifs, ils l'attribuaient volontiers à l'ambition de quelques meneurs, s'inquiétaient du péril dont elle leur semblait menacer l'unité nationale, s'irritaient de l'intempérance de langage que provoquait facilement le thème convenu de la supériorité de la civilisation germanique sur la civilisation latine. Les lois récentes sur l'obligation des fonctionnaires de parler en Flandre la langue flamande leur faisaient appréhender l'extension à tout le pays d'un régime bilingue. Le sentiment régional qu'avaient entretenu les sociétés de littérature wallonne s'accroissait. Des excès de mauvaise humeur se manifestaient contre la centralisation bruxelloise. Un petit groupe de wallonnisants prenaient pour programme la formule : « La Flandre aux Flamands, la Wallonie aux Wallons et Bruxelles à la Belgique. » A la Chambre, un représentant de Liège laissait échapper le cri : « Vive la séparation administrative ! » Une lettre ouverte adressée au roi commençait par les mots : « Sire, il n'y a pas de Belges. »

A l'agitation sociale correspondait donc l'agitation linguistique. Sous leur double influence, la presse accoutumée à une liberté illimitée accentuait encore la violence de son langage. Il arrivait que des étrangers se figurassent que le pays était à la veille d'une révolution.

En réalité, il s'adaptait au nouveau régime démocratique instauré par la revision constitutionnelle. Cette adaptation était difficile et sa difficulté provoquait une fermentation, d'autant plus tumultueuse que les institutions lui permettaient de s'affirmer sous toutes les formes : par la parole, par le journal et le pamphlet, par les réunions publiques et par les cortèges. On s'emportait contre le gouvernement ; on ne s'emportait pas contre la loi. Tous les genres de protestations étant autorisés, personne ne songeait à revendiquer par la force le droit d'affirmer son opinion. Le drapeau rouge n'apparaissait pas aux yeux des Belges comme un emblème révolutionnaire. Ils n'y voyaient que le drapeau d'un parti.

La généralisation du droit de suffrage n'avait pas modifié très sensiblement, en apparence du moins, l'aspect du Parlement. Si elle y avait introduit avec les élus socialistes un nouveau parti, elle laissait subsister en face de lui les deux partis traditionnels, les catholiques et les libéraux. La robustesse de leur constitution leur avait fait surmonter la crise. Ils avaient sauvé leur existence en faisant place aux tendances réformatrices ou aux revendications linguistiques dont ils étaient forcés de tenir compte sous peine de voir se former en face d'eux des groupes rivaux. Le vieux conflit du cléricalisme et de l'anticléricalisme continuait, si l'on peut ainsi dire, à former la plate-forme des politiciens. Il était tellement invétéré qu'il l'emportait encore sur tout le reste, sinon au sein de la nation du moins au sein du Parlement. La question scolaire avait été depuis un demi-siècle le domaine par excellence des luttes entre catholiques et libéraux. Le caractère confessionnel ou non confessionnel des écoles les avait intéressés beaucoup plus que la nécessité d'organiser et de généraliser les écoles. La tentative des libéraux de créer un enseignement primaire exclusivement laïque et capable de répondre à sa mission grâce au contrôle de l'État, avait été la cause de leur chute en 1884. Depuis lors le régime scolaire était resté, à son grand dommage, une pomme de discorde. Flottant au gré des luttes parlementaires entre des remaniements continuels, entre des essais toujours infructueux de satisfaire à

la fois le désir des catholiques de lui concéder une liberté entière, et l'impossibilité de la lui concéder sans le soumettre trop exclusivement à l'influence de l'Église, il souffrait d'une instabilité qui le paralysait. L'état de l'enseignement populaire contrastait avec la vigoureuse activité de la nation. En 1900, le nombre des illettrés comprenait 19 pour cent des habitants au-dessus de huit ans, malgré les progrès réalisés depuis vingt ans.

Si opposés qu'ils fussent en matière de réformes économiques, les socialistes et les libéraux se trouvaient d'accord pour exiger une organisation scolaire répondant aux besoins du peuple. En 1913, une loi décréta l'obligation de l'enseignement pour les garçons et les filles, et institua un enseignement primaire du degré supérieur qui fut rendu également obligatoire. L'explosion de la guerre empêcha cette loi d'entrer en vigueur. Il en fut de même de la réglementation du travail des femmes et des enfants, instituée par une loi de 1914.

Avec l'école, l'armée avait partagé la mauvaise fortune d'être en proie à la lutte des partis. Dans un pays où le bon marché de l'existence apparaissait comme une question vitale, on lui reprochait de coûter cher pour ne rendre que des services minimes. Suivant l'opinion générale, la neutralité politique garantie par les Puissances promettait à la Belgique une paix perpétuelle. L'heureuse chance qui avait sauvé le territoire des atteintes de la guerre de 1870 faisait croire qu'il en serait toujours ainsi. La répugnance traditionnelle des Belges pour le régime de la caserne était encore fortifiée par la répulsion que ce régime rencontrait au sein du clergé. On avait bien fini, après des débats passionnés, par voter les crédits nécessaires pour les fortifications d'Anvers (1859), puis, en 1888, à consentir à l'érection de forts destinés à défendre les passages de la Meuse, à Liège vers l'Allemagne et à Namur vers la France, mais il avait été impossible pendant longtemps d'obtenir la réorganisation et plus encore l'augmentation des effectifs de l'armée de campagne. Elle se recrutait par le tirage au sort des miliciens, et la faculté du remplacement, dont l'État lui-même se chargeait, en exemptait les jeunes gens des classes aisées et faisait apparaître au peuple le service militaire comme une

obligation d'autant plus odieuse qu'elle était plus injuste. En vain, le parti libéral avait inscrit à son programme le service personnel ; en vain, le roi Léopold II était intervenu personnellement en sa faveur. L'intérêt électoral avait toujours empêché sa réalisation. Pourtant il fournissait à l'agitation démocratique un grief si patent qu'un essai avait été fait de lui substituer le recrutement volontaire. Le résultat en fut si déplorable que sous peine de laisser l'armée disparaître, une réforme s'imposait. La revision de 1893 permit enfin d'aboutir. En 1909 une loi organisant le service personnel était votée. Léopold II eut la satisfaction suprême de la signer sur son lit de mort. Les motifs qui poussèrent au vote de cette loi étaient du reste avant tout des motifs de politique interne. C'est de la justice sociale beaucoup plus que de la défense du pays qu'ils s'inspiraient. On ne voulait pas renforcer l'armée, on voulait seulement faire disparaître le privilège inique qui en dispensait la bourgeoisie. L'effectif ne fut pas augmenté et le tirage au sort continua d'être la base du recrutement. Pour beaucoup de conservateurs, la réforme paraissait surtout salubre parce qu'elle donnait une garantie à la discipline des troupes en cas d'émeute. Bien rares étaient les esprits assez au courant de l'état général de l'Europe pour concevoir la possibilité d'une guerre et que la Belgique dût y être entraînée. A cet égard, la confiance et l'imprévoyance étaient complètes. Elles répondaient parfaitement d'ailleurs aux rapports que le pays entretenait avec ses deux grands voisins, la France et l'Allemagne.

Depuis la proclamation de la République, les inquiétudes que la France avait inspirées aux Belges pendant le règne de Napoléon III avaient disparu. Il en était résulté une recrudescence de son influence séculaire. Depuis le commencement du Moyen Age par sa langue, sa littérature, ses arts, sa vie sociale et son activité économique, elle imposait son prestige à la Belgique. Les relations intellectuelles qu'elle entretenait avec celle-ci étaient plus étroites encore que les relations économiques. Le voisinage de Paris en faisait sentir davantage le rayonnement. Ses journaux étaient lus dans toutes les grandes villes

le jour même de leur apparition. Ses livres remplissaient les librairies ; ses pièces et ses acteurs figuraient au répertoire de tous les théâtres ; ses agitations politiques, les épisodes sensationnels de son existence enfiévrée étaient l'objet d'un intérêt constant. Sans doute cet intérêt n'était pas toujours sympathique. Depuis la séparation de l'Église et de l'État, surtout, une partie du clergé ne laissait pas de manifester à l'égard de l'influence française une méfiance que, pour d'autres motifs, partageaient et entretenaient certains flamingants. Il n'en restait pas moins que la Belgique éprouvait un besoin constant de sa grande voisine. Des milliers d'ouvriers belges travaillaient dans les fabriques du département du Nord. A l'époque de la moisson, c'est par milliers aussi que les paysans flamands, « les Fransmannen », allaient s'embaucher dans les fermes de la Champagne, de la Picardie et de la Normandie. Dans quantité d'affaires, les capitaux belges et les capitaux français étaient associés. La France répondait à cette confiance par des témoignages de sympathie qui flattaient l'opinion. Elle admirait la jeune école littéraire qui se groupait autour de Maeterlinck et de Verhaeren qu'elle avait accueillis à Paris. Il n'était pas de congrès, pas de réunions artistiques ou scientifiques, d'expositions de beaux-arts ou d'industrie où elle ne se fit plus largement représenter que tout autre pays. En 1913, elle avait participé avec éclat à l'exposition universelle de Gand. Le président de la République avait fait au roi Albert des visites sensationnelles. En somme, l'intimité franco-belge répondait aux sentiments des deux pays, que la nature et l'histoire avait trop rapprochés l'un de l'autre pour que leur intérêt commun ne fût pas de s'entendre.

Les rapports avec l'Allemagne, sans être aussi cordiaux et aussi multiples, n'en étaient pas moins fort nombreux, et ils allaient croissant d'année en année. Le formidable développement économique de l'Empire s'était d'autant plus rapidement répercuté sur la Belgique que celle-ci s'était empressée d'en faciliter l'orientation vers Anvers. Ce port était devenu l'un des exutoires du commerce et de l'industrie des régions rhénanes et de la Westphalie. Les compagnies allemandes

de navigation y occupaient une place de plus en plus grande sur les quais, et c'étaient des maisons allemandes qui y faisaient les plus grandes affaires. Graduellement l'influence germanique s'y substituait à l'influence anglaise. La colonie allemande qui s'y était établie s'affirmait par sa richesse, mais aussi par son activité et sa compétence. Non seulement en matière de commerce, mais en matière d'industrie, la supériorité de l'Allemagne s'imposait aux Belges. Ils se mettaient à son école comme ils s'étaient mis auparavant à l'école de l'Angleterre. On imitait ses procédés, on se fournissait chez elle de machines et d'ingénieurs. L'ascendant qu'elle exerçait dans le domaine économique, pour être plus visible, n'était guère plus profond que celui qu'elle commençait à prendre dans le domaine intellectuel. Ses universités jouissaient d'un prestige qui égalait et surpassait même celui de l'Université de Paris. La tradition s'imposait aux jeunes docteurs d'y aller compléter leur formation scientifique. Elles fournissaient bon nombre de maîtres à l'enseignement supérieur du pays, et elles le pénétraient peu à peu de leurs méthodes. A bien des yeux, l'Allemagne apparaissait comme la Grande Nation. Sa puissance militaire, sa puissance politique, les progrès de sa prospérité, l'excellence de son administration accentuaient encore le préjugé favorable dont elle bénéficiait. Il n'était pas jusqu'aux socialistes qui ne révérassent en elle la patrie de Karl Marx. Les catholiques opposaient la large tolérance de son gouvernement au sectarisme du gouvernement français. La déférence témoignée au Saint-Siège par Guillaume II leur avait fait oublier le *Kulturkampf*, et le régime confessionnel des écoles allemandes augmentait encore leur respect pour un état si respectueux des droits de la religion. Les libéraux eux-mêmes, s'il leur arrivait de critiquer le caractère absolutiste de la monarchie prussienne, n'en étaient pas moins impressionnés par une législation qui semblait avoir trouvé le moyen de satisfaire le prolétariat sans sacrifier à la démagogie. Bref, l'Allemagne était l'objet d'un engouement général. Elle était trop différente de la Belgique par son militarisme, sa hiérarchie, sa discipline et sa vénération de la force pour qu'on pût l'aimer, mais on la res-

pectait. Nombre de parents confiaient leurs enfants aux *Deutsche Schulen* que les immigrants d'Outre-Rhin avaient installées à Bruxelles, à Anvers et à Liège. Peu de temps avant la guerre, quelques professeurs avaient cherché à provoquer une agitation linguistique parmi les Belges de langue allemande des environs de Verviers et d'Arlon.

Quant à l'Angleterre, on l'ignorait. Les contacts avec elle se restreignaient à des relations de banque et de commerce maritime. On savait bien que l'on pouvait compter sur elle en cas de danger et que de toutes les puissances elle était la plus intéressée au maintien de la neutralité et de l'indépendance de la Belgique. Mais personne ne s'attendait à devoir recourir à son appui. La campagne qui y avait été entreprise récemment contre l'administration congolaise n'avait pas été d'ailleurs sans soulever contre elle, dans une partie de l'opinion, une certaine méfiance.

Située au point sensible de l'Europe, en contact avec les trois puissances dominantes de l'Occident, la Belgique pacifique et libre-échangiste ne demandait donc qu'à vivre en paix avec toutes, confiante en sa neutralité où elle voyait une garantie aussi précieuse au point de vue politique qu'au point de vue économique. Le rôle que ses meilleurs citoyens ambitionnaient pour elle, c'était celui d'une nation ouverte aux marchandises comme aux idées de ses voisins et qui, pénétrée de leur influence et exempte de tout exclusivisme pût leur offrir un terrain d'entente et de rapprochement. Une civilisation internationale et cosmopolite pouvait se développer sur ce petit territoire si admirablement entouré et qui, par sa population aussi bien que par sa position géographique, semblait destiné à servir de trait d'union entre l'Europe romane et l'Europe germanique. Être Belge, c'était une manière d'être Européen, puisque la Belgique elle-même était un microcosme de l'Europe. C'était ne s'inféoder à personne pour participer à l'existence de tous. Et dès lors, c'était avoir pour idéal la paix et la justice, car pour un petit État le respect de la justice est la meilleure sauvegarde de la paix. C'est ainsi que l'anti-militarisme, à côté des raisons très vulgaires qui le supportaient,

se justifiait pourtant en principe. On ne voulait pas croire que l'indépendance du pays dont les Puissances avaient fait la clef de voûte de l'équilibre européen pût jamais être mise en question. On sentait bien que sa violation déchaînerait une guerre générale, et on se figurait que personne n'oserait prendre la responsabilité d'une aussi terrible catastrophe. Aussi, s'illusionnant sur les périls que la situation du monde allait multipliant, les Belges plaçaient-ils tous leurs espoirs dans les progrès du cosmopolitisme, sans apercevoir que si son terme final doit sans doute être la paix mais la paix organisée, il augmente en attendant les chances de guerre. Bruxelles devenait un centre d'institutions et de Congrès internationaux. L'internationale socialiste y avait son siège. Des expositions universelles s'y succédaient. Des conventions et des conférences « mondiales » le choisissaient comme lieu de réunion. Avec Genève et La Haye, il partageait le privilège d'être l'un des endroits de cette terre où s'élaboraient le plus d'œuvres de conciliation et de paix.

CHAPITRE II

L'invasion du pays

§ I. — LA VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ

Absorbée par le souci des affaires et la lutte des partis, l'opinion belge ne fut nullement influencée par la tension générale de l'Europe durant les années qui précédèrent la grande guerre. Elle ne croyait pas et elle ne voulait pas croire à la possibilité d'un conflit. Les déclarations rassurantes que les ministres des Grandes Puissances à Bruxelles répétaient à toute occasion sur le respect de la neutralité contribuaient à l'entretenir dans le calme de ses illusions. Au Parlement, un député des plus écoutés affirmait que douter du maintien perpétuel des traités de 1839 serait insulter leurs signataires. C'est à peine si, de loin en loin, un article de journal aussitôt oublié signalait les grands travaux stratégiques entrepris par l'Allemagne sur la frontière : les chemins de fer parallèles courant à travers l'Eifel et l'établissement du camp d'Elsenborn en 1894, rattaché à la grande ligne d'Aix-la-Chapelle à Liège. La quiétude des Chambres était si profonde qu'elles n'hésitaient pas à voter l'ouverture du chemin de fer de Stavelot à Malmédy, nouvelle voie de pénétration allemande dont l'insignifiance au point de vue économique pouvait leur faire apparaître la destination comme au moins douteuse. Aucune émotion ne se révélait à la nouvelle des augmentations d'effectifs décrétés en France et en Allemagne et du renforcement de la flotte anglaise et de la flotte allemande. Une tentative entreprise par quelques publicistes en faveur d'une entente défensive

avec la Hollande ne parvenait pas à intéresser le sentiment public. La discussion du budget de la guerre ramenait chaque année les mêmes déclarations pacifistes et les coutumières attaques contre la « folie militariste ».

Le gouvernement, cependant, se préoccupait du péril qu'il n'osait dénoncer au pays. A grand'peine il avait obtenu les millions nécessaires à la construction d'une nouvelle enceinte défensive autour d'Anvers en 1906. La même année, il avait laissé le général Ducarne causer avec le colonel Bernardiston de l'éventualité de mesures à prendre en cas d'invasion du territoire par l'Allemagne. Il avait autorisé la Banque Nationale, en 1912, à préparer des billets de 5 francs à émettre en cas de guerre. Enfin, en 1912-1913, le ministère avait réussi à faire voter le service militaire obligatoire et une réforme renforçant et modernisant l'armée, dont l'exécution devait être achevée au bout de cinq ans (1). L'opinion ne vit dans cette mesure qu'une nouvelle garantie donnée à la paix générale. Elle continua de croire que l'armée belge avait pour mission « de ne pas se battre ».

Aucune nervosité ne s'empara de la presse à la nouvelle de l'assassinat de Serajevo. Les journaux attachaient bien plus d'importance au retentissant procès de Mme Caillaux qui se plaidait alors à Paris, qu'aux péripéties diplomatiques du mois de juillet 1914. Il fallut la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (28 juillet) pour que la gravité de la situation apparût d'autant plus effrayante qu'on se l'était dissimulée plus longtemps. Le rappel de trois classes de milice par le Roi le lendemain (29 juillet), puis deux jours plus tard (31 juillet) la mobilisation générale provoquèrent un brusque affolement. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie ne permettait plus de douter de l'imminence d'un conflit mondial. L'idée que le pays pût y être entraîné ne s'imposait encore à presque personne. L'envahissement même du grand-duché du Luxembourg par les troupes allemandes (2 août)

(1) La nouvelle loi élevait le contingent annuel à 33.000 hommes et décidait que l'effectif des forces de guerre serait porté provisoirement à 340.000 hommes.

laissa subsister l'espoir d'échapper à la tourmente comme on l'avait fait en 1870. Mais, au milieu d'une Europe en feu, quel serait le sort du pays ? A tout le moins fallait-il s'attendre à une crise économique épouvantable. En ce premier moment de fièvre chacun ne songeait qu'à soi. On vit la foule se ruer vers les magasins, y acheter pêle-mêle des denrées. Les banques furent assaillies de gens réclamant leurs dépôts ou exigeant l'échange de leurs billets. Du 27 juillet au 1^{er} août, la Banque Nationale remboursa en monnaie d'argent des billets pour plus de 50 millions.

Le dimanche 2 août interrompit cette agitation. Il faisait beau temps. Quelque calme revint au milieu des angoisses et l'optimisme hanta de nouveau les esprits de ce peuple qui, depuis 84 ans, n'avait plus vu de guerre sur son sol et avait oublié qu'il avait été pendant tant de siècles le champ de bataille de l'Europe. Le lendemain matin, les journaux lui annonçaient brusquement qu'il allait le redevenir. On apprenait que, la veille au soir, le ministre d'Allemagne avait remis au ministre des Affaires étrangères un ultimatum sommant la Belgique de livrer passage à ses troupes marchant sur la France. Le texte en fut connu en même temps que la réponse du gouvernement. C'était un refus catégorique basé sur les obligations internationales qui incombaient au pays et la décision de résister de toutes ses forces à la violence. Ainsi au moment le plus solennel de son histoire, le peuple se trouvait en présence d'une résolution prise. Les hommes qu'il avait chargés du soin de ses intérêts en pleine paix et qui ne devaient leur arrivée au pouvoir qu'au jeu de luttes électorales confinées dans le cercle étroit des questions de partis, venaient de disposer en quelques lignes d'écriture de sa vie et de ses biens. Jamais peut-être choc plus brusque ne fut imposé à une nation. On s'était couché avec l'espoir de la paix et l'on trouvait au réveil la certitude de la guerre. La secousse était si forte et si inattendue qu'elle en recevait quelque chose de fantastique. Il faut avoir vécu cette journée et s'être trouvé en contact avec la foule pour se rendre compte d'un état d'esprit qu'il est très difficile d'analyser et qui pourtant, si bref qu'il ait été, a déter-

miné l'attitude dont la nation ne devait plus se départir jusqu'au bout de la grande épreuve. Il est douteux que sauf un très petit nombre de personnes, on ait bien compris la portée de ce qui venait de se passer. Chez quantité de gens, une vague pensée subsistait que l'irréparable ne s'accomplirait pas, que l'ennemi — mot nouveau que depuis 1839 aucun Belge n'avait plus prononcé — ne passerait pas la frontière, qu'au pis aller il ne ferait que traverser rapidement l'Ardenne, et que d'ailleurs l'armée française allait voler à la défense de la Belgique, et, appuyée sur les forteresses de Liège, de Namur et d'Anvers, la rendre inaccessible à l'invasion. L'idée que l'armée belge avec ses 117.000 hommes pût seule tenir tête à la puissance militaire la plus formidable du monde paraissait invraisemblable au point d'en être monstrueuse.

Mais plus on avait conscience de la disproportion de la lutte, plus, tout en s'efforçant de n'y pas croire, on éprouvait d'indignation. Ce qui l'emportait par-dessus tout, c'était un sentiment de colère. Les termes mêmes de l'ultimatum l'avaient encore. On ne pouvait tolérer que l'Allemagne eût cru la nation capable de se laisser acheter à prix d'argent. Plus on avait eu foi en la neutralité, plus on s'était efforcé de la maintenir en toute circonstance, plus on s'était complu dans les éloges si souvent prodigués à la loyauté belge, plus on était décidé coûte que coûte à rester fidèle aux traités que l'on avait toujours considérés comme la garantie de l'indépendance nationale. Consentir à leur violation, c'eût été répondre à la confiance de l'Europe en la trahissant. En ce moment tragique, ce qui apparaissait avant toute chose, c'est que l'honneur était en jeu. On se sentait insulté par une proposition dont on ressentait plus fortement l'injure que la menace. La conscience de ne l'avoir point méritée exaltait les volontés et les unissait en même temps. Le sentiment patriotique réveillé par l'ultimatum haussait les esprits au-dessus des querelles intestines. Par delà les partis, la nation s'imposait à tous. Spontanément le long des rues on commençait à arborer le drapeau national. Le ministère, hier encore, n'était que le ministère d'un parti. Tout à coup, il apparaissait comme le ministère de tous. En

même temps, l'union des cœurs se tournait vers le Roi. Il se dévoilait, sous le coup de vent de cette crise, des nuages qui l'enveloppaient en temps de paix. Il s'affirmait comme l'incarnation même de la patrie. La réponse qu'il avait signée enorgueillissait les citoyens. L'unanimité se prononçait pour elle. Elle était la réponse même du peuple. La modération de ses termes la rendait plus décisive. Elle émouvait par son calme et si l'on peut dire par son honnêteté. On en était fier. Toute la journée du 3 août s'écoula ainsi dans une sorte de délire fait de colère, d'inquiétude et de résolution. On ne savait rien de ce qui se passait aux frontières. On vivait dans une sorte d'étourdissement, voulant encore douter du pire mais résolu à l'affronter s'il se présentait. Le soir seulement, des bandes de jeunes gens se mirent à parcourir les rues, s'attroupant devant les magasins et les brasseries allemandes dont plusieurs furent dévastés (1).

Cependant le gouvernement paraît aux mesures les plus urgentes. N'ayant pas préparé la guerre, il envisageait avec angoisse les devoirs qu'elle lui imposait et auxquels il n'était pas possible de faire face à cause du manque de temps. Il fallait tout d'abord éviter de plonger le pays dans une crise financière. Dès le 2 août, des arrêtés promulguaient le moratorium des effets de commerce et le cours forcé des billets de banque. Le 3, l'encaisse métallique de la Banque Nationale était par prudence transférée à Anvers. Dès le 30 juillet, on avait prohibé provisoirement l'exportation des bestiaux, des grains, du foin, de la paille, des automobiles, des huiles, des essences, des véhicules et des chevaux. Le 2 août, la prohibition était étendue au pain, aux pommes de terre et aux céréales.

Cependant les Chambres étaient convoquées télégraphiquement en session extraordinaire pour le 4 août. Au moment où elles se réunirent à Bruxelles, l'ennemi avait déjà franchi la frontière et le premier combat se livrait devant les forts de Liège. Quelques semaines auparavant députés et sénateurs

(1) Il n'y eut que de très rares violences contre les personnes et elles furent sans gravité.

avaient quitté le Palais de la Nation en partisans ; ils y rentrèrent en mandataires du salut public. La séance se déroula en complète harmonie avec la gravité de l'heure et la cause que la Belgique était appelée à défendre : celle de l'honneur et de la justice. Les acclamations enthousiastes qui saluèrent le Roi firent sentir que la nation lui confiait son sort et se solidarisait avec lui. Les paroles qu'il prononça, courtes, graves et résolues, en costume de guerre, étaient une affirmation du droit et du devoir qu'il imposait à tous. Elles s'achevèrent au milieu d'une émotion qui répondait à leur noblesse et à leur beauté.

Pendant qu'il partait pour monter à cheval et rejoindre l'armée, l'assemblée agit. Sans délibération elle vota les lois indispensables pour permettre au gouvernement d'accomplir la tâche qui lui incombait. Pour la première fois depuis la naissance de l'indépendance nationale, ce Parlement si jaloux de ses prérogatives, si défiant à l'égard du pouvoir exécutif, déléguait spontanément ses droits au chef de la nation. Un crédit de 200 millions était accordé au gouvernement. Le roi était autorisé pour toute la durée de la guerre à proroger les protêts, à limiter les retraits en banque, à prohiber les exportations, à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'alimentation de la population, réprimer l'accaparement, mettre des fonds à la disposition des provinces et des communes. En même temps, les Députations permanentes et les Conseils provinciaux recevaient la faculté de se substituer aux gouverneurs de provinces qui seraient obligés de quitter leur poste et même de se substituer au gouvernement si les communications avec celui-ci étaient coupées. Ainsi, dès le premier jour, on prévoyait résolument les progrès de l'invasion commencée. D'avance on en acceptait les conséquences. On ne doutait pas plus de la catastrophe qui allait se déchaîner sur le pays que d'ailleurs de la victoire finale. Les paroles du Roi : « Un peuple qui défend son existence ne peut mourir », restaient et devaient rester jusqu'au bout la devise de la nation. A la même heure, au sein du Reichstag, le chancelier de l'Empire allemand prononçait les fameuses paroles qui justifiaient si admirable-

ment l'attitude des mandataires du peuple belge : « La nécessité ne connaît pas de loi ; en violant la neutralité belge nous avons mal fait. » Le contraste des langages répond au contraste des situations. Ici, une Grande Puissance invoquant en sa faveur l'intérêt supérieur de ses armées et de sa politique ; là, un petit peuple plaçant sa cause sous l'égide du droit.

Quoi que l'on puisse croire des responsabilités de la guerre, il est trop évident que la Belgique y a été entraînée malgré elle. Dès les premiers jours elle a eu conscience qu'elle n'avait pas mérité son sort. Elle n'a pu le considérer que comme une injustice. Et cette conscience a entretenu jusqu'au bout sa résistance et son énergie. Plus elle était sincèrement pacifique, plus elle a profondément ressenti l'attaque de sa puissante voisine. Plus surtout elle a été révoltée à l'idée que l'Allemagne ait pu la croire capable de s'associer à ses desseins. Son indignation s'explique beaucoup moins par la violation de la neutralité que par les termes de l'ultimatum. Elle l'a ressenti comme un outrage insupportable. Ce n'est point tant par devoir envers l'Europe que par devoir envers elle-même qu'elle a refusé d'y consentir. Sa faiblesse militaire a contribué à augmenter sa force morale. Elle n'a pas voulu se laisser traiter en subalterne et en quantité négligeable. Le sentiment de la liberté politique si profondément ancré chez elle, l'a rendue inaccessible aux menaces de la force. A vrai dire, ce sont surtout des causes morales qui l'ont déterminée et détournée des considérations d'intérêt. Le patriotisme dont elle a fait preuve découle du sentiment de sa dignité froissée, de la conviction qu'un peuple libre se doit à lui-même de tout souffrir pour sauvegarder son indépendance et son droit de ne vivre que conformément à sa volonté. L'individualisme excessif dont s'inspire la constitution belge, les prérogatives qu'elle accorde si libéralement aux citoyens ont dressé chacun d'eux contre l'envahisseur. Le sentiment de la race, le sentiment même de la nationalité n'ont joué en ceci aucun rôle ou du moins n'ont joué qu'un rôle très secondaire. On pourrait dire que c'est moins la Belgique comme personne morale que chaque Belge comme individu qui a résisté. Chacun d'eux a considéré

la violence faite au pays comme une violence faite à lui-même, comme une atteinte à ces droits et à cette liberté que lui garantissait, sans qu'il s'en fût bien rendu compte jusqu'alors, l'indépendance nationale. Il s'était accoutumé à croire qu'elle ne serait jamais en péril. La longue paix dont il avait joui avait détourné ses regards de la collectivité pour les reporter sur les intérêts de famille, de classe ou de parti. Brusquement la guerre lui dessillait les yeux. Il s'apercevait que ses biens les plus chers étaient solidaires du maintien de la collectivité à laquelle il appartenait. L'idée nationale, dans laquelle il n'avait vu qu'une forme du chauvinisme ou qu'un thème à déclamations belliqueuses, s'imposait subitement à lui dans sa réalité profonde. La guerre, en menaçant la Belgique, la révélait une fois de plus à elle-même. La crise où elle était entraînée lui imposait la nécessité des efforts et des sacrifices librement consentis pour le salut de tous et de chacun.

Le soir du 4 août, la publication par les journaux de la séance des Chambres, du discours du Roi, des pleins pouvoirs donnés au gouvernement et des combats autour de Liège dévoilait le péril dans toute son étendue. Cette chose qui, la veille encore, paraissait presque impossible, la guerre portée sur le sol national et les canons de l'armée tirant sur l'ennemi, était devenue une réalité. La facilité avec laquelle on en prit son parti est un fait singulièrement curieux de psychologie collective. Dans tous les autres pays de l'Europe, l'opinion avait toujours accepté l'éventualité d'une guerre. Dans beaucoup même on s'y attendait comme à une catastrophe inévitable ou nécessaire. En Belgique, au contraire, où l'immense majorité de la nation s'était accoutumée à penser que l'on était définitivement à l'abri d'une aussi monstrueuse calamité, la paix paraissait le régime normal et perpétuel de la nation. La réforme militaire de 1912-1913, loin d'éveiller des soupçons, avait semblé une nouvelle assurance contre la possibilité non sans doute d'un conflit européen, mais de l'extension de ce conflit à la Belgique. Personne ou presque personne n'avait cru aux avertissements donnés de loin en loin par des hommes politiques clairvoyants ou par des militaires. Le gou-

vernement n'avait jamais osé, par prudence et considérations de neutralité politique, appeler l'attention sur les dangers de la situation. S'il lui arrivait d'y faire allusion, on l'accusait de vouloir alarmer l'opinion pour l'inciter à accepter de ruineuses augmentations du budget de la guerre. L'inviolabilité du territoire n'était-elle pas solennellement garantie par des traités internationaux ? Sans doute, dans les dernières années, les préparatifs de l'Allemagne avaient fini par inquiéter quelques esprits. Mais on se persuadait que si dans une prochaine guerre elle franchissait la frontière, ce serait pour atteindre plus rapidement la France par la rive droite de la Meuse. On savait vaguement que le grand état-major français envisageait cette hypothèse. Le pis qui pût arriver était donc de devoir garnir solidement les places de Liège et de Namur jusqu'à ce que les Puissances garantes vinssent au secours du pays et le relevassent de la faction qu'il aurait montée en les attendant au bord du fleuve. Or, tous ces calculs se trouvaient déjoués. Incontestablement l'armée belge aurait à faire face à une attaque de front. Au lieu de glisser le long de la Meuse, l'ennemi fonçait droit sur elle ; sa volonté s'affirmait de s'emparer de Liège et de marcher de là vers l'intérieur. Et pour lui barrer la route, on était seul. Ainsi, non seulement tout ce à quoi l'on n'avait pas voulu croire se réalisait, mais il se réalisait dans les conditions les plus désastreuses.

Pourtant, si tragiquement que les illusions fussent dissipées, le sentiment public supporta l'épreuve sans faiblesse. La raison en est sans doute dans la surexcitation morale produite par l'ultimatum. Agissant de même sur toutes les classes sociales, il les unit en une même résolution. Que fût-il arrivé si la bourgeoisie n'avait pas consenti, cinq ans plus tôt, à assumer sa part du devoir militaire ? Ce qui avait paru alors une simple question de justice se trouva être, au moment du péril, une condition essentielle de conservation nationale. A vrai dire l'armée était encore en fait, pour la plus grande partie, « une armée de pauvres ». Les anciennes classes de milice qui avaient été rappelées sous les drapeaux ne se composaient guère que de prolétaires. Personne ne voulut songer à cet héritage du passé qui récem-

ment encore avait provoqué d'amères récriminations. La nation était trop décidée à faire bloc pour ne point s'identifier tout entière avec ses soldats, quelle que fût la classe sociale à laquelle ils appartenissent. Tout ce qui divise était momentanément oublié. Les couleurs que les partis arboraient jadis dans les cortèges et les meetings ne flottaient plus nulle part. Seul le drapeau noir, jaune et rouge arboré à la façade des hôtels de ville, sur les beffrois, sur les clochers des églises, aux fenêtres des particuliers affirmait l'union des cœurs et des esprits. La Belgique attendait, pavoisée, la catastrophe menaçante.

Partout les volontaires affluaient aux bureaux de recrutement : ouvriers, étudiants d'universités, jeunes gens de toutes classes et de toutes conditions, presque tous d'ailleurs appartenant à la population urbaine. Les campagnes ne prirent part que très faiblement à ce mouvement. La commotion morale déclenchée par la guerre ne pouvait les remuer aussi profondément que les classes intellectuelles et industrielles, plus sensibles, plus nerveuses, plus accessibles à l'idéalisme patriotique, et en outre plus directement atteintes par la cessation brusque des affaires et plus intimement mêlées à l'existence nationale. Toute civilisation se manifeste par l'action des villes. Elles en sont par excellence l'élément actif et remuant. Dans le pays essentiellement urbain qu'était la Belgique, la crise de 1914 en fournit l'éclatante démonstration. Des 20.000 volontaires qui se firent inscrire (1), tous ne furent pas évidemment poussés par les mêmes motifs. Beaucoup d'entre eux n'auraient pas songé à s'enrôler si l'interruption du travail ne les avait tournés vers l'armée. Comme toujours dans les grandes crises morales, la contagion de l'exemple fut favorisée par les circonstances.

A côté de l'armée régulière le gouvernement mobilisa la garde civique. Légalement tous les hommes capables de s'équi-

(1) Ce chiffre paraîtra plus significatif si l'on songe que la rapidité de l'invasion mit fin de très bonne heure au recrutement des volontaires. C'est à peine s'il put durer quelques jours dans les provinces de Liège, de Namur, de Limbourg et de Luxembourg. Il est regrettable que l'on ne dispose d'aucun renseignement sur la répartition des volontaires entre les diverses classes sociales.

per à leurs frais en faisaient partie. En fait, elle n'était organisée que dans les villes où elle constituait une milice bourgeoise, nommant elle-même la plupart de ses officiers et n'ayant d'autre instruction militaire que quelques exercices le dimanche. A part de rares « corps spéciaux » formés de volontaires, sa discipline et son armement étaient également insuffisants. Elle se bornait à parader dans les cérémonies publiques et en temps d'émeute à maintenir l'ordre tant bien que mal. On ne pouvait évidemment lui attribuer aucune valeur combative. Mais elle était capable de faire le service de garnison dans les villes abandonnées par l'armée, de monter la garde le long des chemins de fer, aux approches des ponts et des travaux d'art. Elle rendit avec dévouement les services que l'on pouvait attendre d'elle. Les gardes civiques de la campagne (garde civique non active) étaient reconnaissables à leur blouse bleue et à leur brassard tricolore. Il fut impossible de les armer et ils s'acquittèrent exclusivement de fonctions de police.

On a cru en Allemagne et l'on y répète encore que le gouvernement avait organisé des corps de francs-tireurs, c'est-à-dire une force irrégulière et illégale destinée à concourir avec l'armée et avec la garde civique. Rien n'est plus inexact et d'ailleurs plus ridicule qu'une telle accusation. Il est évident que çà et là des coups de fusil ont pu être tirés par des particuliers soit sur des soldats isolés, soit même sur des corps en marche ou au bivouac. On ne peut exiger des civils qu'ils respectent les lois de la guerre plus scrupuleusement que les troupes régulières. Personne ne songe à accuser les officiers ennemis des pillages commis par leurs hommes sous l'excitation du combat. Ce que la discipline militaire ne peut empêcher, comment les recommandations les plus pressantes pourraient-elles l'éviter au sein d'une population injustement envahie ? Ces recommandations, les autorités les ont prodiguées. Le ministère, les gouverneurs des provinces, les bourgmestres ont rappelé à l'envi et dans les termes les plus catégoriques, l'obligation imposée aux habitants de s'abstenir de toute agression contre l'ennemi.

Comment peut-on songer sérieusement qu'un gouverne-

ment surpris par la guerre au point de ne pas avoir de fusils à distribuer aux volontaires et aux gardes civiques eût été capable d'équiper des bandes de francs-tireurs ?

Est-il croyable que l'on n'ait découvert nulle part le moindre indice d'une organisation qui, si elle avait existé, eût évidemment laissé quelque trace dans les archives ou dans les correspondances officielles ou privées si soigneusement explorées par l'envahisseur ? Peut-on admettre surtout qu'après la victoire les prétendus francs-tireurs ne se fussent pas empressés de proclamer leurs hauts faits et de réclamer la récompense de leurs exploits ? Leur silence est la preuve évidente que leur existence ne repose que sur une de ces légendes que toute guerre fait pulluler. Que les soldats allemands, étonnés d'une résistance qu'ils n'avaient pas prévue y aient cru, qu'ils aient pris çà et là des gardes civiques pour des francs-tireurs, qu'ils aient attribué à des civils des coups de fusil dirigés contre eux par des soldats cyclistes ou des gendarmes postés à l'entrée des villages et qui se retiraient en vitesse après avoir tiré, tout cela est sans doute non seulement possible mais certain (1). Loin de les détromper, les officiers ont malheureusement partagé leur erreur. Elle s'est répandue en Allemagne, et dès le début de la guerre y a empoisonné l'opinion. Propagée par les journaux, affirmée comme une vérité incontestable par les représentants les plus éminents de l'élite intellectuelle, elle a servi à endormir les scrupules que la violation de la neutralité belge eût pu susciter dans les esprits. La fable spontanée est tout de suite devenue une fable convenue. Et comme toute fable, elle s'est développée en durant. Il n'est point d'horreur qu'elle n'ait accueillie. Elle a représenté le peuple belge comme un peuple abominable d'assassins et de tortionnaires, empoisonnant l'eau des puits, poignardant les

(1) Le colonel Schwertfeger, dans la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord* du 27 juillet 1926 dit que « les événements qui ont accompagné le passage des armées allemandes par la Belgique au cours de l'été 1914 ont été, sans contestation possible, en connexité avec la participation de civils belges aux combats et n'ont été provoqués que par celle-ci. Le ministère belge de l'Intérieur, par ses prescriptions concernant la garde civique belge, doit en porter la plus grande part de responsabilité. » La garde civique, on l'a vu, était une troupe régulière instituée en vertu de la Constitution.

soldats durant leur sommeil, crevant les yeux des blessés sur les champs de bataille. Personne dans l'exaltation du moment n'a eu le sang-froid de récuser des invraisemblances qui se réfutaient par leur outrance même. L'empereur n'en avait-il pas affirmé l'exactitude ? Et n'en avait-on pas pour preuve les incendies et les fusillades dont la Belgique était le théâtre ? De tels châtiments supposaient le crime. Il était impossible de les mettre au compte de l'erreur. Le patriotisme était trop intéressé à y croire pour qu'il fût permis d'en douter. Les parents tremblaient pour leurs enfants exposés aux perfidies et aux atrocités d'un ennemi bestial. J'ai sous les yeux, en écrivant ces lignes, la lettre d'un père de famille plein de sollicitude, mettant son fils en garde contre la cruauté des Belges et lui recommandant d'abattre tout civil qui chercherait à s'approcher de lui (1). Il est inutile d'insister davantage. Dépourvu de toute espèce de preuves et formellement contredite par les faits aussi bien que par la vraisemblance, l'histoire des francs-tireurs belges n'est qu'une de ces légendes de guerre dont la génération spontanée ne peut étonner l'historien. Les légendes de cette sorte ont malheureusement la vie longue. Il faut s'attendre à voir celle-ci entretenir encore longtemps les sentiments de défiance et de haine auxquels elle doit sa naissance (2).

§ II. — L'INVASION

Il était certain que l'armée belge ne pourrait supporter très longtemps le choc qu'elle allait affronter. Ses propres chefs en étaient aussi convaincus que les états-majors de l'étranger. L'opinion générale était qu'elle se contenterait sans doute d'un simulacre de défense, après quoi elle se concentrerait autour d'Anvers pour y attendre les événements. Aucun plan de campagne n'avait été concerté avec la France et l'Angleterre,

(1) Elle fait partie du fonds allemand des *Archives de la Guerre*.

(2) Pour les dernières accusations portées contre le gouvernement belge et la réponse de celui-ci, voy. la *Revue de la Guerre* de 1927.

que l'agression de l'Allemagne donnait aux Belges comme alliées et comme défenseurs. La réorganisation militaire décidée en 1913 commençait à peine à s'ébaucher. L'armement était défectueux et incomplet, les effectifs insuffisants, la grosse artillerie de campagne faisait complètement défaut, l'aviation était rudimentaire, l'armement des nouveaux forts d'Anvers n'était pas achevé. Les canons à longue portée, commandés aux usines Krupp, n'avaient pas encore été livrés. L'armée n'ayant jamais combattu manquait de tradition militaire. Elle remplit pourtant dans toute son étendue le rôle que l'honneur national et le respect des traités lui imposaient : tenir aussi longtemps que possible sur la ligne de la Meuse, puis se retirer en combattant soit sur Anvers si elle restait seule, soit sur les forces françaises et anglaises si celles-ci parvenaient à la joindre en temps voulu.

On n'a pas à retracer ici l'histoire de la courte campagne qu'elle mena contre un adversaire qui devait fatalement la balayer devant lui. Il est indispensable pourtant de retracer rapidement les phases de l'invasion allemande. Ses péripéties ont eu une répercussion trop directe sur le pays pour qu'il soit possible de comprendre son attitude pendant l'occupation sans un coup d'œil préalable sur les événements qui l'expliquent.

Dès le matin du 4 août, les troupes allemandes franchissaient la frontière par toutes les routes qui relient la province de Liège à la région d'Aix-la-Chapelle. Sauf au pont de Visé que domine le fort de Pontisse, elles n'éprouvèrent tout d'abord aucune résistance. En traversant les villages et la grosse agglomération industrielle de Verviers, les soldats distribuaient une proclamation signée du général von Emmich. On y lisait avec étonnement que les Français avaient envahi la Belgique et que l'armée marchait à leur rencontre. Le télégraphe ne fonctionnant plus, la région se trouvait privée de nouvelles depuis la veille. On ne savait plus que penser. L'incertitude ne se dissipa que, quand quelques heures plus tard, on entendit les premiers coups de canon tirés dans la direction de Liège. Occupée par 35.000 hommes, la place ne pouvait tenir très longtemps. Ses effectifs n'étaient pas assez nombreux pour garnir effi-

cacement les intervalles des forts. Dès le 7 août, le général Ludendorff parvenait à s'emparer par surprise de la ville. La veille, 6 août, le général Leman, gouverneur de la position, avait fait évacuer sur l'arrière les forces de la défense mobile, épuisées par des combats inégaux. Les forts encore intacts étaient chargés de continuer la lutte afin d'arrêter le plus longtemps possible la marche en avant de l'envahisseur. Jusqu'alors les obus de l'artillerie de campagne avaient ricoché sans pouvoir l'entamer, sur leurs coupoles blindées. Les soldats les croyaient imprenables. Quelques jours plus tard ils volaient en éclats sous les rafales d'acier vomies par les mortiers de 420. Le 15, le général Leman était fait prisonnier sous les ruines du fort de Loncin. Les autres forts, incapables de tenir plus longtemps, étaient occupés par l'ennemi.

Avec la chute du camp retranché de Liège, la Belgique se trouvait ouverte à l'invasion. L'armée s'était repliée derrière la Gette. Le Roi en avait pris le commandement et sa présence assurait le moral des troupes. Une offre de paix arrivée le 10 avait été catégoriquement refusée. Pourtant la situation se présentait sous les couleurs les plus sombres. L'armée française, après avoir poussé quelques pointes dans le Luxembourg et livré sur la Semois des combats malheureux, commençait seulement à diriger son aile gauche vers Namur et le Hainaut. Les troupes anglaises débarquaient encore à Boulogne. Il était évident que les Belges ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. S'obstiner dans la résistance eût été la perte certaine de l'armée. Après avoir tenu victorieusement à Haelen (12 août), elle se concentra vers Anvers quand le péril d'être tournée au Sud et rompue en son centre apparut inéluctable (20 août). L'ennemi se borna tout d'abord à l'observer. Son objectif était d'envelopper les corps français qui se massaient sur la Sambre et que les Anglais venaient prolonger dans la région de Mons. Il se hâtait vers le choc tout à la fois par la vallée de la Meuse, où il attaquait la place de Namur, et par le Brabant, où il entrait le 20 août à Bruxelles. Le sort de Namur devait être le même que celui de Liège. La disproportion était plus grande encore entre les forces de l'attaque et

celle de la défense. Dès le 25 août, les forts se trouvaient hors d'état de continuer la lutte. Une périlleuse retraite permit à la garnison d'atteindre la frontière française. Transportée au Havre, elle s'y embarqua pour Ostende qu'elle atteignit le 2 et le 3 septembre. Le 5, elle rejoignait à Anvers le reste de l'armée.

Cependant la bataille du Hainaut semblait assurer la réussite du gigantesque mouvement tournant conçu par l'état-major allemand. Les Français du général Lanrezac, les Anglais du maréchal French étaient refoulés vers le Sud. Entre eux et la petite armée belge, la pression du vainqueur élargissait l'espace de jour en jour. Le 8 septembre, les premiers combats de la Marne rétablissaient la situation. Les Belges y concoururent dans la mesure de leurs forces en menant d'Anvers des sorties qui eurent pour but d'accrocher les renforts allemands dirigés vers le théâtre de la lutte.

Arrêtés sur la Marne, les Allemands cherchaient maintenant à tourner les Français sur leur gauche en même temps que ceux-ci essayaient de les tourner sur leur droite. Par une série de mouvements parallèles les deux adversaires s'étendaient ainsi de jour en jour vers la mer, allongeant sans cesse leur mutuelle étreinte. Le moment parut venu à l'état-major allemand de supprimer la menace que la position d'Anvers faisait peser sur les communications des armées opérant en France. La place attaquée le 27 septembre par les fronts de l'Est et du Sud ne pouvait offrir une défensive plus effective que celles de Namur et de Liège. Ici aussi les mortiers lourds devaient pulvériser les forts construits par Brialmont, suivant des calculs périmés. Dès le 2 octobre, le plus puissant de tous, celui de Waelhem, était écrasé. A vouloir prolonger la lutte, on s'exposait une seconde fois à une catastrophe. Il importait avant tout d'éviter l'enveloppement et la prise de l'armée. Le 7 octobre, le Roi donnait l'ordre d'évacuer la place par la rive gauche de l'Escaut. Couverte par un corps français envoyé à la hâte à l'est de Gand, la retraite réussit malgré les difficultés que lui imposait l'étroitesse de ses débouchés entre l'ennemi et la frontière hollandaise. A part 35.000 hommes

obligés de se réfugier en Hollande où ils furent internés jusqu'à la fin de la guerre, le gros des forces parvint à rallier Ostende. Quand après la capitulation des forts de l'enceinte les Allemands pénétrèrent dans Anvers, la ville était complètement évacuée par ses défenseurs arrivés à l'extrême limite de leurs forces. L'armée n'était plus qu'une cohue déguenillée se traînant sur les routes de la côte dans la direction de l'Yser. Elle reçut l'ordre de s'y arrêter et d'y tenir à la gauche des corps français, de Dixmude à Nieuport. Contre toute attente elle retrouva l'énergie en se retrouvant en face de l'ennemi. L'ouverture des écluses de Nieuport (28-31 octobre) tendit l'inondation entre elle et l'adversaire et la sauva au moment où ses dernières forces allaient s'anéantir. Elle ne cessa plus depuis lors jusqu'à l'offensive victorieuse du 28 septembre 1918, de garnir cette partie du front dont la garde lui resta confiée. Sa campagne n'avait été qu'une longue et sanglante retraite. Privée du concours de ses alliés qu'elle ne rejoignit qu'à la fin des opérations, elle avait été seule à défendre la neutralité que l'Europe avait garantie au pays. Si elle avait dû céder le sol, elle avait sauvegardé l'essentiel : le droit de la nation à l'indépendance. Elle avait jusqu'au bout rempli sa mission. La Belgique était occupée ; elle n'était pas conquise. Il était certain désormais que pour qu'elle disparût de l'Europe, il faudrait que l'Europe elle-même s'anéantît sous la puissance allemande.

Dans un pays de population aussi dense que la Belgique, les opérations militaires ne pouvaient se développer sans provoquer avec une intensité particulière les catastrophes qu'elles infligent nécessairement aux civils. Les massacres et les destructions qu'elles entraînèrent dépassent pourtant de beaucoup en nombre et en gravité la mesure à laquelle on pouvait s'attendre. Jusqu'à la prise d'Anvers ils furent pour ainsi dire à l'ordre du jour. Beaucoup d'entre eux, arrivés sur l'arrière et loin des combats, ne peuvent être mis au compte de l'excitation des troupes ou attribués aux nécessités de la défense ou de l'attaque. Leur cause principale, sinon leur seule cause, doit être cherchée dans cette hantise des francs-tireurs dont les armées allemandes étaient travaillées. On ne peut s'expli-

quer la conduite de troupes aussi admirablement disciplinées que par une sorte d'auto-suggestion. La résistance inattendue à laquelle elles se heurtèrent dut contribuer encore à leur faire perdre le sang-froid. Pour que la petite armée belge osât les affronter, ne fallait-il pas qu'elle pût compter sur la complicité de la population ? L'aspect du pays qu'elles traversèrent tout d'abord en marchant sur Liège, coupé de haies, plein de chemins creux, parsemé de maisons isolées, dut leur sembler aussi singulièrement propre aux guets-apens. Il n'est point jusqu'aux occupations et aux plaisirs du peuple qui ne furent de nature à renforcer leurs soupçons. Les petits ateliers où dans quantité de villages de la vallée de la Vesdre sont fabriqués des canons de fusil, et la fréquence des pigeonniers, conséquence naturelle du goût invétéré des habitants pour les concours de pigeons voyageurs, leur apparurent comme une preuve évidente de l'existence d'une vaste organisation servant à fournir des armes aux francs-tireurs, et à les pourvoir de renseignements sur la marche des troupes (1). Si l'on ajoute à cela l'usage d'une langue étrangère et la pratique d'une religion méprisée par les soldats protestants des régiments hanovriens et prussiens, qui semblent avoir été particulièrement nombreux parmi les corps d'avant-garde, on s'expliquera les horreurs qui signalèrent les premières semaines de l'invasion.

Durant les premiers jours, il peut être arrivé et il est même arrivé sans doute qu'un « civil » poussé par la rage ou le désespoir ait déchargé son fusil de chasse sur des soldats, du haut d'un grenier ou de derrière une haie. Mais que de fois un coup de feu tiré par mégarde, l'éclatement d'un pneu d'automobile, la fuite d'un paysan à l'appel d'une sentinelle n'ont-ils pas provoqué une panique se manifestant aussitôt par une fusillade abattant au hasard hommes, femmes et enfants ? Là

(1) Cette incroyable aberration atteste à quel point les troupes allemandes étaient atteintes de la hantise des francs-tireurs. Il faut lire, pour se faire une idée de cet état d'esprit, le récit qu'a fait de son expédition dans la province de Liège, un officier P. O. HÖCKER, *An der Spitze meiner Kompanie*, p. 30 (Berlin, 1924). Sa mission était de purger la contrée des francs-tireurs. Il n'en a pas vu un seul. Mais il n'en est pas moins convaincu qu'il y en a partout. Chaque maison incendiée qu'il rencontre est pour lui une maison d'où on a tiré sur les soldats.

même où l'on s'était emparé d'un prétendu franc-tireur la rigueur du châtement ne dépassait-elle pas de beaucoup l'importance du délit ? Les innocents avaient à expier pour les coupables. Tout village accusé d'avoir fourni un franc-tireur était châtié par la prise d'otages, l'incendie de maisons, l'exécution de plusieurs de ses habitants. Des proclamations d'officiers menaçaient de mort quiconque mettrait la tête à la fenêtre ou conserverait de la lumière après le coucher du soleil. Des mesures aussi cruelles eussent évidemment mis fin sans tarder à la moindre velléité de résistance d'une population que la retraite de l'armée nationale abandonnait à la discrétion du vainqueur. Pourtant, loin de s'atténuer, le terrorisme augmente à mesure que l'invasion progresse. A partir du milieu du mois d'août, tout civil est suspect. Tout village d'où des arrière-gardes de l'armée régulière ont tiré, tout endroit où un pont a été détruit, des rails de chemins de fer enlevés, une ligne télégraphique coupée, est considéré comme responsable. Sur la ligne de feu, les troupes allemandes obligent les habitants à marcher devant elles, se faisant de leurs corps un bouclier protecteur. Les bourgmestres et surtout les curés des communes rurales sont partout soupçonnés d'exciter la population. Un jugement sommaire en plein champ suffit pour les condamner à mort. On estime que le nombre des prêtres passés par les armes dans les diocèses de Liège, de Tournai, de Namur et de Malines comprend au minimum 43 victimes. Les officiers ajoutent foi aux rapports les plus extraordinaires et les plus fantastiques sur la présence et le mouvement des francs-tireurs. L'un d'eux, le 7 septembre, avertit son chef que 2.000 de ceux-ci marchent de Liège sur Anvers ! (1) Pourtant, dans tous les villages, les affiches du gouvernement belge interdisant de prendre la moindre part aux opérations militaires sont encore placardées sur les murs et

(1) Fonds allemand des *Archives de la Guerre*. Le bruit était naturellement faux, comme le prouve le mot *erledigt* sans plus, inscrit sur le document. Il peut être intéressant de rappeler que le nonce de Bruxelles, Mgr Taici, écrivait au pape, le 6 décembre 1914, qu'il n'y avait pas de francs-tireurs en Belgique. Voy. BEYENS, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1926, p. 866.

les habitants ont déposé leurs armes aux hôtels de ville. Visiblement rien ne peut dissiper une prévention que toutes les vraisemblances démentent, mais que la psychose de guerre impose. A mesure que la dévastation et les fusillades se multiplient, la contagion se répand davantage. Les troupes qui traversent des localités incendiées ne doutent pas qu'on n'y ait assailli leurs camarades. Les traces du châtimement leur tiennent lieu de preuve. Si on a brûlé, c'est que les civils ont tiré. Les soldats s'inquiètent et s'exaspèrent de se trouver au milieu d'un peuple qu'ils croient capable des pires traîtrises. Et l'on ne peut s'étonner si à mesure qu'ils avancent leur nervosité augmente et si les conséquences en deviennent plus terribles. Les dernières catastrophes provoquées par cet état d'esprit laissent bien loin derrière elles tout ce qui s'est passé jusqu'alors. A Andenne (20-21 août) elles font 211 victimes, à Tamines (22-23 août) 384, à Dinant (23 août) 665, parmi lesquelles on relève quantité de femmes et jusqu'à des enfants de 2 ans !

Plus tard le bruit devait se répandre en Allemagne que la haine de race avait été la cause essentielle des forfaits des francs-tireurs. Il devint de règle de les attribuer à la rage des populations romanes de la Wallonie contre leurs vainqueurs allemands. En réalité, la partie flamande du pays fut aussi cruellement « châtiée » que la partie wallonne. Les tragédies d'Aerschot (19 août) et de Louvain (26 août) où des centaines de personnes périrent et où la plus grande partie des villes fut incendiée égalent en horreur les atrocités commises dans les provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg. C'est seulement après la prise d'Anvers que les progrès de l'invasion cessèrent de s'accompagner de terrorisme. On n'en signale plus durant la marche des armées à travers les deux Flandres et le Hainaut. La guerre était désormais stabilisée, la Belgique définitivement occupée et dès lors l'existence des francs-tireurs, trop évidemment invraisemblable pour continuer d'inquiéter les troupes. Mais les quatre semaines qui s'étaient écoulées depuis l'invasion avaient suffi pour couvrir le pays de dévastations. Dans les provinces de Liège, de Namur, de

Limbourg et de Luxembourg plus de 350 communes sur 1.146 avaient été frappées soit dans leurs biens, soit dans leurs habitants. On estime, pour tout le pays, à plus de 5.000 personnes le nombre des civils mis à mort (1). On ne peut s'étonner si, à l'indignation qu'avait suscitée contre l'Allemagne l'ultimatum du 3 août succédait maintenant une véritable haine nationale.

Les ravages commis par les troupes allemandes eurent encore un autre résultat : l'émigration d'une partie de la nation. Au début, les incendies et les fusillades qui accompagnèrent les opérations autour de Liège et de Namur ne furent guère connus dans le reste du pays. L'avance de l'ennemi empêchait les nouvelles de se propager et l'on ignorait à peu près complètement ce qui se passait sur l'arrière. Les drames d'Aerschot et de Louvain, accomplis aux portes de Bruxelles et d'Anvers, et dont les fuyards propagèrent aussitôt l'effroi, provoquèrent au contraire une panique collective. Depuis lors ce fut devant le front des troupes allemandes une reculade éperdue. Par villages entiers, les paysans fuyaient vers l'intérieur. Dans toutes les villes, un flot ininterrompu déversait des bandes lamentables de ces pauvres gens qu'il fallait hospitaliser dans des locaux de fortune et répartir tant bien que mal parmi les localités voisines. La population presque tout entière de Louvain, puis celle de Malines refluèrent vers l'Ouest. Lors de la capitulation d'Anvers, un exode épouvanté s'effectua vers la Hollande. De leur côté, les fuyards massés le long du littoral cherchèrent un refuge en Angleterre quand il devint évident que rien ne pouvait plus empêcher l'ennemi d'atteindre la côte. On estime le nombre des Belges qui se sont réfugiés dans les Pays-Bas à environ un million, non compris les soldats qui passèrent sur le sol néerlandais après la chute d'Anvers. A la fin de novembre 1915, le nombre des émigrants en Angleterre n'était guère inférieur à 250.000. D'autres se dirigèrent

(1) M. OLBRECHTS, en utilisant les relevés fournis par les *Rapports et documents de la Commission d'enquête sur les violations du droit des gens*, t. I et II du premier volume, établit le chiffre de 5.517 victimes d'attentats commis par les troupes allemande dont 91 seulement après 1914, dans E. MAHAÏM, *La Belgique restaurée*, p. 16.

vers la France, soit après la bataille du Hainaut, soit surtout par mer après l'avance allemande dans les Flandres. Au 1^{er} janvier 1915, la statistique en fixe le chiffre à 115.000. Tout compte fait, on peut donc évaluer à 1.400.000 personnes environ, soit un peu moins du cinquième de la population totale du pays, l'importance de cette *diaspora* due à la terreur. Sans doute bon nombre de ces épouvantés ne tardèrent pas à regagner le pays. Plus d'un demi million d'entre eux pourtant devaient séjourner à l'étranger jusqu'à la fin de la guerre. Nous aurons plus loin à revenir sur cette émigration qui constitue incontestablement un des phénomènes sociaux les plus frappants de l'invasion de la Belgique (1).

(1) Voy. le chapitre XI.

CHAPITRE III

Situation générale du pays pendant l'occupation

§ I. — UNE NATION EMPRISONNÉE

Depuis le XVIII^e siècle, la Belgique a connu maintes fois le régime de l'occupation militaire. Entraînée dans tous les grands conflits internationaux elle a servi périodiquement de place d'armes ou de gage aux Puissances luttant soit pour l'hégémonie, soit pour l'équilibre de l'Europe. La guerre de la succession d'Espagne l'a fait passer, de 1706 à 1713, au pouvoir de l'Angleterre et des Provinces-Unies ; les Français s'y installent durant la guerre de sept ans de 1745 à 1748, puis après la bataille de Jemmapes en 1792-1793 et de nouveau et cette fois pour vingt ans après celle de Fleurus (1794). La défaite de Napoléon la livre aux alliés en 1814-1815. Sa possession par l'Allemagne du mois d'août 1914 au mois de novembre 1918 ne constitue donc en rien un phénomène nouveau. Elle n'est qu'un chapitre de plus dans la longue histoire de la compétition des grands États pour la maîtrise de l'Occident. Elle ne se distingue des occupations antérieures que par la vigueur de son emprise et par la réaction nationale qu'elle a provoquée.

A partir du jour où le front des armées s'est stabilisé sur l'Yser, le territoire belge presque tout entier a passé pour quatre ans au pouvoir de l'envahisseur. De ses 2.636 communes une cinquantaine seulement ont échappé à la conquête. Le pouvoir du gouvernement ne s'étend plus qu'à l'étroite lisière de la Flandre occidentale, resserrée entre l'Yser et la frontière française, et à la commune de Bar-le-Duc rattachée à la Province

d'Anvers mais qui, enclavée dans les terres hollandaises du Brabant septentrional, a échappé à l'emprise de l'ennemi. Le gouvernement lui-même a émigré au loin. Retiré tout d'abord à Anvers, il s'est ensuite transporté au Havre où l'hospitalité de la République française lui a assuré un asile provisoire. Le Roi seul, établi à La Panne auprès des troupes dont il est le chef, est demeuré sur le sol national. Il eût été impossible d'installer les ministères et leurs bureaux au milieu des services de l'arrière, des ambulances et des cantonnements. Une fiction juridique a d'ailleurs assimilé les locaux qu'ils occupent au Havre au territoire belge, en les dotant du privilège de l'exterritorialité. Ainsi les autorités constitutionnelles et légales n'ont pas cessé d'exister. A côté de la Belgique envahie, il subsiste une Belgique continuant à vivre sous le régime des institutions nationales. Au point de vue du droit, il importe peu que l'État ne consiste plus qu'en une étroite bande de terre. L'essentiel est qu'il n'ait pas disparu, que sa souveraineté ne se soit pas interrompue et que son vainqueur ne puisse se targuer de l'avoir anéanti. Il ne subsiste pas seulement parce que ses alliés reconnaissent son droit à l'existence : il subsiste en fait. Il demeure une réalité aussi entière que si son drapeau continuait de flotter à Bruxelles sur le palais du Roi et sur le palais de la Nation (1).

Sans doute les circonstances s'opposent à ce que l'organisation politique fonctionne normalement. Il est impossible de réunir les Chambres. On ne peut procéder ni au vote des lois ni au vote des budgets. Mais la Constitution n'est pas « suspendue », elle est seulement « inexécutable ». Si le Roi gouverne désormais, en vertu des pouvoirs que le Parlement lui a délégués le 4 août, non plus par des lois mais par des arrêtés-lois, ces arrêtés débutent par une formule qui affirme le maintien et le respect du pacte national : « Vu l'article 26 de la Constitution qui confère l'exercice du pouvoir législatif au Roi, à la Chambre des représentants et au Sénat ; Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives, sur la proposition de Notre Ministre..., nous avons arrêté et arrêtons. »

(1) C'est le nom que l'on donne en Belgique au palais occupé par le Parlement.

A ce Roi qui incarne désormais la Nation et exerce en son nom le pouvoir législatif qu'elle lui abandonne pour cause de salut public, doit répondre un ministère qui, par cela même qu'il ne dépend plus que de lui, justifie comme lui la confiance de la nation. Tous les partis y sont désormais représentés ou, pour mieux dire, tous les partis s'y absorbent en s'y unissant. A côté des ministres catholiques portés au pouvoir par les élections de 1912, figurent désormais des ministres pris dans l'opposition, puisque l'opposition, au milieu de la crise formidable que l'on traverse, se confond avec la majorité dans la volonté de sauver le peuple. Des ministres libéraux et pour la première fois un ministre socialiste font partie du Cabinet.

Le personnel parlementaire s'est divisé. Les uns, les moins nombreux, ont suivi en qualité d'auxiliaires et de conseillers bénévoles le gouvernement au Havre. Les autres, après la séance du 4 août, ont rejoint leurs arrondissements. Entre ceux-ci et ceux-là se maintiendront jusqu'à la fin de la guerre des rapports occultes et intermittents qui tant bien que mal établiront entre eux et le gouvernement un minimum d'unité de vue.

Il faut remarquer d'ailleurs que l'influence du gouvernement du Havre sur la Belgique occupée a été très faible. On pourrait la comparer très justement à celle qu'exerce sur une place assiégée une armée de secours. Il lui était évidemment impossible de correspondre avec la nation. C'est à grand'peine qu'il parvint à faire passer de temps en temps quelques directives aux fonctionnaires. La masse du peuple et même les autorités ignorèrent ce qu'il faisait pour elles, ses mesures en faveur des réfugiés et des déportés, son intervention dans la grande œuvre du ravitaillement, sa propagande pour intéresser le monde aux malheurs et aux souffrances du pays (1). Durant toute la durée de la guerre, c'est vers le Roi et vers l'armée que se tournaient tous les espoirs. Le grondement des canons

(1) Le 14 novembre 1918 l'échevin Lemonnier, saluant à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, le ministre Vandervelde arrivé pour annoncer le retour du gouvernement lui disait : « Nous voudrions vous féliciter de tout ce que vous avez accompli, mais au fond nous en savons peu de chose car nous avons devant nous une barrière de fer. »

de l'Yser que le vent d'Ouest portait vers l'intérieur, rappelait de façon trop émouvante leur présence pour que l'on pût songer à autre chose. En somme, le gouvernement du Havre ne put aider le pays que du dehors. Il fut hors d'état d'exercer sur lui une action directe. Le vainqueur occupa trop complètement sa place pour lui laisser la possibilité de déterminer l'attitude du peuple (1).

§ II. — L'ATTITUDE DU PEUPLE

Celle-ci s'explique essentiellement par des causes morales. Pour la bien comprendre, il importe de se rendre compte du contraste qui, dès l'abord, s'affirma entre les Belges et leurs vainqueurs et qui, jusqu'à la fin de l'occupation, ne cessa de s'accroître.

Ce contraste ne consiste en rien dans une opposition de race. Il est trop facile d'attribuer à la race les caractères qui différencient les peuples les uns des autres. Au vrai, c'est se faire la partie belle et résoudre le problème par une formule vide de sens. Opposer la race germanique à la race romane, c'est se payer de mots. Ce n'est point la race, ce n'est pas même l'affinité de langage qui rapproche les peuples, c'est la conformité des sentiments et des idées. Cela revient à dire qu'un peuple se distingue ou se rapproche des autres peuples sous l'influence de l'éducation collective qui a déterminé son être moral. Or, l'éducation collective de la Belgique et de l'Allemagne les avait faites trop différentes l'une de l'autre pour ne pas soulever entre elles des malentendus que les circonstances tragiques qui soumettaient la première à la seconde devaient inévitablement exaspérer.

La prépondérance de la Prusse, en s'imposant de plus en plus

(1) La situation du ministère du Havre était très délicate. Il ne voulut pas se donner l'odieux, étant personnellement à l'abri, d'exciter à la résistance les Belges soumis à l'occupation allemande. Sa politique à cet égard fut ce que l'on pourrait appeler la politique du moindre mal. Sur son activité, voyez dans la série belge de cet ouvrage le travail de M. F. VAN LANGENHOVE, *L'Action du gouvernement belge en matière économique pendant la guerre*.

à toutes les parties du Reich, avait fait surgir entre lui et les nations occidentales auxquelles se rattachait la civilisation belge, tant dans les provinces wallonnes que dans les provinces flamandes, une opposition voulue en partie et en partie inconsciente. L'évolution sociale de la Prusse, aussi bien que sa constitution politique, l'avait transformée en un État d'une nature particulière, tout à la fois très arriéré et très moderne. Le servage n'y avait été aboli qu'au commencement du ^{xix}^e siècle ; une aristocratie terrienne, dans laquelle se conservait le souvenir de la tradition féodale, fournissait les fonctionnaires et les officiers de l'État monarchique qu'elle servait à la fois par intérêt et par honneur de caste. L'administration et l'armée se distinguaient par une égale discipline, un égal amour du devoir, un égal dévouement à la couronne. La conscience de leur supériorité les animait d'une même aversion et d'un même dédain pour la liberté politique et pour la démocratie. Elles n'avaient confiance que dans la force ; elles y voyaient la condition première de la puissance de l'État militaire fondé par les Hohenzollern, dont l'épée avait réalisé cette unité allemande pour laquelle s'étaient si longtemps mais si vainement enthousiasmés les poètes et les penseurs de la « petite Allemagne ». La Prusse en accomplissant l'idéal de la nation, s'était imposée à elle. Son esprit positif, sa discipline, ses traditions d'absolutisme et ses principes réactionnaires étaient interprétés dans les universités comme les caractères essentiels de la vraie civilisation germanique. La croyance dans la supériorité de la race allemande sur toutes les autres et dans sa mission de les soumettre pour leur propre bien à son hégémonie, se répandait avec une rapidité correspondant aux surprenants progrès du commerce et de l'industrie. Parmi l'élite intellectuelle comme parmi la bourgeoisie active et prospère, la pensée se soumettait volontairement à la maîtrise de l'État dont les victoires avaient attesté la force et l'excellence. Quelque impatientes qu'elles fussent de la prééminence des junkers et des officiers, l'opposition libérale et l'opposition socialiste n'en conservaient pas moins l'empreinte d'un état d'esprit que le gouvernement entretenait par l'école, par la caserne, par l'administration,

en faveur duquel conspiraient et la richesse croissante de l'Allemagne et le prestige dont elle jouissait à l'étranger.

La constitution politique du Reich contribuait plus fortement encore à propager le dogme de la toute-puissance de l'État. La souveraineté n'y appartenait pas à la nation. Elle restait l'attribut de cet être mystique existant par lui-même en dehors et au-dessus d'elle, le *Staat*, incorporé dans le *Kaiser* qui le parait du prestige de sa dynastie et qui en recevait à son tour un caractère ineffable fait de loyalisme, de fierté nationale, de fidélité militaire, de reconnaissance et de vénération. Jadis il avait été de mode de voir dans l'individualisme l'attribut fondamental des Germains. Aujourd'hui, on leur faisait gloire de leur esprit de discipline, d'organisation et de subordination volontaire à l'État. Les pangermanistes absorbaient l'Allemagne dans la Prusse, sans apercevoir que la Prusse, pays neuf lentement conquis sur les Slaves, n'avait durant de longs siècles participé que bien faiblement à cette culture allemande qu'ils prônaient comme la plus haute et la plus pure. La théorie des races a de ces retours. On l'interprète suivant les passions et les intérêts du moment. Éblouie par les succès militaires des Hohenzollern et les succès diplomatiques de Bismarck, l'Allemagne considérait le gouvernement de Berlin comme l'instrument prédestiné de son génie national. Elle oubliait, dans la griserie de ses victoires et de son hégémonie, l'hostilité qui l'avait si longtemps détournée de la Prusse. Les catholiques eux-mêmes ne se souvenaient plus du *Kulturkampf*. En dépit des différences confessionnelles, des oppositions de mœurs, de sentiments et de civilisation, le Reich confessait une même foi dans la puissance qui l'avait fondé. Cette collectivité politique que l'histoire avait durant de longs siècles abandonnée au séparatisme et privée d'une existence nationale, s'unissait dans le culte de l'État. Elle s'abandonnait à sa direction en croyant se reconnaître en lui. Elle envisageait l'autorité qu'il lui avait imposée comme une manifestation spontanée de sa propre nature. Elle acceptait volontairement sa discipline. Il n'était pas jusqu'au bourgeois rhénan qui ne cédât le haut du pavé au Junker prussien. Le militarisme

devenait la forme la plus haute de l'esprit civique, la force, la manifestation la plus auguste du droit. L'originalité et la supériorité du *Deutschum* apparaissaient d'autant plus évidentes qu'il rejetait plus complètement l'idéologie pacifique, libérale et internationaliste des démocraties décadentes de l'Occident.

Ainsi formés, les Allemands ne pouvaient ni comprendre ni même admettre la nature d'un peuple aussi complètement en opposition avec eux que l'était le peuple belge. La faiblesse de cette petite nation était déjà un motif de la dédaigner. Ils ne pouvaient tolérer qu'elle revendiquât le droit à une existence qu'elle était incapable de défendre. Son refus de leur livrer passage leur apparaissait comme un outrage absurde. En s'opposant à eux ne s'opposait-elle pas au triomphe nécessaire et inévitable du germanisme ? Et en quoi consistait donc sa prétendue nationalité ? Privée d'unité de race puisqu'elle était privée d'unité de langue, elle n'était qu'une création bâtarde de la diplomatie européenne. Son nom n'était qu'une étiquette accolée à des territoires que l'intérêt des Grandes Puissances avaient provisoirement neutralisés en 1839 afin d'éviter une guerre générale. Elle n'existait que par la volonté ou la tolérance de l'Europe. Elle devait s'estimer heureuse d'avoir mené si longtemps une vie parasitaire, s'enrichissant paisiblement grâce à la sécurité conventionnelle qui l'avait abâtardie. Le libéralisme de ses institutions n'était qu'une forme arriérée et détestable d'une conception politique vieillie. Il n'avait abouti qu'à déconsidérer la monarchie, à déchaîner la rivalité égoïste des partis, à permettre à une bourgeoisie avide et mesquine d'exploiter le peuple, à corrompre ce peuple lui-même en l'abandonnant à tous les dérèglements de la licence et de l'anarchie.

L'État belge était aussi chaotique et aussi fallacieux que la nation belge. Il s'était montré incapable de remplir sa tâche. Il avait laissé les masses privées de *Kultur*, abandonnées aux déclamations des politiciens ou au fanatisme d'un clergé ignorant. On ne pouvait s'étonner des atrocités commises par les francs-tireurs. Elles n'étaient que la manifestation de

l'indiscipline invétérée d'une population arrogante et brutale que la rage de sa défaite poussait au crime et qui donnait avec impudence à son impuissante fureur le nom de patriotisme (1).

Cette aversion pour la Belgique trouva un aliment nouveau dans la découverte, au mois d'octobre 1914, du compte rendu des conversations du général Ducarne avec le colonel anglais Bernardiston. On y voulut voir la preuve d'une véritable trahison du gouvernement belge à l'égard de l'Allemagne. On les interpréta comme une violation flagrante de cette neutralité dont il se targuait d'avoir toujours été le scrupuleux observateur. Une campagne de presse qui dure encore s'acharna depuis lors à démontrer sa culpabilité et son entente secrète avec les ennemis de l'Allemagne et particulièrement avec la France. Les rapports multiples que l'histoire, la situation géographique et les relations économiques avaient noués entre la France et la Belgique apparurent comme la preuve d'une sorte d'encerclement moral systématiquement accompli avec la connivence des autorités officielles. Dans l'ardeur de la polémique on ne s'inquiéta pas d'observer que cette situation datait du haut Moyen Age, et que l'influence française était aussi traditionnelle en Belgique que l'influence anglaise dans les États-Unis d'Amérique. Dans les moments de crise le présent seul importe. On le constate sans chercher à le comprendre. On l'exploite suivant les intérêts et les passions de l'heure. Pour l'opinion allemande, la guerre apparaissait comme le conflit des peuples germaniques et des peuples romans. Il fut entendu désormais que la Belgique s'était solidarisée avec ces derniers. Les érudits rappelaient, pour augmenter l'étendue de sa faute, qu'elle avait pourtant relevé jadis du Saint-Empire romain et appartenu à la maison de Habsbourg. De quelque côté qu'on l'envisageât, on ne découvrait que des motifs de la réprouver. Son peuple, sa constitution politique, son gouvernement, son esprit

(1) Je ne fais ici que rapporter l'état d'esprit que traduisait d'une manière si caractéristique, en octobre 1914, le manifeste des intellectuels allemands. Il est attesté surabondamment par tous les journaux allemands de l'époque, ainsi que par les innombrables brochures publiées dans le Reich de 1914 à 1918 sur la « question belge ».

public et ses sympathies la condamnaient également. Si dur que fût son sort elle l'avait mérité. Inexistante comme nation, elle était incapable et suspecte comme État. Quoi qu'il dût arriver, il était inadmissible qu'elle conservât une indépendance dont elle avait fait pour elle-même et pour les autres un si mauvais usage. Si, la guerre terminée, elle ne disparaissait pas de la carte de l'Europe, du moins devrait-elle être soumise au protectorat de l'Allemagne. En attendant elle lui servirait de « gage » pour les négociations diplomatiques en même temps que de base pour les opérations militaires.

A l'antipathie de leur vainqueur, les Belges répondaient par la haine, et à leur dédain par le mépris. Sous le choc de l'invasion, tout ce qu'ils avaient jadis admiré dans l'Allemagne était oublié. Elle leur semblait chargée d'une si monstrueuse injustice qu'ils devaient désormais la croire capable de tout. Leur certitude de n'avoir aucune responsabilité dans la catastrophe qui les frappait, rendait plus profonde l'indignation provoquée par les fusillades et les incendies qui avaient marqué les progrès de l'invasion. Il n'était pas jusqu'aux conséquences les plus normales de la guerre qui ne prissent aux yeux de ce peuple pacifique, brusquement réveillé d'une sécurité qu'il croyait garantie à jamais, l'aspect de brutalités insupportables. Les réquisitions, les restrictions apportées à la circulation, le contrôle des autorités militaires lui étaient une souffrance et une injure continuelles. Perdue, la liberté illimitée dont il avait joui jusqu'alors lui devenait plus chère et avivait tout à coup en lui un patriotisme dont la conscience s'était assoupie pendant les années de paix. Il lui avait fallu cette crise pour apprécier le bienfait de l'indépendance, de même qu'il faut la maladie à un homme bien portant pour apprécier le bienfait de la santé. Son malheur présent le reportait aux années heureuses qu'il avait vécues. Les luttes des partis, les conflits sociaux avaient perdu leur amertume. On ne se les rappelait plus que comme des manifestations de la liberté. Et le souvenir que l'on en gardait avivait en la justifiant la haine de l'ennemi. En se comparant à lui on le détestait davantage. Sa discipline, son culte de l'État, son senti-

ment monarchique étaient envisagés comme autant de preuves de servilisme. On leur opposait avec orgueil les institutions que le peuple s'était données à lui-même. On se faisait gloire d'appartenir à une nation unie dans la pratique d'un régime qui élevait chacun de ses membres à la dignité de citoyen. A la conception de l'État bureaucratique et autoritaire s'opposait la conception de l'État envisagé comme forme et organe de la souveraineté nationale. Le militarisme allemand paraissait la plus monstrueuse des aberrations et la preuve la plus évidente de la barbarie. Le pas de parade des soldats en marche, leur obéissance passive, leur attitude en face des officiers excitaient la raillerie ou la colère. Au passage des régiments, on se demandait combien de petits-fils de serfs défilaient parmi eux. Ecrasé par la force, le peuple puisait dans le sentiment de se croire supérieur à son vainqueur le courage de tout souffrir. Il identifiait sa cause avec la cause du droit et de la justice. Il se relevait à ses propres yeux en se persuadant qu'il était la victime de l'honneur et du respect de la parole donnée.

La disproportion même de la lutte qui lui était imposée l'enorgueillissait. N'ayant point compté sur une victoire impossible, il n'était pas abattu par les revers de son armée. La popularité de la dynastie allait croissant à mesure qu'elle s'identifiait davantage à la nation en participant à ses souffrances. Le Roi devenait un héros de légende, la Reine, une sainte courbée sur les blessés et les mourants dans les ambulances. Le peu de nouvelles que l'on en recevait laissait l'imagination les embellir d'une auréole de gloire et de bonté qui correspondait d'ailleurs à la réalité. On donnait aux nouveau-nés les noms d'Albert et d'Elisabeth. Le portrait des souverains, qu'il était interdit d'exposer en public, se trouvait à chaque foyer.

On avait cru d'abord que la guerre serait très courte. Au début on s'attendait chaque jour à apprendre l'arrivée des Français venant à la rescousse de l'armée nationale. Les communiqués énigmatiques du gouvernement entretenaient un espoir qu'aucune désillusion ne pouvait abattre. On ajoutait créance aux bruits les plus invraisemblables. Jusqu'à la fin

de la guerre, on ne cessa point de croire à un retour inévitable de la fortune. Les affiches allemandes, pleines d'annonces de victoires, n'ébranlaient pas la résolution de tenir jusqu'au bout. S'il y eut aux heures les plus sombres des « défaitistes », et si un petit groupe d'« activistes » renia la cause nationale, on ne surprit chez l'immense majorité des Belges aucune velléité de renoncer à la résistance. Le triomphe final ne leur apparut jamais douteux. En 1915, un comité se formait à Bruxelles pour préparer une exposition universelle !

Cette attitude de l'opinion est d'autant plus surprenante que tout concourait à la décourager. A partir du mois de décembre 1914, la Belgique se trouva en fait isolée du monde extérieur. Ce fut dans toute la force du terme une prison collective. La frontière du Nord fut pourvue sur toute sa longueur d'un fil électrifié par un courant à haute tension qui en rendait le passage impossible. Du côté de la mer et du côté de la France, les armées allemandes opposaient un obstacle plus infranchissable encore. Vers l'Allemagne, l'obligation du passeport suffisait à fermer l'accès. Dans un pays ainsi clôturé, c'est à grand péril que se glissaient de loin en loin quelques journaux français ou anglais, vieux souvent de plusieurs semaines, et qu'on se passait sous le manteau. Certains journaux hollandais, entre autres le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, furent cependant tolérés par la censure, encore qu'elle en confisquât fréquemment les numéros dont le contenu ne lui paraissait pas d'une neutralité suffisante. A part d'infimes exceptions, les journaux belges ne voulant pas se soumettre au contrôle de l'ennemi avaient cessé de paraître. Leur place avait été prise par des gazettes soudoyées ou protégées par les « Kommandanturs » : à Liège, *L'Echo de Liège*, à Bruxelles, le *Bruxellois*, le *Quotidien*, le *Messager de Bruxelles*, l'*Information*, etc. Sous prétexte d'éclairer l'opinion et de la rappeler au sens de la réalité, elles s'efforçaient, souvent, avec une certaine adresse, de la décourager. Elles représentaient la victoire comme impossible et prêchaient en invoquant l'intérêt national l'acceptation de l'inévitable et un rapprochement avec l'Allemagne. On les lisait faute de mieux pour y apprendre les nouvelles locales. Mais le seul senti-

ment qu'elles provoquassent était le dégoût. Les efforts des autorités allemandes pour faire fléchir le moral du peuple ne réussissaient pas mieux. Elles avaient beau recouvrir les murs de communiqués annonçant les condamnations à mort, à la déportation ou à la prison des espions qui chaque jour sur un point ou l'autre du pays comparaissaient devant les tribunaux militaires ; faire une réclame retentissante aux funèbres accidents produits çà et là par les bombes des aviateurs belges, français ou anglais ; publier les preuves de la « déloyauté » du gouvernement belge ; attribuer au blocus organisé par l'Angleterre l'arrêt de l'industrie et la pénurie des vivres, personne ne se laissait influencer par ces déclarations. Bien plus ! Au lieu de semer la terreur, elles excitaient la résistance. On vénérât comme des héros les espions tombés sous les balles, et leur supplice leur suscitait des émules dans toutes les classes sociales, depuis la plus haute aristocratie jusqu'aux plus pauvres ouvriers. Le nombre des exécutions fournit la meilleure preuve de cette contagion patriotique. On estime qu'à la fin de l'occupation il atteignait le chiffre de plus de trois cents. Quant aux personnes condamnées à l'emprisonnement ou à la déportation, leur nombre infiniment plus considérable ne peut être évalué avec quelque exactitude (1). En fait, le pouvoir occupant se sentait entouré d'une conspiration permanente de toute la nation.

Pour découvrir les coupables, il transformait vainement en délit le fait de ne les avoir pas dénoncés. La délation était imposée jusqu'au sein des familles, des circonstances atténuantes étant cependant accordées aux épouses et aux enfants qui n'avaient pas accusé leur mari ou leur père (2). Quantité de mesures avaient pour but de soumettre la population à une sorte d'inquisition civile. La censure ne s'étendait pas seulement à la correspondance mais aussi à tous « produits d'imprimerie ainsi qu'à toute reproduction d'écrits ou d'images et aux com-

(1) M. OLBRECHTS, *loc. cit.*, p. 16, évalue à 2.614 le nombre des déportés morts au cours de leur déportation.

(2) Voy. dans la série belge de cet ouvrage, le travail de J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *La Législation et l'administration allemandes en Belgique*, p. 199, 202.

positions musicales avec texte ou commentaires obtenus par des procédés mécaniques ou chimiques et destinés à être distribués ». Dès le début de l'occupation, les assemblées en plein air avaient été interdites ainsi que les réunions politiques publiques ou privées. Exception était faite pour celles de ces dernières qui présentaient « un caractère religieux, social, scientifique, professionnel ou artistique ». Cette tolérance ne subsista d'ailleurs que peu de temps. Le 25 mai 1916, un arrêté les soumit à leur tour à l'autorisation préalable. Désormais les belges ne purent plus librement se réunir que pour assister à la célébration des cultes. Toute manifestation de patriotisme était soigneusement interdite. Défense était faite d'exposer ou de montrer en public « d'une façon provocatrice des insignes belges » ; ou même « d'une manière non provocatrice » des insignes d'autres pays en guerre avec l'Allemagne ou ses alliés (26 juin 1915). Pour empêcher les instituteurs d'entretenir le sentiment national chez leurs élèves, les autorités allemandes recevaient « le droit de pénétrer dans toutes les classes et chambres de toutes les écoles existant en Belgique et de surveiller l'enseignement et toutes les manifestations de la vie scolaire en vue d'empêcher les menées et intrigues dirigées contre l'Allemagne ». La surveillance fut si active qu'elle s'exerça jusque sur les livres et les cahiers des écoliers.

Il suffisait de la découverte d'une phrase irrévérencieuse pour envoyer en prison l'enfant coupable de « germanophobie » (1). En revanche, quiconque faisait preuve de sentiments germanophiles était protégé contre ceux qui tenteraient de lui nuire, par la menace de deux ans de prison et de 10.000 marks d'amende (2). On s'ingéniait pourtant avec une obstination qu'explique le goût du caractère national pour la blague et la mystification à déjouer les interdictions du vainqueur. Faute de pouvoir arborer le drapeau belge, les femmes se montraient dans les rues, aux jours des fêtes nationales, parées de ses cou-

(1) A Berlaere, une petite fille de 16 ans fut arrêtée pour avoir transcrit dans son carnet de classe de naïves poésies flamandes où l'on découvrit un vers irrévérencieux pour le *Kaiser*. Voy. le dossier de cette affaire dans le fonds allemand des *Archives de la Guerre*.

(2) J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, p. 26.

leurs, tandis que les hommes portaient à la boutonnière, en signe d'espoir, une feuille verte, et que les boutiques et les restaurants demeuraient impitoyablement fermés. Ces manifestations, où la raillerie s'alliait au patriotisme, ne manquèrent pas de susciter un arrêté prohibant les « démonstrations concertées se produisant sous forme d'insignes spéciaux arborés, ou d'unité de couleur exhibée dans les costumes, ou de fermeture de magasins, restaurants, etc. » (1).

L'acharnement déployé par les autorités militaires contre les moindres indices et les plus innocents du patriotisme, ne pouvait manquer d'aller contre son but. A Lierre, le 21 juillet 1916, jour de la fête nationale, une patrouille aperçut, au haut d'un grand arbre de la banlieue, un drapeau belge qu'on y avait hissé pendant la nuit. Des portraits du Roi et de la Reine entourés de poésies de circonstance étaient attachés au tronc. Aussitôt la population, à partir de 9 heures du soir, fut consignée dans les maisons. Une enquête minutieuse fut entreprise. Le 15 août 1916, désespérant de trouver les auteurs du forfait « qui évidemment devaient être connus de la population », le gouverneur de la province condamna la commune à payer immédiatement une amende de 20.000 marks, renforça la garnison et ordonna que les soldats seraient logés chez les bourgeois les plus aisés dont dix furent emprisonnés dans la caserne jusqu'à l'accomplissement de ces mesures. La sentence considéra comme une « tentative de meurtre » (*Moordversuch*) le fait que les branches de l'arbre avaient été sciées, de sorte que les soldats chargés d'abattre le drapeau n'avaient pu monter jusqu'au sommet « qu'au péril de leur vie » (2).

Les *Meldeämter* furent une des institutions les plus pénibles à supporter. On appelait ainsi des bureaux chargés de la surveillance de tous les hommes nés de 1880 à 1898, c'est-à-dire en âge de service militaire, des anciens membres de la garde civique (3), des Belges ayant servi dans l'armée, des prison-

(1) *Ibid.*

(2) Voy. le dossier de cette affaire dans le fonds allemand des *Archives de la Guerre*.

(3) La garde civique fut dissoute au mois de septembre 1914. Une partie de ses membres prirent du service dans l'armée ou se fixèrent à l'étranger. D'autres rejoignirent leur famille dans l'intérieur du pays.

niers civils ou militaires condamnés par les tribunaux militaires et renvoyés dans leurs foyers à l'expiration de leur peine, des nationaux des deux sexes des pays en guerre avec l'Allemagne, enfin de toutes les personnes considérées comme dangereuses ou suspectes. Ces individus étaient tenus de se présenter personnellement au *Meldeamt* de leur résidence au moins une fois pas mois. Tout voyage, tout changement de domicile temporaire ou définitif devait être autorisé sous peine d'amende, de prison ou même de déportation dans un camp de prisonniers. Ces restrictions à la liberté d'aller et de venir furent ressenties d'autant plus cruellement que la population belge avait été jusqu'alors la plus mobile de l'univers. A l'extrême abondance des moyens de communications correspondait un mouvement de voyageurs extraordinaire. Le bon marché des transports et l'institution des trains d'ouvriers qui amenaient chaque jour des dizaines de milliers de travailleurs dans les régions industrielles avaient fait du déplacement un besoin et une habitude. On éprouvait de se sentir désormais parqué et enregistré, autant de gêne que de honte et de colère.

Au reste, les *Meldeämter* ne parvinrent pas à atteindre leur but principal qui était d'empêcher les jeunes gens de rejoindre l'armée belge. Durant toute la durée de l'occupation c'est par milliers que, se glissant à travers les bruyères et les marécages de la Campine, ils gagnaient la Hollande d'où ils se dirigeaient vers les bureaux de recrutement établis en Angleterre et en France. Beaucoup périrent sous les balles des sentinelles, furent électrocutés au passage du fil électrique tendu sur la frontière ou capturés en route et déportés. Le nombre de ceux qui parvinrent à effectuer le passage est évalué à environ 30.000.

Les *Meldeämter* privèrent les Belges de l'attribut fondamental de la liberté personnelle : la police secrète leur enleva l'inviolabilité du domicile. Tous les suspects, et la moindre dénonciation faisait noter comme tel, étaient exposés à des visites domiciliares, à des saisies de papiers ou de correspondances, à des enquêtes. Il suffisait de passer pour indésirable aux yeux de l'administration militaire pour être déporté non

seulement sans jugement, mais même sans la moindre explication. Une personne mandée à la *Kommandatur* n'était pas sûre de rentrer chez elle. Il arrivait fréquemment qu'on lui apprît son transport immédiat en Allemagne. Souvent il ne lui était même pas permis, avant son départ, de mettre ordre à ses affaires et de prendre congé des siens (1).

La plus terrible des souffrances était l'ignorance où l'on se trouvait du sort des soldats. Entre la nation et l'armée, l'ennemi mettait une cloison étanche. Durant quatre ans les familles dont les fils étaient au front vécurent dans une angoisse perpétuelle. L'incertitude ne cessait que pour faire place à une certitude plus cruelle. On apprenait par la Croix-Rouge que l'enfant que l'on n'avait plus vu depuis si longtemps était tombé ou qu'il gisait blessé dans une ambulance. Seuls les soldats prisonniers pouvaient de leur camp d'Allemagne correspondre avec leurs parents. On cherchait à interpréter le silence des autres comme une preuve de leur existence. Parfois, sous forme d'annonce insérée dans le *Rotterdamsche Courant*, l'un d'eux donnait signe de vie. Une association traquée par la police avait assumé la tâche périlleuse de servir d'intermédiaire entre les combattants et l'intérieur du pays : elle s'appelait *Le Mot du Soldat*. L'emprisonnement ou la déportation des émissaires qu'elle employait ne parvint pas à interrompre son activité. Jusqu'à la fin de la guerre, elle contribua largement à entretenir le moral en entretenant l'espérance.

La volonté de « tenir » que manifesta la population apparaît plus étonnante si l'on songe à sa détresse. L'arrêt de l'industrie, le chômage, la disette des vivres, la pénurie du combustible et du luminaire lui imposaient des souffrances qui allèrent croissant d'année en année. Ici encore, ici surtout, l'esprit de solidarité se manifesta de manière éclatante. A côté du Comité National, quantité d'œuvres s'ingénierent à combattre la misère, se multipliant à mesure qu'elle s'accroissait (2). La nation sentit

(1) L'auteur parle ici d'expérience personnelle. Son arrestation fut la réplique de centaines d'autres.

(2) Sur leur activité, voy. plus loin chapitre VI.

qu'elle continuait d'exister puisqu'elle ne s'abandonnait pas et que sa vie se prolongeait sous la forme la plus touchante par la charité et l'entr'aide des citoyens au milieu de la catastrophe collective qui les frappait. A la conspiration générale à l'égard de l'occupant, correspondit une alliance non moins générale des Belges contre le malheur commun. Les meilleurs comprirent tout de suite le devoir que la situation leur imposait. Le patriotisme devint une forme de la charité. Sur tous les points du pays s'éleva très rapidement une armature d'œuvres de bienfaisance qui se substitua à l'armature politique de l'État.

La communauté du malheur et de l'espoir rapprochait trop étroitement les Belges les uns des autres pour ne pas leur faire oublier les querelles de partis et les conflits sociaux ou linguistiques qui s'étaient exaspérés dans le calme de la paix. Si la question flamande devait devenir plus tard un ferment de discorde, catholiques, libéraux et socialistes contractèrent en revanche une entente tacite qui les unit en un bloc indissoluble. Quelques tentatives du fanatisme politique en vue d'exploiter la situation contre le parti qui avait exercé le pouvoir depuis 1884 échouèrent dans l'indifférence ou l'inattention. Tous les représentants les plus autorisés de l'opinion donnèrent l'exemple de la concorde. Les partis ne disparurent point. La discipline, qui les soumettait à l'influence de leurs chefs, les fit en même temps obéir au mot d'ordre d'Union nationale que ceux-ci s'étaient donné. On vit en quelque sorte revivre de 1914 à 1918 cette union des partis qui avait fait le succès de la Révolution de 1830. En face de l'Allemagne, ils s'appuyèrent les uns sur les autres comme ils l'avaient fait jadis en face de la Hollande. Les groupes hostiles que la passion politique invétérée chez les Belges avait fait naître, conclurent une trêve de Dieu. Et leur cohésion même rendit plus aisée leur collaboration durant la crise. Le silence de la presse et la fermeture des sociétés politiques eut d'ailleurs pour résultat d'empêcher les polémiques irritantes. Beaucoup de ceux que leur combativité ou leur besoin d'action y auraient engagés, trouvèrent un exutoire dans l'espionnage ou les œuvres de bienfaisance.

Par une bonne fortune extraordinaire, il se trouva que dès le premier temps de l'occupation des hommes dont l'influence ne s'était fait sentir jusqu'alors que dans l'Église ou le cercle d'un parti se haussèrent au rang d'interprètes et de symboles de l'indépendance nationale. Les proclamations du bourgmestre de Bruxelles, M. Adolphe Max, eurent un retentissement d'autant plus grand qu'elles correspondaient davantage à ce sentiment de l'autonomie communale, traditionnel chez le peuple. L'exemple du premier magistrat de la capitale montra à ses collègues la voie à suivre. Sa déportation, le 26 septembre 1914, au lieu de les terroriser ne fit que fouetter leur énergie. Elle le transforma en héros national. Il prit place dans la lignée de ces martyrs de la liberté : les Artevelde, les Egmont, les Agneessens, les Laruelle, dont la légende se conservait au sein du peuple. Des nombreuses fautes que son incompréhension du caractère belge fit commettre à l'administration militaire allemande, il n'y en eut guère de plus désastreuses que l'exil du bourgmestre de Bruxelles. Il faut remonter au temps du duc d'Albe pour trouver la force armée dirigée avec une semblable ignorance de la force morale.

Sur les esprits auxquels le bourgmestre Max laissait son souvenir, agit bientôt la voix du cardinal Mercier. Dans le silence général elle s'éleva plus éloquente. On connaissait le cardinal comme l'un des rénovateurs de la philosophie thomiste, comme un prélat éminent, un des collaborateurs les plus estimés du pape Léon XIII, mais en dehors du clergé et des dirigeants du parti catholique, sa puissante personnalité ne s'était pas encore révélée au public. Sa qualité de chef de l'Église belge l'eût rendu en temps de paix incapable d'agir sur les libéraux et les socialistes. La guerre fit de lui l'incarnation de ce sentiment national qui avait uni tous les partis en une même volonté. Le retentissement de sa lettre pastorale du 1^{er} janvier 1915, en dehors de l'enceinte des églises s'étendit à tout le peuple. En déclarant que le pouvoir de l'envahisseur « n'est pas une autorité légitime et que dès lors dans l'intime de la conscience on ne lui doit ni estime, ni attachement, ni respect », elle faisait un devoir aux catholiques de persévérer

dans la résistance en même temps qu'elle la légitimait pour tous. La Belgique, disait le cardinal, n'est pas plus une province allemande que la Galicie n'est une province russe. S'il fallait loyalement subir la situation et « ne pas faire consister le courage dans la bravade ni la bravoure dans l'agitation », les droits de la conscience imposaient l'endurance jusqu'au triomphe final de la justice. Car c'est pour elle que l'on souffrait. Et cette souffrance passerait. Mais « la couronne de vie pour nos âmes, la gloire pour la Nation ne passeront pas ». De telles paroles ne réconfortaient pas seulement par leur texte mais par le courage qui les inspirait. La responsabilité même de celui qui les prononçait et l'éminence de sa position leur enlevaient tout caractère de provocation. En présence de l'ennemi le cardinal Mercier confessait sa foi comme Luther avait confessé la sienne devant Charles-Quint, à la diète de Worms (1).

Ses protestations ne devaient plus cesser de se faire entendre et d'entretenir dans les âmes la confiance et l'énergie. Les tentatives du gouverneur général pour imposer silence au prélat se heurtèrent chez lui à un refus hautain et catégorique. Il était trop haut placé pour qu'on pût l'atteindre, du jour où il était devenu évident qu'il serait impossible de l'amadouer et qu'il était inaccessible aux faveurs et à la bienveillance dont il n'eût dépendu que de lui de s'attirer le bénéfice. L'exiler à son tour, il n'y fallait pas penser. Le scandale eût retenti trop éclatant à Rome et dans le monde, attentif à ce duel du prêtre catholique et du militaire allemand (2). Il fallut se borner à prohiber la lecture de ses mandements, à terroriser les curés chargés de les lire, à en interdire l'impression et le colportage. Vains efforts d'ailleurs. A peine rédigés, ils s'infiltraient

(1) Pour apprécier l'attitude du cardinal, on consultera surtout F. MAYENCE, *La Correspondance de Son Em. le cardinal Mercier avec le gouvernement général allemand durant l'occupation* (Bruxelles, 1919).

(2) Sur les diverses tentatives faites à Rome par le gouvernement allemand pour écarter de Belgique le cardinal Mercier, voy. W. KISKY, *Kardinal Mercier und wir* (Hochland, mai 1926, p. 156-171). L'admiration sans réserve qui s'y manifeste pour le cardinal et pour la conduite qu'il adopta est d'autant plus significative que l'auteur a rempli des fonctions officielles en Belgique pendant l'occupation.

dans la nation comme l'eau s'infiltré dans la terre. Jusqu'au bout, par mille canaux invisibles, elle fut pénétrée de la pensée du cardinal. Croyants et incroyants s'unirent en elle parce que le secret de son influence était précisément la concordance parfaite de l'âme nationale avec l'âme de Mgr Mercier. Le palais royal était vide ; les regards se tournèrent vers le palais archi-épiscopal de Malines. Le cardinal devint le premier personnage du pays comme dans la Rome du iv^e siècle, abandonnée par les empereurs, le pape devint le premier personnage de la ville éternelle.

L'absence du roi et de la reine n'était au reste qu'une absence physique. Leur souvenir demeurait au fond des cœurs. Leurs actes répondaient si complètement à ce que l'on avait souhaité qu'ils fussent ! Avec un tact admirable, qui n'était que la parfaite harmonie de leur conduite avec leur nature, ils avaient assumé le rôle qu'ils devaient prendre. On se les figurait au loin, Lui au milieu des troupes, Elle dans les ambulances. Ils souffraient tous deux comme le peuple. Leur petite maison de La Panne était exposée, comme la demeure de chacun, aux bombes des avions. Ils faisaient l'un et l'autre leur devoir. Et cette volonté simple et calme de servir la nation les faisait mieux apparaître comme ses chefs. On s'était accoutumé à la dynastie, on se prit à l'aimer. Et cet amour se manifesta dans une floraison de légendes naïves et touchantes qui furent la poésie des années terribles.

La presse clandestine dut aussi une très large part dans la résistance morale de la nation. Elle a son origine dans les nouvelles que, dès le début de l'occupation, on se transmettait secrètement de l'un à l'autre, copiées à la main ou dactylographiées sur des bouts de papier : traductions d'articles du *Times*, extraits de journaux français, analyses de discours des hommes politiques des pays alliés ou de brochures de propagande, vers ou écrits de circonstance, échos de toute sorte venus du dehors et qui, en passant de bouche en bouche, étaient naturellement transformés par la légende. Malgré le péril, l'idée d'en élargir la diffusion par l'imprimerie devait naître tôt ou tard. Le journal est devenu un besoin trop impé-

rieux de la vie moderne pour que l'on pût supporter sans une véritable souffrance de n'avoir d'autre lecture que les gazettes ennemies ou soudoyées par l'ennemi. Le succès était d'avance assuré à tout périodique où l'on trouverait une lecture appropriée à l'état d'esprit dans lequel on vivait. Dès le mois de février 1915, la *Libre Belgique* se donna pour tâche de la fournir. Il serait incompréhensible que traquée comme elle le fut jusqu'à la retraite des armées allemandes en 1918, elle n'ait jamais cessé de paraître, si le courage de ses rédacteurs, de ses imprimeurs et de ses distributeurs n'avait été soutenu jusqu'au bout par la complicité du public. A peine avait-on découvert une des cachettes où elle s'imprimait, confisqué ses exemplaires, déporté et condamné quelques-uns de ses collaborateurs, on la voyait renaître plus railleuse et plus agressive, racontant elle-même son aventure et narguant plus que jamais la police. Insaisissable, elle se vantait drôlement d'être imprimée « dans une cave automobile ». Des légendes se formaient sur son compte. On était persuadé que chacun de ses numéros était mystérieusement déposé sur le bureau du gouverneur général. Chacun d'eux, en tous cas, passait de main en main. Le danger la rendait plus prenante. Elle réconfortait non pas tant par ce qu'elle disait que par le fait même de son existence et de sa durée. Le mystère qui l'entourait n'augmentait pas moins son prestige que son habileté et sa persévérance au milieu des persécutions. Elle distrait des angoisses de l'heure en faisant rire et en donnant un sujet aux conversations. Sans doute elle était une « bravade » perpétuelle, mais une bravade si courageuse et d'ailleurs si bien appropriée au sentiment public que le cardinal lui-même la lisait et que, parmi le clergé, qui lui fournit toujours une bonne partie de ses rédacteurs, il n'est pas jusqu'à d'illustres érudits qu'elle n'ait fait condamner à la prison (1). Son exemple ne manqua pas de lui susciter des émules : *La Patrie*, *L'Ame belge*, *De Vlaamsche Leeuw*, et, vers la fin de l'occupation encore, *Le*

(1) Cf. FIDELIS (A. VAN DE KERKHOVE), *L'Histoire merveilleuse de la Libre Belgique*, 2^e édit. (Bruxelles, 1919).

Flambeau et *L'Autre Cloche*, auxquels collaboraient surtout des professeurs d'Université.

En l'absence de tout moyen légal d'agir sur l'opinion, les membres du Parlement restés dans le pays et les mandataires communaux utilisèrent ingénieusement pour communiquer avec elle le pouvoir occupant lui-même. Le moyen adopté fut d'adresser aux autorités allemandes des exposés, des requêtes, des protestations où l'on formulait des griefs et où l'on suggérait la conduite à tenir par le public. On s'adressait tantôt au chancelier de l'Empire, tantôt au gouverneur général, tantôt à un gouverneur de province. Ces documents rédigés dans les deux langues nationales et recopiés à la machine se répandaient avec une étonnante rapidité. Quiconque en recevait un exemplaire se hâtait de le reproduire et de le communiquer sous le manteau à des amis qui recommençaient le même jeu. Ils passaient bientôt à l'étranger où les services de propagande les répandaient dans le monde entier. Le grand nombre de signatures dont ils étaient pourvus empêchait d'en rendre responsable une personne déterminée, et d'ailleurs leur caractère officiel ne permettait pas de poursuivre leurs rédacteurs.

On lisait d'autant plus avidement tout cela que la stagnation intellectuelle était plus complète. L'obligation imposée aux associations scientifiques comme aux autres de demander l'autorisation de se réunir, interrompit leurs séances. Le Palais des Académies, occupé par une ambulance allemande, ne fut plus accessible aux membres des corps dont il renfermait les bibliothèques et les archives : les trois Classes de l'Académie de Belgique, l'Académie de Médecine, la Commission d'Histoire. Les universités de l'État à Gand et à Liège, les universités libres de Bruxelles et de Louvain, — cette dernière désorganisée d'ailleurs par l'incendie de plusieurs de ses auditoires et de sa bibliothèque lors du sac de la ville en septembre 1914, — décidèrent de ne pas reprendre leurs cours. La liberté de l'enseignement était trop manifestement incompatible avec le régime de la censure, et il semblait révoltant, d'ailleurs, de faire bénéficier de l'avantage de suivre les cours, au détriment de leurs camarades combattants, les jeunes gens qui n'avaient pu ou

n'avaient pas voulu rejoindre l'armée. Deux professeurs de l'université de Gand furent déportés, sous le prétexte d'avoir inspiré à leurs collègues la résolution que ces motifs leur avaient fait prendre. Elle n'en devint que plus irrévocable. Les bibliothèques et les archives restaient en principe accessibles aux travailleurs. Mais plusieurs d'entre elles, à Liège par exemple, occupées par des services ou des bureaux militaires, durent fermer leurs portes. La réquisition d'une partie du matériel et des instruments des laboratoires mit ceux-ci hors d'état de continuer à servir aux recherches scientifiques qui furent condamnées dès lors au même marasme que l'activité industrielle. L'impossibilité ou l'interdiction de se procurer les livres et les revues des pays en guerre avec l'Allemagne était un autre obstacle pour l'étude. Professeurs et savants furent donc réduits au chômage comme les ouvriers. Si certains d'entre eux purent achever à domicile des travaux commencés ou corriger les épreuves de livres ou d'articles mis sous presse avant la guerre, aucune publication nouvelle ne parut. Personne ne voulut se plier à la nécessité de solliciter le visa de la censure : on préféra interrompre l'apparition des périodiques et des revues. S'il arriva çà et là qu'un éditeur fit réimprimer quelque volume, ce fut en le camouflant d'une couverture portant un millésime antérieur à 1914. En somme, à part quelques prospectus commerciaux et les brochures patriotiques tirées secrètement, la bibliographie des ouvrages belges présente durant les quatre années de l'occupation une lacune presque complète. La grève des auteurs et des éditeurs paralysa la typographie. Au surplus, la réquisition de leur matériel et la saisie de leurs caractères mit bientôt les imprimeurs hors d'état, quand bien même ils l'auraient voulu, d'alimenter leurs presses volontaire. Les livres de classe à l'usage des écoliers finirent eux-mêmes par faire défaut. Il fallut que les enfants vendissent à leurs condisciples les manuels et les dictionnaires dont ils avaient cessé de faire usage. Les libraires, leur assortiment épuisé, refusaient de le remplacer par des livres allemands qui n'eussent pas trouvé d'acheteurs. Les librairies allemandes qui s'installèrent dans

quelques grandes villes n'eurent guère de clients que parmi les officiers, les soldats ou les agents du personnel civil de l'occupation.

Le désœuvrement et l'ennui eussent été insupportables et démoralisants si les œuvres de bienfaisance et de ravitaillement n'avaient constitué par bonheur le plus salubre des dérivatifs. Elles furent aussi réconfortantes pour le moral que pour le physique de la population. On éprouvait aussi quelque encouragement de l'estime et de la sympathie que le monde prodiguait à la nation et dont les échos parvenaient du dehors. On voulait se montrer dignes de ses éloges. Les dames qui triaient le linge et les vêtements arrivés du Canada et de l'Amérique sentaient leurs yeux se mouiller à la lecture des inscriptions naïves et touchantes que des mères étrangères y avaient tracées à l'intention des mères belges. On brodait avec reconnaissance les sacs de farine expédiés des États-Unis : ils figuraient ainsi décorés dans toutes les ventes de charité. On trompait l'inactivité par le travail comme on combattait les mauvaises nouvelles, les deuils, la misère par la volonté d'espérer quand même. Les uns relisaient l'histoire nationale si féconde en catastrophes et en relèvements et y retrempaient leur courage. Beaucoup écrivaient leurs mémoires à l'intention de leurs fils quand ils reviendraient. Il n'y avait plus de réunions mondaines, mais on ne se rencontrait que plus souvent pour s'entretenir dans l'intimité des maisons amies, de la victoire et de la paix. Les malades étaient soutenus par le désir de vivre jusqu'alors. Suivant l'expression d'un témoin américain, « le peuple belge était dans une période de suffocation et en même temps d'extase dont il n'y a pas d'équivalent dans l'histoire du monde ».

CHAPITRE IV

L'organisation de l'occupation

§ I. — L'ÉTABLISSEMENT DU SYSTÈME

Durant les premières semaines de l'invasion, la Belgique se trouva naturellement dans une situation chaotique. A mesure que l'autorité du gouvernement national refluit vers l'Ouest devant la poussée allemande, l'autorité militaire du vainqueur se substituait à la sienne. Mais, absorbée par les opérations militaires, elle ne pouvait évidemment s'occuper de réglementer les rapports que la situation faisait naître entre elle et les habitants. Un état de fait se substitua ainsi, comme il arrive lors de toute conquête, à l'état de droit. On peut assez exactement comparer cette période à celle qui suivit, en 1794, l'invasion du pays par les troupes françaises après la bataille de Fleurus. Comme on le constate alors, les chefs militaires, en s'emparant du sol, s'emparèrent en même temps du pouvoir (1). Cela revient à dire que la population vécut tout d'abord sous le pur régime de la force. Tout chef de troupe se trouva dans l'obligation de lui commander comme il commandait à ses soldats. N'ayant à veiller qu'à l'intérêt de ceux-ci, ce fut donc exclusivement cet intérêt qui détermina sa conduite. Les mesures prises à l'égard des civils ne le furent qu'en vertu de considérations militaires. Si leur esprit fut le même partout, elles différaient naturellement de localité à localité, suivant la personnalité des officiers qui les édictaient et suivant les circonstances du moment. Chacun d'eux, forcé d'agir et d'agir vite, applica

(1) Voy. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VI, p. 57 et suiv. (Bruxelles, 1926).

les règlements sur la conduite des troupes en campagne d'après son appréciation individuelle. De là les divergences très considérables que présentent non seulement le style et la langue des proclamations, mais aussi leur contenu. Très souvent écrites à la hâte sur des bouts de papier, et presque toujours rédigées en français, la correction plus ou moins grande de la langue dénote le degré d'instruction du capitaine et du lieutenant qui les rédigea en arrivant à l'étape. Leurs dispositions ne se rapportent qu'à quelques objets, toujours les mêmes. Elles ordonnent des réquisitions, des prestations de charrois ou de travaux, des stipulations sur le logement des soldats et surtout sur leur sécurité. La peine de mort, soit par les armes, soit par la pendaison, ainsi que l'incendie des maisons ou même des villages en cas d'attaque contre les troupes et parfois même en cas de simple transgression, y sont prodiguées. Elles ont pour but de frapper la population d'une terreur salutaire. Mais leur application est d'ailleurs aussi arbitraire que leur contenu. Elle dépend du sang-froid, de l'humanité, du tact et de l'intelligence des chefs militaires. Comme toujours en de semblables crises, la cessation du régime légal abandonna le pouvoir aux impulsions des hommes qui s'en trouvaient momentanément les détenteurs.

Il est inutile d'insister plus longuement sur un état de choses qui se rencontre partout en temps de guerre. La violence n'en est d'ailleurs que momentanée. Elle ne pourrait durer qu'à l'égal détriment de la sécurité des armées et des habitants. Aussitôt que les premiers combats eurent pris fin et que l'armée belge refoulée dans Anvers eut abandonné le pays à l'envahisseur, la situation se stabilisa.

Le 26 août, six jours après l'entrée des troupes allemandes à Bruxelles, un ordre du Cabinet impérial nommait le général von der Goltz gouverneur général des parties occupées de la Belgique (*General Gouverneur für die besetzten Teilen Belgiens*) (1). A côté de lui était établi un chef de l'admi-

(1) On trouvera dans le livre de L. VON KÖHLER, *Die Deutsche Verwaltung in Belgien* (1927), paru dans la série allemande de cet ouvrage, une description complète de l'organisation allemande en Belgique.

nistration civile. (*Zivilverwaltung*) en la personne du Dr von Sandt, ancien *Regierungspresident* d'Aix-la-Chapelle. Ainsi, avant même que l'occupation fût achevée et que l'envahissement se fût étendu aux deux Flandres, la Belgique recevait une organisation qui mettait fin au régime purement militaire que les circonstances lui avaient tout d'abord imposé. Ici encore le parallélisme est frappant avec la conduite de la République française en 1794. Elle aussi avait bientôt substitué à l'occupation militaire un système administratif régulier. Une différence essentielle se constate pourtant entre l'attitude qu'elle prit à l'égard des institutions belges et celle qui fut adoptée par l'Allemagne. La République française, en effet, décidée à annexer la Belgique et à l'absorber dans son territoire, y procéda à la destruction complète de toute l'organisation antérieure pour lui substituer sa propre organisation. Rien ne subsista ni des lois, ni des organes chargés de leur application. Il y eut une véritable démolition de l'ordre des choses traditionnel et sur ses ruines fut élevé de toutes pièces un édifice nouveau. Les circonscriptions administratives elles-mêmes disparurent et neuf départements remplacèrent les anciennes provinces (1). L'Allemagne en 1914 ne pouvait songer à procéder de la sorte. Il lui était impossible, en pleine guerre, de dévoiler le sort qu'elle réservait à la Belgique. Il ne pouvait être question, quand bien même cela eût été possible, de transformer le pays en province allemande et de refondre ses institutions sur un plan nouveau. La nécessité s'imposait de le laisser subsister comme État distinct en se bornant à assumer, jusqu'au statut définitif qu'établirait la paix, le gouvernement de cet État. La Belgique ne cessait pas d'exister, mais elle se trouvait placée sous la domination de l'Allemagne, puisque le gouvernement national en était désormais expulsé. Elle n'avait plus qu'un souverain *in absentia*, mais qui conservait pourtant sur elle sa souveraineté dont l'exercice n'était que suspendu. Il en résulte que toutes les lois belges restaient en vigueur. Les ambas-

(1) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VI, p. 72 et suiv.

sadeurs étrangers demeurés à Bruxelles continuaient d'être accrédités auprès du roi des Belges et c'est en son nom que les tribunaux rendaient la justice. Le nouveau gouvernement ne pouvait exiger des habitants que la soumission. Il le reconnaissait lui-même, et la proclamation lancée le 2 septembre par le général von der Goltz affirmait « qu'il ne demandait à personne de renoncer à ses sentiments patriotiques ». Conformément aux accords internationaux, le rôle lui incombait de maintenir l'ordre dans le pays. S'il ne pouvait exiger la fidélité des habitants, il comptait sur leur obéissance.

Le gouvernement nouveau découlait de l'occupation comme l'occupation elle-même découlait de la guerre. Or, dans la conception allemande, l'empereur étant le chef suprême de la guerre (*Oberster Kriegsherr*), il en résulte que le pouvoir de se substituer au gouvernement belge n'appartenait qu'à lui seul. Ce pouvoir, il le délègue au gouverneur général. Il est son lieutenant en Belgique ; il n'est en rien subordonné au Chancelier de l'Empire allemand ou au *Reichstag*. Ce n'est pas un fonctionnaire de l'État, c'est un agent du *Kaiser* et qui n'a de comptes à rendre qu'au seul *Kaiser*. Substitué à l'État belge, le gouverneur en détient désormais tous les pouvoirs. Il exerce la puissance législative qui appartient constitutionnellement au Roi et au Parlement, si bien que ses ordonnances ont force de loi au même titre que les lois votées par les Chambres et sanctionnées par le Roi. Il peut par conséquent abroger les lois par voie d'ordonnances. Sa « dictature », du fait de la conquête, remplace le régime antérieur. Les garanties reconnues aux citoyens belges par la Constitution ne dépendront plus désormais que de son bon plaisir. A ses yeux, la Constitution n'est et ne peut être qu'une loi comme une autre. Il va de soi qu'il n'a pas à se préoccuper de mettre les ordonnances qu'il rend d'accord avec les principes qu'elle proclame. Le système général des institutions qu'elle consacre ne sera donc respecté qu'autant qu'il le permettra. Sans doute, pour éviter des complications inutiles, il s'abstiendra d'y toucher sans nécessité. Mais il se réserve d'y apporter toutes les modifications que lui imposera son devoir de lieutenant du chef de

la guerre. Ainsi, le régime sous lequel vivra la nation aussi longtemps que se prolongera l'occupation, sera le régime de l'arbitraire. Mais ce sera un arbitraire organisé en vue du maintien de l'ordre.

Car l'ordre est plus indispensable encore au vainqueur qu'au vaincu. La Belgique traversée par ses lignes de communication doit être paisible pour que ses armées soient en sécurité. L'intérêt bien entendu impose au gouvernement d'éloigner de la population toute tentative de révolte. Il espère sa confiance. Si elle la lui refuse, du moins s'abstiendra-t-il de toute vexation inutile. Il ne demande qu'à lui rendre la situation tolérable. Il ne se laisse guider ni par la colère, ni par l'hostilité. On ne peut douter de la sincérité de son intention de la faire jouir du meilleur traitement qui soit compatible avec l'état de guerre.

De même, en effet, qu'il ne doit son institution qu'à la guerre, c'est la guerre aussi qui sera le régulateur de sa conduite. Jusqu'au bout, et nécessairement, l'administration militaire sera préposée à l'administration civile. Il est impossible de laisser à celle-ci une indépendance qui pourrait entraver la sécurité ou le ravitaillement des troupes. Dépendant du gouverneur général directement subordonné à l'empereur, elle doit obéir aux impulsions que lui transmet le chef suprême de la guerre. Sous von der Goltz, sous von Bissing, sous von Falkenhausen, la situation à cet égard ne changera pas. A mesure même que l'influence du grand État-major s'imposera plus étroitement à la politique de l'empereur, la *Zivilverwaltung* s'asservira davantage aux injonctions militaires. De là quantité de froissements et, en bien des cas, une incohérence qui s'est manifestée plus clairement avec le temps.

Il faut d'ailleurs observer tout de suite que le domaine de l'administration civile est bien loin de s'étendre aussi largement que son nom pourrait le faire croire. L'autorité militaire se réserve nécessairement une large part de sa compétence. Tout ce qui concerne directement ou indirectement l'intérêt des armées lui appartient. Les tribunaux militaires sont compétents non seulement en matière de réquisitions,

d'espionnage, de délits commis au détriment de la sécurité des troupes, mais ils reçoivent aussi le droit de juger quantité d'infractions aux ordonnances du gouverneur. Enfin, celui-ci ne dirige pas l'administration civile dans tout le pays.

Derrière le front, le territoire des Étapes de la quatrième armée (*Etappengebiet*) s'étend sur toute la Flandre occidentale au Nord de l'Yser, sur la plus grande partie de la Flandre orientale, sur l'ouest de la province de Hainaut et sur le sud de la province de Luxembourg. Il constitue une marche, une frontière de guerre où l'autorité militaire est la seule maîtresse. La *Zivilverwaltung* lui est ici étroitement soumise. Les ordonnances du gouverneur général n'y sont appliquées que si l'*Oberkommando* les ratifie et les fait publier dans ses *Verordnungsblätter*. La Belgique cesse donc de former un seul et même territoire juridique. La ligne qui sépare le district des Étapes de celui du gouvernement général est une véritable frontière. Le régime diffère si fort de l'un à l'autre qu'en fait ils prennent l'apparence de pays distincts. Les institutions y sont les mêmes, mais leur application est tout à fait différente. Le simple état de siège qui règne dans le second se transforme dans le premier en un état de siège renforcé. Les restrictions apportées à la liberté physique et à la liberté morale des habitants y font peser sur eux une contrainte permanente. En principe, la circulation entre les Étapes et le gouvernement est interdite. Elle est soumise à l'octroi de passeports dont l'obtention n'a cessé de devenir plus rare et plus difficile. La correspondance est ici l'objet d'une surveillance particulièrement pesante. Il y suffit d'un ordre de l'autorité militaire pour faire déporter en Allemagne toute personne suspecte ou indésirable. L'intérêt des troupes est le seul mobile de l'administration. Il ne faut jamais oublier, quand on parle de l'occupation allemande en Belgique, qu'elle ne s'est point exercée partout de la même manière. En fait, un tiers du territoire et de la population y a vécu sous un régime spécial et beaucoup plus dur que celui qu'a connu le reste du pays.

Circonscriit par les frontières des étapes à l'Ouest, celles de la Hollande au Nord, celles de l'Allemagne à l'Est et celles

de la France au Sud, le territoire du gouvernement général comprend les provinces de Brabant, d'Anvers, de Liège, de Namur et de Limbourg en entier, la plus grande partie de celle de Luxembourg, plus de la moitié de celle de Hainaut et le coin nord-est de la Flandre orientale (1). Les régions françaises de Givet et de Fumay, qui forment une pointe avancée dans la province de Namur, y ont été rattachées. A part cette modification, qui s'explique par des motifs de commodité administrative, rien n'a été changé aux circonscriptions existant lors de la conquête. Le pouvoir du vainqueur a conservé les cadres établis. Il en a pourtant largement transformé le fonctionnement. Des institutions belges il a laissé subsister, en se bornant à les soumettre à son contrôle, celles qui étaient indispensables à l'existence sociale. En revanche, il a naturellement supprimé et remplacé par des organes nouveaux celles qui imprimaient la direction générale au corps politique. Installées par le gouvernement ou provenant de l'élection, elles ont fait place à des fonctionnaires nommés par lui.

Au sommet de l'organisation nouvelle, le gouverneur général remplace le Roi et le Parlement dont il exerce les pouvoirs. Des ministères qui étaient chargés de l'administration générale de l'État, six ont été conservés : ceux de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Travaux publics, des Sciences et des Arts, de la Justice, des Finances, de l'Industrie et du Travail. Ont été supprimés, les ministères des Affaires étrangères, des Colonies et de la Guerre, dont l'existence se rattache intimement à la souveraineté belge qui s'est transportée au Havre, ainsi que celui des Chemins de fer et de la Marine, Postes et Télégraphes, dont les attributions ont passé à l'autorité militaire. Le budget des ministères épargnés est établi par le gouverneur général conformément aux principes de l'administration belge. Rien d'essentiel n'a été changé dans leur organisation. Seu-

(1) Ce sont les communes de Tielrode, Tamise, Saint-Nicolas et Nieuwerkerke. Les frontières du gouvernement général et des étapes ont d'ailleurs subi quelques modifications au cours de la guerre.

lement des directeurs allemands ont été placés à leur tête, qui contrôlent désormais le personnel belge de leurs bureaux. Au début, le mot d'ordre semble avoir été de ne modifier en rien leur action. Le gouverneur général n'intervient pas dans leur activité. Tout ce qu'il leur demande c'est de continuer à entretenir les services dont la population ne pourrait se passer. Il ne prétend ni en améliorer le rendement, ni en bouleverser les traditions.

Dans l'ensemble de la machine administrative, fonctionnent donc encore des rouages belges et le mouvement qui les anime ne fait que continuer le mouvement qui les animait jadis. Mais à côté d'eux, d'autres institutions centrales sont créées qui travaillent en rapports étroits avec le gouverneur et reçoivent de lui leur impulsion. Chez elles tout est allemand : chefs et personnel subalterne. Elles seules ont la confiance du lieutenant impérial et sont ses vrais collaborateurs. Ce sont : le département de l'administration civile, le département politique et le département des banques. Ce dernier est chargé du contrôle général de l'administration financière. Le second apparaît comme une sorte de conseil d'État, consulté sur toutes les questions politiques que font surgir, soit la situation du pays, soit la situation générale, soit les rapports avec les ministres des puissances neutres résidant à Bruxelles, c'est-à-dire avec les ministres des États-Unis d'Amérique, d'Espagne, de Hollande, le nonce du pape et les chargés d'affaires de quelques États secondaires. Le premier enfin est préposé à la direction générale de l'administration civile. Sa tâche est d'autant plus importante que les transformations qui ont été apportées dans ce domaine sont plus profondes.

Dans le système administratif belge, chaque province est administrée par un gouverneur nommé par le Roi, par un Conseil provincial élu qui se réunit au moins une fois annuellement et par une Députation permanente élue elle-même par ce Conseil et qui, sous la présidence du gouverneur, s'occupe des affaires courantes. Cette organisation, calquée sur celle de l'État, a été modifiée par le pouvoir occupant suivant les

mêmes principes qu'il a appliqués à celle-ci. De même que le gouverneur général a confisqué les pouvoirs du Roi et du Parlement, de même un gouverneur militaire (*Militärgouverneur*) se substitue à la fois au gouverneur (belge) et au Conseil provincial. Dans la province comme dans l'État le nouveau régime se caractérise donc de façon identique. D'un côté comme de l'autre, on voit disparaître l'autorité élective en même temps que le représentant de l'État belge et l'autorité militaire s'installer au premier rang. Mais de même aussi que le gouverneur général est flanqué du chef de la *Zivilverwaltung*, de même, dans la province, un gouverneur civil (*Präsident der Zivilverwaltung, Zivilgouverneur*) est adjoint au gouverneur militaire. A côté de lui, la députation permanente continue à fonctionner sous la présidence du président civil comme, à Bruxelles, les ministères. La ressemblance est donc frappante. L'uniformité des institutions belges a imposé aux changements dont elles ont été l'objet, une uniformité analogue. Le spectacle est le même dans les arrondissements entre lesquels se subdivisent les provinces. Les Commissaires d'arrondissements sont remplacés par des *Kreischefs* militaires, doublés, pour l'administration courante, de *Zivilkommissäre bei den Kreischefs*. Quant aux communes, elles subsistent à peu près sans changements. Le bourgmestre, les échevins, le Conseil communal ne cessent pas d'y remplir leurs fonctions. Leur autonomie, évidemment, en dépit de tous leurs efforts, n'est plus qu'un souvenir et leur pouvoir n'existe plus que par tolérance. La déportation menace tout bourgmestre récalcitrant. La police communale est placée sous le contrôle des *Kreischefs* et forcée de collaborer avec la police ou avec les troupes allemandes au maintien de l'ordre. Quant aux élections, d'où sortent les Conseils communaux, il n'en peut plus, naturellement, être question. Une ordonnance du 16 juin 1915 a prolongé indéfiniment la durée de leurs mandats.

La justice civile a subsisté jusque vers la fin de l'occupation telle qu'elle était au moment de l'envahissement. En se retirant, le gouvernement belge avait donné l'ordre aux magistrats de rester en fonction à condition que les jugements fussent

prononcés au nom du peuple belge et exécutés au nom du Roi. Bien qu'il en résultât un rappel permanent de la souveraineté nationale, l'occupant admit cette condition. La refuser, c'eût été, en effet, interrompre l'activité des tribunaux et plonger le pays dans l'anarchie. Il se contenta de restreindre la compétence de la juridiction pénale. Toutes les infractions passibles du code pénal militaire allemand, ainsi que toutes celles qu'entraînaient les ordonnances du gouverneur général relevèrent des tribunaux militaires (*Okkupationsgerichte*).

Une atteinte directe fut portée à l'organisation constitutionnelle de la justice par l'érection de deux juridictions d'exception. La première, instituée par ordonnance du 3 février 1915, remit à des tribunaux d'arbitrage composés en majorité de fonctionnaires allemands, la fixation des compensations dues aux Allemands victimes des actes de violence commis au mois d'août 1914 sous l'influence de l'exaltation patriotique ; la seconde (10 février 1915), fut chargée de décider en matière de contestation de loyers (1).

Quant au système financier, il fut conservé intact. Les impôts et leur mode de perception servirent à couvrir les dépenses courantes de l'administration intérieure. Mais de nouvelles prestations ne tardèrent pas à être introduites, dont le montant fut affecté à l'entretien des troupes d'occupation. Ici encore est juxtaposée à l'organisation belge une organisation imposée par le vainqueur et provenant de l'état de guerre. Le 10 décembre 1914, une ordonnance édictait pour la durée d'une année une contribution de guerre de 40 millions de francs, à lever chaque mois sur les neuf provinces (480 millions par an) et pour laquelle elles étaient solidairement responsables. Cette contribution était destinée à fournir la quote-part de la Belgique dans les frais d'entretien de l'armée allemande et de l'administration du territoire occupé. Les Conseils provinciaux furent convoqués en une séance extraordinaire d'un jour (19 décembre 1914) aux fins d'y con-

(1) Sur ces tribunaux et les protestations qu'ils soulevèrent, voy. J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, p. 63 et suiv.

sentir. Ils s'exécutèrent non sans protester contre la violence qui leur était faite, et à condition que les contributions de guerre antérieurement imposées au pays fussent abolies et que « toutes les réquisitions opérées pour l'armée d'occupation fussent payées au comptant à partir du jour du paiement du premier terme mensuel ».

Les banques se chargèrent du paiement pour lequel elles émirent des titres d'emprunt interprovincial remboursables après la paix. Cette première contribution fut non seulement renouvelée l'année suivante mais portée, à partir du 22 novembre 1916, à 50 millions par mois, et à 60 millions le 21 mai 1917. Cependant, de Berlin, le ministre de la Guerre insistait pour que le chiffre en fût élevé à 80 millions (par mois). Il ne céda que devant l'affirmation du gouverneur général qu'il faudrait dans ce cas recourir à la force et que l'intérêt du Reich en serait gravement lésé. L'épuisement du pays, dont le général von Bissing lui-même constate, en octobre 1915, qu'il ne vit plus que de son capital et a perdu le sixième de sa fortune, ne manqua pas d'influencer la conduite des Conseils provinciaux. Déjà, lors de leur convocation le 30 novembre 1915, ceux des provinces de Brabant et d'Anvers avaient refusé de prendre une décision et il avait fallu que le 14 décembre, le gouverneur général autorisât les gouverneurs militaires de ces deux provinces à conclure à leur place les contrats nécessaires en vue d'assurer la contribution et, le cas échéant, de contracter un emprunt à cet effet. La résistance ne fit que s'aggraver dans la suite. Le 2 décembre 1916, malgré la menace de se voir infliger, en cas de refus, une contribution plus élevée « qui serait imposée au besoin de force et quoi qu'on puisse faire pour s'y soustraire », tous les Conseils, sauf celui de la Flandre occidentale, émirent un vote négatif. Ce vote ne pouvait naturellement rien changer à la décision prise. Les gouverneurs des provinces furent chargés de percevoir, par voie d'emprunt, les sommes exigées (1). Quelques mois plus

(1) J. DE SMET, *Majoration de la Contribution de guerre belge en décembre 1916. Bulletin des Archives de la Guerre*, t. II, p. 105 et suiv.

tard, le 17 mars 1917, un arrêté donnait aux présidents allemands de l'administration civile des provinces le droit de « se substituer aux Conseils provinciaux pour établir les comptes de recettes et de dépenses, établir le budget (provincial) et déterminer le moyen de faire face aux dépenses après avoir entendu les Députations permanentes ». Il n'eut pour résultat que de pousser ces députations, à l'exemple de celle du Brabant, à cesser leurs fonctions.

L'essai tenté pour administrer le pays conformément aux institutions nationales que l'Allemagne avait laissé subsister, échouait donc. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. La longue durée de la guerre contraignait évidemment le vainqueur à exploiter de plus en plus le pays à son profit. Dès lors, continuer à collaborer avec l'envahisseur apparaissait aux patriotes comme une défection. Il était impossible de persister dans la fiction de la permanence de l'État belge du jour où celui-ci devait ne plus servir que de soutien à l'Allemagne. La séparation administrative, promulguée le 21 mars 1917, ne fit que tirer la conséquence inévitable des événements en mettant fin à cet État.

§ II. — LE SYSTÈME EN ACTION

Il faut reconnaître que l'administration allemande devait s'acquitter d'une tâche extraordinairement difficile, et que son échec était fatal. Pour qu'elle réussît, il eût été indispensable qu'elle pût compter sur la neutralité bienveillante de l'opinion, et l'on a vu qu'elle se trouva dès l'abord aux prises avec son hostilité déclarée. Il eût fallu encore qu'elle pût comprendre l'état d'esprit d'un pays habitué aux institutions les plus libérales du monde et dont le gouvernement contrastait à tous égards avec le sien. Il eût fallu surtout que, affamée par le blocus, l'Allemagne n'éprouvât pas la nécessité inéluctable de tirer des pays occupés par elle — la Belgique comme les autres — un supplément de ressources indispensable à la continuation de la guerre.

Lorsque le maréchal von der Goltz fut nommé gouverneur

général, on comptait à Berlin sur une victoire rapide au front occidental. A ce moment la Belgique n'était encore, pour les armées allemandes, qu'un territoire de passage. Il en fut autrement après la stabilisation de la ligne de combat de l'Yser aux Vosges. Désormais il apparaissait que la situation ne changerait plus pendant longtemps. Il fallait donc se préoccuper de l'organiser. Ce fut essentiellement la mission du général von Bissing, donné comme successeur à von der Goltz, en décembre 1914.

Les Belges l'ont poursuivi d'une haine bien compréhensible, mais d'ailleurs imméritée. Ils l'ont chargé de la responsabilité de tous les maux dont ils souffraient et se le sont représenté comme leurs ancêtres du xvi^e siècle s'étaient représenté le duc d'Albe. En réalité, ce vieillard en qui s'incarnaient les traditions militaires de la noblesse prussienne, n'avait à leur égard aucune prévention. Il les gouverna comme il eût gouverné n'importe quel peuple, sans se préoccuper d'autre chose que de bien servir son maître. Accoutumé à la discipline, il pensait que la population s'y soumettrait sans peine, et qu'il lui suffirait d'ordonner pour qu'on obéît, puisqu'il disposait de la force. Il ne pouvait admettre qu'il y eût dans ce peuple, hybride à ses yeux, un sentiment national. Au surplus, il avait une foi aveugle dans l'« Organisation » en soi, ne songeant pas qu'elle ne peut réussir que par le consentement des organisés. Ainsi fait, il ne pouvait comprendre les Belges et il n'essaya pas de les comprendre. Ils lui apparurent comme une « énigme psychologique » (1).

Retiré dans sa résidence de Trois-Fontaines, il évita tout contact avec eux, n'ayant de rapports qu'avec son entourage ou les ministres des puissances neutres résidant à Bruxelles. Au reste, il n'eût pas demandé mieux que d'entretenir dans le pays une prospérité qui, en manifestant les bienfaits de son gouvernement, eût tourné à l'avantage de l'Allemagne et de la *Kultur*.

(1) On trouvera de lui un portrait qui paraît ressemblant dans K. BITTMANN, *Werken und Wirken, Erinnerungen aus Industrie und Staatsdienst*, t. III, p. 116 et suiv. (Karlsruhe, 1924).

Son fils ne se lassait pas de chanter les louanges de son administration dans les *Süddeutsche Monatshefte*. Quelques essais furent tentés pour initier les Belges aux progrès réalisés par la législation sociale de l'Allemagne.

Il paraît certain que l'entourage du gouverneur crut pendant un temps à la possibilité d'exercer quelque influence sur les socialistes. Ils furent traités au début avec ménagement. On laissa Liebknecht faire une visite à la Maison du Peuple de Bruxelles et y exposer les avantages que les travailleurs retireraient de l'application des lois allemandes (1). Il fit même miroiter à leurs yeux qu'elles leur assureraient la jouissance du suffrage universel. Un peu plus tard, le gouverneur décréta l'application de la loi belge sur l'assurance des ouvriers du 8 mai 1914, que l'occupation avait empêché d'entrer en vigueur. Peut-être aussi l'exécution de la réforme scolaire, datant de la même année et retardée pour le même motif, s'explique-t-elle par le même espoir de disposer favorablement la démocratie.

Ces tentatives ne pouvaient réussir. Elles se retournèrent même contre leurs auteurs. Sans doute le parti socialiste revendiquait avec énergie le suffrage universel et la réalisation d'un programme très étendu d'innovations sociales. Mais, pour atteindre son but, il ne comptait que sur lui-même. Il pouvait y compter d'autant plus fermement que ses efforts s'étaient avérés dans les derniers temps plus fructueux. Incontestablement, le Parlement belge avait commencé à s'avancer dans la voie des réformes démocratiques. Il était donc inutile de recevoir du vainqueur des lois que l'on se sentait de force à conquérir soi-même. L'organisation syndicale du socialisme belge le rendait au surplus réfractaire aux avances de l'Allemagne. Le seul moyen d'agir sur lui eût été de lui laisser une liberté d'allures qui était évidemment incompatible avec les nécessités de l'occupation. Toutes les restrictions qu'elle imposait

(1) Voy. aussi l'intéressant récit fait par BITTMANN, *op. cit.*, p. 33 et suiv. d'une conférence qu'il eut le 7 novembre 1914 avec quelques-uns des chefs du parti socialiste à Bruxelles.

à la liberté de réunion et à la liberté de la parole étaient aussi profondément ressenties par les associations ouvrières que par les associations bourgeoises. Quelle ironie d'ailleurs que de parler de progrès social au moment où la crise économique la plus abominable ne laissait subsister que la préoccupation du pain quotidien, et de suffrage universel alors que toute la vie politique était suspendue et que l'autorité militaire régnait en maîtresse. Personne n'ignorait d'ailleurs que si l'Allemagne impériale avait largement amélioré la situation des travailleurs, son gouvernement était animé d'un esprit nettement anti-démocratique. Or, pour les socialistes belges la lutte qui venait de s'engager était celle de la démocratie contre l'absolutisme dont le gouverneur von Bissing était le représentant. Dans ces conditions, le rapprochement qu'il souhaitait était évidemment impossible et même inconcevable. Si les socialistes belges n'étaient inspirés contre l'Allemagne d'aucune haine de race, leurs principes internationalistes et anti-militaristes la leur faisaient apparaître comme l'ennemi le plus redoutable du prolétariat. Beaucoup de leurs dirigeants s'engagèrent dans l'armée belge, avec la conviction qu'en combattant les soldats du Kaiser, ils ne combattaient pas seulement pour leur patrie mais pour la démocratie universelle (1).

Incapable de se concilier les socialistes, le gouvernement allemand le fut bien plus encore de profiter des sympathies qu'une partie au moins du clergé belge lui témoignait avant la guerre. Ce fut pour lui une véritable catastrophe que de se l'être aliéné dès les premiers jours de l'invasion. Par une inconcevable aberration, les chefs militaires le rendirent responsable de l'hostilité des populations et sévirent contre lui avec une rigueur particulière. Dans quantité de villages, les prêtres furent accusés d'avoir tiré ou fait tirer sur les troupes. Un grand nombre d'entre eux périrent massacrés par les sol-

(1) Voy. les paroles caractéristiques de Henri DE MAN, dans *Rapport sur l'activité de la centrale d'éducation ouvrière de 1914 à 1918*, p. 3 (Bruxelles 1919). Cf. LEKEU, *Rapport sur l'activité du parti ouvrier pendant la guerre* (Bruxelles, 1918).

datés ou fusillés après une condamnation sommaire. A Louvain, le traitement infligé aux membres du corps professoral mit le comble à l'indignation des catholiques. Les ménagements qui furent dans la suite témoignés au clergé arrivèrent trop tard. L'attitude du cardinal Mercier acheva de le fortifier dans son opposition. De 1914 à 1918, l'Église de Belgique fut plus opiniâtrement hostile à l'Allemagne qu'elle ne l'avait été à la France de 1794 à 1800. Il fut inutile d'attendre d'elle autre chose que la défiance et l'aversion. La liberté complète dont elle jouissait à l'égard de l'État ne permettait pas de l'atteindre par les voies légales. Il fallut se borner à emprisonner ou à déporter ses membres les plus dangereux. Encore ne s'y résignait-on qu'avec répugnance à cause de l'influence dont elle jouissait. Il est certain qu'elle contribua pour une très large part à maintenir jusqu'au bout l'opinion catholique dans une résistance d'autant plus décidée que le sentiment religieux s'y confondait avec le sentiment patriotique.

L'opposition du clergé eût peut-être été profitable à l'Allemagne si elle avait eu pour résultat d'induire celle-ci à des mesures anti-cléricales, qui eussent répondu aux principes des adversaires irréconciliables de l'Église. Mais le respect qu'elle manifestait pour le culte indiquait trop nettement que si elle en voulait aux prêtres, elle n'en voulait pas à la religion. Ses rigueurs contre le clergé ne s'en prenaient qu'aux hommes et non à leur ministère. Les victimes qu'elle fit provoquèrent autant de compassion et de colère chez les catholiques que chez les libres penseurs. La différence de leurs convictions n'exerça pas la moindre influence sur leur conduite en présence d'un vainqueur qui les heurtait également. Dès le 27 septembre 1914, le grand-maître de la franc-maçonnerie belge proposait inutilement aux neuf grandes loges d'Allemagne l'institution d'une commission d'enquête sur les faits qui venaient de se passer en Belgique.

Si les différends politiques, sociaux et religieux qui avant la guerre troublaient si profondément le peuple belge ne purent être exploités par l'Allemagne en faveur de ses desseins, il devait en aller autrement du différend linguistique. De bonne

heure, elle s'ingénia à l'exploiter pour dissocier la résistance que Flamands et Wallons lui opposaient en commun. Se présentant aux premiers comme le parangon du germanisme, elle invoqua la parenté que le sang et la langue établissaient entre eux et elle-même, pour les exhorter à se joindre à elle et à secouer grâce à son appui, le joug que leur imposait la Belgique romanisée. Elle parvint, en effet, à se concilier la collaboration d'un petit groupe d'« activistes » qu'elle réussit à associer à sa politique. L'intervention de ce groupe ne devait d'ailleurs se manifester que plus tard. Il suffira d'avoir indiqué ici le rôle qu'il devait jouer en se réservant de l'exposer plus loin en détail (1).

On peut donc conclure que les efforts du gouverneur von Bissing pour introduire parmi les Belges, à défaut de sympathies, du moins quelque considération pour l'Allemagne échouèrent complètement. Il ne réussit qu'à impressionner quelques visiteurs appartenant aux Puissances neutres, auxquels il fit exhiber les preuves de son intérêt pour la *Kultur* : expositions de prévoyance sociale organisées à Bruxelles et à Mons, mesures prises pour l'inspection des bibliothèques et des archives, inventaire des œuvres d'art. Des journalistes neutres furent invités à constater sur place le calme et l'apparente résignation du pays. L'aspect de Bruxelles, où la présence continuelle d'un grand nombre d'officiers allemands maintenait quelque apparence de luxe et d'animation, ne pouvait manquer d'agir sur ces étrangers réduits à ne voir que la surface des choses.

Si le général von Bissing nourrit au début l'illusion de convaincre les Belges de la supériorité de l'Allemagne et de vaincre leur hostilité par le respect, il lui fallut bientôt se rendre compte que cette hostilité était irréductible. Du moins consacra-t-il ses efforts à sauvegarder le mieux qu'il pût les ressources du pays dans l'intérêt du Reich. Suivant l'expression d'un de ses collaborateurs, M. von Lumm, sa politique fut une *Konservierungspolitik*. Avec une constance remarquable, il

(1) Voy. chapitres VIII et IX.

résista aux instances du ministère de la Guerre et du grand État-major qui l'eussent obligé à épuiser les ressources de la Belgique avec une imprévoyance fatale. Il écrivait à Berlin, le 22 octobre 1915, que son but était « de conserver, non de détruire l'économie du pays, afin qu'il pût contribuer aux besoins de l'Allemagne ». L'intérêt bien compris du Reich et de l'armée lui imposa de ménager jusqu'à la limite du possible la population et l'industrie. De là ses résistances à l'augmentation de la contribution de guerre, et plus tard à l'exportation des ouvriers. En réalité, il s'opposa énergiquement à cette mesure qui lui fut si amèrement reprochée. Trop discipliné d'ailleurs pour résister aux ordres reçus, il les fit exécuter avec rigueur dès qu'il y fut contraint. L'Allemagne eut en lui un serviteur dévoué et clairvoyant. Ce n'est pas sa faute mais celle des circonstances s'il ne parvint pas à lui rallier les Belges. Il ne leur avait pas été envoyé afin de les gouverner pour eux, mais afin de les gouverner pour l'Allemagne. Il ne s'obstina pas à vouloir atteindre deux buts incompatibles. Tout ce qu'il pouvait faire, et il le fit, ce fut de n'exiger rien de ses administrés qu'en vertu de son devoir de lieutenant impérial.

Les collaborateurs qui lui furent envoyés d'Allemagne étaient presque tous des fonctionnaires ou des spécialistes dont beaucoup avaient fait leurs preuves. Le directeur des banques, M. von Lumm, déploya, dans un rôle singulièrement difficile, les qualités d'un éminent financier. Celui de la division politique, le Dr. von der Lancken, était un homme du monde instruit, diplomate de mérite et aussi humain que son devoir le comportait. Autour d'eux travaillaient avec le zèle, l'application et la compétence propres aux agents de l'administration allemande, des fonctionnaires de mérite. Les éloges que la presse allemande ne cessa de leur donner sont certainement mérités en dépit de leur ton dithyrambique. Les plus fins d'entre eux durent souffrir de constater que la tâche formidable qu'ils avaient à accomplir ne pouvait aboutir. Ce sentiment ne les empêcha pas de déployer jusqu'au bout la minutie et la ponctualité traditionnelles de bons *Beamten*. Rien ne fut improvisé. L'examen de leurs archives atteste un ordre et une

tenue exemplaires (1). On est confondu par la quantité de volumes spéciaux mis à la disposition de l'administration et par la précision des renseignements qu'ils renferment. Mais on ne l'est pas moins de voir quelle ignorance, à côté de cela, s'y manifeste de la situation morale de la nation. Il faut avouer d'ailleurs que, tenus en quarantaine par la population et n'ayant d'autre informateur que la police, ses maîtres temporaires étaient hors d'état d'en apprécier les sentiments et de prévoir la portée des mesures qu'ils lui imposaient.

Au début, la collaboration des fonctionnaires belges leur fut généralement assurée. Ils avaient appris par les communications que le gouvernement du Havre parvenait à leur faire passer à travers la Hollande, que celui-ci désirait qu'ils continuassent à s'acquitter de leur tâche aussi longtemps qu'ils ne seraient pas tenus de prendre part à des mesures de guerre ou à des actes incompatibles avec le respect de la souveraineté nationale. Cette assurance fit disparaître les scrupules qui les avaient d'abord fait hésiter. La plupart d'entre eux acceptèrent de signer une déclaration promettant « de ne rien entreprendre et de tout omettre qui pût nuire à l'administration allemande dans les territoires occupés ». Ceux qui refusèrent furent privés de leurs fonctions et de leurs traitements. Les autres accomplirent loyalement l'engagement qu'ils avaient pris dans l'intérêt de leurs compatriotes. Ce n'est qu'à partir du jour où la séparation administrative leur fit apparaître la volonté du vainqueur d'anéantir l'État belge, qu'ils se considérèrent comme dégagés envers lui.

Le serment qu'ils avaient prêté de fidélité au Roi et d'obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge n'avait pas été révoqué. Il leur faisait un devoir d'honneur et de conscience de ne pas s'associer à la destruction de l'ordre de choses dont ils étaient les agents. Presque tous ceux sur lesquels pesait la responsabilité de la direction des divers

(1) A en juger par ce qui en est resté dans le pays lors de l'évacuation. Ces documents sont déposés aujourd'hui aux *Archives de la Guerre*.

services donnèrent leur démission. Ils furent remplacés par des Allemands ou par des hommes recrutés dans la petite minorité d'activistes qui s'étaient ralliés, comme on le verra plus loin, au nouveau cours de la politique allemande. Ce n'est donc que jusqu'au mois de mars 1917 qu'il est vrai de dire que, durant l'occupation allemande, la Belgique, en matière d'administration courante, fut administrée par des Belges (1).

La situation des magistrats communaux fut beaucoup plus pénible et plus difficile que celle des fonctionnaires de l'État. Ceux-ci n'avaient qu'à continuer sous la surveillance de l'Allemagne de s'acquitter de leur besogne ordinaire. Ceux-là, au contraire, se trouvaient journellement aux prises avec l'occupant. Les réquisitions, le logement des troupes, les mesures de police, les questions de ravitaillement, de chauffage, d'éclairage, la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, le problème angoissant du chômage, la surveillance des écoles donnaient lieu à des conflits permanents. Plus largement la loi belge avait étendu l'autonomie communale, plus grande était la responsabilité des magistrats qui en étaient l'organe. De tous les pouvoirs électifs, eux seuls n'ayant pas disparu, ils se trouvaient investis du privilège périlleux d'être l'unique autorité représentative qui subsistât dans le pays. Le devoir, la dignité personnelle, le souci de la popularité leur imposaient de veiller avant tout aux intérêts des communes dont ils étaient les mandataires et, par suite de la guerre, les défenseurs naturels. En face du vainqueur, leur attitude ne pouvait être que celle de la résistance passive. Ils s'ingénierent, en invoquant la loi communale qui avait si fortement réduit l'emprise de l'État sur leur gestion, à éluder les ordres qu'ils recevaient des *Kommandanturs* locales, des gouverneurs militaires ou des *Kreischefs*.

A la campagne il était facile de les réduire. Mais dans les villes, leur ténacité était d'autant plus grande que l'opinion la soutenait et l'encourageait unanimement et qu'elle avait

(1) ANHOLT, *Die Deutsche Verwaltung in Belgien*, p. 36 (Berlin-Bruxelles, s. d., 1917). L'auteur a été fonctionnaire durant l'occupation.

confiance dans leur résistance. Il était impossible en effet, aussi bien pour les chefs civils que pour les chefs militaires, de se passer du concours des magistrats municipaux. Ils étaient les intermédiaires indispensables entre eux et la population. On ne pouvait songer à leur substituer la force brutale. Elle eût été incapable de remplir une tâche qui supposait la connaissance de ce milieu complexe qu'est une grande ville. Partout elle se fût heurtée au mauvais vouloir et à l'inertie. Peut-être même eût-elle provoqué des émeutes qui eussent entraîné les conséquences les plus déplorables et excité davantage encore à l'étranger la propagande anti-allemande. La déportation de M. Max avait d'ailleurs prouvé que la terreur serait impuissante. L'unique résultat en avait été de surexciter l'énergie de ses collègues. Bon gré mal gré il fallut donc bien se résigner à discuter avec les bourgmestres, respecter leurs scrupules de légalité, s'abstenir de froisser inutilement leur sentiment d'autonomie, leur permettre de soumettre aux délibérations des Conseils communaux les décisions qu'ils étaient sommés de prendre. Tout cela après des lenteurs et des pourparlers parfois interminables, aboutissait le plus souvent à des compromis dont il fallait bien se contenter.

En somme, la conduite des administrations communales déroutait et inquiétait les fonctionnaires allemands. Ils avaient cru qu'en se substituant à l'État belge, ils auraient eu raison de la population. Ils ne s'étaient pas avisés que, dans les circonstances présentes, le libéralisme de cet État garantissait sa durée. L'autonomie qu'il avait abandonnée aux communes leur permettait de continuer à diriger la nation. Sur tous les points du territoire si abondant en agglomérations urbaines, elles manifestèrent sa résistance. En l'absence du gouvernement elles assumèrent son rôle. L'esprit municipal qu'elles avaient déployé à toutes les périodes de l'histoire reprit au milieu de la catastrophe sa vigueur ancienne. Comme jadis, les hôtels de ville devinrent les refuges de la nationalité. De 1914 à 1918 l'existence collective de la Belgique ne cessa pas de s'affirmer par l'activité patriotique de toutes ses communes. L'esprit civique que sa Constitution avait respecté dans cha-

cune d'elles lui permit plus facilement de traverser la crise. Conformément à la devise du pays, leur union fit sa force. Accablées par la même infortune, elles réagirent toutes de la même manière, et leurs résistances locales affirmèrent l'unanimité de la nation, parce que la nation n'avait pas fait de l'État le seul maître de sa destinée (1).

(1) On consultera utilement, pour se faire une idée concrète de la résistance des autorités communales au régime d'occupation : L. GILLE, A. OOMS et P. DELANDS-NEERE, *Cinquante mois d'occupation allemande* (4 vol., Bruxelles, 1919).

CHAPITRE V

La crise économique et sociale

§ I. — CAUSES ET PROGRÈS DE LA CRISE

La première conséquence de l'invasion de la Belgique fut une crise économique qui ne se distingue pas seulement par sa gravité, mais aussi par les traits particuliers qui lui furent imposés tant par la nature du pays que par les caractères de ses ressources, de son commerce, de son industrie, de sa population ainsi que par les mesures de l'occupant, l'intervention de l'étranger et l'attitude de la nation.

Tel qu'il existait en 1914, le système économique belge était singulièrement vulnérable. Que l'on se représente l'Angleterre envahie par l'ennemi et l'on pourra se faire une idée assez exacte de la catastrophe que l'occupation fit s'abattre sur la Belgique. Comme l'Angleterre, en effet, la Belgique ne pouvait vivre sans se procurer par l'exportation les subsistances dont son territoire ne lui fournissait qu'un peu plus du quart. Comme celle de l'Angleterre, son industrie ne se soutenait que par l'afflux constant des matières premières venant du dehors. Sa paralysie devait donc entraîner les plus graves conséquences. Et cette paralysie était inévitable.

Les conditions mêmes de la guerre devaient rendre la situation plus terrible. Le blocus organisé par les ennemis de l'Allemagne exerça tout de suite sa répercussion sur la Belgique. Il était évidemment impossible que les alliés consentissent à y laisser pénétrer les vivres et les matières premières qui se

fussent immédiatement écoulées de son territoire vers le territoire des Empires centraux. Elle se trouvait donc condamnée à l'encerclement économique tendu autour de ses envahisseurs. Et cela entraîna pour elle une double conséquence et un double désastre. L'Allemagne, en effet, se vit contrainte de l'exploiter à son profit et de l'exploiter de plus en plus à mesure que s'épuisaient ses propres ressources. La nécessité de continuer la guerre la força de puiser en Belgique, par mesure de salut public, non seulement les matériaux, mais les hommes qui devaient lui permettre de continuer la lutte. Cette obligation, il est vrai, eût pu tourner à l'avantage de la Belgique. Si elle avait consenti à travailler pour la guerre, à fabriquer des munitions, à produire tous ces succédanés, tous ces *Erzatz* par lesquels la technique allemande s'acharna avec tant d'énergie et d'ingéniosité à retarder les effets du blocus, elle eût pu tout à la fois maintenir l'activité de son industrie et même y créer ou y développer des branches nouvelles. Mais ce qu'elle aurait pu, elle ne voulut pas le faire. Aux causes physiques qui amenèrent sa détresse, s'ajoutèrent donc des causes morales. Les souffrances de la Belgique furent en partie délibérément provoquées par elle-même. Elle s'obstina dans la mauvaise fortune. Elle préféra se croiser les bras plutôt que de servir l'ennemi.

Il faut se garder, si terribles qu'aient été les répercussions de la guerre, de les exagérer. Elles n'entraînèrent pas la ruine du pays. Sa restauration si rapide suffit à le prouver. S'il était vulnérable, il était robuste. En dépit des ruines matérielles, il conserva assez de vigueur pour se remettre au travail à peine la tourmente disparue, grâce à ce qu'il put conserver de son épargne et de son outillage, grâce surtout à l'esprit de travail et aux aptitudes de ses habitants. Le réseau de ses voies de communication soit par eau, soit par terre était tellement serré que malgré les plus vastes détériorations, il en subsista assez pour pourvoir aux besoins les plus immédiats de la population. Le capital amassé pendant la paix s'entassa dans les banques où il attendit dans l'inaction le jour du réveil. Le chômage forcé et les déportations soumirent la classe

ouvrière aux plus rudes épreuves sans venir à bout de son énergie. Les dévastations amenées par l'invasion, puis par la continuation des opérations militaires dans la vallée de l'Yser furent pourtant formidables. On estime que la restauration des biens matériels anéantis correspond à la dépense d'une vingtaine de milliards. Environ 100.000 immeubles, dont 1.300 édifices publics, églises, écoles, hôtels de ville, etc., furent détruits ou gravement endommagés. De la terre cultivée, plus de 90.000 hectares inondés, bouleversés par les obus, cessèrent de produire. Une partie considérable des richesses sylvestres, forêts privées ou domaniales, plantations d'arbres le long des routes, des canaux, des digues, des polders, disparut.

Le cheptel national s'amointrit de la moitié des bêtes à cornes, des deux tiers du nombre des porcs, de la moitié de celui des chevaux, de 35.000 moutons et chèvres, d'un million et demi de volailles. Les dégâts furent plus grands encore et en tous cas plus sensibles dans le domaine industriel. Toutes les usines furent vidées par les réquisitions de leurs matières premières, de leurs courroies, de leurs objets en métal, de leurs lubrifiants. Quantité d'entre elles furent plus gravement atteintes encore par l'enlèvement de leurs machines et la démolition de leurs halls métalliques. Des 4.700 kilomètres des lignes de chemins de fer, 1.100 furent détruites, 400 autres mises partiellement hors d'usage ; les chemins de fer vicinaux perdirent 1.649 kilomètres de voie sur 4.300. Quatorze cents dix-neuf ouvrages d'art, ponts fixes et tournants, écluses, tunnels, stations, subirent les détériorations les plus graves ou tombèrent en ruines, et il faut ajouter à cela les dommages éprouvés par les réseaux télégraphiques et téléphoniques, les canaux, les installations des ports, le matériel roulant des chemins de fer, la disparition complète des automobiles, la diminution du nombre des véhicules à traction animale, etc. (1).

Il est remarquable qu'au milieu de tant de désastres, la

(1) Les chiffres cités sont empruntés à l'ouvrage de M. E. MAHAÏM, cité plus haut, p. 64.

nation ait conservé en elle-même cette confiance qui déjà au ^{xvii}^e siècle avait étonné les intendants de Louis XIV. Le vainqueur admira l'optimisme dont elle fit preuve. Au milieu de 1917, après trois ans d'occupation, les titres de la rente belge valaient encore 72 fr. 50, c'est-à-dire plus que les titres de rente d'aucun autre pays belligérant. Jusqu'à la fin de la guerre, en dépit de l'arrêt et de la destruction des usines, le prix des actions industrielles, quoique ne donnant pas de dividendes, demeura remarquablement élevé. La classe ouvrière ne s'abandonna pas plus que ne faisaient les capitalistes. Il suffit pour le prouver de signaler ses efforts pour sauvegarder l'existence de ses syndicats et organiser, pour occuper les chômeurs, des institutions d'enseignement professionnel.

§ II. — L'AGRICULTURE

Des deux formes de l'activité productrice, l'agriculture et l'industrie, la première souffrit incomparablement moins que la seconde. Il n'y eut guère que la 25^e partie du domaine agricole qui fut réellement dévastée. En dehors de la région proche de l'Yser, où la permanence des opérations militaires eut pour conséquence la cessation complète du travail, la destruction des fermes et la stérilité du sol, la vie rurale se continua dans tout le reste du pays. Le rendement des terres souffrit pourtant du manque d'engrais naturels et artificiels. Ceux-ci firent défaut par suite de l'interruption de l'importation étrangère et de l'arrêt de l'industrie dont ils étaient des sous-produits. Ceux-là furent largement diminués par l'enlèvement du bétail, le manque de nourriture pour les bêtes, l'interdiction d'employer la paille en litières, etc. Les pertes éprouvées par le cheptel national s'aggravèrent encore par les abatages excessifs nécessités durant l'occupation par la cessation des importations normales. Le bétail subsistant diminua de poids par suite du manque d'aliments. En prenant comme base les valeurs de 1914, on estime à plus de 500 millions les dommages causés au sol, à près de 385 millions ceux du cheptel, à 86 mil-

lions ceux de l'outillage agricole et à environ 250 millions ceux des exploitations agricoles proprement dites (1).

Si ces pertes ont réduit la production de l'agriculture, elles n'en ont nulle part provoqué l'arrêt et loin d'en diminuer les bénéfices elles les ont augmentés. A en croire les statistiques officielles, la production des céréales de 1910 à 1918 aurait passé de 2.322 kilogrammes de froment à l'hectare à 2.274 kilogrammes et de 1.981 kilogrammes de seigle à 1.250 kilogrammes. Mais ces chiffres sont évidemment inexacts. Par suite des arrêtés allemands établissant des prix maximum pour la vente des céréales, les cultivateurs avaient le plus grand intérêt à dissimuler les quantités réelles de leurs produits, afin de réaliser des bénéfices supplémentaires sur les parties vendues clandestinement. La production en blés a donc dû être moins réduite qu'il ne le paraît. La diminution de la production des pommes de terre et des betteraves fut plus accentuée. En revanche la production fourragère destinée à l'alimentation du bétail, augmenta. Elle dut compenser, en effet, l'insuffisance des aliments concentrés d'origine étrangère que l'importation avait fournis avant la guerre.

Pendant que le rendement agricole fléchissait, les profits des cultivateurs ne cessaient de s'élever. Si le capital se resserrait, sa valeur allait croissant ainsi que ses revenus. C'est là un phénomène normal en période de guerre. La crainte de la disette fait nécessairement hausser le prix de tous les produits du sol. En Belgique, où la production indigène du froment ne suffisait à assurer l'alimentation que pendant 84 jours par an, ce renchérissement devait se faire sentir avec une intensité particulière. Les prix officiels décrétés par l'autorité allemande sont bien loin de la refléter avec précision. L'augmentation du prix du froment aurait été d'après eux, de 1914 à 1918, de 15 pour 100, celle du prix des pommes de terre de 300 pour 100. En réalité, elles furent beaucoup plus accentuées par suite des ventes clandestines. Durant toute l'occupation, celles-ci ne cessèrent d'être pratiquées au mépris des règlements. Toute

(1) E. MAHAİM, *op. cit.*, p. 154.

la partie aisée de la population urbaine se ravitailla à la campagne en beurre, en œufs, en viande et en céréales, soit directement, soit par l'intermédiaire de commerçants interlopes qui l'exploitèrent avec d'autant plus de facilité qu'il était impossible de dévoiler leur trafic sans s'exposer soi-même à l'amende. L'Allemagne contribua largement de son côté à la prospérité de ce commerce prohibé officiellement. Une exportation considérable et qu'il est d'ailleurs impossible d'évaluer s'écoula vers elle. Des courtiers improvisés y faisaient passer durant la nuit, tout le long de la frontière, des convois de chevaux et de bétail. De véritables combats furent livrés par eux aux paysans de la province de Liège et de la province de Luxembourg qui essayaient de leur barrer le passage dans les bois et les bruyères de la région.

Les paysans réalisèrent donc des bénéfices considérables. Les documents font défaut pour étayer une évaluation même approximative de leurs profits. On cite des fermes dont le rendement passa de 1914 à 1915 de 20.000 à 70.000 francs (1). Le prix du beurre, des légumes et du lait haussa dans des proportions scandaleuses. Rien d'étonnant si les régions rurales du pays connurent une prospérité que la misère des populations urbaines rendait plus choquante. L'abondance de l'argent permit à quantité de fermiers de racheter les hypothèques qu'ils avaient contractées, d'acquérir des terres. Les dépôts faits à la Caisse d'épargne du Boerenbond, qui avaient été de 16.521.520 francs en 1914, s'élevèrent à plus de 22 millions en 1915, à plus de 39 en 1916, à plus de 76 en 1917 et à plus de 171 en 1918. La parcimonie proverbiale des paysans fit place à l'amour du confortable et aux jouissances d'une vie plus raffinée. Les femmes et les jeunes filles des villages s'accoutumèrent à l'usage du savon de toilette, des friandises de la poudre de riz. La plaie du chômage, dont la classe ouvrière eut tant à souffrir, fut presque inconnue dans les campagnes.

(1) *Ibid.*, p. 159.

« Sans que des chiffres permettent à ce sujet d'asseoir une opinion sûre, on peut estimer que les capitaux accumulés par l'agriculture pendant la guerre sont d'un ordre de grandeur qui équivaut à celui des dommages immédiats subis du chef d'épuisement du sol, d'enlèvement de bétail, de destructions de bâtiments, voire de la dévastation des terres arables. Sans doute même le montant de cette épargne excède-t-il celui des dommages. » Si l'on estime celui-ci à un milliard, il suffirait pour le compenser que l'augmentation du revenu net tiré du travail de la terre ait atteint pendant chacune des quatre années de la guerre une moyenne de 250 millions de francs. Pareil accroissement, au jugement des spécialistes, est tout à fait vraisemblable. Tout compte fait, « il apparaît que l'agriculture belge est sortie de la guerre sans être en rien diminuée dans son avoir global » (1). Et à sa situation économique a naturellement correspondu sa situation sociale. Les paysans ont conservé leur vigueur et leur activité, que le chômage n'a pas affectées. Ils sont donc restés pour la nation un réservoir de forces vives. Sauf dans les arrondissements de Furnes et d'Ypres, où la plus grande partie des habitants dut se réfugier derrière l'Yser, la très grande majorité de la population agricole n'a pas abandonné le territoire. Les paniques qui s'étaient emparées d'elle au début de l'invasion ne durèrent qu'un moment. Les fuyards ne tardèrent pas à rentrer dans leurs villages lorsqu'ils s'aperçurent que les exécutions militaires avaient cessé et que les Allemands ne forçaient pas les hommes à servir dans leurs troupes, ainsi que le bruit s'en était répandu un moment.

Les constatations de la démographie confirment l'impression générale qui ressort de l'examen des phénomènes économiques. Elles montrent que de 1916 à 1918 la diminution des naissances a été beaucoup moins accentuée dans les campagnes que dans les villes et dans les régions industrielles. On a observé

(1) G. DE LEENER, dans E. MAHAÏM, *La Belgique restaurée*, p. 162-163.

que dans les quatre arrondissements du pays où la proportion de la population agricole est inférieure à 15 pour 100, les naissances se sont réduites en moyenne de 49 pour 100 ; pour les treize arrondissements où la proportion des agriculteurs est comprise entre 15 et 30 pour 100, la diminution est de 45 pour 100 seulement et, pour les autres arrondissements où l'agriculture est prédominante, la baisse n'atteint même pas 39 pour 100 en moyenne (1).

Notons encore que l'agriculture belge a bénéficié du fait de disposer du travail d'un nombre d'hommes bien plus considérable que celle de n'importe quel autre État belligérant. L'invasion très rapide du pays empêcha le gouvernement d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens arrivés durant l'occupation à l'âge du service militaire. Un certain nombre d'entre eux seulement franchirent volontairement la frontière pour rejoindre l'armée. Le nombre des volontaires fournis par les villes est incomparablement plus grand que celui des campagnes. Le travail rémunérateur que celles-ci offraient à la population mâle la retint dans ses foyers.

Ajoutons que les ouvriers industriels vivant à la campagne furent atteints bien moins gravement que leurs camarades des villes par la fermeture des fabriques. Beaucoup d'entre eux trouvèrent à s'occuper dans les fermes. Les communes organisèrent d'ailleurs des travaux d'utilité générale pour les employer. Ce n'est qu'à partir du jour où l'autorité allemande interdit la continuation de ces travaux que le chômage se manifesta dans le plat pays. Le contingent qu'il fournit aux déportations pour cause de chômage fut d'ailleurs de beaucoup inférieur à celui de la population urbaine.

Somme toute, les régions rurales du pays ne souffrirent donc de l'occupation allemande que dans une mesure restreinte. Pour beaucoup de leurs habitants, à n'envisager que le côté matériel des choses, elle fut même avantageuse. On ne peut donc s'étonner si les rapports qui s'y établirent entre les sol-

(1) R. OLBRECHTS, *ibid.*, p. 29.

datés et les paysans ne présentent pas cette hostilité dont ils ne cessèrent d'être empreints dans les villes. Les villages n'étaient au surplus occupés que par de petits postes militaires dont la présence n'était pas une charge. On la supportait d'autant plus facilement qu'ils contribuaient à maintenir la sécurité publique. L'absence complète de nouvelles contribuait aussi à maintenir le calme dans les esprits.

Cependant le sentiment patriotique subsistait et cette persistance au milieu de conditions bien faites pour l'étouffer, n'en est que plus remarquable. Les organisations d'espionnage comptèrent toujours de nombreux agents parmi les campagnes. Des paysans cachèrent et ravitaillèrent, au péril de leurs jours, des soldats belges, français ou anglais, qui, après les batailles des mois d'août et de septembre 1914, n'avaient pu rejoindre leurs corps. Dans chaque commune, l'œuvre du ravitaillement put toujours compter sur le dévouement des autorités municipales et des notabilités locales : instituteurs, notaires, chefs de gare, agents de l'administration forestière, agents voyers, etc.

Indirectement la prospérité relative de l'agriculture tourna à l'avantage des propriétaires fonciers, particulièrement nombreux dans la noblesse ainsi que dans la grande et la moyenne bourgeoisie. La diminution infligée à leurs revenus par l'interruption du paiement des dividendes industriels fut, en partie du moins, compensée par la plus-value des terres et des fermages. On estime que ceux-ci ont profité d'une majoration moyenne d'au moins 50 pour 100 par rapport aux fermages d'avant guerre. Une augmentation équivalente se remarque dans la valeur vénale des biens-fonds. Toutes les personnes dont l'argent dormait inactif dans les banques purent ainsi opérer de fructueux placements. Il est naturellement impossible d'évaluer les bénéfices réalisés, mais tout indique qu'ils furent considérables. La guerre eut cet effet de rendre momentanément à l'économie nationale le caractère agricole qui y avait prédominé jusqu'au commencement du xix^e siècle. De son organisation il subsista l'essentiel et le primitif, c'est-à-dire ce qui était fondé sur le sol.

§ III. — L'INDUSTRIE (1)

La direction suivie par les troupes allemandes lors de l'envahissement, passait précisément à travers les régions les plus industrialisées du pays : la contrée verviétoise, centre principal de la draperie, ainsi que les bassins de Liège, de Charleroi et de Mons, où les formes les plus diverses de la métallurgie se sont développées autour des mines de charbon. Au milieu des opérations militaires, des combats, de l'affolement des populations, de la perturbation profonde de tous les moyens de transport et de circulation, le travail devait nécessairement s'arrêter. Son interruption ne fut pourtant que momentanée. Le flot passé, il se ranima de lui-même. Les dégâts causés aux fabriques et aux exploitations avaient été somme toute assez superficiels. Durant les premières semaines de l'invasion, ce furent surtout les villages ou des villes sans grande industrie comme Dinant, Louvain, Aerschot et Malines qui furent le théâtre des fusillades et des incendies. La bataille du Hainaut n'endommagea pas sérieusement les usines et les houillères au milieu desquelles on combattit. Les installations du port d'Anvers n'eurent guère à souffrir non plus du siège et du bombardement de la place. Plus tard, les régions de Gand et de Courtrai ayant été occupées sans résistance, conservèrent intacts leurs établissements. On peut donc considérer comme négligeable l'effet direct de l'invasion sur l'activité industrielle. A partir du mois d'octobre 1914 jusqu'à l'offensive du mois de novembre 1918, la guerre n'affecta plus en Belgique que les territoires purement agricoles de la rive droite de l'Yser.

Mais si l'occupation allemande n'infligea pas tout d'abord à l'industrie de très graves dégâts matériels, elle l'atteignit pourtant aux sources mêmes de son existence. La reprise du travail ne pouvait être qu'éphémère. Toutes les conditions

(1) On consultera pour le sujet dont ce paragraphe ne fournit qu'une esquisse sommaire : Ch. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *L'Industrie belge pendant l'occupation allemande 1914-1918*, dans la série belge de cette collection.

qui eussent pu l'assurer lui faisant défaut, elle devait bientôt s'éteindre dans l'épuisement.

Il suffit de se rappeler que l'industrie belge est essentiellement une industrie d'exportation pour comprendre qu'elle ne pouvait résister à la continuation de la guerre. Dès que le stock de ses matières premières serait épuisé, il serait impossible de le renouveler. La situation était d'autant plus critique que cette industrie travaille surtout des matériaux de grand poids et de grand volume et dépend par cela même des moyens de transport. Si l'on songe que l'alimentation de deux hauts fourneaux exige mensuellement 60.000 tonnes de minerai, on se fera une idée des conséquences que devait entraîner la raréfaction croissante de la circulation.

Quand bien même l'Allemagne l'eût voulu, il lui eût été impossible, enserrée qu'elle était dans le blocus des alliés, de ravitailler les usines belges. Et il ne fallait pas penser à obtenir des alliés l'autorisation d'importer les matières premières. Du fait de l'invasion, la Belgique se trouvait liée au système économique du Reich alors que son existence comme nation et comme État dépendait de la défaite de celui-ci. Pour assurer leur victoire et la sienne, ses alliés devaient la comprendre dans le blocus établi par eux autour des Empires centraux. C'est en vain que les industriels belges cherchèrent, en 1915, à obtenir de l'Angleterre l'importation de matières premières dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties que le Comité National de ravitaillement avait obtenues pour celle des produits alimentaires. L'impossibilité de soustraire ces matières aux réquisitions de l'occupant fit échouer les négociations. Ces réquisitions, en effet, le blocus les imposait à l'Allemagne. Maîtresse de la Belgique, elle était contrainte de s'en approprier les ressources pour pouvoir durer. Celles-ci étaient tellement considérables quand la guerre éclata, que leur épuisement eût été très lent sans les prélèvements de plus en plus considérables auxquels elles furent soumises. Dès le mois de mars 1915, le président de la Chambre de commerce d'Anvers estimait à plus de 85 millions les stocks de froment, de maïs d'orge, de graines de lin, de coton, de caoutchouc, de cuir,

de cacao, etc., qui avaient été réquisitionnés sur la place. De ces 85 millions, 20 seulement étaient payés à cette date, le reste devant encore être taxé. En outre, les biens non réquisitionnés étaient « bloqués » par l'interdiction faite à leurs détenteurs d'en disposer sans autorisation de quelque manière que ce fût, quand bien même ces biens auraient fait l'objet de ventes antérieures.

Ainsi, du fait même de l'occupation et du blocus, les Belges se trouvèrent frustrés de tous les avantages dont la nature, secondée par leur travail, les avait comblés. En dépit des fleuves, des canaux, des chemins de fer qui leur ouvraient de toutes parts des débouchés sur le monde, la guerre les obligea, si l'on peut ainsi dire, de vivre en vase clos. Ce pays dont Gui de Dampierre disait déjà à la fin du ^{xiii}^e siècle qu'il « ne se peut soutenir si d'ailleurs ne lui vient », se trouva coupé des marchés internationaux qui alimentaient son activité. Il connut de nouveau, mais avec une intensité décuplée par l'intensité même de son développement industriel, la détresse qu'il avait connue au Moyen Age quand les rois d'Angleterre arrêtaient l'importation des laines en Flandre, en 1648, lorsque les Provinces-Unies lui avaient imposé la fermeture de l'Escaut, en 1794, durant les premiers temps de l'invasion française. A bien peu de chose près, la production des usines, organisée pour la consommation mondiale, dut se restreindre à la consommation nationale. Encore celle-ci alla-t-elle en diminuant sans cesse, par suite de la détresse croissante. Le resserrement de la clientèle coïncida avec celui des matières premières pour faire de la crise de 1914 à 1918 une catastrophe sans précédent.

Si toutes les industries furent atteintes, elles ne le furent pas en même temps ni à la même profondeur. L'exploitation des charbonnages ne subit durant tout le cours de la guerre aucune interruption. Son rendement annuel trahit seulement une réduction considérable. De 22.841.590 tonnes en 1913, il tomba en 1918 à 13.821.930 tonnes. Certaines améliorations techniques furent même introduites dans les procédés de l'abatage de la houille. L'emploi des « marteaux piqueurs »,

adopté à la suite de la loi du 1^{er} janvier 1912, qui avait réduit à 9 heures la journée de travail de l'ouvrier mineur, continua de se généraliser pendant les premières années de l'occupation. Il faut noter encore que les travaux d'exploitation du nouveau bassin houiller de la Campine ne furent pas interrompus. L'extraction du charbon y commença en octobre 1917. Elle avait atteint en 1918 : 55.000 tonnes, chiffre peu important sans doute mais qui ne laisse pas, dans les conditions où l'on se trouvait alors, d'être significatif (1).

Cette situation relativement satisfaisante de l'industrie houillère s'explique par plusieurs causes. Le chauffage est, dans un pays septentrional, une nécessité tellement inéluctable qu'il était indispensable d'y pourvoir. Il ne consuma d'ailleurs que la plus petite partie du charbon extrait. Les souffrances infligées par le froid à la population furent de plus en plus grandes. Durant l'hiver de 1917, plusieurs écoles, faute de combustible, durent licencier leurs élèves. Les administrations communales organisèrent des magasins distribuant de minuscules rations de charbon. Les prix haussèrent naturellement dans des proportions d'autant plus grandes que l'avidité des marchands exploita scandaleusement la misère publique. La difficulté des transports fut certainement pour beaucoup dans cette pénurie, mais elle ne suffit pas à en rendre compte. L'opinion publique l'attribuait à la cupidité des charbonniers qu'elle accusait de travailler dans l'intérêt du pouvoir occupant et de négliger l'alimentation du pays. Pourtant les directeurs de houillères avaient créé un bureau commercial chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour le ravitaillement public d'accord avec les administrations communales. L'autorité allemande l'empêcha de fonctionner. Elle avait établi, dès le 28 avril 1915, une centrale des charbons (*Kohlenzentrale*) qui se borna d'ailleurs au début à une mission de contrôle général sur la vente et l'expédition des produits. C'est seulement depuis la séparation administrative que l'obligation qu'elle imposa

(1) En 1919 il passa à 140.000 tonnes, en 1920, à 246.000, en 1921 à 323.000, en 1922 à 480.000.

d'instituer des organismes spéciaux de répartition pour la partie flamande et pour la partie wallonne du pays entraîna des complications qui empirèrent une situation déjà suffisamment lamentable. La partie du produit des charbonnages qui ne fut pas consommée par les besoins ménagers de la population servit à alimenter ce qu'il subsistait d'usines en activité, ainsi qu'à l'exportation en Hollande. Le gouverneur général possédait grâce à elle un moyen d'entretenir avec ce pays des relations de bon voisinage qui tournaient au profit des intérêts allemands. La majeure partie de la houille belge s'écoula donc hors du pays, et si les habitants eurent à en souffrir, du moins les sièges d'extraction purent-ils fonctionner et conserver intactes leurs installations jusqu'au retour de la paix. L'administration allemande ne cessa pas de mettre à leur disposition les explosifs indispensables à la continuation des travaux. En somme, ses tentatives d'ingérence dans les affaires des charbonnages ne furent pas bien efficaces. Elles se heurtèrent en général à la résistance des compagnies. Celles-ci allèrent, en mars 1918, jusqu'à la menace de se mettre en grève si on voulait leur imposer des mesures que leur patriotisme refusait d'admettre. C'eût été réduire à l'inaction l'énorme population houillère des bassins de Liège, de Charleroi et de Mons, et devant une éventualité si périlleuse pour le maintien de la tranquillité publique, la *Berg-Verwaltung* n'insista pas.

Les autres industries extractives du pays furent bien loin de participer à la faveur relative avec laquelle furent traités les charbonnages. Les carrières de pierre de taille, de marbres et d'ardoises se trouvèrent sans emploi par suite de l'arrêt complet des constructions. Pour la plupart, abandonnées par leurs exploitants, elles subirent de graves dommages soit par l'envahissement des eaux, soit par le manque d'entretien. Quant aux carrières de pavés de porphyre elles continuèrent à fonctionner, mais au profit de l'administration militaire qui faisait usage de leurs produits pour les travaux du front et pour le recouvrement des routes. Les patrons et les ouvriers lui refusèrent presque partout leur coopération. Il en résulta que,

dans la plupart d'entre elles, l'exploitation fut continuée sous le séquestre allemand en vue de produire d'une façon intensive, sans le moindre souci d'avenir.

« Les glaciers bénéficièrent en revanche d'une mansuétude inespérée » (1). La raison en est que l'Allemagne avait intérêt à conserver un marché à l'Union continentale des glaciers qui, à côté des usines belges, englobait des usines allemandes.

Les dommages subis par l'industrie textile se caractérisèrent surtout par les réquisitions de matières premières, avant l'époque à partir de laquelle l'outillage mécanique fut systématiquement enlevé par l'occupant. Le chômage s'y manifesta donc de très bonne heure, aussi bien dans la région drapière de Verviers que dans les régions linières et cotonnières des Flandres.

Il en fut de même pour la sidérurgie qui ne parvint plus à s'alimenter de minerai et que l'importance de ses installations désigna particulièrement, à partir de 1917, à la rafle systématique dont nous aurons à parler plus loin. Le refus des industriels de travailler pour l'armée allemande contribua largement aussi à la cessation du travail dans les établissements du pays de Liège et du Hainaut. Ce qui subsista de l'activité ancienne est ridiculement minime. On évaluait en 1913 la production des aciéries à 1.409.460 tonnes. Elle n'était plus, en 1918, que de 2.380 tonnes. Celle des usines à zinc qui passa de 204.220 tonnes (1913) à 9.245 trahit un fléchissement analogue. On n'en arriva pas naturellement d'un seul coup à cette décadence. Jusque vers la fin de 1916, on se maintint par des moyens de fortune, grâce à d'anciennes commandes et surtout à cause de la volonté des industriels d'occuper leurs ouvriers et d'éviter la détérioration de leur matériel par l'arrêt complet du travail, une certaine activité. Au mois de novembre 1916, les établissements Cockerill travaillaient encore quatre jours par semaine. En revanche, à Gand, au mois de mars

(1) MAHAÏM, *op. cit.*, p. 203.

1915, les filatures et les tissages ne fonctionnaient plus qu'un jour sur cinq.

Les usines qui directement ou indirectement travaillaient pour l'Allemagne furent naturellement épargnées. Telles par exemple les fabriques de meubles de Malines qui confectionnaient en série des meubles exportés au delà du Rhin. Un régime de faveur exista au profit des établissements dont la production servait au ravitaillement du pays sous le contrôle du Comité National. Les usines nécessaires à l'exploitation des charbonnages participèrent au même avantage. Il faut enfin ajouter que les établissements mis sous séquestre par l'ennemi continuèrent leur activité.

La stagnation croissante de l'industrie entraîna sa conséquence inévitable : la plaie du chômage. Le mal fut relativement peu important dans les charbonnages pour le motif exposé plus haut. Des 145.337 ouvriers occupés en 1913 aux différents sièges, 110.110 travaillaient encore en 1918. En revanche, la statistique qui mentionne en 1913 pour la sidérurgie 35.300 ouvriers, n'en signale plus que 8.117 en 1916 ; pour l'industrie du zinc, les chiffres passent pour le même laps de temps de 9.324 à 1.613, pour celle des carrières de 34.893 à 6.055. Dans la fabrication des textiles, la cessation du travail à peu près complète réduisit à l'oisiveté la plus grande partie de la population ouvrière de la région verviétoise et de la région gantoise.

Au chômage involontaire s'ajouta le chômage volontaire pour motifs patriotiques. Dans quantité d'usines, patrons et ouvriers préférèrent ne pas travailler plutôt que de travailler pour l'envahisseur. Il en fut ainsi par exemple des carriers de Lessines et de Quenast qui refusèrent de fournir des pierrailles à l'administration militaire. Dans certaines fabriques, comme à la linière de Saint-Léonard à Liège, on déclina des commandes faites soi-disant pour la Hollande, mais en réalité pour l'Allemagne. Le personnel des arsenaux du chemin de fer à Malines, à Mons, à Gentbrugge, à Luttre s'obstina à ne pas travailler, et les rigueurs qui lui furent infligées n'eurent pas toujours raison de cette obstination.

§ IV. — LES BANQUES (1)

L'histoire financière de la Belgique, de 1914 à 1918, ne peut être esquissée ici que très brièvement. Sa connaissance importe peu à celle de l'état social et économique de la population durant cette époque. C'est dans la période d'après guerre que les mesures financières de l'occupant devaient développer leurs conséquences. Pendant l'occupation elle-même, si on put les prévoir, il fut impossible d'y parer.

Dès le début de la guerre, les espèces métalliques avaient disparu de la circulation. La panique provoquée par les événements avait porté le public à exiger de la Banque Nationale le remboursement des billets et chacun se gardait bien de se des-saisir des monnaies d'or et d'argent dont il disposait. D'autre part, le retrait en masse des dépôts avait obligé la plupart des banques à réescompter à la Banque Nationale une partie importante de leur portefeuille. Celle-ci mit à la disposition du Consortium créé par les banques bruxelloises un crédit de 400 millions qui leur permit de surmonter la crise. Mais elle fut contrainte d'augmenter l'émission de ses billets. Du mois de juin au mois de décembre 1914, la circulation de ces billets passa de 1 milliard 75 millions de francs à 1 milliard 614 millions. A ce moment, d'ailleurs, l'encaisse métallique et les billets de la Banque avaient été par ordre du gouvernement transportés à Anvers (3 août), d'où ils furent un peu plus tard (26 août) expédiés à Londres, ainsi que les valeurs appartenant à l'État et à la Caisse d'Épargne. Le refus du gouvernement de les laisser rentrer en Belgique créait une situation singulièrement embarrassante.

Un grand nombre de communes avaient émis, pour faire face au rétrécissement monétaire, des « bons de caisse » qui servaient à liquider leurs paiements et dont les petites coupures entretenaient la circulation courante. Ainsi, le pays

(1) Cf. B. S. CHLEPNER, dans E. MAHAÏM, *op. cit.*, p. 393 et suiv.

était inondé de monnaies n'ayant cours que dans le territoire de la commune qui les émettait ou, quand ils inspiraient confiance, dans les territoires des communes voisines. De leur côté, les Allemands parlaient de constituer un nouvel institut d'émission dans lequel ils auraient obligé les banques belges et les banques allemandes à prendre un intérêt. C'eût été la mainmise de l'occupant sur les finances nationales. Pour éviter ce péril, la plus grande banque privée du pays, la Société Générale consentit, après des incidents sur lesquels il est inutile d'insister ici, à émettre des billets pour le compte de la Banque Nationale. Elle répondait du remboursement sur tout son avoir. Confiante dans l'heureuse issue de la guerre, elle assumait ainsi une responsabilité immense sans compensation de bénéfices futurs, puisque toutes ses opérations d'émission étaient faites pour compte et au bénéfice de la Banque Nationale. Heureusement les capitaux, par cela même qu'ils restaient inactifs, s'accumulaient dans les banques. A la Société générale, les comptes courants passèrent de 213 millions en 1914 à 348 millions en 1915 et à 519 millions en 1918. Corrélativement l'encaisse monta de 16 millions en 1914, à 143 en 1915 et à plus de 151 en 1918. Durant la même période, quantité d'autres banques doublèrent leurs capitaux. L'établissement par des arrêtés royaux des 2-4 août 1914 d'un *moratorium* des effets de commerce limitant à 1.000 francs par quinzaine le retrait des dépôts en banque, avait contribué largement à les garantir contre la panique des premiers jours.

Dès le mois de septembre, l'autorité allemande soumit les banques à son contrôle en les plaçant sous la surveillance de M. von Lumm, chef de la *Bankabteilung* établie par le gouverneur général. Un arrêté du 18 de ce mois leur interdit « de traiter pendant la durée de la guerre leurs affaires d'une façon opposée aux intérêts allemands ». A la suite de leur refus de faire pour l'occupant des opérations de caisse, une convention intervint le 9 octobre 1914, en vertu de laquelle la Banque Nationale ouvrit, sous la rubrique de *Compte courant de l'administration civile des territoires occupés*, un compte pour le financement des opérations de trésorerie indispensables au fonc-

tionnement de l'administration belge. La promesse lui fut donnée que son encaisse ne pourrait être saisie. Dès lors, toutes ses agences en province, qui avaient fermé leurs portes à la suite de l'enlèvement de leurs fonds au début de l'occupation, reprirent leur activité, à l'exception de celles de Roulers et d'Ostende.

Jusqu'à la fin de l'occupation, l'entente la plus intime ne cessa d'exister entre la Banque Nationale, la Société Générale et les autres établissements financiers du pays. La conduite qu'ils adoptèrent s'inspira de la volonté de mettre leurs capitaux autant que possible à l'abri de l'emprise ennemie, de refuser tout concours à l'Allemagne et de conserver leurs ressources pour aider la population et les affecter après la paix à la restauration nationale. Une telle politique exigeait autant de tact que de fermeté. Car entre les tendances de l'occupant et celles des banques, le conflit fut perpétuel et donna lieu parfois à des chocs assez rudes. Le gouverneur général eût voulu que les banques, au lieu de soutenir la résistance des industriels, les poussassent à travailler pour l'Allemagne. Le *moratorium* promulgué au mois d'août, en empêchant de réclamer les créances et en protégeant les débiteurs contre la saisie, donnait au monde des affaires une sécurité qui lui rendait plus facile d'échapper à l'emprise allemande. Aussi, dès le mois de décembre 1914, le gouverneur général avait-il songé à le lever. Devant les protestations générales qui accueillirent son projet, il consentit à le prolonger par étapes jusqu'à la fin de janvier 1916, où il fut définitivement abrogé. Et cette mesure eut cela de bon d'empêcher des débiteurs parfaitement solvables de continuer plus longtemps à échapper aux réclamations de leurs créanciers. La suppression du *moratorium* en 1914 eût été une catastrophe. A l'époque où elle s'opéra, elle ne présentait plus de dangers.

L'inondation du pays par les marks, dont l'autorité allemande, dès les premiers jours de l'occupation, avait imposé l'acceptation au taux de 1 fr. 25, menaçait l'organisation monétaire d'un grave péril. La Banque Nationale s'efforçait de les retenir. Son refus de les livrer eut pour résultat, le 3 août

1916, l'arrestation et l'internement de son directeur. Le stock de 189.500.000 marks qu'elle détenait fut saisi et envoyé à Berlin. On agit de façon analogue à la Société Générale. D'autre part, une véritable succion monétaire ne cessa d'exister durant toute la guerre sous la forme d'emprunts forcés imposés aux provinces et aux villes, et de prélèvements dans les banques contre comptes allemands. On estime qu'au moment de l'armistice, il y avait dans la circulation belge environ 4 milliards de marks (1). Ce fut une des causes essentielles de l'inflation dont la Belgique devait avoir tant à souffrir après la paix.

Les services rendus au pays par les banques et particulièrement par la Banque Nationale ne peuvent être appréciés trop haut. Ils consistèrent essentiellement en avances faites au Comité National de secours et d'alimentation et à ses comités provinciaux, aux communes et associations coopératives intercommunales, à des administrations publiques, à des institutions de bienfaisance, aux caisses de prêt instituées au commencement de la guerre, au crédit communal, à la fédération ouvrière socialiste des sociétés coopératives, au commerce et à l'industrie. Il faut ajouter que la Banque Nationale affecta plus de 200 millions de francs au paiement de rentes d'État. Elle parvint aussi à faire retirer de la circulation la plupart des bons communaux dont le total atteignait, au mois d'août 1915, la somme de 57 millions se répartissant entre 320 communes. Elle permit enfin, soit directement, soit en aidant d'autres banques, le versement des impôts de guerre imposés aux provinces depuis 1915. Bref, la fortune acquise par le pays lui donna les moyens de traverser mieux qu'on ne l'eût pu croire une catastrophe sans précédent.

(1) L. FRANCK, *La Stabilisation monétaire en Belgique*, p. 15, (Paris. 927).

CHAPITRE VI (1)

La Commission for Relief in Belgium et le Comité National de Secours et d'Alimentation

§ I. — L'ÉTABLISSEMENT ET L'ORGANISATION

La crise économique qui s'abattit sur la Belgique dès les premiers jours de l'occupation allemande ne pouvait manquer d'entraîner immédiatement une crise alimentaire. L'extrême densité de la population du pays et l'insuffisance de sa production agricole le plaçaient dans des conditions plus difficiles qu'aucun autre des États atteints par la guerre. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler que les deux tiers de son ravitaillement en froment lui étaient fournis par l'importation. Or, l'importation se trouvait brusquement interrompue, non seulement par le fait même de l'invasion mais aussi par suite du blocus maritime des alliés. Surpris par les événements, le gouvernement belge n'avait rien pu faire pour approvisionner la nation. Les arrêtés pris au moment de la catastrophe touchant la défense d'exporter des vivres et donnant aux auto-

(1) On consultera sur l'objet de ce chapitre : Albert HENRY, *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande* (série belge de cette collection ; par le même, *L'Œuvre du Comité National de secours et d'alimentation pendant la guerre* (Bruxelles, 1920) ; Ch. DE LANNOY, *L'Alimentation de la Belgique par le Comité National* (Bruxelles, 1922) ; E. MAHAÏM, *Le Secours de chômage en Belgique pendant l'occupation allemande* (série belge de cette collection) ; George I. GAY, *The Commission for relief in Belgium. Statistical review of relief operations*, s. d. (d'après les matériaux conservés au Hoover War Library, à l'Université de Stanford en Californie), et les volumes constituant le *Rapport général sur le fonctionnement et les opérations du Comité National de secours et d'alimentation* (Bruxelles, 1919-1921). COLLINET et STAHL, *le Ravitaillement des Régions envahies de la France pendant l'occupation* (Série française de cette collection).

rités le droit de saisir les blés et les farines n'étaient que des expédients sans portée et qui d'ailleurs, au milieu du désordre et de l'affolement général, ne furent pas ou ne furent qu'à peine appliqués. La rapidité de l'invasion déjouait au surplus tous les calculs et toutes les prévisions. Il faut enfin ajouter que sous le coup de la panique les magasins assaillis par les acheteurs avaient vendu leurs fonds, que les réquisitions allemandes avaient largement raflé les denrées, que les chemins de fer ne circulaient plus que pour les transports militaires, si bien que le stock déjà si insuffisant des produits alimentaires se trouvait ou monopolisé par les particuliers ou saisi par l'ennemi ou immobilisé sur place.

Dans tous les pays belligérants, le ravitaillement national durant la guerre fut entrepris et organisé par l'État. En Belgique, l'État ayant passé aux mains de l'occupant, c'est donc à celui-ci qu'incombait la tâche que le gouvernement légal, refoulé au Havre, se trouvait dans l'impossibilité d'accomplir. Substitué aux droits du Roi et du Parlement, disposant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, dirigeant à son gré l'activité administrative, il lui appartenait de garantir l'existence matérielle du peuple auquel il venait de s'imposer. Mais ce devoir primordial de tout gouvernement, comment eût-il pu le remplir ? Aux prises elle-même avec les plus graves difficultés alimentaires, l'Allemagne était hors d'état de pourvoir à la subsistance des sept millions d'hommes qui tombaient à sa charge. La conquête surpeuplée qu'elle venait de faire paraissait inévitablement vouée à la famine. Les soldats eux-mêmes ne s'y trompaient pas. On les entendait souvent prophétiser que s'ils étaient destinés à mourir sur le champ de bataille, les Belges l'étaient à mourir de faim.

Pourtant les administrations communales déployaient toute leur énergie à parer au péril qui menaçait les agglomérations industrielles et la population des grande villes d'une disette imminente. Par des moyens de fortune qu'entravaient le désordre des communications et l'abandon des marchés par les paysans, elles parvinrent à organiser des cantines populaires destinées aux sans-travail et aux nécessiteux. Les bureaux

de bienfaisance, les innombrables institutions de charité privée qui foisonnaient dans le pays, de nombreuses sociétés industrielles, des particuliers collaborèrent de toutes leurs forces avec elles. Des souscriptions publiques fournirent des ressources assez abondantes. Dans la province de Liège, des comités de ravitaillement furent créés dans la plupart des communes. Le conseil communal d'Anvers mit 10 millions de francs à la disposition d'un comité de secours qui s'était fondé dès les premiers jours du mois d'août. D'autres villes, durant les quelques semaines qui précédèrent leur occupation, achetèrent du blé à l'étranger, établirent des boulangeries communales, des boucheries économiques, des œuvres de toute espèce en faveur des malheureux, des enfants, des familles des militaires sous les armes. Dans l'agglomération bruxelloise, dès le lendemain de l'occupation, s'était constitué, sous la présidence d'Ernest Solvay, le grand industriel philanthrope dont le nom était entouré du respect universel, un *Comité Central de secours et d'alimentation*, vigoureusement soutenu par le concours du bourgmestre Max et des directeurs des banques et des grands établissements industriels ou financiers de la capitale.

De très bonne heure, les administrations des régions les plus pauvres ou les plus cruellement éprouvées par l'invasion firent appel à la générosité de cet organisme. Spontanément, les communes se groupaient autour de la capitale et lui manifestaient une confiance à laquelle elle s'empressa de répondre. L'unité nationale, au milieu des angoisses de l'heure, s'affirmait ainsi par la subordination volontaire des communes à la première d'entre elles. Le Comité bruxellois devait bientôt changer son titre en celui de *Comité National de secours et d'alimentation*.

De même qu'en 1830, le *Commission administrative* improvisée à Bruxelles durant la révolution contre la Hollande s'était au bout de quelques jours transformée en *Gouvernement provisoire*, de même, au milieu de la lutte contre la faim et l'occupation étrangère, la capitale groupa autour d'elle les efforts de toute la nation. En vertu d'une sorte de délégation tacite,

elle se trouva substituée dans le domaine du ravitaillement, au gouvernement en exil.

Mais si actifs que fussent les membres du Comité, si dévoués ses collaborateurs, si généreuses les ressources mises à sa disposition, il était trop évident que s'il pouvait différer la catastrophe, il ne pouvait l'empêcher. Pour réussir, il était indispensable qu'il parvînt à rompre le cercle tendu par le blocus autour du pays, c'est-à-dire qu'il obtînt l'autorisation d'importer en Belgique les vivres que la production indigène était incapable de fournir. L'homme qui fut jusqu'au retour de la paix l'animateur du Comité, M. Émile Francqui, le comprit tout de suite. Les difficultés à vaincre étaient très grandes. Devenue par le fait de l'occupation une annexe de l'Allemagne, la Belgique devait nécessairement être affectée par toutes les mesures prises contre celle-ci. La vie des Belges dépendait donc du bon vouloir de leurs alliés. Pour obtenir qu'ils se départissent en leur faveur de l'impitoyable rigueur qu'exigeait le succès de la guerre, il était indispensable de leur donner l'assurance que les vivres importés ne serviraient pas à ravitailler l'occupant. Cette assurance, le Comité National, association purement privée et ne jouissant d'aucun pouvoir, était incapable non sans doute de la donner, mais de répondre qu'elle serait observée. Il fallait à toute évidence, pour rassurer les alliés, leur fournir, si l'on peut ainsi dire, des cautions en qui ils pussent avoir entière confiance. Les ministres des Puissances neutres accrédités auprès du roi des Belges qui étaient demeurés à Bruxelles, acceptèrent la présidence d'honneur du Comité et se montrèrent généreusement disposés à offrir leurs bons offices et à engager leur parole envers le Cabinet de Londres dont dépendait essentiellement le résultat. Un ingénieur américain, M. M. K. Shaler, établi à Bruxelles, venait de partir pour Londres à la demande du Comité National pour y négocier un achat de vivres. Il y rencontra M. Herbert Hoover qui, arrivé avant la guerre en vue de préparer un projet de Panama-Pacific-Exposition, y était resté comme président du comité chargé du rapatriement des Américains chassés d'Europe par les événements. Le 17 octobre, M. Francqui

et le baron Lambert venaient s'aboucher avec lui. Le grand cœur et l'intelligence de M. Hoover s'intéressèrent aussitôt à leurs efforts. Il conçut et réalisa, de commun accord avec eux le plan qui devait jusqu'au bout assurer l'existence du peuple dont les malheurs et la constance passionnaient alors le monde entier. Assuré de l'appui de l'ambassadeur américain en Angleterre, W. H. Page, il obtint du gouvernement de Washington la plus efficace intervention auprès du *Foreign Office* et des divers États alliés contre l'Allemagne. L'autorisation fut accordée d'importer en Belgique d'une manière permanente les vivres destinés à l'alimentation du pays, à condition que ces vivres fussent convoyés jusqu'à la frontière belge sous le patronage des ambassadeurs d'Espagne et des États-Unis à Londres, et de la frontière belge jusqu'aux magasins de distribution sous celui des ministres de ces mêmes États à Bruxelles. Assurance était donnée qu'aucune partie des importations n'irait aux occupants.

Pour organiser ces importations et la surveillance des arrivages, un groupement de personnalités américaines, sous la présidence de M. Hoover, fut constitué, dont la première séance eut lieu à Londres le 22 octobre 1914. Dix jours après, un premier arrivage composé de 2.300 tonnes de farine, de riz et de fèves acquises en Angleterre atteignait Bruxelles. Ainsi une brèche s'ouvrait dans le blocus, par laquelle devait passer durant quatre ans la nourriture du peuple belge.

Cependant, grâce à l'énergie de M. Hoover et de ses collaborateurs, une organisation gigantesque était mise en action des deux côtés de l'Atlantique. Des comités se formaient, des marchés étaient conclus, des vaisseaux loués, des entrepôts acquis à Rotterdam, d'où l'importation devait être dirigée sur la Belgique. La flotte de la *Commission for Relief* finit par comprendre 2.313 bateaux battant son pavillon sauveur. Malgré le danger de la navigation à travers des mers encombrées de mines et parcourues par des sous-marins parfois distraits, le nombre des accidents fut miraculeusement minime. Durant les quatre années que dura le ravitaillement, 17 vais-

seaux seulement furent torpillés, 14 périrent en touchant des mines (1).

L'énormité des importations atteste de la manière la plus éloquente la grandeur des services rendus au pays par la *Commission for Relief*. D'après les statistiques publiées par M. George I. Gay, elles se montèrent durant les cinq années du ravitaillement à 5.174.431 tonnes métriques.

De Rotterdam, où étaient déchargés les arrivages, la tâche de les faire parvenir à destination présentait les plus grandes difficultés. Il ne fallait guère songer à la confier aux chemins de fer, accaparés par l'administration militaire. On eut surtout recours aux canaux dont un grand nombre étaient d'ailleurs gravement endommagés. Les grains étaient transportés par eau vers Louvain et Bruxelles, où se trouvent les principaux moulins du pays qui les transformaient en farines. Des entrepôts provinciaux ou locaux éparpillés à travers le territoire recevaient les approvisionnements. Les provinces furent divisées en districts suivant lesquels s'effectuait la répartition des vivres, sans tenir compte de la répartition du pays en gouvernement général et en étapes. Il y en eut 3 dans la province d'Anvers, 23 dans celle de Brabant, 26 dans la Flandre orientale, 10 dans la Flandre occidentale (2), 9 dans le Hainaut, 6 dans la province de Liège, 14 dans le Limbourg, 21 dans le Luxembourg, 21 dans la province de Namur. L'agglomération bruxelloise constitua un district spécial. Dans l'ensemble, la *Commission* assura la subsistance des 2.598 communes belges du territoire occupé.

Si sa création fut occasionnée par les démarches du Comité National, son action ne se restreignit pas à la Belgique. La population du territoire occupé dans le nord de la France se trouvait, étant plus rapprochée de la zone des combats, dans une détresse plus profonde encore que celle des provinces belges. En mars

(1) GAY, *op. cit.*, p. 43.

(2) A cause des opérations militaires le long de l'Yser, cette province fut divisée en 2 districts : celui du Nord et celui du Sud.

1915, la *Commission* résolut de l'englober dans le système de son organisation. 2.133 communes renfermant une population de 1.800.000 habitants environ et couvrant une étendue territoriale (8.100 milles carrés) presque équivalente à celle de la Belgique (11.355 milles carrés) profita désormais du bienfait de son intervention.

Le succès extraordinaire de la *Commission* est dû essentiellement à l'habileté et à l'énergie de M. Hoover ainsi qu'à l'appui qu'il rencontra auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Sans eux, le Comité National n'eût pu obtenir des Puissances alliées la levée du blocus, et il est tout à fait évident qu'il n'eût pas réussi, en supposant même ce premier point accordé, à mettre sur pied le formidable organisme d'importation nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Enfermé à l'intérieur du pays et soumis au contrôle de l'Allemagne, avec laquelle les États de l'Entente ne voulaient pas négocier, il eut la bonne fortune de trouver au dehors l'appui efficace qui le sauva. Placée sous le patronage des ambassadeurs et ministres américains à Londres, Bruxelles, La Haye, Paris et Berlin, des ambassadeurs et ministres espagnols à Londres et à Bruxelles et du ministre hollandais à Bruxelles, la *Commission for Relief* put prendre efficacement, vis-à-vis des gouvernements en guerre avec l'Allemagne, la responsabilité effective qu'ils exigeaient. Reconnue officiellement par eux, elle ne pouvait pas ne pas l'être également par l'Allemagne. Car l'Allemagne était trop intéressée à se décharger sur la *Commission* d'une mission qui lui incombait. Sans doute, elle eût préféré diriger elle-même les opérations du ravitaillement tout en n'en supportant pas les charges. Mais l'indépendance de la *Commission* à son égard était trop évidemment liée à l'existence même de celle-ci pour qu'elle pût hésiter à la subir. Le gouverneur général et le commandement de la zone des étapes s'engagèrent donc à ne pas saisir les denrées importées. Ils consentirent à ce que leur répartition fût surveillée par les agents américains de la *Commission*, dont on vit bientôt les automobiles, ornés du drapeau étoilé, sillonner les routes de Belgique. Les rapports entre ces agents et les autorités alle-

mandes furent confiés à une *Vermittlungstelle* siégeant à Bruxelles.

L'œuvre entreprise requérait des ressources considérables. Une partie en fut fournie, surtout au début, par des dons volontaires soit en argent, soit surtout en nature. Non seulement en Amérique, mais dans le monde entier, un élan magnifique de charité suscita la formation de comités dont le nombre ne fut guère inférieur à 2.000. Il y en eut dans tous les pays neutres de l'Europe, en Angleterre, dans les États-Unis, au Canada, en Australie, dans la Nouvelle-Zélande, aux Indes, à Ceylan, dans l'Afrique du Sud, dans les républiques de l'Amérique latine, aux îles Philippines, à Hawaï et en bien d'autres États. Durant le mois de novembre 1914, les dons en nature représentent 47 pour 100 de la valeur totale des cargaisons arrivées d'outre-mer. Ils passent ensuite par une diminution progressive qui, en mars 1915, les fait tomber à 11,5 pour 100 et qui dans la suite les réduisit bientôt à une quantité tout à fait négligeable. S'il en fut ainsi, ce n'est pas que l'intérêt pour le sort de la Belgique se soit refroidi, mais la *Commission* engagea ses comités de propagande à substituer aux dons en nature des versements en argent. Les objets provenant de dons étaient en effet d'une distribution difficile parce qu'ils arrivaient par petites quantités et requéraient un travail de triage considérable. De plus, ils ne convenaient pas toujours aux besoins ou aux habitudes de la population belge. Enfin, il fallait consacrer à leur transport une partie du tonnage affecté à l'importation des produits les plus indispensables à l'alimentation. Aussi, depuis le mois d'avril 1915, les vivres exotiques introduits en Belgique provinrent-ils presque exclusivement des achats en gros effectués par la *Commission*.

La valeur des dons en nature ou en argent reçus par elle depuis sa fondation, le 22 octobre 1914, jusqu'au 30 septembre 1920 se monte à 6.556.806 livres sterling soit (au pair) à plus de 163 millions de francs. Il faut y ajouter les services gratuits d'une grande partie du personnel employé par la *Commission*, les concessions et les privilèges que lui accordèrent des compa-

gnies de chemins de fer, de navigation, d'assurances, des courtiers maritimes ou commerciaux et la collaboration gracieuse de quantité de particuliers.

Le meilleur des sommes employées par la *Commission* lui vint du gouvernement belge. Elle s'acquittait d'une fonction que les événements empêchaient celui-ci de remplir, mais à laquelle il avait le devoir moral de participer dans la mesure de ses forces. A partir du mois de janvier 1915, il lui fournit, grâce au crédit de ses alliés, un subside mensuel de 25 millions de francs qui fut élevé à 37.500.000 francs deux ans plus tard. Lorsque, au mois de juin 1917, les États-Unis prirent place à leur tour parmi les belligérants, ils ouvrirent à la *Commission* un crédit de 15 millions de dollars par mois (au pair 77.850.000 francs) pour payer les achats faits chez eux. On estime que du 1^{er} novembre 1914 au 31 décembre 1918, celle-ci a introduit dans le pays pour 3.442.821.645 francs de marchandises. Au total, les dépenses effectuées entre ces deux dates atteignent le chiffre de 3 milliards 497 millions de francs. L'entrée en guerre de l'Amérique n'interrompt pas un seul jour l'activité de la *Commission*. Elle eut naturellement pour conséquence le départ de Bruxelles du ministre des États-Unis, M. Brand Witlock, qu'accompagnèrent dans sa retraite les agents américains qui avaient jusqu'alors exercé le contrôle de la distribution des vivres. Un nouveau comité, qui prit le nom de *Comité hispano-néerlandais* et fut placé sous le patronage du ministre d'Espagne, marquis de Villalobar, et du ministre de Hollande, M. van Vollenhove, se substitua à lui et continua jusqu'à l'armistice l'œuvre si admirablement commencée (1).

La tâche de la *Commission for Relief* a consisté essentiellement à fournir à la Belgique, durant les années de guerre, le supplément de vivres que l'insuffisance de sa production nationale l'obligeait, en temps normal, à se procurer au dehors. A l'importation régulière dont la contre-partie consistait durant la paix en produits exportés, se substitua donc une importation

(1) Voy. le rapport intitulé *Le Comité hispano-néerlandais pour la protection du ravitaillement en Belgique et dans le nord de la France* (Bruxelles, s. d., 1919).

de bienfaisance financée par la charité et les subsides du gouvernement belge. Le pays dans son ensemble fut réduit à la condition qui était devenue celle de ses habitants : il reçut sans rien fournir en échange. Il s'endetta mais il vécut.

Cependant il ne suffisait pas d'avoir rendu possible le ravitaillement de sept millions d'hommes en dépit de tous les obstacles suscités par la politique et par la guerre, il restait à organiser ce ravitaillement, c'est-à-dire à faire pénétrer jusque dans les communes les plus éloignées d'un pays désorganisé, les vivres amenés par les navires à travers les mines et les sous-marins. Ce fut la tâche du *Comité National de secours et d'alimentation*. Il sut la remplir avec autant de dévouement et d'habileté que la *Commission for Relief* avait rempli la sienne. Une double organisation assura donc la subsistance du peuple belge : l'une au dehors, la *Commission*, l'autre en dedans, le *Comité* ; la première achetant et important, l'autre recevant et distribuant ; celle-ci formée d'Américains et de neutres, celle-là exclusivement composée de Belges.

La création du Comité National, on l'a vu plus haut, est antérieure à celle de la *Commission for Relief*. Constitué tout d'abord par la généreuse initiative de particuliers au milieu du chaos provoqué par l'invasion, ne jouissant que d'une existence précaire sous la domination de l'étranger et ne pouvant compter sur l'avenir dans l'incertitude où il se trouvait de recevoir des vivres du dehors, il devint, du jour où le ravitaillement fut assuré, un organisme robuste et définitif. Il importe de remarquer que ce ravitaillement fut loin de provenir exclusivement de l'importation. Le point de vue du Cabinet de Londres était de limiter les arrivages du dehors au déficit de la production indigène. Agir autrement eût abouti à laisser les Allemands disposer de celle-ci à leur profit. Dès le 31 décembre 1914, le gouvernement allemand promit à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin d'interdire dorénavant la réquisition des vivres et fourrages de toute espèce qui sans cela eussent dû être remplacés par la *Commission for Relief*. Le 14 avril 1916, on en arriva à la signature d'une convention défendant l'exportation hors du territoire du gouvernement

général des vivres, bestiaux, denrées et fourrages ainsi que des semences, engrais et approvisionnements agricoles, de les réquisitionner ou de les acheter pour les besoins de l'armée d'occupation.

Jusqu'à la fin de la guerre, le Comité National, ne devait pas cesser de conserver le caractère juridique d'une association privée sans but lucratif. Il ne fut jamais qu'un simple groupement de fait sans reconnaissance légale. Il ne posséda ni statuts, ni règlement écrit. De parti pris, il refusa d'obtenir la personnification civile. Il n'existait pas comme corps distinct des personnes qui le composaient et dont chacune était individuellement responsable de la gestion de tous. Ce caractère d'organisme purement privé lui procurait l'avantage de n'offrir aucune prise à l'organisation allemande. Grâce à elle, il échappait au contrôle qu'elle avait institué sur les sociétés commerciales. Officiellement, ses avoirs en banque, ses marchandises, son matériel ne lui appartenaient pas et ne relevaient que de la *Commission for Relief* et des ministres protecteurs.

Ainsi, vis-à-vis des biens dont il dispose, il se trouve dans une situation analogue à celle des fonctionnaires de l'État vis-à-vis des finances publiques. Et, en fait, la mission qu'il s'est volontairement attribuée entre par sa nature dans les attributions de l'État et de ses organes subalternes, la province et la commune. Les services qu'il rend sont essentiellement des services publics et, dans la réalité des choses, sinon en droit, son rôle est celui d'une autorité publique. Son action bénévole se substitue à l'action que le gouvernement national ne peut plus accomplir et que le gouvernement occupant refuse d'assumer. Et comme cette action est indispensable, puisque c'est d'elle que dépend le ravitaillement du pays, bon gré, mal gré, force est bien de la lui abandonner. L'autorité allemande l'envisage pourtant avec une défiance trop compréhensible. Il ne lui échappe pas que la tâche qu'il remplit fait de lui un État dans l'État et lui donne sur la population qu'il alimente une influence d'autant plus dangereuse que son caractère national s'affirme plus nettement. Elle supporte impatiemment que les circonstances l'obligent à laisser dépendre du dévouement d'un comité

belge l'existence même du peuple belge. Il doit en résulter nécessairement, au sein de l'occupation, une persistance fâcheuse de la solidarité nationale. Aussi le gouverneur général s'ingénie-t-il à mesurer aussi étroitement qu'il est possible, la liberté du Comité. Défense lui est faite, ainsi qu'à tous les Comités provinciaux ou locaux qui dépendent de lui, de donner directement des instructions aux communes, de leur faire organiser des enquêtes, de leur envoyer des questionnaires ou des circulaires, de leur faire dresser des listes ou des statistiques sans avoir au préalable consulté le Président ou le Commissaire civil allemand. Défense également de recourir à n'importe quel moyen de pression pour amener soit les communes soit les particuliers à observer les instructions du Comité. Toutes les mesures à prendre à cet effet doivent être proposées aux autorités compétentes qui leur donneront la suite qu'elles jugeront utile. Les surveillants nommés par le Comité sont compétents pour constater les abus commis par les meuniers, les boulangers, etc., mais ils ne peuvent aller au delà. Il leur est seulement loisible de communiquer leurs constatations aux autorités (1).

Toute action directe est donc enlevée au Comité sur les communes qu'il ravitaille. Il est même privé du droit qui appartient en Belgique à toute œuvre de bienfaisance, de sanctionner ses règlements par la privation de secours. Et l'on comprend que le pouvoir occupant ait voulu le forcer à n'agir que par l'intermédiaire de ses agents. Il est trop clair qu'il ne pouvait lui reconnaître un pouvoir qui l'eût transformé aux yeux des populations en une sorte de gouvernement adventice. D'ailleurs, l'intervention des autorités allemandes dans ses affaires l'eût fait passer pour un auxiliaire de l'ennemi. Il se résigna donc à ne compter que sur le bon vouloir et le patriotisme de son personnel et des habitants pour assurer ses services et la soumission à ses directives. Et son attente ne fut pas déçue.

(1) Voy. la dépêche du gouverneur-général von Bissing au Ministre des États-Unis d'Amérique (26 juin 1915), DE LANNON, *op. cit.*, p. 8.

Les tribunaux belges le soutinrent d'ailleurs de tout leur pouvoir aussi longtemps qu'ils continuèrent à rendre la justice, c'est-à-dire jusqu'au mois d'avril 1918. « Ils reconnurent le caractère d'escroquerie au fait de revendre des rations obtenues dans les magasins du Comité sur production de la carte de ménage, et le caractère de recel à celui de racheter les rations distribuées dans ces conditions. Ils frappèrent des peines prévues pour le faux en écriture, la confection ou l'usage de cartes de ménage indiquant un nombre de personnes supérieur au nombre réel de personnes à ravitailler. Ils qualifièrent d'escroquerie l'usage de cartes appartenant à des tiers et le cumul de cartes dont on était abusivement titulaire. Par une interprétation extensive de la loi, ils reconnurent fréquemment au Comité National le caractère de service public et usèrent de cette interprétation pour appliquer aux infractions commises à son détriment les peines comminées par le Code pénal pour la protection des institutions publiques. La cour de Liège, par un arrêt du 23 juin 1917, déclara que les détournements commis au préjudice du Comité National par ses employés étaient des crimes et non des délits. Plusieurs tribunaux décidèrent que ces employés étaient des personnes ayant un caractère public et appliquèrent les peines prévues contre ceux qui se rendaient coupables à leur égard d'outrages ou de sévices (1). »

Plus il avait à cœur de remplir sa mission « publique », plus le Comité National s'ingéniait à conserver cette apparence d'organisme « privé » grâce à laquelle il parvenait à éluder l'ingérence des Allemands dans ses affaires. Il s'imposa de ne recruter ses agents que parmi les personnes dépourvues de tout mandat politique. Pour prévenir toute équivoque, il écarta systématiquement les fonctionnaires de l'État en activité de service. S'il lui arriva d'admettre quelques hommes politiques dans ses rangs, ce ne fut qu'à titre privé qu'ils participèrent à ses travaux. Il s'opposa toujours à la tendance de certaines administrations communales de considérer ses comités locaux

(1) *Ibid.*, p. 9.

comme la continuation des comités communaux de ravitaillement organisés au début de l'invasion et de vouloir en conséquence s'immiscer dans leur formation et leur fonctionnement. Il comprit admirablement que pour réussir, il devait échapper aussi bien à l'emprise des pouvoirs officiels, fussent-ils belges d'origine, qu'à celle des partis. Le prestige moral qui lui était indispensable, était à ce prix. Il se savait trop étroitement surveillé pour ne pas écarter de lui le moindre soupçon de favoritisme. La presse censurée ne se lassait pas de saisir la moindre occasion de critiquer ses mesures et d'exciter l'opinion contre lui avec d'autant plus d'impudence qu'il était impossible de répondre à ses attaques. Il se fit donc un devoir de mettre son impartialité au-dessus de tout soupçon. Il recommanda à ses comités de faire appel aux représentants des trois grands partis, et leur signala comme un idéal à atteindre l'unanimité de leurs membres sur les décisions à prendre. Sans doute, il ne parvint pas toujours à faire régner, dans ses innombrables organismes, l'esprit d'union nationale qui l'animait. Il ne pouvait agir sur ses collaborateurs que par la persuasion ou par l'exemple. S'il y eut çà et là des atteintes au principe qu'il proclamait, elles furent en très petit nombre. On n'en peut guère signaler que dans les localités secondaires où les influences des politiciens de clocher étaient trop invétérées pour pouvoir être efficacement combattues. Partout ailleurs, et surtout dans les grandes villes, l'union de tous pour le salut commun répondit à ses intentions.

Dépourvu de tout pouvoir, le Comité National jouit pourtant d'une autorité extraordinaire. Le gouvernement allemand ne pouvant se passer de son concours se trouvait forcé de le ménager. La protection des ministres d'Amérique et d'Espagne lui fut toujours acquise. C'est à eux qu'il avait recours en cas de conflit et presque toujours leur intervention tourna à son avantage. L'autorité occupante ne pouvait de gaieté de cœur heurter en face ces représentants de Puissances neutres, ou provoquer en frappant les membres du Comité des scandales qui eussent aussitôt ameuté contre elle l'opinion bienveillante ; ensuite, celui, plus grave encore, de ne pouvoir

du monde entier. En fait, le Comité ne cessa de bénéficier de la sympathie et de la compassion qui entouraient la Belgique. La présence dans le pays des délégués américains de la *Commission for Relief* lui constituait encore une précieuse garantie. On filait doux aussitôt qu'ils se mêlaient des difficultés entre l'administration allemande et les agents du Comité National. Sévir contre celui-ci, c'eût été en même temps sévir contre eux puisqu'il agissait sous leur contrôle.

Le Comité sentait bien la sécurité que ses protecteurs et sa propre utilité pour l'administration allemande lui assuraient. Il se garda soigneusement de s'affaiblir par des imprudences intempestives. Il ne confia jamais à la poste allemande que les communications dont la censure pouvait prendre connaissance sans inconvénient. La plupart de ses communications à ses sous-ordres étaient faites verbalement. Les séances, tant du Comité de Bruxelles que des sous-comités, jouissaient d'une liberté d'autant plus grande qu'elles échappaient à la surveillance de l'occupant, en vertu de la convention passée avec les ministres protecteurs. La police ne parvint que bien rarement à connaître ce qui s'y passait. Il est très remarquable que les seules informations qui lui parvinrent de loin en loin ne furent dues qu'à la légèreté ou à l'irréflexion.

§ II. — LE FONCTIONNEMENT ET L'ŒUVRE ACCOMPLIE

La condition juridique du Comité National détermina le système qu'il adopta pour le ravitaillement de la Belgique. Dépourvu de tout pouvoir de coercition, il ne pouvait songer à s'appuyer ni sur l'administration belge soumise au contrôle allemand, ni moins encore sur l'administration purement allemande superposée à celle-ci. Faire appel à leur concours c'eût été, en effet, courir au-devant d'un double péril : tout d'abord, celui de se soumettre à l'ingérence de l'occupant et d'apparaître à la population comme son collaborateur

fournir aux alliés la garantie que les vivres dont ils toléraient l'importation seraient soustraits aux atteintes de l'Allemagne. Le sentiment patriotique et le respect des conventions internationales lui imposaient donc de ne compter que sur lui-même dans l'accomplissement de la tâche formidable qu'il avait assumée. Chargé en fait d'un service public, il ne pouvait s'en acquitter et il ne s'en acquitta en effet que par des moyens privés.

Vis-à-vis de l'Allemagne, sa situation était assez analogue à celle que l'État avait reconnue, durant le haut Moyen Age, aux domaines ecclésiastiques par l'octroi du privilège d'immunité. La portée de ce privilège était, en effet, d'exempter de l'intervention des fonctionnaires publics les Églises qui l'avaient reçu. Aucun pouvoir propre ne leur était conféré. Elles ne jouissaient que de l'avantage négatif mais singulièrement précieux d'échapper aux agents du pouvoir royal à une époque où ces agents rançonnaient le peuple sous prétexte de l'administrer. Quelque contestation s'élevait-elle, elles avaient recours à leur avoué, protecteur officiel chargé de les défendre contre la violence. En dépit de l'énorme différence des temps et des milieux, on voit que cet état de choses répond assez exactement au statut juridique du Comité National. A mille ans de distance, l'analogie des circonstances eut pour conséquence l'analogie des procédés. L'expédient auquel la monarchie franque eut recours pour permettre à l'Eglise d'accomplir sa mission au milieu du désordre politique, ressemble singulièrement à celui que l'Allemagne fut contrainte d'adopter pour permettre au Comité National de ravitailler la Belgique occupée et exploitée par elle. Le régime qu'elle lui concéda fut dans toute la force du terme un régime d'immunité. En vertu des conventions passées avec les ministres protecteurs, non seulement elle s'engagea à ne pas réquisitionner les biens du Comité, à respecter ses magasins, à n'exercer aucun contrôle sur ses séances, mais elle reconnut encore à ces ministres le droit d'exercer en la faveur et à la demande du Comité, un droit d'intervention qui faisait d'eux ses protecteurs légaux, et comme on eût dit au ix^e siècle, ses avoués. Comme au ix^e siècle, le Comité fut donc affranchi

ab introïtu judicum publicorum. L'intervention de l'occupant s'arrêtait aux limites de son domaine. Il n'était, si l'on peut ainsi parler, surveillé que de l'extérieur. Dans la sphère de ses attributions propres, il jouissait d'une autonomie complète.

Il lui appartenait donc tout d'abord, en vertu de cette même autonomie, de se composer comme il l'entendait et de choisir librement les membres de son personnel. Dès le premier jour, le *Comité Central* s'était constitué par cooptation. Transformé en *Comité National*, c'est suivant le même principe qu'il continua de se recruter. Aucun contrôle ne fut exercé sur son droit de s'adjoindre les personnes que leur autorité, leur compétence ou leur dévouement lui recommandaient. Ce furent pour la plupart, des hommes d'affaires, des banquiers, des industriels, des administrateurs, choisis parmi les trois grands partis. Des hommes politiques leur furent adjoints, non en vertu du mandat que leur avaient conféré les électeurs, mais en vertu de leur situation personnelle. Quant aux fonctionnaires belges restés en activité, on s'abstint de propos délibéré de faire appel à leur concours. Les obligations qu'ils avaient dû contracter à l'égard de l'occupant ne leur eussent pas permis une indépendance complète et ils se fussent trouvés continuellement tiraillés entre des devoirs et des responsabilités contradictoires. La même exclusive s'étendit aux magistrats communaux. Les associer aux travaux du Comité aurait entraîné en effet une confusion inextricable entre les services de bienfaisance organisés par les communes et placés sous la surveillance allemande, et les services ressortissant exclusivement au Comité. Il fallait qu'en toute occurrence celui-ci, pour conserver l'autonomie qui était sa sauvegarde, n'eût à répondre que de lui-même.

Le Comité de Bruxelles était le centre et le moteur de l'organisation générale qui s'étendait à tout le pays. Trop nombreux pour pouvoir y apporter l'énergie et la continuité nécessaires, il en abandonna la direction journalière à un Comité exécutif placé sous la présidence de M. Émile Francqui. C'est ce Comité qui jusqu'à l'armistice fut l'inspirateur et le guide

de la grande œuvre, je ne dis pas son chef. Car le pouvoir de donner des ordres, de subordonner à sa volonté l'activité de ses milliers d'agents lui faisant défaut, il ne pouvait que les guider par ses conseils, son expérience et son exemple. Ses collaborateurs ne furent jamais ses instruments. Au lieu d'agir sur eux d'autorité, il ne fit appel qu'à leur dévouement. La nécessité lui fit une obligation de leur laisser une très large autonomie. Il ne prétendit pas leur imposer une méthode uniforme à laquelle il n'eût pu les contraindre et qui d'ailleurs n'eût pas répondu à la diversité des situations et des besoins. Il laissa les Comités provinciaux, qui se constituèrent au chef-lieu de chaque province prendre les mesures qu'ils jugeaient les plus convenables dans l'intérêt des populations (1). Il s'abstint d'intervenir dans leur organisation ou, quand il le fit, ce fut seulement sous la forme de suggestions et de conseils.

Comme le Comité central, les Comités provinciaux se composèrent de personnalités éminentes se cooptant dans la région, en dehors de toute influence politique. Sous ces Comités fonctionnaient des Comités régionaux auxquels étaient eux-mêmes subordonnés les Comités locaux établis dans les communes. Pour ceux-ci également la cooptation était la règle. Nulle rigidité, nulle règle fixe dans leur composition. Plus ou moins nombreux suivant les compétences et les dévouements, ils n'avaient de commun que la volonté de se consacrer au salut public. Les fonctions librement acceptées étaient gratuites. Seuls étaient rémunérés les auxiliaires chargés des écritures, de la tenue des comptes, des charrois, des ventes, des inventaires, bref des opérations indispensables à la réception et à la distribution de denrées dont les chiffres cités plus haut indiquent suffisamment la quantité. Encore un grand nombre de ceux-ci travaillèrent-ils à titre purement gracieux.

(1) Seul le comité du Luxembourg siègea à Bruxelles à cause de la difficulté des communications avec cette province, et il n'entretint sur place que des délégués.

Les relations entre ces innombrables comités, locaux, régionaux, provinciaux et le Comité de Bruxelles étaient assurées par des rapports écrits, des séances collectives et un service d'inspection exercé par les comités des provinces et des régions sur ceux des communes. Au début il y eut naturellement des résistances. D'une part, la tendance du caractère belge à considérer toute règle comme une atteinte à la liberté, de l'autre, la propension des administrations communales à intervenir dans l'activité des Comités et parfois même à s'imposer à elle, empêchèrent les Comités provinciaux soit par scrupule, soit par crainte de froisser des personnes influentes ou des amis, d'instituer un contrôle indispensable pour mettre fin à des abus que la misère et l'esprit de lucre provoquaient nécessairement. Le 3 février 1916, le Comité National rappelait en termes sévères aux Comités provinciaux leur négligence à établir les services d'inspection et de contrôle. Il se plaignait de ce que des quantités exagérées de vivres eussent été vendues non seulement à des particuliers mais à des commerçants par les Comités locaux. Il laissait entendre que peu s'en était fallu que l'Angleterre, avertie des fuites par lesquelles une partie du ravitaillement s'écoulait vers l'Allemagne, n'eût été sur le point de mettre fin aux importations. Et il allait jusqu'à la menace d'exclure les provinces négligentes de la répartition des denrées. Il n'en fallut pas davantage pour que le contrôle jusqu'alors assez lâche fût organisé partout. En fait, jamais le Comité National n'eut à exécuter la menace qui était son *ultima ratio*. Spontanément une uniformité suffisante s'introduisit dans la surveillance de la distribution alimentaire. S'il subsista des abus, ils furent restreints au minimum.

Le Comité National ne cessa de multiplier ses contacts avec les Comités provinciaux. Leurs délégués se réunissaient deux fois par mois à Bruxelles avec le Comité exécutif. L'unité d'action et l'unité de vues allèrent croissant à mesure que l'expérience acquise en faisait plus clairement ressortir la nécessité. Peu à peu, une discipline volontairement consentie s'imposa non seulement aux Comités locaux mais à la population tout entière.

Il faut reconnaître que les autorités allemandes observèrent les conventions qui protégeaient l'action du Comité. Elles s'abstinrent de pénétrer dans ses magasins, de s'immiscer dans ses séances, d'entraver volontairement ses transports. Ce n'est pas qu'elles ne supportassent avec dépit l'indépendance qu'elles s'étaient vues contraintes, par la force des choses, de laisser prendre à un organisme que son caractère exclusivement belge leur rendait naturellement suspect. Elles cherchèrent plus d'une fois, par des moyens détournés, de se ménager sur lui une emprise. L'habileté du Comité et l'intervention des ministres protecteurs parvinrent toujours à faire échouer ces tentatives. En Allemagne, la presse pangermaniste ne laissait pas de protester contre une institution qui, disait-elle, faisait vivre le peuple belge dans l'abondance, alors que le Reich s'imposait les plus dures privations. Mais à mesure même que la disette s'y faisait plus cruellement sentir, l'impossibilité de se passer du Comité National s'imposait plus fortement. Que serait-il arrivé s'il avait cessé de ravitailler la Belgique, laissant ses sept millions d'habitants à la charge de l'Allemagne aux abois ?

Lorsque le premier gouverneur général de la Belgique, le maréchal von der Goltz prit l'engagement d'abandonner à la *Commission for Relief* et au Comité National le ravitaillement du pays, il ne pouvait prévoir le développement extraordinaire que l'avenir réservait à ces institutions jumelles. Absorbé par le souci des opérations militaires, il n'avait songé qu'au plus pressé. Il avait saisi avec empressement l'occasion qui lui était offerte d'abandonner à autrui une mission qui sans cela eût lourdement pesé sur ses épaules. Il ne s'avisa point d'exiger des garanties en retour de celles qu'il concédait. La *Commission* et le *Comité* mirent le temps à profit avec ardeur. La courte administration de von der Goltz leur suffit pour couvrir le territoire de leurs magasins et de leurs services. Lorsque le général von Bissing arriva à Bruxelles (décembre 1914), la situation n'était plus entière. Il était lié par la parole de son devancier. Il était trop tard pour regagner le terrain perdu.

et placer sous le contrôle allemand l'organisation qui venait de s'installer en dehors de lui (1).

Du moins s'ingénia-t-il, sans rompre les conventions internationales qui le liaient, à empêcher le Comité National d'étendre plus largement encore le champ de son activité. La politique qu'il adopta à son égard fut en somme une politique défensive. Ne pouvant le refouler, il s'efforça de l'endiguer. Aux droits que le Comité tenait de l'arrangement intervenu entre l'Allemagne et ses adversaires et que lui garantissait le patronage des ministres américain, espagnol et hollandais, il opposa les droits qui appartiennent en cas de guerre à la Puissance occupante dans le pays qu'elle gouverne. Le 25 juin 1915, il soumettait aux ministres protecteurs un plan qui, à son avis, devait régler les rapports de l'administration allemande et du Comité de façon à « garantir un travail commun et utile, fondé sur une confiance réciproque pour le bien-être de la population belge ». Il proposait entre autres que les Présidents de l'administration civile assistassent aux séances des Comités provinciaux et les Commissaires civils près les *Kreischefs*, aux séances des Comités régionaux, que les prévisions de recettes et de dépenses fussent communiquées aux Présidents de l'administration civile, et que ces mêmes Présidents fixassent de commun accord avec les Comités le prix des denrées alimentaires. Le Comité National protesta aussitôt contre ces innovations qui, en lui enlevant l'indépendance dont il avait joui jusqu'alors, eussent entraîné de la part des alliés le retrait des autorisations d'importation. L'intervention des ministres protecteurs écarta l'orage. Le 29 juillet 1915, von Bissing reconnaissait « que le Comité National et la *Commission for relief in Belgium* pourront jouir de toute la liberté d'action qui leur est dévolue par les accords intervenus entre le gouverneur général et les représentants des Puissances neutres » (2). En revanche, l'assurance

(1) H. WAENTIG, *Belgien*, p. 29 (Halle, 1919), dit très justement : « Leider hat die deutsche Verwaltung die Tragweite jener politischen Schöpfung zu spät erkannt. Viel zu spät jedenfalls um die mittlerweile ins riesenhafte ausgewachsene Organisation auf das unserem Interesse dienliche Mass zurückbilden zu können. »

(2) *Rapport du Comité*, p. 165.

était renouvelée par ceux-ci que l'œuvre « humanitaire » du Comité continuerait à ne pas « porter atteinte aux droits qui reviennent à l'occupant du pays, et aux intérêts dont il a la charge ».

La question des vivres indigènes donna lieu à de nouvelles difficultés. Comme on l'a déjà dit, le gouvernement anglais entendait n'autoriser les importations que moyennant l'assurance que l'Allemagne ne réquisitionnât pas les produits alimentaires du pays. Cette assurance lui avait été donnée dès le mois d'octobre 1914. En mars 1915, cependant, von Bissing déclarait en exempter certaines denrées qui, comme l'avoine, la paille, le foin, les pommes de terre et le sucre, n'étaient pas importées ou ne l'étaient que dans une très faible mesure. Cette restriction fut énergiquement combattue par le gouvernement britannique. Le 31 décembre 1915, Sir Edward Grey se plaignait hautement de ce que l'Allemagne continuât à acheter à son profit quantité de vivres produits par l'agriculture belge. Il exigeait que toute exportation de ces vivres en dehors du territoire fût interdite « à cette seule exception près que le Comité National et la *Commission for relief in Belgium* pourront être autorisés à exporter vers le nord de la France, pour y être distribués par leurs soins, les vivres dont il y a un excédent certain pour les besoins présents et futurs de la Belgique ». Il ajoutait qu'à défaut d'obtenir satisfaction, il reprendrait toute sa liberté à l'égard de la *Commission for relief*, dont les opérations étaient devenues, sans qu'il y eût de sa faute, un système de remplacement au lieu d'un système d'assistance et encourageaient les Allemands à s'emparer des ressources du pays (1). En présence d'une telle menace et du cataclysme que son exécution eût fait s'abattre à la fois sur la Belgique et sur l'Allemagne, il ne restait qu'à s'exécuter. A la suite de pourparlers menés par les ministres neutres et M. Francqui, qui reçut l'autorisation d'accompagner à Londres, en janvier 1916, le marquis de Villalobar, le gouverneur général s'engagea à

(1) *Ibid.*, p. 85 et suiv.

prohiber l'exportation de toutes matières servant à l'alimentation humaine ou à celle du bétail, hormis certains produits (chicorées, légumes, fruits), dont les disponibilités dépasseraient les besoins de la population du territoire occupé. Il promettait de donner l'ordre à l'intendance militaire de ne plus acheter ni réquisitionner ces matières. En revanche, il obtint que les achats individuels faits par des personnes appartenant à l'armée fussent tolérés, à condition qu'ils n'eussent pas de caractère systématique. En somme, il capitulait (14 avril 1916).

Si depuis lors les vivres indigènes furent exclusivement réservés à la population belge, le Comité National ne parvint pas à obtenir le droit de les distribuer. De très bonne heure, l'administration allemande avait établi sous le nom de *Zentrale* des organismes relevant exclusivement d'elle et qui étaient pourvus du droit de saisir et de réglementer la distribution des produits du sol. Il y avait de ces *Zentrale* pour les blés (*Erntezentrale*) pour le sucre, pour les pommes de terre, etc. Ainsi, à côté du Comité National le gouverneur général conservait la haute main sur toutes les denrées indigènes, ne lui laissant que la répartition des denrées importées. Tout ce que le Comité et les ministres purent obtenir, fut la création de Comités consultatifs dans lesquels entrèrent quelques délégués du Comité et qui eurent pour mission de renseigner les Centrales.

Au ravitaillement proprement dit ne se bornait pas le rôle du Comité. Comme son nom l'indique, il s'était réservé une double tâche : à celle de l'alimentation s'ajoutait celle du secours. Deux départements affectés à ces deux faces de son activité existaient aussi bien dans le Comité central que dans tous les sous-comités. Sous le nom de secours étaient compris les moyens les plus divers de venir en aide aux nécessiteux : soupes populaires, distribution gratuite ou à prix réduits de pain ou de vivres, de combustible, de vêtements. Les ressources de ce département lui étaient fournies par le département d'alimentation qui mettait à sa disposition les recettes provenant de la vente des marchandises, ainsi que

les dons et souscriptions recueillis en Belgique et à l'étranger.

Au secours dans son acception primitive, ne tardèrent pas à s'adjoindre de nouveaux services. La situation du pays faisait surgir continuellement des besoins auxquels répondaient des œuvres spéciales suscitées par la charité et le patriotisme. Le Comité National en créa lui-même un grand nombre qui formèrent autant de sections dans son département général de secours. Telles furent : *l'Aide et protection aux familles d'officiers et de sous-officiers privées de leur soutien par suite de la guerre*, *l'Aide et protection aux familles privées de leur soutien par suite de la guerre*, *l'Aide et protection aux sans-travail nécessiteux* (1), *l'Aide et protection aux dentellières*, *la Commission d'alimentation de l'enfance*, *l'Aide et protection aux œuvres de l'enfance*, *l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre*, *l'Aide et protection aux sans logis*, *aux réfugiés*, *aux étrangers*, *aux artistes*, *aux invalides de guerre*, *aux médecins et pharmaciens belges sinistrés*, *aux églises sinistrées*. Indépendamment de ces œuvres suscitées par lui, le Comité patronnait encore : la *Société coopérative d'avances et de prêts*, instituée pour payer aux fonctionnaires de l'État en non-activité une portion de leur traitement et pour faire aux créanciers de l'État des avances sur les titres établissant leurs créances ; l'*Auxiliaire des sociétés d'habitations ouvrières*, créée en vue de procurer aux acquéreurs d'habitations ouvrières des facilités de paiement ; la *Ligue nationale belge contre la tuberculose* ; l'*Union des villes et des communes belges*, qui s'occupait de la construction d'abris pour les malheureux dont la guerre avait détruit les foyers, et faisait les études préparatoires pour la reconstruction des localités en ruines ; l'*Agence de renseignements pour les prisonniers de guerre et les internés* ; la *Cantine du soldat prisonnier* et la *Caisse du soldat belge*, qui organisaient les envois de colis aux Belges prisonniers en Allemagne et veillaient au ravitaillement des internés nécessaires.

Le fonctionnement de toutes ces œuvres et la diversité

(1) Elle cessa ses opérations le 1^{er} novembre 1917, lors de la création du secours alimentaire.

des services qu'elles rendaient faisaient du Comité National une véritable puissance. De très bonne heure, cette sorte de tutelle qu'il exerçait sur les malheureux (et la guerre avait plongé dans le malheur la moitié du peuple), inquiéta le gouverneur général. Dans les premiers mois de 1915, un accord avec les ministres protecteurs le fit s'engager à laisser subsister les institutions existantes ; mais son autorisation devrait être requise à l'avenir pour en créer de nouvelles. De même que par l'organisation des *Centrales*, il maintenait son intervention dans l'alimentation du pays et restreignait ainsi l'activité du Comité, de même il espéra, en soumettant la *Croix-Rouge* à son influence, pouvoir lui faire également la concurrence dans le domaine des secours. Au mois d'avril 1915, le Comité directeur de la Croix-Rouge de Belgique était dissous et remplacé par une administration centrale sous la dépendance du gouverneur général. Toutes les autorités, sociétés ou associations privées ou autres, comités, etc., qui se trouvaient en rapports officiels ou en relations d'affaires avec l'ancien Comité directeur ou en recevaient des instructions, furent avertis de n'avoir plus de relations qu'avec la nouvelle direction allemande. Le but de cette innovation était visiblement de faire passer sous le contrôle du gouverneur général l'organisation de la charité, en détournant la Croix-Rouge de la mission spéciale qui lui était assignée. De Genève, l'administration centrale de celle-ci protesta immédiatement, engageant tous ses affiliés dans le monde entier à s'élever avec elle contre une mesure qui l'assimilait à un simple rouage de l'État et lui enlevait son autonomie. Au reste, le résultat espéré ne se produisit pas. Aucune des innombrables associations charitables du pays n'accepta de se subordonner à la Croix-Rouge devenue institution allemande et de faire concurrence sous son patronage au Comité National.

Cet échec aviva naturellement la lutte sourde que se livraient, sous la forme correcte de correspondances officielles, le Comité soutenu par l'opinion publique et le gouverneur général disposant de la force. Tous les efforts du premier pour étendre son action se heurtèrent à une résistance obstinée. Le

23 novembre 1915, ordre était donné au Comité de fermer les cours qu'il avait institués pour les chômeurs indigents. La même mesure atteignit, le 10 juillet 1916, les cours ménagers d'économie domestique, organisés depuis le printemps de 1915 par la section agricole. Quinze jours plus tard, le Comité était averti d'avoir à renoncer à ses études sur l'assèchement des terrains et l'amélioration des eaux dormantes. L'initiative qu'il avait prise de fournir de livres le Comité des œuvres de lecture populaire fondé à Bruxelles le 14 juillet 1915, donnait de trop beaux résultats pour ne pas éveiller à son tour une méfiance toujours en éveil. En un an, 313 nouvelles bibliothèques avaient été ouvertes et 18.920 volumes distribués aux 1.176 bibliothèques existantes. Défense fut faite (11 octobre 1916) de continuer plus longtemps une activité si salutaire au maintien de la santé morale d'une population livrée pour la plus grande partie à l'oisiveté. L'intervention des ministres protecteurs échoua contre le parti pris de von Bissing. Interprétant littéralement les conventions qui protégeaient le Comité, il était résolu à limiter son activité aux œuvres d'alimentation et de prévoyance sociale. Et il est certain que l'intérêt de l'Allemagne lui imposait cette conduite, de même que l'intérêt national poussait le Comité à ne négliger aucune occasion d'étendre, en même temps que ses services, l'influence qu'il exerçait au détriment de l'occupant.

Cette influence, on l'a déjà dit, la presse censurée ne cessait de la combattre. Toute irrégularité dans la distribution ou l'arrivage des vivres, tout abus dont se rendait coupable l'un des innombrables agents du Comité, étaient aussitôt transformés en preuves de l'impéritie, de la négligence ou de la malhonnêteté des dirigeants de l'institution. Et ces attaques ne manquaient pas toujours leur effet sur des esprits aigris par la misère. On ne voulait pas, ou plutôt on ne pouvait pas se rendre compte des difficultés formidables que la désorganisation des transports suscitait au ravitaillement du pays. En somme, le nombre de ceux qui connaissaient exactement la situation était très restreint. Beaucoup confondaient le Comité National avec la *Commission for Relief in Belgium* et attri-

buaiement exclusivement aux Américains ce qu'ils devaient à la collaboration des Américains avec les Belges. Mais le prestige qui entourait l'Amérique desservait l'Allemagne. La bienfaisance des États-Unis paraissait attester à la fois leur sympathie pour les Belges et leur réprobation pour l'envahisseur. Néanmoins, la suspicion que les journaux soudoyés par l'occupant s'efforçaient de jeter sur le Comité n'influença que très faiblement l'opinion. Dans son immense majorité, le peuple répondit aux intentions des patriotes qui veillaient sur lui, et il contribua ainsi au succès d'une œuvre qui ne pouvait réussir qu'à la condition de rencontrer partout les dévouements et les concours qu'elle n'avait pas le droit d'exiger.

Le fonctionnement du Comité National, tel que nous avons essayé de le décrire, s'explique tout d'abord par l'exiguïté du territoire belge. Il eût été impossible dans un grand État. Pour réussir, il fallait qu'un contact permanent pût s'établir entre le Comité de Bruxelles et les sous-comités provinciaux d'où les directives reçues du centre pénétraient jusqu'aux moindres hameaux. Il fallait encore que les hommes qui dirigeaient l'action commune se connussent personnellement et éprouvassent les uns pour les autres la confiance mutuelle indispensable au maintien d'une organisation dépourvue de toute autorité officielle et jalousement surveillée. Grâce au peu d'étendue du pays et à la facilité des communications, tous les membres du Comité central s'étaient trouvés longtemps avant la guerre en rapports les uns avec les autres et avec les membres les plus influents des Comités provinciaux. Appartenant presque tous au monde des affaires, ils avaient eu de multiples occasions de se voir et de s'apprécier dans les comités industriels, les banques, les conseils d'administration dont ils faisaient partie. Il existait entre eux une sorte de camaraderie sociale admirablement adaptée au rôle nouveau qu'ils venaient d'assumer. Ces hommes que les affaires avaient associés se trouvaient associés maintenant pour une tâche qui supposait justement la compétence qu'ils avaient acquise durant la paix. Il ne leur fallait faire aucun effort pour se représenter dans son angoissante réalité la situation du

pays. Ils la voyaient pour ainsi dire étalée sous leurs yeux ; ils la sentaient de façon concrète parce qu'ils la connaissaient d'expérience personnelle avec ses usines, ses agglomérations industrielles, ses grandes villes qu'ils avaient si souvent parcourues et dont les noms évoquaient aussitôt l'image dans leurs esprits.

La densité de la population fut encore une condition favorable à l'efficacité du Comité. Plus les habitants étaient proches les uns des autres, plus il était aisé d'organiser et de surveiller la distribution des vivres et des secours, dès que l'on avait surmonté la difficulté de leur arrivage. Si détériorées qu'elles fussent et bien qu'occupées par l'administration militaire, les voies de communication étaient tellement nombreuses qu'elles suffirent toujours à assurer le ravitaillement.

Mais ce fut la nation elle-même qui permit au Comité de réaliser son œuvre de salut public. Sans les milliers de collaborateurs qu'elle lui fournit dès le premier jour, il eût été réduit à l'impuissance (1). La vie sociale et politique du peuple belge sauvegardèrent, si l'on peut ainsi dire, sa vie matérielle. Dans ce pays pour lequel le travail était une nécessité primordiale, il suffit de demander des auxiliaires pour les obtenir. Et leur bonne volonté répondait à leurs aptitudes. La décentralisation politique, la multitude des associations privées de charité, des syndicats, des sociétés de coopération, d'assurance et même de simple agrément avait généralisé l'amour de l'action et le goût de la responsabilité. L'ambition personnelle qui faisait rechercher les mandats publics, les présidences, les fonctions municipales, se tourna maintenant vers les comités de bienfaisance. La surabondance des candidats fut beaucoup plus fréquente que leur défaut. Habitué à s'occuper lui-même de ses affaires pendant la paix, le peuple sut s'en occuper aussi pendant la guerre. La décentralisation des services du Comité National lui facilita sa tâche au lieu de lui nuire. On se fût défié d'une organisation imposée d'autorité, réglementée,

(1) Cf. VON KÖHLER, *op. cit.*, p. 73.

hiérarchisée. On s'offrit au contraire avec empressement à une œuvre qui abandonnait un large champ à l'initiative privée, laissant les personnalités locales jouer sur place un rôle que faisait rechercher à la fois son utilité et la considération qu'il conférait. On entra dans les bureaux et les magasins du Comité comme on entra jadis dans les conseils communaux, par besoin d'agir, par appétit de popularité, par désir de se distinguer. Le *Self government* invétéré dans la nation par son histoire lui vint en aide aux jours du péril. Le Comité National, réduit à ne compter que sur le peuple, trouva donc au sein même du peuple les moyens d'action qui lui étaient indispensables. Il sauva la nation avec la collaboration de la nation elle-même. Surpris par les résultats obtenus au milieu des circonstances les plus difficiles, les Allemands qualifièrent son œuvre de « géniale », parce que leur tournure d'esprit si différente de celle des Belges ne leur permettait pas de comprendre qu'elle était tout simplement une manifestation du caractère national.

L'établissement de ce que l'on pourrait appeler le « front commun », présenté à l'occupant par les milliers d'auxiliaires du Comité National s'effectua d'une manière très simple. Tous les jeudis, les présidents et les représentants des Comités provinciaux s'assemblaient à Bruxelles autour du Comité exécutif, sous la présidence de M. Émile Francqui. La séance terminée, on déjeunait à la Taverne Royale en compagnie de personnalités politiques, de magistrats communaux des grandes villes, de patriotes et d'hommes d'œuvres. Au cours de la conversation, on se mettait d'accord sur l'attitude à prendre en cas de conflit. Toutes les parties du pays étant représentées à ces rendez-vous, les directives se transmettaient sans retard. Dès le lendemain, elles étaient communiquées aux Comités provinciaux d'où elles atteignaient aussitôt les Comités locaux. « Les Allemands étaient stupéfaits de se voir opposer des raisons similaires dans toutes les communes. Telle raison qui leur eût paru suspecte si elle n'avait été donnée que par les administrateurs des grandes villes dont ils connaissaient l'hostilité, prenait à leurs yeux une toute autre valeur si elle leur

revenait du fond des provinces comme présentée par le bourgmestre d'une commune ignorée (1). »

Pour apprécier la grandeur de l'œuvre du Comité National, il suffit de se demander ce qu'il fût advenu du peuple belge s'il n'avait pas existé. De toute évidence, personne ne se fût trouvé capable de le suppléer. Hors d'état d'alimenter la Belgique de son propre fonds, l'Allemagne eût pu tout au plus s'abstenir de confisquer à son profit les vivres indigènes et permettre à la Hollande et à la Suisse d'importer leur superflu dans le territoire occupé. Mais les vivres indigènes, on l'a déjà dit, ne suffisaient pas à entretenir l'existence d'une population surabondante. La Suisse ne pouvait fournir que bien peu de choses. La Hollande, mieux approvisionnée, était incapable de pourvoir au déficit alimentaire des Belges. On put pourtant en faire venir une quantité assez considérable de denrées jusqu'à ce que, au mois de juillet 1916, l'autorité allemande eut interdit ces importations pour des motifs financiers (2). Il faut noter encore que, le 5 décembre 1914, le gouvernement hollandais avait créé un Comité officiel chargé de secourir non seulement les nombreux Belges réfugiés en Hollande, mais aussi ceux qui habitaient la région frontière. Dans la suite, ce Comité étendit son action à tout le territoire occupé où il créa des sous-comités rattachés à un Comité central établi à Bruxelles. En fait, il distribua surtout des pains, dont 52 millions de kilos furent introduits et répartis par lui en 1916.

Mais ce n'étaient là que des palliatifs. Il reste donc que l'existence matérielle des sept millions de Belges soumis à l'occupation allemande dépendit essentiellement, de 1914 à 1918, de la collaboration de la *Commission for Relief* avec le Comité National. Le pain constituant par excellence l'alimentation du peuple belge, ils consacrèrent le meilleur de leurs efforts à l'importation du blé. Une ration quotidienne de 250 grammes

(1) J'emprunte cette phrase à une note qu'a bien voulu me communiquer M. Louis Franck, qui, jusqu'à sa déportation en Allemagne, présida les déjeuners de la Taverne Royale.

(2) Son but était de défendre le change allemand que les exportations de fonds belges en Hollande dépréciaient. HENRY, *Le Ravitaillement de la Belgique*, p. 167.

de farine devait être assurée à chaque habitant. Les blés indigènes saisis par l'Allemagne étaient vendus par elle au Comité National qui les répartissait sous sa surveillance. On a calculé que, de ce chef, les disponibilités par tête et par jour furent en 1915 de 108 grammes, en 1916 de 69 grammes, en 1917 de 82 grammes. Il faut reconnaître que la répartition des blés souffrit gravement de dépendre, pour les blés indigènes de l'administration allemande, et pour les blés exotiques du Comité National. L'unité de direction eût épargné bien des peines, du gaspillage et des fraudes. Mais le gouverneur général ne voulut pas, en cédant aux instances du Comité National, en augmenter encore l'action et l'influence. Le soin que mettait le Comité à conserver son autonomie sous le patronage des ministres neutres était une raison suffisante de ne rien lui abandonner volontairement. Deux organismes distincts ne cessèrent donc d'exister. A côté des magasins et des bureaux du Comité, des magasins et des bureaux fonctionnant sous le contrôle allemand furent organisés par les communes. La présence de délégués du Comité National dans les Comités consultatifs dont il a été question plus haut n'amena point et ne pouvait amener une entente profitable entre deux organisations qui tout en coopérant à la même œuvre éprouvaient l'une pour l'autre une mutuelle défiance.

La *Commission for Relief* et le Comité National ne parvinrent pas toujours, malgré tous leurs efforts, à procurer à la population la ration de pain qu'ils se proposaient de lui fournir. Du mois d'août au mois d'octobre 1916, il était entré en Belgique 220.000 tonnes de froment, soit en moyenne 73.000 tonnes par mois. Mais en novembre l'importation tombait à 40.000 tonnes, à 34.000 tonnes en décembre, à 47.000 en janvier 1917 et à 24.000 en février. Le renforcement de la guerre sous-marine empira sensiblement la situation. En mars 1917, il n'arriva que 5.745 tonnes de froment. Des hauts et des bas angoissants se manifestèrent constamment depuis lors. Il fallut diminuer les rations de pain et mélanger le maïs et l'orge avec le froment ; c'est seulement au mois de juillet 1918 que la crise fut surmontée.

A envisager les choses dans leur ensemble il faut reconnaître que l'alimentation de la Belgique pendant la guerre fut insuffisante. Les classes aisées parvinrent à se procurer grâce au commerce clandestin un surplus de vivres. Quant aux paysans producteurs de grains, leur situation, on l'a déjà vu, était largement assurée. Il était impossible à l'administration allemande de contrôler exactement leurs amblavures. En règle générale, elles furent toujours estimées au-dessous de la réalité, si bien que les cultivateurs disposèrent d'un reliquat dont ils se servirent non seulement pour leur propre consommation, mais aussi pour réaliser de fructueux bénéfices par des ventes subreptices. Mais la population des régions industrielles et celle des grandes villes eut à supporter de très dures privations, qu'aggravèrent durant l'hiver la pénurie des moyens de chauffage. Les chômeurs et la petite bourgeoisie furent particulièrement éprouvés. Ils supportèrent leur détresse avec un courage et une résignation inattendus.

Les craintes que l'on avait eues de soulèvements provoqués par la disette ne se réalisèrent pas. S'il y eut çà et là quelques grèves, comme celle que le manque de pommes de terre fit éclater dans le Borinage au printemps de 1916, elles ne durèrent pas et ne présentèrent aucune gravité. Pour insuffisante qu'elle fût, la ration quotidienne permit cependant à tous ceux dont la résistance physique était normale, de traverser les années terribles. Le taux de la mortalité s'éleva sans atteindre pourtant, semble-t-il, des proportions aussi élevées qu'en France et en Allemagne. Il arriva même que la mortalité infantile décrut. La sollicitude que le Comité National et quantité d'institutions charitables déployèrent en faveur des nourrissons des classes pauvres généralisèrent des pratiques d'hygiène qui jusqu'alors avaient été très insuffisamment répandues parmi le peuple. Dans presque toutes les localités la *Goutte de lait*, œuvre charitable organisée par des femmes de la bourgeoisie, prit soin des enfants en bas âge et particulièrement des enfants débiles. Au milieu de la misère des adultes, la petite enfance grandit dans des conditions plus favorables qu'avant la guerre.

Peut-être la petite bourgeoisie fut-elle de toutes les classes sociales la plus pitoyable victime des événements. Les employés, les petits rentiers, les fonctionnaires pensionnés ou sans emploi se voyaient privés de ressources soit par la fermeture des usines, soit par le non-paiement ou le paiement insuffisant de leurs rentes, de leur traitement ou de leur pension. Le Comité National, ici encore, leur apporta un précieux secours. En retour des fonds que lui avança le gouvernement belge, il se chargea de payer les agents de l'État privés de leurs fonctions. Néanmoins les souffrances de la petite bourgeoisie étaient d'autant plus grandes que par dignité personnelle elle hésitait à recourir à la charité publique. L'œuvre du *Secours discret* fut instituée pour lui venir en aide. Des comités s'organisèrent dans toutes les grandes villes qui permirent à des milliers de malheureux de traverser la crise sans être obligés d'afficher leur détresse.

Le Comité National agit autant sur les esprits que sur les corps. Sans doute, il lui était interdit de s'adresser directement à l'opinion et il n'essaya jamais de se départir de la neutralité qui lui était imposée par la convention à laquelle il devait son existence. Mais justement son existence même suffisait pour maintenir dans la nation le courage et l'espoir. De se savoir soutenue par des compatriotes, elle recevait une confiance en soi-même qui l'empêchait de s'abandonner à son sort. Les 125.000 agents du Comité étaient 125.000 instruments d'énergie et de *self-help*. L'entr'aide des Belges dans le malheur commun conservait en eux la conscience de la solidarité de leurs destinées et la volonté de rester unis. La conscience nationale ne se révéla jamais mieux qu'en ces années de détresse, parce que jamais elle ne s'était manifestée sous une forme aussi salubre. Tous les partis se groupèrent spontanément autour du Comité. Ses réunions hebdomadaires étaient les seules assemblées où des Belges pussent librement s'entretenir de leurs affaires, si bien que sous le couvert de la bienfaisance, elles réchauffaient à la fois le sentiment patriotique et le sentiment civique.

Le Comité se rendait trop bien compte de ce que l'influence morale qu'il exerçait dépendait de son indépendance à l'égard

du pouvoir occupant pour ne pas veiller jalousement sur elle. La sympathie dont il se sentait entouré par les ministres protecteurs et les échos qui lui arrivaient de la compassion et de l'admiration du monde pour la Belgique, renforçaient l'énergie avec laquelle il ne cessa de résister aux tentatives de l'Allemagne pour s'ingérer dans sa mission. Sa popularité mondiale faisait de lui, malgré sa faiblesse, un adversaire redoutable. Le gouverneur général ne se trompait pas en le considérant comme un État dans l'État. Grâce à lui, en effet, la nation envahie et dominée par la force continua d'exister. Elle eut cette fortune, dans les moments où la grande affaire était de vivre, de ne devoir sa vie qu'à une institution née d'elle-même et qui ne put et ne voulut agir qu'en collaboration avec elle. Comme Ernest Solvay le disait le 26 novembre 1914, le Comité National fut et resta jusqu'au bout « une espèce de gouvernement provisoire, paternel, de bonne volonté », qui ne devait disparaître qu'avec la disparition de l'occupant.

CHAPITRE VII

L'exploitation du pays (1)

§ I. — L'EXPLOITATION RATIONNELLE ET LA DÉPORTATION DES TRAVAILLEURS

La violation de la neutralité belge découle d'un plan militaire conçu depuis longtemps par le Grand État-major allemand. Elle s'explique par le dessein d'en finir rapidement avec l'adversaire de l'Ouest pour se jeter ensuite avec toutes ses forces sur celui de l'Est. Elle avait pour but de terminer promptement la guerre par deux coups de massue, l'un à gauche tout d'abord, puis l'autre à droite. Tous les calculs stratégiques qui devaient en assurer la réussite avaient été longuement mûris. Mais ils se fondaient sur une hypothèse qui les déjoua. Cette hypothèse était celle d'une campagne foudroyante qui eût mis la France hors de combat avant que l'Angleterre eût le temps de se reconnaître et de déclarer la guerre. Surprise par la soudaineté des événements, on comptait ou qu'elle conserverait la neutralité ou qu'au pis aller elle n'en sortirait que lorsque les armées allemandes tenant la côte de Flandre, Dunkerque et Calais, posséderaient sur la mer du Nord et sur la Manche des postes qui leur permettraient de la menacer et de paralyser ses efforts. La Belgique n'était pas considérée

(1) On se référera pour ce chapitre aux travaux de Ch. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *L'Industrie belge pendant l'occupation allemande*, et de F. PASSELECQ, *Déportation et travail forcé des ouvriers et de la population civile de la Belgique occupée*, parus dans la série belge de cette collection.

comme capable de déranger ces combinaisons. Elles supposaient soit qu'elle se résignerait à accepter l'ultimatum, soit qu'elle se bornerait à une résistance de pure forme et dont il était inutile de se préoccuper. Tout avait été admirablement prévu dans l'éventualité du succès. Il semble en revanche que l'on ne s'était pas préoccupé de celle de l'échec, et elle était terrible.

Car la déclaration de guerre de l'Angleterre dès le 4 août 1914, le temps perdu aux sièges de Liège et de Namur et la nécessité de surveiller l'armée belge, posaient tout à coup le problème sous une forme inattendue. Au lieu de surprendre ses adversaires, l'Allemagne était surprise par eux. Lorsque les fronts se furent stabilisés sur la Marne et sur l'Yser, il devint évident qu'à l'espoir d'une guerre courte et triomphante se substituait l'amère réalité d'une guerre d'usure. La victoire ne dépendait plus du mouvement des armées sur les champs de bataille, mais de l'endurance des nations belligérantes. Elle appartiendrait à celles dont les forces matérielles et les forces morales résisteraient le plus longtemps à l'épuisement final.

Or, le blocus maritime organisé par l'Angleterre mettait l'Allemagne dans une situation d'éclatante infériorité vis-à-vis de ses ennemis. Pour le rompre, il eût fallu qu'elle pût du moins disposer d'un débouché à l'Ouest et bloquer la Manche. La possession de la côte de Flandre n'avait qu'une valeur négative dès lors que Dunkerque et Calais restaient inaccessibles. Elle pouvait servir et elle servit en effet à harceler l'adversaire, à lancer contre lui des sous-marins, à entraver ses transports militaires et son ravitaillement. Mais elle ne pouvait donner à l'Allemagne le libre accès à la mer. Vis-à-vis de ses ennemis, auxquels les richesses du monde entier restaient accessibles, elle se trouvait confinée dans cette partie de l'Europe centrale que dessinait autour d'elle la ligne des tranchées. A son propre territoire s'ajoutaient, en ne le doublant pas même, la Belgique, le nord de la France et les parties envahies de la Russie et de la Pologne. C'est sur eux qu'elle se voyait contrainte de vivre. Pour soutenir la lutte, elle n'avait d'autre moyen que d'en utiliser toutes les ressources. Son salut était

à ce prix. La nécessité qui la contraignait à exploiter son propre peuple ne pouvait lui faire épargner les peuples ennemis momentanément conquis par ses troupes. De même que Napoléon avait jadis imposé à l'Europe le blocus continental, de même elle étendit son économie de guerre à tous les pays qu'elle occupait (1). Son génie d'organisation et les perfectionnements de sa technique lui permirent de réaliser durant quatre ans la tâche grandiose d'en mobiliser toutes les forces, physiques et humaines, au profit de ses buts militaires. L'inhumanité qu'elle reprochait au blocus dont ses ennemis l'étouffaient lui parut justifier l'inhumanité des moyens de défense qu'il la contraignait à prendre. Elle fut impitoyable parce qu'elle devait l'être sous peine d'accepter la défaite, et elle ne le fut guère moins pour elle-même que pour les autres. L'exploitation de la Belgique, dans ces conditions, était inévitable. Elle parut d'autant plus atroce que le peuple belge était plus innocent de la guerre dans laquelle il était entraîné et sa dévastation souleva d'autant plus d'horreur qu'il était plus riche et plus laborieux. Mais comment eût-il été possible de lui épargner le sort qui pesait si lourdement sur les populations allemandes ? Tombé aux pouvoirs du vainqueur, il devait nécessairement lui être sacrifié.

Il fut, à vrai dire, la victime de l'erreur tragique du Grand État-major. Il est à peu près certain, en effet, que si au lieu de s'abandonner à l'hypothèse d'une guerre courte et victorieuse, les auteurs du plan de campagne avaient prévu le cas d'une guerre d'épuisement, ils se fussent gardés d'envahir la Belgique et d'attirer sur eux, avec la réprobation universelle, l'odieux du régime qu'ils furent contraints de lui infliger. La longue durée de la guerre rendait inutile l'occupation de ce pays. Sans doute, il fournit à l'Allemagne une riche proie. Mais combien ne lui eût-il pas été plus profitable s'il avait conservé sa neutralité et eût contribué, comme le firent la Hollande, la Suisse et la Suède, à lui fournir par le commerce des subsis-

(1) « Nous avons été contraint, disait Napoléon, d'opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous. »

tances qui eussent certainement été plus abondantes que celles dont il fut dépouillé par force au milieu de l'indignation du monde.

La crise économique que l'invasion fit s'abattre sur la Belgique ne fut tout d'abord qu'un simple réflexe de la guerre. L'Allemagne ne la provoqua certainement pas de propos délibéré. Si ses réquisitions furent énormes, c'est que les besoins de ses armées l'étaient aussi. Imposées par l'autorité militaire en pleine période d'opérations stratégiques, elles n'eurent d'autre but que d'approvisionner les troupes en campagne. Elles se firent par à-coups, au gré des circonstances. Leurs exactions brutales bouleversèrent le pays sans autre intention que de parer aux nécessités immédiates de l'offensive. On peut d'autant moins les rattacher à un plan quelconque d'exploitation systématique qu'un tel plan n'existait pas encore. C'est seulement le 13 août que fut créé au ministère de la Guerre à Berlin la *Deutsche Kriegsrohstoffabteilung*, qui avait pour but de mettre à la disposition de l'administration militaire toutes les matières premières se trouvant tant en Allemagne que dans les pays occupés par l'Allemagne.

La Belgique devait tôt ou tard ressentir les atteintes de ce formidable organisme. Il faut observer cependant que ce n'est que dans le courant de l'année 1916 qu'elle fut abandonnée à son emprise. Jusque-là, il semble bien que l'administration civile et l'administratoir militaire ne se soient pas trouvées d'accord sur le système à lui appliquer. Celle-ci, plus impatiente et désireuse de réalisations immédiates, eût voulu soumettre le pays sans tarder à l'état de siège économique. Celle-là plus prudente, plus soucieuse aussi de l'opinion publique, préférait un traitement moins radical. Il lui apparaissait que l'intérêt de l'Allemagne recommandait de ne pas épuiser les ressources du riche territoire dont elle venait de faire la conquête. Elle se flattait même, durant quelque temps, d'y conserver une activité qui peut-être, à la longue, lui eût concilié la population et eût pu l'induire à travailler de bon gré au profit de son vainqueur. Elle hésita certainement à abattre l'arbre pour en cueillir le fruit. A la manière forte, elle préférait une méthode

plus souple et plus conservatrice. D'accord avec l'État-major pour exploiter la Belgique à l'avantage de l'Allemagne, elle chercha assez longtemps à faire prévaloir dans les modalités de cette exploitation, les vues que lui inspirait la connaissance directe de la situation du pays.

Dès le 2 septembre 1914, le feld-maréchal von der Goltz affirmait dans sa proclamation au peuple belge que « les citoyens désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. *Autant que faire se pourra*, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées. » Les mots *autant que faire se pourra* visent évidemment les restrictions imposées au fonctionnement normal de la vie économique par l'état de guerre, comme la mise sous contrôle des banques (18 septembre), et l'interdiction d'effectuer des paiements à l'ennemi (3 novembre). On ne peut les considérer comme une allusion à des mesures d'une portée plus étendue. Le feld-maréchal semble bien avoir envisagé la possibilité d'un avenir réservant à la Belgique une situation aussi avantageuse que pouvait le permettre les circonstances. Les termes de sa lettre du 16 octobre au *Comité Central de secours et d'alimentation* confirment encore cette manière de voir. Il lui exprime sa « vive satisfaction » et « n'hésite pas à donner formellement et expressément l'assurance que les vivres importés par lui seront exempts de réquisition de la part des autorités militaires ». Nul doute que ces expressions n'aient été choisies à dessein et ne traduisent l'espoir de réduire au minimum les souffrances que la violation de la neutralité belge devait entraîner pour le pays. Au reste, von der Goltz absorbé par le souci des opérations militaires, laissa se commettre des exactions qu'il ignore ou qu'il ne put empêcher. Son successeur von Bissing se plaignait, au mois de juin 1915, des enlèvements de matières premières qu'il avait laissé faire « sans ménagements ».

C'est le 26 octobre 1914 que se manifesta pour la première fois l'influence du *Kriegsministerium* dans l'économie de la Belgique. En vertu d'un arrêté de ce jour, quantité de matières étaient soumises à la surveillance d'un commissaire

établi à Bruxelles, lequel pourrait décider de leur cession à l'Empire allemand ou à des tiers au prix que fixerait une commission nommée par le ministre de la guerre à Berlin. Parmi ces matières premières figurent déjà des produits nécessaires à l'industrie : cuivre, plomb, zinc, coton, jute, laines, chanvre, fils et produits manufacturés de ces matières, peaux, cuirs, caoutchouc, graisses, huiles minérales, benzine, etc. Le 20 novembre venaient s'y adjoindre le goudron, le lin, l'oléine, etc. Ainsi la saisie générale de toutes les matières pouvant servir aux besoins de la guerre s'étendait à la Belgique occupée. Aux réquisitions purement militaires du début commençait à se substituer le plan d'ensemble d'exploitation économique rationnelle conçu par Walther Rathenau.

Il devait s'imposer de plus en plus sous l'administration von Bissing (2 décembre 1914). La lecture du tableau des arrêtés pris en matière économique à partir de cette date montre les progrès constants de l'emprise allemande non seulement sur les stocks, mais sur l'outillage du pays. Dès le 22 février 1915, l'exportation des machines à travailler le métal était interdite, sauf pour celles qui étaient exportées par les ordres du gouverneur général. Et ces ordres durent être fréquents puisque, en juin suivant, von Bissing constatait que des milliers de machines avaient été transportées de Belgique en Allemagne pour servir à la fabrication des munitions.

L'attribution aux tribunaux militaires de toutes les infractions aux arrêtés concernant les déclarations ou les saisies en augmentait singulièrement la rigueur pour les Belges et l'efficacité pour l'Allemagne. L'armée jugeait en dernier ressort des confiscations faites dans son intérêt.

La contribution de 40 millions par mois imposée à la Belgique le 10 décembre 1914, ajouta aux prélèvements en nature un prélèvement financier. La facilité avec laquelle il fut perçu engagea, dès 1916, le ministre de la guerre à le porter à 50 puis à 60 millions par mois. La Belgique lui semblait assez riche pour contribuer à supporter les charges du trésor allemand. Il lui paraissait au surplus qu'elle devait « avoir proportionnellement une part égale à celle de l'Allemagne dans les frais

de la guerre ». Cette politique qui devait nécessairement en épuiser les ressources à bref délai se heurta à l'opposition du gouverneur général.

Le 19 juin 1915, von Bissing avait très nettement exposé ses idées devant une Commission industrielle convoquée par lui à Bruxelles. « Je pense, dit-il, *dass eine ausgepresste Zitrone keinen Wert hat und dass eine getötete Kuh, keine Milch mehr gibt* » (1). Il voulait maintenir le pays « *lebensfähig* » et panser les blessures de la guerre. Le 22 octobre 1915, il estimait que des 30 à 40 milliards auxquels on pouvait évaluer la fortune nationale au commencement de la guerre, plus d'un sixième était anéanti. Il voyait très bien qu'il était impossible de comparer la Belgique avec l'Allemagne. En Allemagne, une grande partie des dépenses faites pour la guerre entretenait l'activité de l'industrie. En Belgique, au contraire, celle-ci était paralysée par l'enlèvement des matières premières et des machines. Si elle travaillait encore, c'était en pure perte. Pour le moment, le pays dévorait son capital. Il avait déjà fourni, tant en réquisitions que par les 480 millions de la contribution de guerre, plus de 2 milliards de francs. L'intérêt de l'Allemagne commandait non de détruire économiquement la Belgique, mais au contraire d'y faire renaître la vie commerciale et industrielle. Soit que la contrée fût destinée à l'annexion, soit qu'elle dût être rattachée d'une manière quelconque après la guerre au système économique du Reich, il était plus profitable qu'elle fût solvable qu'épuisée et vidée. L'armée combattante sentait l'avantage de disposer derrière son front d'un territoire jouissant d'une situation plus ou moins normale. Des violences inutiles feraient le jeu de l'ennemi en lui fournissant de nouveaux griefs. Sans doute, la liquidation des stocks existant en Belgique avait introduit dans le pays beaucoup d'argent liquide. Sans doute encore, les importations de la *Commission for Relief in Belgium* y avaient déversé jusqu'au 30 juin des biens estimés à 576 millions

(1) « Un citron exprimé n'a plus de jus et une vache abattue ne donne plus de lait. » *Rapports et documents d'enquête*, 3^e vol., t. II, p. 49.

de francs. Mais il ne fallait pas considérer avec l'opinion courante de l'Allemagne et celle du ministre de la guerre, qu'il y eût là le symptôme d'un relèvement économique. Il en résultait seulement que « les pays ennemis avaient contribué à rendre la Belgique solvable alors que l'Allemagne lui enlevait continuellement de grosses valeurs ».

Ainsi, entre le gouverneur général voulant « conserver » autant que possible les forces productrices de la Belgique et le ministre de la guerre la considérant comme un réservoir à épuiser, l'opposition était complète. En cette première rencontre, von Bissing l'emporta. La contribution de guerre, provisoirement, ne fut pas majorée.

Les déclarations confidentielles de von Bissing sur la situation réelle de l'économie belge sont en contradiction frappante avec la prétendue prospérité que lui attribuaient à la même époque les journaux allemands. De plus en plus complètement dépouillée de ses moyens de production, l'industrie n'eût pu se maintenir qu'en consentant à travailler pour l'Allemagne et à entretenir directement ou indirectement la puissance militaire de celle-ci. Dès lors, elle ne pouvait adopter qu'une seule attitude, celle de la résistante passive. On a déjà vu que, dans leur très grande majorité, les patrons comme les ouvriers préférèrent l'inaction à la collaboration avec l'occupant. A part des exceptions qu'il est impossible d'énumérer, les fabricants fermèrent leurs usines plutôt que de les mettre au service de l'Allemagne. Cette conduite les privait nécessairement de la possibilité de se ravitailler en matières premières. Les stocks épuisés ne se remplaçaient pas. Dans beaucoup d'usines ils furent enlevés dès les premiers mois. La reprise momentanée qui s'était manifestée après le choc de l'invasion ne pouvait donc se prolonger. Il n'y eut guère que les charbonnages dont l'activité se maintint jusqu'à la libération du pays.

Il eût été possible de faire sinon vivre au moins vivoter l'industrie, en lui ouvrant sur l'étranger une porte par où elle eût pu recevoir des matières premières et exporter ses produits. Le 28 février 1915, un arrêté avait stipulé l'interdiction d'exporter sans l'autorisation du Commissaire du ministère

de la guerre, autorisation qui fut remplacée plus tard (15 avril 1916) par celle du chef de l'administration civile. Ce qui subsistait de l'exportation était encore entravé par le fait que les produits exportés ne pouvaient l'être en dessous d'un prix fixé par l'administration allemande et se trouvaient frappés d'une taxe à la sortie.

De son côté, l'Angleterre prétendait soumettre à son contrôle toute exportation de marchandises vers l'outre-mer par la Hollande, et ne la tolérait que sous la condition d'assigner le produit de la vente dans une banque du Royaume-Uni. Mais l'Allemagne s'opposait à ces mesures, si bien que les industriels belges voyaient leurs intérêts sacrifiés aux intérêts incompatibles des belligérants.

Quant à l'importation, il est évident que les pays en guerre avec l'Allemagne ne pourraient admettre l'introduction en Belgique des produits qui eussent augmenté le volume des biens soumis aux réquisitions. Cependant le gouverneur général, fidèle à la politique conservatrice qu'il opposait à la politique d'épuisement du ministère de la guerre, eût souhaité un *modus vivendi* permettant à l'industrie de s'approvisionner de matières premières suivant un système analogue à celui dont bénéficiait le *Comité National de secours et d'alimentation*. A la fin du mois d'août 1915, von Bissing engagea des industriels à négocier avec le gouvernement britannique un arrangement de ce genre. Il promettait d'examiner avec bienveillance les moyens de mettre les marchandises importées à couvert des réquisitions. La combinaison ne pouvait évidemment aboutir. Rien ne garantissait à l'Angleterre que le gouverneur eût pu résister aux exigences de l'administration militaire. On trouvait, à Londres, qu'on avait fait assez en permettant au peuple belge de ne pas mourir de faim. L'autoriser à entretenir son activité industrielle ne pouvait incontestablement que tourner à l'avantage de l'Allemagne. En supposant même que celle-ci s'abstînt de réquisitions, il était trop évident que la moindre amélioration de l'état économique lui fournirait le motif d'augmenter la contribution de guerre qu'elle exigeait du pays. L'échec fatal des pourparlers donna du

moins à la presse allemande un nouveau grief contre l'égoïsme anglais.

L'institution des Centrales et des sociétés d'achat (*Einkaufsgesellschaften*) vint encore compliquer et alourdir, à partir du printemps de 1915, le régime imposé à la vie économique. Elles devaient soumettre au contrôle allemand toutes les productions du pays et en réglementer la répartition. Le 26 avril 1915, était créée la *Kohlenzentrale*, de laquelle relevèrent tous les charbonnages. Elle établit en leur faveur des tarifs réduits pour les transports par chemin de fer et leur facilita l'acquisition des explosifs, des huiles et des graisses nécessaires à l'exploitation. Grâce à elle l'extraction put continuer sans interruption, mais elle ne continua que sous tutelle. La *Zentrale* fixait les prix et disposait souverainement de l'exportation, des fournitures à l'armée, à l'administration, aux usines et à la consommation ménagère. Les bénéfices qu'elle réalisa de juillet 1915 à juillet 1917 s'élèvent à plus de 33 millions de marks. Par considération pour les États neutres, Hollande, Suisse, États scandinaves, une partie considérable de la production fut exportée (1). Les disponibilités mises à la disposition de la population belge se trouvèrent insuffisantes de ce chef et il en résulta particulièrement, durant le terrible hiver de 1917, une pénurie qu'aggravèrent encore la désorganisation des moyens de transport.

La centrale des huiles (*Oelzentrale*) fut créée par un arrêté du 3 juin 1915 ; celle du gaz, des eaux et de l'électricité lui fut adjointe le 26 juillet de la même année, celle de l'orge et de l'escourgeon, le 20 juillet. Le 24 novembre 1915, la *Zuckerverteilungsstelle* fut chargée de diriger la répartition du sucre et de ses sous-produits. Une *Zentraleinkaufsgesellschaft für Belgien* avait pour but de rassembler et d'expédier en Allemagne

(1) Cette exportation se fit pour la plupart vers la Hollande et eut au début, comme contre-partie, une importation de matières premières de la Hollande vers la Belgique. Mais la création de la *Nederlandsche Overzeetrust Maatschappij* imposée par l'Angleterre au gouvernement hollandais réduisit largement, à partir de 1915, l'importance de cette importation. Voy. là-dessus les explications données par von der Lancken au Comité économique, en juin 1915.

les produits saisis ou réquisitionnés, ainsi que les denrées alimentaires que les conventions protectrices du Comité National ne réservaient pas à la population belge. Sous elle fonctionnaient des organismes spécialisés tels que le bureau d'approvisionnement en pommes de terre (17 janvier 1916), une société centrale d'achat des racines de chicorée (13 août 1915), une société centrale pour l'achat du beurre (24 août 1916), une centrale des légumes (*Obstzentrale*) (1).

Toute cette organisation, outre les bénéfices considérables qu'elle procurait à l'Allemagne, faisait encore s'écouler vers elle la substance de la Belgique. Ce qu'elle laissait à la consommation du pays était l'objet d'un rationnement presque toujours réduit au minimum. Alors, par exemple, que la production en pommes de terre excède les besoins de l'alimentation nationale, l'administration n'en fournit en 1916 que 300 grammes par jour et par habitant et que 200 grammes en 1917. Un des résultats les plus certains du système fut de développer énormément le commerce clandestin et de faire hausser tous les prix. Des abus de tout genre étaient inévitables. Les Centrales confiaient à des firmes désignées par elles le monopole de la vente des produits qu'elles contrôlaient. Celles-ci les repassaient à des intermédiaires qui les revendaient aux détaillants d'où ils arrivaient enfin au public. Le beurre, accaparé par une association de marchands travaillant sous la surveillance de l'occupant, devint un article de luxe (2). Le sucre se raréfia presque autant.

Ajoutons à cela l'élargissement de plus en plus considérable des saisies. Après avoir porté sur les entrepôts d'Anvers et sur les stocks, elles s'étendirent, dès 1915, au mobilier des habitations privées. Rien ne contribua plus à aigrir les sentiments de la population à l'égard de l'occupant que les visites

(1) L'organisation des *Zentrale* ne fut réalisée que dans le gouvernement général. Dans le territoire des étapes l'administration militaire conserva le pouvoir de réglementer à sa guise la distribution des denrées.

(2) Cet organisme, appelé *Buttervertriebsverband*, groupait les unions professionnelles de marchands et de producteurs de beurre. Le résultat en fut que, pour échapper aux prix officiels, les paysans cachèrent une grande partie de leur beurre, le réservant pour le commerce clandestin.

domiciliaires provoquées par la réquisition des cuivres tout d'abord, puis plus tard des laines. Plus le Belge attache de prix au confortable de sa demeure, plus il s'indignait de se voir enlever les pendules, les « suspensions », les casseroles rutilantes qui faisaient l'ornementation de son « salon » et de sa cuisine, et de devoir livrer la belle laine de ses matelas. On s'ingéniait vainement à les enterrer dans les jardins, à les cacher sous les lames des parquets, sous les tuiles des toits, dans des réduits maçonnés au fond des caves ou dissimulés derrière des tonneaux ou des fagots. Ces précautions ne faisaient que rendre plus longues, plus minutieuses et plus odieuses les visites domiciliaires. Les soldats sondaient les murs, faisaient lever les planchers, ouvrir les placards, forcés de violer, pour déjouer l'ingéniosité des fraudeurs, cette intimité du domicile que les mœurs et la législation faisaient considérer comme le droit le plus sacré du citoyen.

Lorsque le gouverneur général avait levé en 1914 la première contribution de guerre sur les provinces, il avait été entendu que le paiement des réquisitions arriérées serait liquidé sans retard et qu'à l'avenir il n'en serait plus fait que contre argent comptant. Cette promesse ne fut pas tenue. Au mois de novembre 1916, le Commissaire impérial pour les banques estimait à 800 millions de marks le montant des réquisitions non payées. Néanmoins, la quantité d'argent accumulée dans le pays était considérable. La liquidation des marchandises saisies, les dépenses des soldats et des officiers y introduisaient un abondant numéraire. Mais faute d'emploi il s'entassait dans les banques. Beaucoup d'adeptes du commerce clandestin, de spéculateurs, de marchands exploitant la misère publique réalisaient des bénéfices scandaleux. Tandis que les usines se fermaient on voyait, par un contraste paradoxal et choquant, les théâtres et les cinémas maintenir au milieu de la détresse générale, dans les grandes villes et particulièrement à Bruxelles, une apparence de luxe extérieur qui trompait les étrangers sur la situation réelle.

En décembre 1917, on ne relevait pas moins de 140 établissements cinématographiques en exploitation dans la capi-

tales. Mais on pouvait observer en même temps que les squares et les jardins publics étaient transformés en jardins potagers et en champs de pommes de terre. Le long des rues où ne passaient plus que les automobiles militaires ou celles du Comité National on commençait à voir circuler lentement des chariots attelés de bœufs. Dans les restaurants, la viande disparaissait des menus. Les maisons les plus luxueuses n'entretenaient plus de feu que dans une seule pièce. Le gaz était rationné comme les aliments.

Au milieu de cette détresse la plaie du chômage allait croissant. Elle s'était manifestée dès le début de la guerre et elle préoccupait au même titre et l'administration allemande et les administrations communales. C'était à la fois un devoir d'humanité et de salut public que d'y parer. Car, dans une population ouvrière aussi dense que celle de la Belgique, le manque de travail pouvait entraîner des troubles et des émeutes qui eussent amené sans doute des mesures de répression impitoyables et renouvelé les horreurs qui avaient signalé les débuts de l'invasion. De leur côté, les patriotes s'inquiétaient de la perspective de voir les ouvriers, sous la morsure de la famine, se résigner à travailler pour l'Allemagne. La grève des bras croisés ne pouvait se prolonger avec l'estomac vide. Pour maintenir en face de l'occupant la résistance passive, il fallait alimenter les chômeurs. Du point de vue allemand, il le fallait aussi pour empêcher que l'ordre ne fût troublé à l'arrière des armées combattantes. Ainsi, pour des motifs divers, l'occupant et l'occupé s'unissaient dans le même désir de parer aux dangers de l'oisiveté, qu'elle fût forcée ou volontaire. On peut conjecturer avec vraisemblance que la bienveillance montrée par le feld-maréchal von der Goltz à la *Commission for Relief in Belgium* et au Comité National s'explique essentiellement par le désir de les voir combattre efficacement le péril du chômage.

Des mesures de toute sorte furent prises pour fournir une occupation aux travailleurs de plus en plus nombreux que la restriction progressive de l'industrie laissait sans emploi. M. E. Mahaim estime que leur nombre, à partir du milieu de

1915 jusqu'à la fin de la guerre, fut de 650.000 par an en moyenne, soit environ 54 pour 100 du nombre des ouvriers industriels (1). Il faut y ajouter le double au moins de nécessiteux appartenant à toutes les classes de la population.

Tous sans doute n'étaient pas également intéressants. Des simulateurs se faisaient inscrire sur les listes d'assistance pour se procurer, au détriment des vrais pauvres, un supplément de ressources. Ces abus inévitables ne peuvent entrer sérieusement en ligne de compte. Le reproche de paresse, qui fut souvent lancé par la presse allemande contre les ouvriers belges, ne supporte pas l'examen. L'énergie travailleuse dont ils avaient fait preuve à toutes les époques de l'histoire ne s'évanouit pas soudainement sous le choc de l'invasion. Elle s'attesta au contraire avec une vigueur renforcée partout où elle put s'employer à l'avantage du pays. En France et en Angleterre, les Belges émigrés se distinguèrent par l'ardeur de leur activité dans toutes les besognes qui leur furent confiées. Et il suffit d'ailleurs de se rappeler leur conduite dès la conclusion de la paix pour être assuré que le chômage des années de guerre ne s'explique pas par la démoralisation. Il est tout simplement l'effet de la paralysie économique du pays et de la répugnance de ses habitants à servir l'occupant.

Aussi longtemps que les usines disposèrent de matières premières, leur personnel continua le travail. Il ne cessa jamais, on l'a vu, dans les houillères. Ce n'est que là où il apparut avec évidence que l'exploitation favorisait les desseins de l'ennemi, que patrons et ouvriers se trouvèrent d'accord pour l'interrompre. Il en fut ainsi dans les arsenaux des chemins de fer, dans les carrières du Brabant et du Hainaut, dans les usines métallurgiques, etc. D'ailleurs, si des causes morales contribuèrent largement au chômage il ne faut pas en exagérer, l'influence. L'occupation fut trop longue, les misères qu'elle entraîna trop cruelles pour que la résistance passive de la classe ouvrière pût présenter une unanimité qui eût exigé un

(1) E. MAHAÏM, *Le Secours de chômage*, p. 140.

héroïsme surhumain. Bon nombre de travailleurs acceptèrent d'entrer dans les usines séquestrées ou produisant pour le Reich. D'autres se résignèrent à s'embaucher en Allemagne. Néanmoins, le nombre de ceux qui, de propos délibéré ou faute d'emploi, demeurèrent inactifs, ne cessa d'augmenter jusqu'à la fin de l'occupation. Le 6 novembre 1916, c'est-à-dire au moment où avaient commencé les déportations d'ouvriers, le Commissaire général pour les banques estimait qu'il y avait environ 2 millions de nécessiteux dont la plupart l'étaient faute de travail.

De très bonne heure, les administrations communales avaient eu recours, pour combattre le chômage, au moyen traditionnel et pour ainsi dire classique de l'assistance par le travail. Grandes ou petites, elles avaient à l'envi décrété des travaux d'utilité publique. A Gand, tous les hommes inoccupés étaient embauchés pour le creusement des nouveaux bassins du port. Ailleurs, on faisait ouvrir des voies de communication, empierrer les chemins vicinaux, assécher des terrains humides, améliorer l'état des forêts. La province de Luxembourg se distingua particulièrement par son intelligente initiative dans ce domaine (1). On s'efforçait de profiter de la crise pour améliorer l'outillage économique du pays, tout en se gardant soigneusement de toutes entreprises qui eussent pu favoriser les opérations militaires. Les communes rurales par exemple s'abstinrent presque toujours de faire remettre en état les chaussées et les grandes routes employées par les troupes. Leurs travaux ne portèrent que sur les chemins de petite communication.

Les industriels, de leur côté, s'ingénierent à ne pas fermer les usines qui n'avaient pas à travailler pour l'ennemi. Aussi

(1) « Il y a pour le moment, écrit-il, 2 millions de nécessiteux en Belgique parmi lesquels il y a beaucoup de sans-travail, tandis qu'en Allemagne le manque de main-d'œuvre se fait sentir lourdement. Le développement des caisses d'épargne en Allemagne, ainsi que le nombre considérable de souscriptions aux emprunts de guerre montre que beaucoup de gens peuvent épargner grâce aux occasions de gagner largement leur vie. En Belgique, on consomme peu à peu toutes les épargnes et on retire encore beaucoup plus d'argent de la caisse d'épargne qu'on n'en verse. »

(2) E. MAHAÏM, *Le Secours de chômage*, p. 85 et suiv.

longtemps que les réquisitions et les saisies laissèrent à leur disposition machines et matières premières, ils ne cessèrent pas d'employer leur personnel. Le nombre des heures de travail fut diminué afin de prolonger autant que possible l'activité des établissements. Plusieurs même, plutôt que de cesser l'exploitation, se résignèrent à travailler à perte. Les chômeurs et les ouvriers occupés à salaire réduit étaient secourus par le Comité National, par les communes et par des œuvres privées auxquelles les associations ouvrières apportèrent un concours dévoué. Elles se chargèrent, en collaboration avec les sous-comités du Comité National, de distribuer par quinzaine les secours en nature et en bons (1).

Le but du secours-chômage n'était pas uniquement de soulager le dénuement des sans-travail. Il visait encore à détourner les ouvriers de céder aux sollicitations de l'ennemi et d'accepter ses offres d'emploi. Aussi, le Comité National s'efforça-t-il toujours de conserver à ce secours le caractère d'une intervention purement privée et charitable et à laquelle le chômeur comme tel n'avait aucun droit. Il en résulta des malentendus dont l'autorité allemande ne manqua pas de profiter. A mesure que la tendance de suppléer par la main-d'œuvre belge au déficit de la main-d'œuvre allemande s'accroissait plus fortement chez elle, elle multiplia, sans d'ailleurs y réussir, ses tentatives d'intervention dans les distributions du Comité. Le secours-chômage entraînait d'ailleurs par sa coexistence avec les allocations de vivres organisées par les communes, des gaspillages et des abus. Au mois d'août 1917, le Comité lui substitua un autre système : celui du « secours alimentaire » (2). L'octroi de ce secours, placé sous le contrôle des Comités provinciaux, était subordonné à la demande des intéressés. Pour y avoir droit, il suffisait d'être nécessiteux. Aucune condition de profession n'était plus exigée. L'importance des secours distribués ressort des chiffres. Les frais occasionnés par

(1) Les secours ne consistaient pas en espèces, mais en bons valables dans les magasins du Comité National et dans les magasins communaux.

(2) Pour le détail, voy. E. MAHAÏM, *Le secours de chômage*, p. 176 et suiv.

le secours-chômage jusqu'en novembre 1917 s'élèvent à 330 millions, ceux du secours alimentaire, de novembre 1917 à juin 1919, à environ 600 millions.

La *Ligue nationale du coin de terre*, créée en 1896, rendit d'utiles services aux chômeurs, encore qu'elle ne s'intéressât pas spécialement à eux mais à toutes les personnes privées de ressources. Elle mettait à leur disposition quelques ares de terre à cultiver. En 1914, elle assistait ainsi 16.000 familles avec 800 hectares. En 1915, ces chiffres passèrent à 31.000 familles et 1.700 hectares ; en 1916 à 69.000 familles et 3.000 hectares ; en 1917 à 118.000 familles et 5.000 hectares.

Dans les premiers temps, l'administration allemande semble avoir vu avec faveur les efforts organisés pour empêcher le chômage et pour venir en aide à ceux qui en étaient atteints. Elle y voyait avec raison une garantie du maintien de l'ordre. On ne constate pas qu'elle ait rien fait pour les entraver (1). Mais son point de vue devait bientôt se modifier.

De bonne heure des raccolleurs étaient arrivés d'Allemagne en vue de recruter en Belgique un supplément de main-d'œuvre. Presque partout ils s'étaient heurtés à des refus. Au mois de juin 1915, une institution officielle, le *Deutsche Industriebüro* (2) avait été créée pour centraliser et organiser l'embauchage. Une propagande par affiches mettait sous les yeux des chômeurs la félicité qui les attendait dans les usines allemandes : gros salaires, hygiène, confortable de l'existence. La presse censurée faisait chorus. On publiait des lettres attestant la satisfaction des hommes qui avaient consenti à partir et engageant leurs camarades à les imiter. Le succès avait peu répondu à tant d'efforts. Le nombre de ceux qui avaient consenti à signer des contrats de travail restait minime. Une répugnance presque invincible à s'enrôler au service de

(1) La recommandation faite « de la manière la plus énergique » par le gouverneur général aux communes de l'agglomération bruxelloise, le 7 novembre 1914, « de ne plus distribuer gratuitement de vivres à des hommes auxquels on peut prouver qu'ils ont l'occasion de travailler mais qu'ils n'en profitent pas », ne semble avoir pour but que de combattre les abus d'une assistance inconsidérée, et ne révèle pas encore l'intention d'exercer une pression sur les chômeurs.

(2) Cf. K. BITTMANN, *op. cit.*, t. III, p. 131 et suiv.

l'ennemi déjouait les sollicitations les plus tentantes (1).

Cette répugnance était naturellement encouragée en sous-main. Les agents du Comité National l'entretenaient par tous les moyens. Leurs exhortations étaient d'autant plus persuasives qu'elles s'adressaient à la fois au patriotisme et à l'intérêt. Les chômeurs n'ayant aucun droit officiel à l'assistance, rien de plus aisé que de couper les secours à ceux qui se laisseraient tenter. Il était évident que le sentiment national qui animait le Comité ne lui permettait de venir en aide aux chômeurs que pour autant qu'ils persistassent dans la résistance passive. Pour l'Allemagne, la guerre et la conquête ayant établi entre le Reich et la Belgique une solidarité économique, celle-ci devait soutenir celui-là. Pour le Comité, au contraire, institution exclusivement belge, l'intérêt essentiel était d'empêcher cette solidarité et de maintenir, aussi longtemps que durerait l'occupation, l'intégrité physique et morale de la nation. L'opposition des points de vue était absolue et incompatible. Le devoir patriotique l'inspirait de part et d'autre. Puisque le conquérant de la Belgique voulait lui imposer son économie de guerre, la seule conduite possible était de tout faire pour déjouer ses plans. Agir autrement eût paru une trahison, non seulement à l'égard du peuple belge, mais à l'égard de ses alliés.

Les administrations communales ne pensaient pas autrement. Elles aussi s'efforçaient, en employant ou en laissant employer les chômeurs par des associations privées, de les détourner de se rendre aux avances de l'*Industriebüro*. Les syndicats socialistes, les groupements d'ouvriers chrétiens ou libéraux, les patrons, les membres des bureaux de bienfaisance, les visiteurs des pauvres, les particuliers influents travaillaient avec ardeur dans le même sens. Une conspiration générale s'organisait contre l'embauchage, d'autant plus effective qu'elle s'exerçait de compatriote à compatriote et de secouru à secouru. La rancune amassée au fond des cœurs lui donnait beau jeu. Les manœuvres de l'*Industriebüro*, étaient discréd-

(1) VON KÖHLER, *op. cit.*, p. 149, estime que de juin 1915 à mars 1916, on ne parvint à embaucher que 12.000 ouvriers.

ditées par son caractère trop évident d'institution officielle. La maladresse de ses procédés le desservait. Il promettait trop pour que l'on pût ajouter foi à ses promesses. Au surplus, les déportés qui après avoir séjourné quelque temps dans un camp de concentration avaient été rapatriés, démentaient ses affirmations sur l'aisance dont on jouissait en Allemagne. Pour l'immense majorité des sans-travail, le choix n'était pas douteux entre la continuation de la résistance et la défection. Mieux valait vivre avec l'aide de l'assistance belge et se croiser les bras qu'accepter la réprobation publique et l'exil loin des siens en vue d'avantages problématiques.

Le gouverneur général ne pouvait combattre en face une opposition dont il ne tarda pas à constater l'efficacité. Le Comité National échappait à ses atteintes. Quant aux administrations communales, comment s'y prendre pour contrôler efficacement leurs agissements ? Le seul moyen qui s'offrait d'entraver la propagande dont souffrait l'intérêt militaire de l'Allemagne était d'agir sur les chômeurs eux-mêmes en les plaçant en face de l'alternative ou de reprendre le travail ou d'être privés de secours. Sans doute, elle ferait affluer vers *l'Industriebüro* ceux que la persuasion et les affiches laissaient insensibles. Rien de plus conforme au droit international que ce procédé. Car enfin de quoi s'agissait-il ? Tout simplement de fournir des bras à l'industrie allemande. Il n'était pas question d'employer les Belges à des travaux militaires. Rien ne s'opposait donc, aux yeux du gouverneur général, à l'arrêté qu'il promulgua le 15 août 1915.

Il stipule que tous ceux qui, étant secourus par l'assistance publique ou privée, refuseront sans motifs suffisants d'entreprendre un travail répondant à leurs capacités, seront punis d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à six mois. Ceux qui sciemment favoriseront par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler, seront passibles d'une amende pouvant aller jusque 12.500 francs et éventuellement d'un emprisonnement d'un an. Les chefs des communes ou associations coupables seront tenus pour responsables et les sommes destinées aux secours délictueux, confisquées au profit de la

Croix-Rouge. Les motifs concernant le refus de travail ne seront valables que s'ils sont admis par le droit des gens. La portée de cette innovation est sans conteste de forcer les ouvriers à accepter les offres de travail de l'administration allemande pourvu que celle-ci, conformément à la convention de La Haye, n'impose pas des travaux d'ordre militaire. Le gouverneur s'attendait certainement à un résultat conforme à ses vues. Il abandonnait en effet le jugement des infractions aux Chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance. Quelques mois plus tard, le 23 novembre, la défense faite au Comité National de créer des cours pour les chômeurs indigents, attestait son intention de les priver du réconfort moral que leur procurait la sollicitude de leurs compatriotes.

L'inefficacité de cette première intervention le poussa à une mesure plus pénétrante. Le 2 mai 1916, il édictait que « les travaux ayant indirectement ou directement pour but de procurer du travail rémunéré aux chômeurs doivent au préalable être déclarés au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle on compte les faire exécuter. Le bourgmestre est tenu d'en transmettre la déclaration au Commissaire civil allemand du canton. Celui-ci s'adressera au Président civil de l'administration de la province qui décidera. Les peines pouvaient cette fois aller jusqu'à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 20.000 marks. Enfin, seuls les tribunaux ou les autorités militaires allemandes étaient compétents pour les appliquer.

Ainsi, après avoir condamné sans succès le refus de travail, on en arrivait à rendre le chômage obligatoire pour tous ceux à qui l'assistance publique s'efforçait de procurer une occupation. Manifestement, l'espoir frustré de voir les Belges accepter volontairement les offres de l'occupant, faisait place à celui de les y amener par la misère. En leur fermant les chantiers organisés pour eux, on les plaçait devant l'alternative ou de travailler ou d'être punis pour ne pas vouloir le faire. Et l'intervention des tribunaux militaires donnait l'assurance que les pénalités proclamées seraient rigoureusement appliquées. Quinze jours plus tard, le 15 mai 1916, un nouvel arrêté

allait plus loin encore, en instituant le travail obligatoire. Il donnait aux gouverneurs, aux commandants militaires et aux chefs d'arrondissements, le pouvoir de faire conduire de force les chômeurs récalcitrants aux endroits où ils doivent travailler.

Les arrêtés de mai 1916 ne furent pas dus à l'initiative du gouverneur général. Le Grand État-major l'exhortait à déporter en Allemagne, pour y remédier à la pénurie de main-d'œuvre dont y souffrait de plus en plus l'industrie, 400.000 ouvriers belges. Aux yeux des autorités militaires, la Belgique devait supporter les nécessités de la guerre dans la même proportion que le Reich. Il était inadmissible que le matériel humain y demeurât intact, tandis que la population allemande était soumise aux coupes sombres que le recrutement y faisait de plus en plus largement. L'excédent d'un côté devait suppléer au déficit de l'autre. Puisque l'industrie belge chômaît presque tout entière, tandis que l'industrie allemande éprouvait le besoin de plus en plus pressant d'un supplément de travailleurs, quoi de plus pratique que de puiser dans la masse oisive qui encombraît la Belgique ? Mais ce radicalisme des militaires épouvantait von Bissing. Au risque de se faire accuser une fois de plus de traiter les Belges « en enfants gâtés », il faisait valoir les inconvénients qu'entraînerait la réalisation des desseins de l'État-major, non pas seulement pour la Belgique, mais surtout pour l'Allemagne elle-même. Étant sur place il voyait mieux les choses. Les résolutions formidables de l'État-major l'effrayaient, et l'on ne peut s'empêcher de comparer son attitude à celle que Fouché et Talleyrand prirent vis-à-vis de Napoléon quand l'empereur, ébloui par ses visions de domination européenne, perdit de vue le possible et le réel.

Il alléguait le scandale que produirait la mesure, l'indignation des neutres, les difficultés de son exécution, l'improbabilité de son succès. Car enfin, les Belges que l'on voulait forcer au travail travailleraient-ils ? A quoi aurait servi d'ameuter l'Europe contre l'Allemagne, de fournir de nouveaux aliments à la campagne menée contre elle dans le monde entier, si les déportés, arrachés à leur famille, se croisaient les bras ? Ses

récents arrêtés permettaient d'obtenir des résultats par des moyens plus légaux. On pouvait en profiter pour déporter en Allemagne, à titre de pénalité, ceux qui refuseraient le travail. Au lieu de la déportation collective, la déportation individuelle remédierait à la pénurie de la main-d'œuvre allemande. Déjà dans des circulaires secrètes du 15 mai et du 4 août 1916, il avait réglé les détails de l'organisation de cette déportation pénale. Il semble d'ailleurs que ces circulaires n'avaient pas atteint leur but.

En tous cas les représentations de von Bissing échouèrent contre la décision de l'État-major. Pour ce dernier la victoire dépendait de la faculté de production de l'Allemagne (1). On en était venu au point où la guerre devait se décider plus encore par la résistance des peuples que par celle des armées. Il eût été criminel de s'abstenir de profiter des centaines de milliers de bras que le chômage de la Belgique réduisait à l'inactivité. A une situation tragique devait répondre le grandiose des résolutions. Comme la violation de la neutralité belge en 1914, la déportation en masse des ouvriers belges était ou du moins paraissait être une question de vie ou de mort. Aux yeux du Grand État-major, elle était une conséquence nécessaire de la politique d'encerclement des alliés. Il eût pu dire comme Napoléon I^{er}, lors de la déclaration du blocus continental en 1807 : « Nous prenons des dispositions qui répugnent à notre cœur et il nous en coûte de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des États et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations ; mais nous avons été contraints pour le bien de nos peuples et de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous ».

Le jeudi 28 septembre 1916, la fatale résolution fut prise de déporter en masse la main-d'œuvre belge en Allemagne. L'arrêté qui l'applique dans les zones d'étape est daté du

(1) VON KÖHLER, *op. cit.*, p. 151.

3 octobre ; la circulaire organique qui en fixe l'exécution dans le ressort du gouvernement général, du 26 octobre (1).

Le 25 septembre, le général von Bissing avait laissé entendre qu'il renoncerait à sa « lourde tâche » si ses conseils n'étaient pas écoutés. Il espérait sans doute que l'empereur l'aurait appuyé. Mais le « chef suprême de la guerre » se prononçant pour Hindenburg, il ne restait plus qu'à s'incliner. A contre-cœur sans doute, mais avec la discipline d'un vieux militaire, le gouverneur général s'acquitta aussitôt de sa consigne.

Le devoir qu'elle lui imposait était singulièrement ardu. Pour réussir il eût fallu pouvoir compter sur la collaboration du Comité National et des administrations communales, qui seuls étaient en possession des listes des chômeurs. Mais cette collaboration leur apparaissait trop évidemment comme une complicité pour qu'il fût possible de l'espérer. Ils refusèrent énergiquement de fournir les renseignements demandés. Dès le 27 octobre, les 15 communes de l'agglomération bruxelloise déclaraient qu'elles ne pouvaient s'associer à une mesure ayant pour but de contraindre les Belges à travailler contre leur patrie. Elles ne voulaient pas se rendre coupables de ce qui aurait constitué à leurs yeux une véritable félonie. Partout ailleurs, l'attitude des pouvoirs municipaux fut la même. Le patriotisme et la loyauté à l'égard des concitoyens dont ils tenaient leur mandat leur inspiraient trop évidemment la conduite à tenir. Vainement les hôtels de ville furent cernés par la troupe, vainement les bourgmestres furent arrêtés : ils ne cédèrent pas (2). Le personnel des administrations communales s'associa spontanément à ses chefs. Il fut impossible de découvrir dans les bureaux les listes d'assistance devenues des listes de proscription. On dut se contenter d'y enlever les relevés des contribuables et des électeurs.

(1) Pour tout ce qui suit, cf. PASSELECQ, *op. cit.*. VON KÖHLER, *op. cit.*, p. 148 et suiv., expose la mesure au point de vue allemand et sans s'occuper de ses conséquences pour la population belge.

(2) Ces arrestations ne furent pas maintenues. Plus tard ils furent condamnés à des amendes.

Dans la zone des étapes, cependant, on procédait avec plus de vigueur. A Bruges, dès le 8 octobre, le gouverneur militaire de la ville exigeait la livraison immédiate de 400 ouvriers. Le bourgmestre refusant d'obéir à cet ordre, était destitué, le secrétaire du Comité de chômage emprisonné, et l'autorité militaire s'emparait de force de la liste des chômeurs. Le lendemain les 400 hommes qu'elle avait désignés sur cette liste n'ayant pas comparu, elle leur substituait un même nombre d'individus levés parmi les habitants astreints à se présenter au *Meldeamt*. Quelques jours plus tard, 2.000 travailleurs étaient réquisitionnés à Termonde, 1.000 à Alost, 300 à Ninove. A Tournai, l'autorité communale ayant comme à Bruges refusé la liste des chômeurs, la ville était condamnée à 200.000 marks d'amende, un échevin et trois conseillers communaux déportés en Allemagne, cependant que l'on saisissait au hasard des hommes dans les rues, sur les marchés et sur les routes. Avant la fin du mois, dans tout le territoire des étapes aussi bien en Flandre que dans le Hainaut et le sud du Luxembourg, la déportation fonctionnait à plein rendement.

Dans le gouvernement général, les premières exportations de matériel humain suivirent un peu plus tard, le 26 octobre. Von Bissing eût évidemment voulu les organiser avec autant de ménagements que les circonstances le permettaient. Mais le refus des autorités belges de lui dénoncer les chômeurs et les sans-travail, devait nécessairement le faire frapper en dehors de ceux-ci. En général, on convoqua tous les individus mâles âgés de plus de 17 ans. Un examen corporel éliminait ceux dont les forces physiques n'étaient pas suffisantes. Le reste était immédiatement déporté ou tenu à la disposition de l'autorité militaire. Les transports se faisaient par chemin de fer, très souvent dans des wagons à bestiaux. Souvent, les familles des partants étaient empêchées de les accompagner jusqu'aux gares d'embarquement. A côté de véritables sans-travail les trains emportaient pêle-mêle des petits bourgeois, des étudiants, des ouvriers occupés dans les usines. On puisait au hasard dans la masse, l'essentiel étant de satisfaire aux exigences du Grand État-major. Les hommes enlevés par erreur réclame-

raient plus tard. Au surplus, ils n'avaient qu'à s'en prendre à leurs propres compatriotes dont l'obstination à ne pas dévoiler les chômeurs faisait peser sur tout le monde la menace qui n'aurait dû se réaliser qu'à l'égard de ceux-ci. Mais les erreurs de l'Allemagne nuisaient surtout à elle-même. Elles augmentaient l'indignation en la généralisant. On ne voit pas qu'elles aient induit personne à réclamer des pouvoirs communaux la divulgation des renseignements qu'ils cachaient, au risque mais à l'approbation de tous.

Les mesures prescrites par le gouverneur général pour l'exécution de ses ordres ne furent que partiellement suivies. Le temps pressait. Les officiers chargés de rassembler et de transporter les hommes exécutaient leur consigne sans ménagements. Des brutalités inutiles furent commises. Il y eut des scènes déplorables, des actes d'intimidation odieux. Mais ces violences mêmes poussèrent au paroxysme la résolution de ne pas céder. Bien rares furent ceux qui se laissèrent arracher par la terreur la signature d'un contrat volontaire.

L'opinion publique soutenait unanimement cette résistance qui s'éleva souvent jusqu'à l'héroïsme. A peine la déportation eût-elle commencé, qu'un tolle de protestation s'éleva contre elle. Après deux ans d'occupation, elle vint à point nommé pour renforcer le sentiment de la solidarité nationale. Peut-être se fût-il peu à peu affaibli sous le poids de la misère et du découragement. L'oisiveté de la classe ouvrière pouvait la pousser dans une sorte de démoralisation qui, en affaiblissant son ressort moral, l'accoutumerait peu à peu à son sort. En la frappant à la fois dans sa liberté personnelle et dans sa dignité, on la redressa au lieu de l'abattre. De toutes les mesures prises par l'Allemagne en Belgique, la déportation fut sans contredit la plus irréparable. Elle creusa un « abîme de haine » entre les deux peuples. Elle révolta plus largement et plus profondément que ne l'avaient fait les massacres de l'invasion et l'établissement de l'occupation. On pouvait s'expliquer ceux-ci comme les conséquences inévitables de la guerre. On ne vit dans la dernière qu'un acte de tyrannie abominable, qu'une restauration de l'esclavage, que l'appli-

cation inouïe du droit du plus fort à un peuple sans défense.

Dès le 19 octobre, le cardinal Mercier suppliait le gouverneur général, « au nom de la liberté de domicile et de la liberté de travail des citoyens belges, au nom de l'inviolabilité des familles, au nom des intérêts moraux », de mettre fin à la déportation et de réintégrer dans leurs foyers ceux qui en avaient été arrachés. Il lui rappelait la promesse faite à Malines, dans le palais archiépiscopal, par le feld-maréchal von der Goltz, que la liberté des citoyens belges serait respectée. Cette promesse l'avait engagé à calmer les inquiétudes des familles. Et il se voyait maintenant menacé de porter la responsabilité d'avoir déçu la confiance qu'il avait fait naître pour avoir eu lui-même confiance dans la parole du gouverneur. A ces remontrances s'ajoutèrent, le 30 octobre, celles des représentants des organisations centrales socialistes et indépendantes ; le 2 novembre, celles des députés et sénateurs de Mons ; le 7 novembre, celles des députés, sénateurs et notables d'Anvers, celles des évêques et celle du Grand-Maître du Grand-Orient de Belgique adressée aux Grandes Loges allemandes ; le 9 novembre, celles de plusieurs ministres d'État, sénateurs et députés et de la Députation permanente de la province de Brabant ; le 17 novembre, celles du Collège échevinal de Bruxelles et des députés et sénateurs du Luxembourg ; celles de la magistrature, de l'Académie et des professeurs des Universités de Bruxelles de Liège et de Louvain, de quantité de corps, de tribunaux, d'associations industrielles. Tout était invoqué à l'appui de ces protestations, parce que la mesure qui les provoquait mettait tout en péril, s'attaquant à la fois au droit international, à l'humanité, à la justice. Flamands et Wallons, catholiques et francs-maçons, conservateurs et socialistes, chacun dans un langage où se reflétaient les divergences de sa foi ou de ses opinions, élevait la même voix. « Une clameur dont l'histoire n'offre pas d'exemple et où les malédictions s'unissaient à la prière », montait vers le gouverneur général. Les juristes lui objectaient le droit, les prêtres la religion, les syndicats « la grande voix de la classe ouvrière du monde civilisé tout entier ».

La situation du gouverneur était d'autant plus embarrassante

qu'il désapprouvait lui-même ce qu'il était obligé de faire et qu'il avait prévu l'indignation dont il était entouré et les difficultés politiques qu'elle pouvait entraîner. Il répondait au cardinal Mercier et aux interviews des journalistes neutres par les arguments qu'il avait jadis combattus : c'était un bien pour la classe ouvrière belge que de ne pas croupir plus longtemps dans l'oisiveté; elle trouverait en Allemagne de hauts salaires; elle ne serait pas obligée de participer à ses entreprises de guerre. Il ne s'illusionnait pas sur l'effet de ces déclarations. Il savait bien qu'elles ne feraient qu'augmenter la réprobation générale. Il la craignait moins que celle des ministres neutres, qui recevaient régulièrement communication des protestations. Eux aussi commençaient à s'émouvoir. Le Vatican, l'Espagne, les États-Unis faisaient des représentations à Berlin. De petits États mêmes ne pouvaient s'empêcher d'intervenir. La Suisse exprimait nettement ses sentiments. Le gouvernement hollandais, le 2 décembre, remettait une note d'autant plus gênante qu'on y rappelait qu'il avait jadis conseillé aux Belges réfugiés sur son territoire de regagner leur patrie, à la suite de l'assurance solennelle du général von Hoene, commandant d'Anvers, qu'ils n'avaient rien à redouter pour leur liberté. Il était aussi bien désagréable de laisser filer vers les frontières, sous les yeux des diplomates habitant Bruxelles, des trains qui étaient bien loin de se diriger tous vers l'Allemagne.

Du territoire des étapes, en effet, c'est par milliers que les hommes étaient expédiés sur le front, embrigadés dans les *Zivil-Arbeiter Bataillone* et forcés de construire des baraquements et de s'acquitter de travaux militaires sous le feu des alliés. On ne pouvait non plus ni cacher le spectacle des malheureux que l'on était forcé de rapatrier et que l'on voyait se traîner lamentablement par les rues, ni arrêter les lettres qui annonçaient aux familles le décès de ceux qui mouraient dans les camps de concentration (1).

Le gouverneur général souhaitait secrètement une intervention qui l'eût délivré de l'opprobre rejaillissant du

(1) On estime le nombre de ces morts à 2.614. MAHAİM, *La Belgique restaurée*, p. 16.

monde entier sur sa patrie. Mais l'Allemagne était trop engagée pour reculer sans sauver du moins les apparences. On pouvait espérer cependant qu'elle n'attendait pour céder qu'une occasion favorable. Ce qu'elle refusait d'accorder aux protestations des Belges, elle l'accorderait peut-être à leurs supplications. Le ministre d'Espagne, marquis de Villalobar, d'accord avec le chef de l'administration civile allemande, obtint du cardinal Mercier la rédaction d'une lettre qui, signée par les plus hautes personnalités belges que l'on put atteindre, fut portée à Berlin par M. von der Lancken (14 février 1917). Elle s'adressait directement à l'empereur. Sans lui cacher « qu'il en coûte à notre amour-propre national de paraître solliciter comme un bienfait ce qu'en temps normal nous ne pourrions que revendiquer comme un droit », elle faisait appel à son humanité. Trois semaines plus tard, le 9 mars, communication verbale était faite aux signataires que « Sa Majesté fera examiner minutieusement par M. le Gouverneur général et par les autorités compétentes, les demandes exprimées dans l'adresse qui lui a été remise. Sa Majesté réserve sa décision définitive jusqu'à la conclusion de cet examen. Entre temps, Sa Majesté a donné toutefois des instructions pour que les personnes amenées à tort en Allemagne comme chômeurs puissent immédiatement rentrer en Belgique en tant qu'elles n'y soient pas déjà revenues, et pour que les déportations en Allemagne de Belges sans travail soient arrêtées jusqu'à nouvel ordre ». Incontestablement les considérations politiques l'avaient emporté dans l'esprit de l'empereur sur les instances des militaires. Sans retirer la mesure, il en suspendait l'application. Et il n'était pas douteux que cette suspension était définitive. Reprendre les déportations après les avoir interrompues eût suscité, en effet, un scandale plus éclatant que celui auquel on se résignait à mettre fin (1).

(1) En Allemagne, les *Gewerkschaften*, à qui on avait caché le projet de déportation, cherchèrent vainement à en obtenir le retrait. Ce fut le motif invoqué par les socialistes pour rejeter le budget au Reichstag, pour la première fois depuis le commencement de la guerre. P. UMBREIT et Ch. LORENZ, *Der Krieg und die Arbeitsverhältnisse*, p. 123, Berlin, 1928 (série allemande de cet ouvrage).

Pourtant la décision impériale ne fut qu'incomplètement exécutée. Prise pour toute la Belgique, elle ne sortit ses effets que dans le gouvernement général et c'est là une preuve bien significative de la subordination de l'empereur lui-même à la volonté du Grand État-major. Dans la zone des étapes où l'autorité militaire était toute-puissante, non seulement les réquisitions d'hommes continuèrent comme par le passé, mais on ne prit même plus la précaution de dissimuler leur affectation aux besoins de la guerre. En Flandre, en Hainaut, en Luxembourg, des milliers de Belges continuèrent d'être enlevés à leurs familles et transportés sur le front. Il semble même que l'on ait songé à étendre cette saisie jusque sur les femmes. Du moins fit-on procéder au recensement de la population féminine de 15 à 60 ans.

La rigueur de la censure et les démentis de la presse officielle parvinrent à tenir l'opinion allemande dans l'ignorance de cette violation de la parole impériale. Avec le temps, les réquisitions se transformèrent en véritables rafles, enlevant pêle-mêle ouvriers, employés, commerçants, paysans. Les récalcitrants, les fuyards étaient colloqués dans des « camps de discipline ». Les travaux imposés — déchargement d'obus ou de matériel, construction de chemins de fer, travaux de terrassement — s'exécutaient parfois si près de la ligne de feu qu'il fallait pourvoir les déportés de masques protecteurs contre les gaz asphyxiants. En somme, le recrutement et la discipline militaires étaient étendus de force à la population civile. Tout le monde était menacé. Il faut avoir vécu dans la zone des Étapes pour se représenter le régime de terreur qui y fut à l'ordre du jour en 1917 et en 1918. L'angoisse permanente qu'il y fit peser explique sans doute les progrès apparents de l'« activisme ». Pour échapper aux réquisitions, il n'y avait guère d'autre moyen que d'afficher une germanophilie protectrice. Ceux qui refusaient de renier leurs sentiments n'avaient d'espoir que dans la pitié de quelque officier ou dans la compassion d'un médecin militaire consentant à se laisser arracher un certificat de maladie. Les autorités militaires rejetaient l'odieux de la conduite qui leur était imposée sur les communes. On faisait

accroire aux hommes qu'ils avaient été désignés par les bourgmestres ; on alla parfois jusqu'à leur déclarer que ceux-ci s'opposaient à leur retour parce qu'il n'avaient plus de quoi les nourrir. Officiellement les déportés étaient considérés comme travailleurs libres. Tous recevaient un salaire et beaucoup d'entre eux acceptèrent d'ailleurs, sous l'empire de la contrainte, de signer des contrats de travail. Qu'ils eussent ou non signé, leur tâche à tous était la même. Ce n'était plus au service de l'économie allemande, c'était au service de la guerre allemande qu'ils étaient employés.

Dans le gouvernement général, von Bissing s'empressa en revanche d'obéir à l'ordre impérial qui justifiait si complètement l'opposition qu'il avait montrée. Il fit cesser les déportations et il ne dépendit pas de lui que tous les Belges envoyés par erreur en Allemagne ne revinssent aussitôt dans leurs foyers. Tout compte fait, le nombre des déportés dans la partie du pays placée sous son administration directe se monte à une soixantaine de mille. Il faut y ajouter un nombre presque égal de gens levés dans les Étapes d'octobre 1916 au mois d'août 1918. Ici c'est seulement le mouvement de recul des troupes allemandes en 1918 qui mit fin aux réquisitions. Elles y durèrent pendant vingt-deux mois et seulement pendant cinq dans le gouvernement général. Encore furent-elles dans ce dernier très inégalement réparties. Elles ne pesèrent de tout leur poids que sur les provinces d'Anvers, de Brabant, de Luxembourg. Quelques communes furent épargnées, pour des motifs inconnus, dans les provinces de Hainaut, de Namur et de Limbourg. La province de Liège eut le moins à souffrir.

On peut donc conclure de l'examen des faits que les desseins du Grand État-major n'aboutirent qu'à un échec. Au lieu des 400.000 déportés qu'il exigeait, il en obtint au plus 120.000. Encore 60.000 seulement vinrent-ils suppléer à la pénurie de la main-d'œuvre du Reich. Les autres, on l'a vu, furent presque exclusivement employés au front des armées combattant en France. Il serait intéressant de savoir quelle aide effective les déportés employés dans les fabriques apportèrent à l'industrie allemande. On peut supposer qu'elle fut très faible et que

leur arrivée suscita plus d'embarras qu'elle ne procura d'avantages. Presque tous profitaient de la moindre occasion favorable pour fuir. Il fallait les poursuivre, les arrêter, les ramener à la tâche, et ils recommençaient. L'auteur de ces lignes peut affirmer pour l'avoir vu qu'ils ne s'acquittaient de leur besogne qu'avec une mauvaise volonté et une apathie invincibles. Dans les camps de concentration où les employeurs allaient recruter la main-d'œuvre, ils ne prenaient les Belges que faute de mieux. C'étaient, disaient-ils, de mauvais ouvriers qui ne voulaient pas obéir. La résistance passive dont ils avaient fait preuve dans la patrie, ils la continuèrent dans l'exil.

Inefficace pour l'Allemagne, la déportation eut en Belgique les conséquences les plus déplorables. Non seulement elle y provoqua jusque dans les couches profondes du peuple des sentiments de haine qui devaient se prolonger bien au delà de la paix, mais elle y affecta encore très sensiblement la santé publique. La mortalité fut très élevée parmi les déportés : on l'estime à 20 par mille. Des milliers d'entre eux ne rentrèrent au pays que physiquement et moralement déprimés. Leur incapacité de travail dura très longtemps ; souvent même, elle fut permanente. Le procès, plaidé devant le tribunal arbitral mixte germano-belge en janvier 1925 a provoqué à cet égard des constatations lamentables (1).

Il faut reconnaître d'ailleurs que si les déportations n'ont pas atteint leur but, elles ne laissèrent pas de tourner indirectement au profit de l'industrie allemande. La terreur qu'elles inspirèrent poussa quantité d'hommes vers les agences de *l'Industriebüro*. Ils contractèrent des engagements volontaires pour n'avoir pas à se soumettre à la réquisition. L'autorisation d'emmener leurs femmes et leurs enfants décida beaucoup d'entre eux à partir. Les autres recevaient l'assurance que leurs familles seraient secourues pendant leur absence. Les bénéfices réalisés par les Centrales furent affectés à couvrir les dépenses qui en résultèrent. Au mois d'octobre 1916, le

(1) Voir les documents de ce procès aux *Archives de la Guerre*.

général von Bissing évaluait à 30.000 environ le nombre de ces travailleurs volontaires. Depuis lors, ce chiffre ne cessa plus de s'élever. Au mois d'avril 1917, le tiers de l'effectif des mineurs du charbonnage de La Louvière avait signé des engagements. L'appât des hauts salaires touchés en Allemagne leur gagnait journellement des imitateurs. Comme le séjour des camps de concentration leur était épargné, les ouvriers partis volontairement étaient logés presque toujours chez l'habitant. La bonhomie des mœurs allemandes les étonnait au sortir de leur pays livré à toutes les rigueurs de l'occupation. Ils se trouvaient plus libres chez l'ennemi que dans leur propre patrie. Leurs lettres et leurs récits étaient d'autant plus séduisants que la misère générale allait croissant. Sous sa pression, plusieurs même se décidaient à s'embaucher dans les usines belges mises sous séquestre ou exploitées par ordre de l'autorité allemande. Les avantages matériels qui leur étaient offerts faisaient le reste. Peu à peu, la résistance qui avait été provoquée par la force s'amollissait sous l'influence de procédés plus doux et plus adroits. Par la plus paradoxale des situations, la reprise de l'industrie belge eût présenté des conditions plus favorables à la fin de 1916, qu'elle n'en avait présenté au commencement de l'occupation. Mais à cette époque, il ne pouvait plus être question de la ranimer. Son outillage était destiné à être exporté vers les fabriques allemandes ou détruit pour être converti en munitions de guerre. A la déportation des hommes allait succéder, au mois de février 1917, la déportation des machines.

§ II. — L'EXPLOITATION A OUTRANCE

L'opposition des points de vue de l'administration civile et de l'administration militaire à l'égard de l'industrie belge devait s'achever à l'avantage du second. Il est certain, en effet, que l'espoir nourri durant assez longtemps par le gouverneur général de sauvegarder durant l'occupation l'activité manufacturière du pays était irréalisable. Sans doute, von Bissing avait

raison d'affirmer qu'une Belgique prospère serait plus avantageuse à l'Allemagne qu'une Belgique ruinée. Plus elle produirait plus elle fournirait d'aliments à l'insatiable consommation de la guerre. Malheureusement, il était impossible d'empêcher de mourir cette « vache à lait » qu'il eût voulu conserver pour l'entretien du Reich (1). Elle dépérissait faute de nourriture. L'immense stock de matières premières accumulé dans le pays s'épuisait rapidement par les réquisitions, les saisies et les achats. L'échec des négociations entamées avec l'Angleterre en vue de le renouveler par l'importation devait fatalement aboutir tôt ou tard à son anéantissement. Ce qui arrivait par la Hollande en quantités de plus en plus restreintes pouvait tout au plus servir à prolonger quelque peu l'agonie de l'organisme industriel. Au mois de juin 1915, il apparaissait évident que la filature du coton était frappée à mort. Il en était de même pour l'industrie lainière, pour celle du lin, du jute et du chanvre. A la même date, presque tous les hauts fourneaux étaient éteints. L'industrie du ciment chômait ainsi que la construction des machines.

La crainte des industriels allemands d'avoir à combattre après la guerre la concurrence de l'industrie belge, les poussait à intervenir auprès du gouverneur général pour l'empêcher de favoriser la reprise des industries qui, comme par exemple celle du ciment, eussent pu conserver quelque vitalité par l'importation vers la Hollande. La fabrication du verre, au contraire, leur paraissait devoir être maintenue, tant dans l'intérêt des fournitures de l'armée que pour empêcher l'Angleterre et l'Amérique de s'en approprier exclusivement le marché. Ainsi, même pour les industries dont le pays fournissait les matières premières, l'avenir dépendait de l'intérêt du vainqueur.

Mais à cet intérêt s'opposait celui du vaincu. Si les fabricants belges s'efforçaient de conserver à leurs ateliers une activité ralentie, c'était à condition que leur production ne servît

(1) Voy. le mot de von Bissing rapporté plus haut, p. 172.

pas à couvrir les besoins de la guerre. Presque tous préféraient fermer leurs usines plutôt que de les mettre au service de l'occupant. Beaucoup d'autres, faute de travail, employaient leur personnel à agrandir ou à perfectionner leurs installations, escomptant une fin heureuse de la guerre et une période de prospérité nouvelle dès la victoire.

La conférence économique convoquée à Bruxelles par le général von Bissing, le 19 juin 1915, avait dû lui montrer que ses projets étaient irréalisables. L'accroissement du chômage pendant les mois suivants le convainquit plus clairement encore de l'inanité de ses illusions. S'il avait raison en théorie, les faits lui donnaient tort. Il lui devenait donc de plus en plus impossible de défendre sa méthode « conservatrice » contre la méthode d'épuisement des autorités militaires. Puisque l'industrie belge ne pouvait subsister, c'eût été une duperie que de la ménager plus longtemps. Il ne restait qu'à l'utiliser au profit de la lutte pour l'existence qui s'imposait à l'Allemagne. La solidarité économique que la guerre avait fait naître entre elle et la Belgique aboutissait fatalement à l'exploitation de celle-ci par celle-là.

Si les Belges avaient accepté l'occupation, s'ils s'étaient volontairement pliés au plan Rathenau, s'ils avaient consenti à transformer leurs ateliers en ateliers de munitions, à occuper leurs laboratoires à la production de gaz, d'explosifs ou d'*Ersatz*, il leur eût évidemment été possible non seulement de maintenir leur outillage et leur personnel en activité, mais de réaliser même les progrès techniques qui furent si largement suscités en Allemagne par les industries de guerre. Puisqu'ils s'y refusaient, la question n'était plus que d'employer le capital qu'ils s'obstinaient à laisser improductif. Moins même ils travailleraient, plus la situation serait avantageuse. De même que les chômeurs avaient été déportés en Allemagne, de même les fabriques arrêtées et les machines inactives seraient mises à la disposition de l'industrie allemande. Au lieu de s'ingénier à faire vivoter l'industrie belge, il valait mieux y organiser une sorte de *lock out* qui permettrait d'agir avec elle sans ménagements. Ces considérations s'exprimèrent le 17 février

1917, dans l'arrêté statuant qu'à partir du 1^{er} mars « les exploitations industrielles quelconques notamment les fabriques ne pourront continuer à travailler qu'avec l'assentiment du chef de l'administration civile ». Il était interdit également de construire de nouveaux bâtiments industriels ou d'apporter des modifications à ceux qui existaient. Étaient seuls exemptés de la mesure les charbonnages, les fours à coke, les usines à gaz, à eau ou à électricité travaillant exclusivement dans l'intérêt public, les mines et usines à phosphates, les moulins de tout genre, les chemins de fer vicinaux et les tramways.

Toute l'industrie tombait ainsi sous la coupe de l'Allemagne. De même que les Centrales s'étaient emparées de la distribution et du commerce des produits du sol, de même la section du commerce et de l'industrie près le chef de l'administration civile étendait désormais son pouvoir sur toute l'activité manufacturière. La très petite industrie échappait seule à son emprise. Les ateliers employant moins de 12 ouvriers, ou utilisant des moteurs de moins de 5 chevaux et consommant moins de 5 tonnes de charbon n'étaient pas soumis à l'obligation de se pourvoir de l'autorisation imposée à tous les autres. Non seulement l'arrêté s'appliquait à l'industrie présente, mais il visait aussi l'industrie future, puisqu'il s'opposait à la continuation des travaux d'agrandissement et d'amélioration entrepris en vue de l'avenir.

Le but de l'arrêté n'est probablement pas de provoquer une recrudescence du chômage et de fournir un supplément de recrues aux déportations. Le général von Bissing était hostile à ces dernières et il n'ignorait sans doute pas au moment où il légiféra que la continuation du transport des ouvriers belges vers l'Allemagne allait cesser. On ne peut donc chercher le motif de la restriction imposée au travail industriel que dans la résolution de le placer exclusivement sous contrôle, ou pour mieux dire sous le contrôle de l'autorité militaire. Il faut considérer l'arrêté du 17 février comme la capitulation du gouverneur général devant le Grand État-major. Il marque le moment où l'impossibilité de conserver plus longtemps l'acti-

tivité industrielle de la Belgique est clairement apparue (1). La rigueur des peines édictées contre les infractions à l'arrêté (deux ans d'emprisonnement et 100.000 marks d'amende) et la compétence des tribunaux militaires pour en juger, attestent l'importance attribuée à son exécution.

A partir du 1^{er} mars 1917, l'industrie belge n'est donc plus qu'une branche de l'industrie allemande. Ce qui en subsistera sera réglé par les besoins de l'Allemagne, lesquels seront la mesure de ce qui sera maintenu pour la subsistance du pays. Ou n'agira plus que conformément aux nécessités militaires du Reich. Ou bien les fabriques travailleront pour lui, ou bien elles seront fermées et mises par conséquent à la disposition du pouvoir occupant. Déjà, bien auparavant, des usines avaient été mises sous séquestre ou réquisitionnées par ordre de l'autorité militaire et exploitées par elle. Mais ce qui n'avait encore été que sporadique et accidentel devient régulier, général et permanent. Dès le 13 mars, les ministres d'État, les sénateurs et les députés restés dans le pays adressaient au général von Bissing une protestation qui demeura naturellement sans réponse.

Un certain nombre d'industriels, poussés par le désir de ne pas priver d'ouvrage leurs ouvriers et de sauvegarder leur matériel, acceptèrent de demander l'autorisation imposée par l'arrêté. Beaucoup d'autres refusèrent de se soumettre et fermèrent leurs usines. C'était signer leur arrêt de mort.

Depuis déjà longtemps des milliers de machines de toute espèce avaient été réquisitionnées par les *Kommandanturs*. Au début, les enlèvements avaient été faits avec une précipitation et une imprévoyance qui avaient provoqué les plaintes du gouverneur général. Bientôt cependant l'organisation avait succédé au désordre. Les services de réquisition avaient été placés sous la direction du *Stabsoffizier der Pioniere* pour les machines électriques et du *Stabsoffizier der Fussar-*

(1) BITTMANN, *op. cit.*, t. III, p. 81, dit très exactement « so war denn die Aera, in der der Gedanke der Wiederbelebung des belgischen Wirtschaftslebens vorherrschend gewesen war, endgültig abgeschlossen ».

tillerie pour les autres machines. Les listes des machines étaient transmises par eux au *Waffen und Munitionenbeschaffungsamt* (Wumba) ou au *Rohmaterialbeschaffungsamt* (Rohma) dépendant l'un et l'autre du ministère de la guerre à Berlin. Le premier était un intermédiaire chargé de pourvoir aux besoins de l'industrie allemande et de satisfaire aux demandes du délégué du Quartier-maître général concernant les fournitures de machines nécessaires aux services de l'armée. Le second se chargeait de faire réduire en mitraille les machines sans emploi prévu, ainsi que les charpentes métalliques des ateliers et installations industrielles réduits au chômage.

En France le démontage et la destruction des machines et des halls d'usine commencèrent dès le début de l'année 1917. Ils furent étendus à la Belgique vers le milieu de la même année. On peut considérer l'arrêté du 17 février 1917 comme le prologue de la catastrophe qui s'abattit depuis lors sur l'industrie nationale. Ce fut une destruction impitoyable et systématique. Rien ne se fit au hasard. La liste des usines condamnées était dressée par la section du commerce et de l'industrie près le chef de l'administration civile. Transmise aux services allemands compétents, elle revenait pourvue de leurs observations. On ne décidait qu'après un mûr examen du sort réservé aux exploitations marquées pour la mort. L'administration militaire s'en réservait quelques-unes destinées à servir de magasins, de logements pour les troupes, de halls d'aviation, soit sur place, soit en un endroit où elles devraient être transportées par morceaux et remontées. Une commission spéciale statuait à propos des ateliers les plus importants. Leur part était faite à *Wumba* et à *Rhoma*. Celui-ci recevait toutes les parties du matériel vouées à la destruction, celui-là disposait des machines épargnées qui étaient transportées en Allemagne. Un consortium de firmes allemandes, désigné sous le nom d'*Abbaugruppe*, entreprenait en commun la démolition des halls, leur reconstruction en Allemagne ou leur réduction en mitraille. Les bénéfices étaient considérables. Le 31 décembre 1917, ils atteignaient le chiffre respectable de 1.443.000 marks, pour un ensemble de

18.937 tonnes de démolitions, tant en Belgique que dans le nord de la France.

L'implacable logique de la guerre d'épuisement sortait donc ses dernières conséquences. Ayant dévoré tous les stocks de matières premières de la Belgique, il ne restait plus à l'Allemagne qu'à en enlever ou à en détruire l'outillage. Pour continuer la lutte, elle en était réduite à sacrifier le pays à son insatiable besoin de munitions. Il n'était plus pour elle qu'un magasin de machines et de mitraille que l'on viderait jusqu'à épuisement. Elle était arrivée au point où il fallait choisir entre la victoire à tout prix ou la catastrophe finale. La guerre sous-marine sans restriction et la destruction de l'organisme économique belge s'expliquent par les mêmes causes (1) et ne sont que deux aspects de la résolution formidable d'un pouvoir militaire acculé assumant sans crainte les responsabilités les plus terribles. La Belgique n'a plus qu'à subir passivement son sort. Elle est devenue un instrument de guerre. A son égard, on n'a pas plus à s'embarrasser de scrupules d'humanité que de scrupules juridiques. Il est très caractéristique d'observer que trois semaines après la mise à exécution de l'arrêté du 17 février, la proclamation de la séparation administrative (21 mars 1917), met fin à l'État belge. Sa destruction matérielle n'a fait que devancer de quelques jours sa destruction politique (2).

Quoi qu'on en ait cru, il est incontestable que l'autorité militaire est seule responsable de la destruction de l'industrie belge, comme elle l'est de la déportation des ouvriers. L'une et l'autre sont au même titre des mesures de guerre. Le Grand État-major en avait formé le projet depuis longtemps et il n'a pas tenu à lui qu'elles n'aient été appliquées beaucoup plus tôt. Le gouverneur général en a retardé l'exécution autant qu'il l'a pu. Mais sa résistance ne pouvait être effective qu'aussi longtemps qu'elle serait soutenue par l'empereur.

(1) Ils sont à peu près contemporains. La guerre sous-marine à outrance commença le 31 janvier 1917.

(2) Voy. plus loin chapitre VIII, p. 207.

Lorsque la situation militaire apparut telle que le salut de l'Allemagne ne sembla plus dépendre que de l'issue de la lutte et que l'empereur capitula devant Hindenburg et Ludendorff, von Bissing n'eut plus qu'à s'incliner et à exécuter la consigne à laquelle il avait tout fait pour échapper. Il n'eut pas à assister très longtemps à la ruine de sa politique. Le 19 avril 1917, il mourait inopinément au château de Trois-Fontaines. Son successeur, le général von Falkenhausen, ne devait être qu'un exécuteur passif des ordres du Quartier-Maître général.

Voulue et organisée par le pouvoir militaire, la destruction de l'industrie belge ne laissa pas de répondre au désir d'un groupe influent d'industriels allemands. En leur fournissant des machines à prix réduit, elle leur permettait d'épargner leur propre outillage et de le réserver pour la période d'après-guerre. Elle les débarrassait encore du souci d'avoir à compter dans l'avenir avec la concurrence belge. La guerre leur fournissait ainsi le moyen d'annihiler pendant de longues années un rival redoutable. Ils profitèrent donc avec empressement de l'occasion qui s'offrait. *Wumba* fut assailli de leurs demandes et ses agents y répondirent avec tant d'empressement qu'une quantité de machines furent expédiées dont beaucoup, au jour de l'armistice, n'avaient pas encore été mises en usage par leurs destinataires. On peut affirmer que si l'ordre de détruire l'industrie belge n'eut d'autres motifs que des motifs de guerre, la manière dont il fut exécuté a été largement influencée par les mobiles purement économiques qui poussèrent les fabricants allemands à exciter le zèle intéressé des collaborateurs civils de l'autorité militaire.

La manière dont la tâche fut accomplie entraîna des gaspillages et des désastres inutiles. Le temps manquait et aussi le personnel spécialisé qui eût été nécessaire pour démonter les machines avec le soin voulu. Très souvent des soldats et surtout des prisonniers de guerre, russes pour la plupart, furent chargés de la besogne. On brisa et on détruisit brutalement. L'évacuation des ateliers ressembla très souvent à un pillage. Les indemnités payées aux propriétaires étaient calculées

par la Commission impériale préposée à l'enlèvement des machines et à la démolition des charpentes métalliques. Comme elle ne prenait en considération que la valeur du métal, on comprend que presque toujours ces indemnités étaient infiniment inférieures à la valeur réelle des objets enlevés.

Ce fut naturellement l'industrie métallurgique qui eut le plus à souffrir. On lui enleva, en effet, la plus grande partie des machines exportées en vue de la fabrication des munitions et ses halls de fer constituaient un ravitaillement magnifique à la confection des projectiles. Dans les usines textiles, on n'enleva guère que les coussinets de cuivre et les arbres de transmission. En revanche, des 37 hauts fourneaux que comptait le pays, 26 furent démolis. Détruits également la plupart des laminoirs : 10 sur 11 à la société John Cockerill, 8 sur 12 à celle d'Ougrée-Marihaye. Presque partout les ponts-roulants, les moteurs électriques, les locomotives et les wagons, les chaudières, les marteaux-pilons furent enlevés ou concassés sur place. Lors de la libération du pays, les établissements sidérurgiques du pays de Liège et du bassin de Charleroi donnaient le spectacle d'une dévastation complète.

L'autorité politique, réduite à l'impuissance se préoccupait cependant de l'avenir. Obligée d'envisager la situation qui serait faite à la Belgique lors de la conclusion de la paix, elle s'inquiétait des mesures à prendre pour la période de transition qui succéderait à la guerre (*Übergangswirtschaft*). Au mois d'octobre 1917, le gouverneur général avait convoqué, à cet effet, ses différents chefs de service. Les constatations faites par eux sont lamentables. Encore faut-il remarquer que leurs appréciations s'inspirent non point de l'intérêt de la Belgique, mais de celui de l'Allemagne. Se plaçant dans l'hypothèse où la première resterait d'une manière quelconque subordonnée à seconde, ils envisagent les moyens d'établir entre elles un *modus vivendi* provisoire. Tous s'accordent sur l'impossibilité de ranimer aussitôt l'activité industrielle. Elle a été si profondément atteinte que deux ans au moins seront nécessaires à sa reprise. Il leur paraît inévitable que l'Allemagne paye une indemnité à la Belgique. Les uns l'évaluent à 8 milliards

500 millions, les autres à 5 milliards. Une durée plus longue de la guerre épuiserait complètement le pays. 50.000 tonnes de métal en sont exportées par mois, si bien que l'on peut prévoir le moment où il n'y restera plus de fer. A supposer que les hostilités se prolongent encore un an et demi, il ne subsistera plus dans le pays que ce que son sol renferme : du charbon et des phosphates.

Si l'on songe que ces déclarations sont antérieures d'un an à l'armistice, et que durant ces douze mois la destruction de l'industrie au lieu de se ralentir n'a cessé de continuer impitoyablement, on se fera une idée de l'état d'un pays qui, en 1914, était relativement le plus actif de l'Europe. Jamais, on peut l'affirmer, dévastation ne fut plus complète. Les dégâts commis par la guerre au début sont peu de chose en comparaison de ceux qui furent méthodiquement commis depuis le milieu de 1917. La démolition des voies de communication par l'armée allemande durant sa retraite en octobre-novembre 1918, y ajoutèrent encore de nouveaux dégâts. Si l'intervention des puissances neutres empêcha l'exécution de l'ordre donné de faire sauter les puits de mine, quantité de ponts, d'écluses, de voies de chemins de fer furent détruits par les troupes. A ce moment (12 novembre) des machines récemment démontées attendaient encore leur évacuation. On essaya de les faire passer en Hollande ou de les vendre à des industriels belges. Ainsi, la démolition se poursuivait jusqu'à la dernière limite. *L'Abbaugruppe* s'acharna avec une curieuse persistance à sa besogne, alors que la tournure des opérations militaires et la révolution survenue en Allemagne ne pouvaient plus laisser de doutes sur son inanité.

Visiblement il ne travaillait plus dans l'intérêt militaire. Il n'avait plus en vue que le pillage au profit de l'industrie allemande. Ce qui avait été une formidable et vaine mesure de guerre s'achevait lamentablement en une sorte de piraterie.

CHAPITRE VIII

La séparation administrative (1)

§ I. — JUSQU'AU 21 MARS 1917

De 1914 à 1918, la conduite du gouvernement allemand à l'égard de la Belgique passa par des phases diverses dont la succession correspond aux péripéties de la guerre. Durant la première de ces phases, que l'on peut circonscrire entre l'invasion du pays et la stabilisation du front sur l'Yser, l'État belge est traité en territoire stratégique. On ne discerne encore aucune visée politique quant à son sort. Son premier gouverneur, le feld-maréchal von der Goltz, est un pur militaire. Il n'envisage l'occupation que comme une mesure momentanée imposée par l'intérêt des armées. Sa proclamation du 3 septembre 1914 ne préjuge en rien de l'avenir. Elle semble même prévoir, aussitôt que les circonstances le permettront, la restauration de l'indépendance nationale (2).

Mais avec la nomination de son successeur, le 'général von Bissing (décembre 1914), s'ouvre une période nouvelle. On ne peut plus douter désormais que l'échec de l'offensive contre la France ne recule la décision de la lutte à une époque indéterminée et sans doute lointaine. Et aussitôt surgit la

(1) Pour ce chapitre et les deux suivants, on consultera surtout : *Les Archives du Conseil de Flandre, publiées par la Ligue Nationale pour l'Unité belge*, (Bruxelles, 1928).

(2) « Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis des ordres du gouverneur général. »

« question belge ». Obligée de conserver ce pays qu'elle ne comptait d'abord que traverser, l'Allemagne ne peut se borner à en exploiter les ressources : elle doit le faire servir à ses buts de guerre. Elle est bien décidée à tirer parti de l'avantage politique que lui procure la possession d'un « gage » (*Faustpfand*) aussi précieux. Le silence que son gouvernement observe sur le sort qu'il lui réserve le laisse suffisamment apparaître. Ni dans le Reich, ni chez les alliés ou chez les neutres, personne ne doute qu'il ne médite une annexion directe ou déguisée. Sa résolution est prise de ne pas tolérer que la paix rende à la Belgique la souveraineté dont elle n'a fait usage, d'après lui, que pour coopérer avec les ennemis de l'Empire. A son occupation temporaire succédera sa subordination définitive, dont les modalités seules restent incertaines. Quant au fond, autorité militaire et autorité politique sont d'accord : la « victoire allemande » est à ce prix.

L'État belge, d'ailleurs, ne disparaîtra pas. Rien ne permet encore de supposer la moindre velléité d'en dissocier les parties pour le réunir à l'État allemand. Le bloc qu'il forme ne sera pas désagrégé. Il sera englobé dans la confédération impériale à titre de *Reichsland* ou d'État vassal. On se bornera à lui imposer les garanties nécessaires au maintien de la sujétion qu'on lui destine. Tout ce que l'on sait de l'administration du général von Bissing jusqu'à la fin de 1916 correspond parfaitement à ces intentions. Sa politique « conservatrice » s'inspire sans contredit de la volonté de réserver la Belgique au service non seulement des intérêts immédiats de l'Allemagne, mais de ses intérêts futurs. Il eût voulu sans doute l'assimiler. Ne le pouvant, il se borna, comme on le verra plus loin, à chercher du moins à y créer un mouvement d'opinion favorable à ses desseins (1).

La tournure prise par les événements interrompt l'exécution de ce plan. Au commencement de 1917, les conjonctures militaires aussi bien que les conjonctures politiques (rejet par les alliés de la proposition de paix du 12 décembre 1916,

(1) Voir le document connu sous le nom de testament du général von Bissing.

guerre sous-marine à outrance, rupture diplomatique de l'Amérique avec les Empires centraux) firent entrer la « question belge » dans sa dernière phase. Pour soutenir la guerre au milieu de l'épuisement dont le blocus de ses côtes lui fait de plus en plus ressentir les atteintes, l'Allemagne risque le tout pour le tout. Sous l'impulsion que lui communique le Grand État-major auquel le gouvernement civil ne peut plus résister, elle veut forcer la victoire par un terrible sursaut d'énergie. Dans le même temps où elle se décide à exploiter sans scrupules les dernières ressources de la Belgique, elle se décide aussi à la disloquer comme corps politique. Ne pouvant plus compter sur une paix qu'elle dictera à ses ennemis, du moins veut-elle qu'au moment suprême il devienne impossible de restaurer l'État belge. Elle le divise en deux tronçons, espérant l'empêcher ainsi de se reconstituer, et avec l'intention de se ménager plus parfaitement sur ce pays dépecé les emprises et les bases militaires qu'elle considère comme indispensables à sa sécurité future. L'arrêté promulguant la séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie (21 mars 1917) marque le début de cette politique. Von Bissing n'eut que le temps de la voir s'affirmer. Elle se déroula jusqu'à la catastrophe finale sous la direction de son successeur, le général von Falkenhäusen.

Ainsi, la question belge évolua au gré de la guerre qui l'avait fait naître. A la politique d'occupation succéda la politique d'annexion qui aboutit enfin à la politique de destruction. Et à ces diverses péripéties s'apparentent les diverses attitudes prises par le gouvernement allemand à l'égard de la question flamande.

Jusqu'à l'explosion de la guerre, il s'en était toujours désintéressé. Il n'avait ni manifesté la moindre sympathie ni apporté le moindre appui aux pangermanistes qui, au nom de la communauté de race, prônaient le retour des Pays-Bas à la commune patrie allemande. Leurs revendications plus encore que la Belgique visaient la Hollande. Elles n'avaient d'ailleurs inquiété personne. On les considérait comme les rêveries innocentes de patriotes romantiques ou de professeurs inoffensifs. Les quel-

ques tentatives de fraternisation qui, depuis l'époque lointaine de Hoffmann von Fallersleben, avaient été ébauchées entre Flamands et Allemands n'avaient pas eu de lendemain (1).

La fondation à Bruxelles de la *Germania* en 1898, en vue d'orienter le mouvement flamand vers un idéal pangermaniste, n'avait abouti qu'à un échec. Evidemment, si la question des langues troublait les Belges, ils entendaient la résoudre entre eux, sans y mêler d'interventions étrangères. Elle n'était qu'une querelle de plus dans ce pays qui en connaissait tant d'autres, et pas plus que les conflits politiques et sociaux elle ne débordait du terrain national. Les chefs du mouvement flamingant étaient même, au commencement du ^{xx}^e siècle, beaucoup plus indifférents aux tendances pangermanistes qu'ils ne l'avaient été vers 1848. Entre eux et l'Allemagne, bien loin que l'on puisse discerner une entente quelconque, on ne discerne pas même de sympathie. S'ils regardaient au dehors des frontières, c'était seulement vers la Hollande. L'*Algemeen Nederlandsch Verbond* s'efforçait d'établir entre les Néerlandais de Hollande et les Néerlandais de Belgique une collaboration qui ne poursuivait d'ailleurs aucune fin politique. Quant à l'Allemagne, ils ne lui demandaient et n'en attendaient rien. Ils restaient indifférents à l'attention ou aux attentions dont ils y étaient l'objet.

L'attitude des Allemands de Belgique à leur égard les eût détournés, quand bien même ils y eussent songé, de toute velléité de s'appuyer sur eux. Ces immigrants montraient l'indifférence la plus profonde aux revendications flamandes. Dans leurs rapports avec la population, ils se conduisaient en « frans-quillons », ne parlant que le français, ne fréquentant que les théâtres de langue française, ne se servant que du français aussi bien pour les affaires que pour les relations sociales. C'est à peine si le flamand était représenté dans le programme des *Deutsche Schulen* de Bruxelles et d'Anvers. Les puissantes maisons allemandes établies dans cette dernière ville étaient complètement

(1) Otokar FISCHER, *Belgie a Německo. La Belgique et l'Allemagne*. (Prague, 1927.)

étrangères à toutes les manifestations artistiques ou littéraires qu'y organisaient les flamingants.

Rien d'étonnant donc si pendant les premières semaines de la conquête les officiers aussi bien que les fonctionnaires allemands ne prirent pas le moindre souci de la question flamande. On peut dire que, pour la plupart, ils n'en soupçonnaient pas l'existence. Si tous ou presque tous connaissaient plus ou moins le français, tous unanimement ignoraient le flamand. Les premières proclamations destinées à la population ne sont rédigées qu'en français ou, si elles sont bilingues, c'est l'allemand qui s'y accole au texte français. Au bilinguisme officiel franco-flamand de l'État belge, l'occupant substitua tout d'abord un bilinguisme franco-allemand. Au lieu de flatter les flamingants il les froissait (1). On eût dit qu'il les considérait comme une quantité négligeable, et que dirigée par lui l'administration de la Belgique, revenant aux errements anciens, ne considérait plus comme langue de l'État que le français.

Une situation aussi paradoxale ne pouvait évidemment se prolonger. Par cela même que l'administration allemande se substituait à l'administration belge, il était inévitable qu'elle se conformât aux lois réglant l'emploi des langues nationales, et qu'elle adoptât le bilinguisme de l'État belge. Dès le 25 août 1914, le flamand non seulement figure dans le texte de ses arrêtés et de ses affiches, mais on observe même qu'à partir du 6 octobre, il y occupe la première place après le texte allemand, le français ne venant qu'en troisième lieu. Petit fait sans doute, mais petit fait significatif d'une orientation nouvelle et grosse de conséquences. On peut le considérer, comme le premier indice de l'importance de plus en plus grande que la question flamande, dont l'Allemagne officielle s'était jusqu'alors si complètement désintéressée, allait prendre sous le régime de l'occupation.

(1) J'emploie systématiquement, pour désigner les adeptes du mouvement flamand, le nom de flamingants. Le nombre des Flamands d'origine authentique hostiles ou indifférents à leurs revendications étant trop considérable pour qu'on puisse considérer les premiers comme les interprètes de tout le peuple.

On en distingue sans peine les motifs. Si les Allemands étaient généralement imbus de la théorie qui voit dans la race le facteur prépondérant de l'activité sociale, c'est la caste militaire qui en comptait les adeptes les plus fervents. De par l'éducation qu'elle avait reçue, elle se considérait comme la protagoniste par excellence du *Deutschum*. Le proclamant supérieur à tous les autres « génies nationaux », elle ne doutait pas qu'elle eût non seulement le droit mais le devoir d'en réveiller la conscience chez les populations germaniques où il s'était obnubilé. Or, la population flamande était incontestablement une population germanique. Les hasards de l'histoire et surtout « l'oppression » du gouvernement belge l'avaient abâtardie depuis de longs siècles en la soumettant au joug de la latinité. Le moment était venu de rappeler au souvenir de leurs origines et de restituer leur dignité de race à ces parents retrouvés. Il suffirait sans doute de leur apporter la bonne parole et de leur tendre une main fraternelle pour les ramener au foyer commun. Puisque le sort des peuples germaniques dépendait de la guerre, c'était donc le sort du peuple flamand qui était en jeu. Qu'il le comprît, et il se rallierait sans doute à l'Allemagne qui, en combattant pour elle-même, combattait nécessairement pour lui.

Et à ces considérations d'ordre racique s'ajoutaient, pour les justifier encore, des considérations d'ordre militaire. Il était évident que la sécurité et le confort des troupes seraient d'autant plus assurés que les dispositions des habitants seraient plus sympathiques. Leur hostilité était une gêne et un danger. L'intérêt bien entendu et la prudence politique recommandaient d'y substituer peu à peu la confiance. L'idée de gagner le concours des flamingants et par eux celui du peuple dont ils revendiquaient les droits linguistiques devait donc s'imposer de très bonne heure, tant par conviction que par nécessité, aux autorités militaires. C'est chez elles, en effet, que l'on en surprend les premières manifestations. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que c'est dans la zone des étapes qu'apparut tout d'abord la nouvelle orientation. Aussi bien d'ailleurs ce territoire

renfermait-il la majeure partie des populations flamandes de la Belgique (1).

Pour réussir, la circonspection s'imposait. Il était trop évident qu'avant de s'adresser aux masses et de leur présenter l'Allemagne en libératrice, il fallait attendre qu'elles se fussent remises de l'impression trop récente des fusillades et des incendies de Louvain et d'Aerschot, du siège d'Anvers et des premiers combats sur l'Yser. Il importait tout d'abord de sonder le terrain. La *Kommandantur* de Gand s'en préoccupa dès l'occupation de la ville (octobre 1914).

Un pasteur protestant d'origine hollandaise, chez lequel se confondaient la passion religieuse et le zèle pangermaniste, se mit aussitôt à son service. Mieux informée, l'autorité militaire eût sans doute refusé le concours compromettant de ce trop ardent auxiliaire qui venait de scandaliser les rares fidèles de son Église en y priant publiquement pour la victoire des armées allemandes. Il s'aboucha tout de suite avec quelques jeunes gens excités ou aigris, admirateurs livresques de la *Kultur* germanique et aussi convaincus que lui-même de sa vigueur irrésistible et de son triomphe final. Pour eux comme pour lui, la guerre aboutirait à un remaniement de l'Europe. L'État belge était condamné à disparaître. L'Allemagne victorieuse arracherait la Flandre à cet être hybride qui l'oppressait. Il la ferait rentrer affranchie dans la grande communauté des nations germaniques, soit réunie à la Hollande, soit transformée en duché indépendant, soit rattachée de quelque manière à l'Empire dont elle partagerait la gloire et la prospérité.

Les bulletins de victoire publiés par le Grand État-major entretenaient ces rêveries enfantées par la psychose de guerre dans les cerveaux de quelques illuminés. La *Kommandantur* ne s'illusionnait ni sur le nombre de ces fanatiques qui était infime, ni sur leur influence qui était nulle, ni sur leur valeur qui l'était plus encore. Elle eût voulu se concilier l'appui de quelques-

(1) Il renfermait, en effet, la Flandre occidentale et la Flandre orientale presque tout entières, soit environ les deux tiers des Belges dont le flamand est la langue usuelle.

unes au moins des personnalité marquantes du parti flamingant. L'accueil fait à ses avances lui prouva qu'elle n'avait rien à attendre d'eux. Force lui fut de soutenir faute de mieux les adeptes à qui elle en était réduite. Des fonds secrets furent mis à leur disposition. Le 21 février 1915, ils faisaient paraître à Gand le premier des journaux « activistes » de la période d'occupation : la *Vlaamsche Post*. La censure ne laissa pas imprimer la protestation que rédigèrent aussitôt les chefs des principaux groupements flamands de la ville. Elle parvint cependant à la connaissance du public, dissimulée parmi les annonces du journal socialiste le *Vooruit*. Un flamingant notoire, qui avait énergiquement combattu les promoteurs de la *Vlaamsche Post*, fut condamné à l'amende, emprisonné sur son refus de payer, puis déporté en Allemagne.

Des imprudences avaient dans l'entre-temps fortifié les dispositions du petit groupe gantois et fait disparaître, s'il en eût, ses derniers scrupules. Les nombreux réfugiés qui, lors du siège d'Anvers, s'étaient jetés en Hollande, n'avaient pas tardé à y fonder des journaux. Libres de tout dire, ils ne pouvaient éviter de réveiller les vieilles querelles avec l'amertume et la violence propres aux exilés. Le *Journal des Réfugiés* et d'autres organes publiés à Amsterdam, à Londres et plus tard au Havre, se laissèrent entraîner jusqu'à accuser certains flamingants de pactiser avec l'ennemi et d'avoir une large part de responsabilité dans la reddition d'Anvers. D'après eux c'en était fait de la question flamande. Elle ne pouvait plus se poser dans une Belgique alliée à la France. « La Belgique de l'avenir, disait l'un d'eux, sera latine ou ne sera pas. »

Ces intempérances de langage, soigneusement recueillies et commentées par la presse allemande, indignaient ceux qui n'avaient pas le bon sens de les dédaigner. La censure empêchait les dirigeants du parti flamand d'exposer leurs idées. Ils ne pouvaient compter, pour les défendre, que sur leurs partisans émigrés. Presque tous affirmaient leur fidélité à la patrie envahie. Sans rien abandonner de leurs revendications, ils proclamaient que le conflit linguistique était une question purement belge, qu'il n'était en rien dirigé contre les Wallons, que

la solution n'en devait être trouvée que dans le cadre de l'État national après la paix et dans l'indépendance recouvrée. Mais la polémique s'irritait en se prolongeant. Peu à peu, des tendances extrémistes commençaient à s'affirmer dans cette presse d'exil. La *Vlaamsche Stem*, en Hollande, évoluait rapidement vers le séparatisme, prônant l'autonomie de la Flandre, multipliant les attaques contre le gouvernement du Havre. En Belgique même, à l'imitation de la *Vlaamsche Post*, étaient fondés à Anvers les *Antwerpsche Tydingen* et les *Vlaamsche nieuws*, à Bruxelles, la *Gazet van Brussel* qui, quoique moins radicaux que leur aîné, n'en prenaient pas moins pour thème l'affranchissement de la Belgique flamande, la victoire inévitable de l'Allemagne, la décadence de la France, l'égoïsme mercantile de l'Angleterre. De violentes attaques étaient dirigées contre le cardinal Mercier dépeint comme un Wallon antiflamand. Avec la presse censurée de langue française collaborait maintenant une presse censurée de langue flamande, à laquelle la première accordait son bienveillant appui.

Un des problèmes qui, à la veille de la guerre, s'étaient posés devant l'opinion et l'agitaient en sens divers était celui de la création d'une Université flamande, ou pour parler plus exactement, celui de la transformation de l'Université de Gand en Université de langue flamande. Depuis plusieurs années cette réforme était demandée par les associations politiques flamingantes. Après de longs débats, elles avaient fini par se mettre d'accord sur une formule dont la Chambre des Représentants avait été saisie. L'invasion du pays en avait remis à plus tard la discussion. Ses promoteurs eux-mêmes, fidèles à la trêve que les partis s'étaient imposée, avaient résolu de ne plus en parler avant la paix. Ce fut un motif pour que les journaux fondés avec l'appui de l'Allemagne en fissent aussitôt la base de leurs revendications. Ils exhortaient le gouvernement allemand à donner aux Flamands la satisfaction que le gouvernement belge leur avait toujours refusée. Et il va de soi que leur propagande servait trop bien les intérêts du pouvoir occupant pour qu'il ne s'empressât de la soutenir.

Dans le courant de 1915, s'ouvre en Allemagne une campa-

pagne de presse sur la question flamande. Brochures et journaux exposent à l'envi l'« oppression » que font peser sur les Belges germaniques leurs compatriotes wallons. On ne se lasse pas d'insister sur le caractère artificiel de l'État belge, sur le devoir qui s'impose au Reich de venir en aide à ses frères de race. L'histoire est appelée à la rescousse ; on rappelle que les Pays-Bas, constitués au xvi^e siècle par Charles-Quint en Cercle de Bourgogne, faisaient partie du Saint-Empire. On allègue les avances de la *Vlaamsche Post* et de ses émules comme des manifestations authentiques de l'opinion flamande et de sa confiance dans l'Allemagne. Au mois d'avril 1915, le chancelier Bethmann-Hollweg entre lui-même en scène. Il affirme, devant le Reichstag, la sympathie du gouvernement pour les revendications flamandes et leur promet son appui.

En Belgique même, des indices significatifs correspondent à ce mouvement. Les autorités militaires ne cachent pas aux flamingants qui par hasard ont affaire à elles, la bonne nouvelle de la création prochaine d'une Université flamande. Elles en parlent ouvertement dans l'Étape. Le 2 décembre 1915, le gouverneur général fait prévoir l'inscription au budget des sommes nécessaires pour la réalisation de ce dessein. Il aurait voulu, semble-t-il, le réaliser en douceur et éviter l'éclat qui devait évidemment en résulter. Des instances avaient été faites sur son ordre auprès des Universités pour qu'elles reprissent leurs cours. Toutes avaient refusé, n'acceptant ni de travailler sous le contrôle de la censure, ni de faire profiter de leur enseignement les jeunes gens demeurés dans le pays tandis que leurs camarades combattaient sur l'Yser. Ce refus enlevait la possibilité de transformer graduellement l'Université de Gand en Université de langue flamande, soit en dédoublant ses cours, soit avec l'assentiment des professeurs.

On espéra tout d'abord obtenir cet assentiment. Le 16 février 1916, on leur demandait de déclarer s'ils étaient capables d'enseigner en flamand et, le cas échéant, s'ils y consentiraient. Décidés à ne pas permettre l'ingérence de l'ennemi dans l'organisation universitaire, tous, à l'exception de cinq, répondirent ou qu'ils ne pouvaient ou qu'ils ne voulaient pas

répondre affirmativement. La déportation en Allemagne de deux d'entre eux n'eut d'autre résultat que de rendre plus inébranlable la résolution de leurs collègues. Il ne restait qu'à se passer de leur concours et à intervenir par voie de décret. Le 15 mars 1916, un arrêté décidait que les cours de l'Université se feraient en langue flamande à partir de la rentrée d'octobre (1).

Cette décision fut accueillie par un débordement d'enthousiasme dans la presse qui l'avait provoquée. Au nom du peuple flamand, elle se répandit en effusions de gratitude. La nation sœur venait de justifier les espoirs qu'elle avait fait naître. Elle consacrait la déchéance de l'État belge, celui-ci n'étant manifestement qu'un séide de la France ennemie héréditaire de la Flandre. Le germanisme rédempteur triomphait enfin de la latinité, comme il en avait triomphé en 1302 sur le champ de bataille de Courtrai. La Flandre était délivrée de la tyrannie romane et elle l'était par l'Allemagne. « Los van Havre » devenait le mot d'ordre. L'avenir de la Flandre ne pouvait être assuré que par Berlin.

A ce pathos d'une infime minorité d'exaltés et de têtes chaudes répondit aussitôt une protestation signée des personnalités les plus éminentes du parti flamingant. Sans rien abandonner de leurs revendications et tout en se déclarant hautement partisans de l'organisation d'un enseignement universitaire flamand, elles affirmaient ne point consentir à l'accepter du pouvoir occupant. « Nous sommes d'une race, disaient-elles, qui toujours dans le passé a tenu à régler elle-même ses propres affaires sur son propre sol... Le seul point de vue auquel Flamands et flamingants nous puissions nous placer, c'est celui de l'indépendance de la nation belge. A cet égard, il n'existe pas la moindre divergence de vues entre les Flamands et les Wallons. » A cette protestation, qui circula aussitôt clandestinement à des milliers d'exemplaires, le gouverneur général répondit par une lettre publique. Il y revendiquait

(1) Pour ce qui suit, voir Th. HEYSE, *L'Université flamande*, Gand (1918-1919).

son droit en qualité de « détenteur du pouvoir suprême du pays » d'agir en faveur de l'intérêt de la population flamande. Il refusait de considérer les signataires de la protestation comme les porte-paroles de cette population. Il terminait enfin par la menace de sévir « avec une rigueur particulière contre toute action tendant à empêcher des professeurs ou des étudiants de coopérer à l'œuvre nouvelle ».

Cette menace était superflue. D'eux-mêmes les professeurs refusèrent à l'ennemi la collaboration qu'il leur demandait. Sept d'entre eux seulement, dont cinq belges, acceptèrent de continuer leurs fonctions. Pour suppléer aux chaires vacantes, la *Studienkommission zur Vorbereitung unterrichtstechnischer Fragen an der Universität Gent* en fut réduite à se contenter de ce qui se présenta : dentistes, ingénieurs, médecins, professeurs de l'enseignement moyen en quête d'une position lucrative, auxquels s'adjoignirent quelques Hollandais germanophiles et quelques Allemands. Faite comme elle était, la nouvelle Université était un expédient, une improvisation, une réclame. Déjà en temps de paix, il eût été impossible de lui recruter de but en blanc un personnel présentant le minimum de garanties exigibles d'un établissement d'enseignement supérieur. Au milieu des circonstances que l'on traversait, c'était une gageure que de l'ériger. C'était aussi un défi à l'opinion. Tandis que toutes les réunions publiques étaient interdites, les quelques partisans de la coopération avec l'Allemagne organisaient librement, en ville et à la campagne, des meetings de propagande devant des salles vides. On leur permettait de défiler en cortège au chant du *Vlaamsche Leeuw*. La police allemande ordonnait de leur ouvrir les locaux que la police belge, en exécution des ordonnances du gouverneur, prétendait leur interdire.

Le piteux échec de cette agitation montrait clairement que l'Université germano-flamande de Gand ne répondait en rien au vœu du peuple. Il était trop évident pour tout le monde qu'elle n'était qu'un instrument de la politique allemande. La cérémonie d'ouverture, le 21 octobre 1916, présidée par le général von Bissing, scella l'alliance de l'Allemagne avec les

« activistes ». C'est à peine s'il y eut des élèves. En y comprenant les auditeurs libres, leur nombre fut la première année de 110, la seconde de 417. Encore la plupart d'entre eux ne cédèrent-ils qu'à l'appât des bourses généreusement prodiguées, aux avantages alimentaires dont ils furent gratifiés et à l'immunité dont ils jouirent à l'égard des déportations. Ils furent ouvertement entretenus par l'occupant en faveur de « l'enfant mort-né » que fut l'Université gantoise (1). Quant aux professeurs, des garanties leur furent accordées pour le cas où à son retour un gouvernement animé d'intentions hostiles voudrait les éloigner de leur chaire, ou en leur retirant leurs droits académiques, leur rendrait impossible l'exercice de leurs fonctions.

L'Université ainsi bâclée était évidemment liée à l'occupation allemande. Nul ne pouvait douter qu'elle ne subsisterait qu'à une seule condition : celle de la victoire de l'Allemagne. Le gouvernement belge, dès le 14 octobre, avait déclaré que les fonctionnaires qui avaient consenti à y entrer avaient définitivement cessé d'appartenir au service de l'État, que ceux d'entre eux qui appartenaient à un ordre national en étaient déchus et que les diplômes conférés par l'Université nouvelle n'auraient en Belgique aucune valeur légale.

Ces mesures ne permettaient plus aucune équivoque. Aux flamingants qui eussent pu s'illusionner encore sur la conduite à tenir, elles montraient qu'ils avaient à choisir entre la Belgique et l'Allemagne. Seuls ceux d'entre eux qu'aveuglait le fanatisme linguistique renièrent la patrie. Mais en la reniant ils devaient se solidariser avec l'envahisseur. Désormais, il ne leur était plus loisible de revendiquer uniquement les droits linguistiques de la population flamande. C'est la destruction de l'État belge qui fatalement s'imposait à eux, puisque cet État les rejetait de son sein. Alors que l'immense majorité de ce peuple qu'ils prétendaient affranchir restait fidèle à la nation, ils en étaient réduits, de par leur faiblesse même et de

(1) Je reproduis ici l'expression que j'ai entendu employer par un officier allemand attaché à la justice militaire en Flandre.

par la réprobation qui les frappait, à faire cause commune avec l'ennemi.

Par une aberration que peut seule expliquer la psychose de guerre, ils se persuadèrent que l'appui que leur offrait l'Allemagne était désintéressé. Ils firent créance aux déclarations d'amour que la presse pangermaniste prodiguait à la Flandre. Ils s'abandonnèrent aux mirages de la théorie des races et allèrent répétant que le conflit formidable qui bouleversait l'Europe était celui du germanisme et de la latinité. Sans doute, ils n'entendaient pas absorber la Flandre dans l'Allemagne. L'idéal de la plupart d'entre eux fut et resta jusqu'au bout celui d'un État flamand autonome. Leur naïveté de politiciens dilettantes ne leur permit pas de comprendre que leur faiblesse ne leur laissait d'autre avenir que celui d'être des instruments aux mains du Grand État-major. Ils se fièrent aux promesses dont on les leurra comme van der Noot s'était fié, lors de la Révolution brabançonne, aux promesses de la Prusse (1). Des deux côtés, c'est la même suffisance, la même absence de sentiment politique, le même particularisme provincial, le même rétrécissement du cœur et du cerveau. Leur conduite est encore plus lamentable que honteuse. Vue de loin, elle paraît aujourd'hui presque bouffonne, tant le contraste est éclatant entre leurs desseins et les moyens dont ils disposaient pour les réaliser. Groupe infime au milieu d'une population qui les reniait avec horreur, ils en furent réduits à la violenter avec l'appui de l'ennemi. Pour être conséquents avec eux-mêmes ils eussent dû risquer leur vie pour la victoire du Reich. Le fait qu'ils n'ont pas pris les armes suffit à faire condamner leur entreprise. Tandis que les Tchèques par exemple et les Polonais affluaient vers les armées des ennemis de l'Allemagne, aucun d'eux ne prit service dans l'armée allemande. Ils se contentèrent, comme un de leurs chefs l'avouait le 28 août 1917, de la laisser se battre pour eux.

Ce qui explique leur conduite, c'est leur croyance dans l'in-

(1) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V, 2^e édit., p. 485 et suiv.

vincibilité de l'Allemagne. Ils s'imaginèrent jouer à coup sûr et miser sur le gagnant. On peut affirmer que s'ils avaient prévu la déroute finale de leurs protecteurs, que si même ils avaient admis la possibilité d'une paix sans compensations ni annexions comme celle qui fut demandée par le Reichstag le 19 juillet 1917, ils eussent prudemment conservé la neutralité. Ils ne rompirent avec l'État belge que parce qu'ils le crurent frappé à mort et destiné à disparaître de la carte de l'Europe. Ayant échafaudé leurs plans sur le triomphe de l'Allemagne, ils le durent souhaiter éclatant. Leur ennemi désormais fut la Belgique. Ils prétendirent élever sur ses ruines une Flandre indépendante, sans vouloir s'avouer qu'une Allemagne toute-puissante ne manquerait pas de s'annexer cette Flandre dont elle ambitionnait de se faire sur la mer du Nord un poste stratégique qui lui assurerait l'hégémonie de l'Europe. Ces pauvres gens qui croyaient jouer un rôle ne s'apercevaient pas qu'ils étaient manœuvrés. Incapables de rien prévoir, ils se targuaient du nom d'*Activistes*, alors que rien ne fut jamais plus passif que leur attitude à l'égard des maîtres qu'ils s'étaient donnés.

§ II. — LE CONSEIL DE FLANDRE

La politique linguistique que l'intérêt militaire de l'Allemagne dictait au général von Bissing se développa tout d'abord conformément aux lois belges. Le 25 février 1916, il avait pris un arrêté mettant en exécution la loi votée le 15 juin 1914, sur l'emploi des langues dans l'enseignement primaire (1). Le 22 mars, la loi du 22 mai 1878 imposant aux fonctionnaires de l'État l'obligation de correspondre en flamand avec les communes et les particuliers dans les provinces flamandes, était strictement imposée et bientôt même (2 septembre) rendue applicable aux localités flamandes des provinces de Liège et

(1) D'après l'article 20 de cette loi, la langue véhiculaire de l'enseignement devait être la langue maternelle de l'enfant.

de Hainaut, ainsi qu'à plusieurs communes de l'agglomération bruxelloise.

La transformation de l'Université de Gand en Université de langue flamande marque le moment à partir duquel le pouvoir occupant ne se contente plus de l'application des lois belges mais s'arroge le droit de légiférer lui-même en matière linguistique. Il prétend qu'il lui appartient, en vertu de l'autorité qui a passé du gouvernement belge au gouvernement allemand, « de tenir soigneusement compte des diverses façons de voir qui résultent de la vie commune de peuples de langues différentes réunis en un seul État ». Il justifie son intervention à cet égard par « l'équité et l'intérêt du bien-être de la population flamande ». Et il est évident que, s'engageant dans cette voie, il ne s'arrêtera plus.

Rien de plus aisé, en effet, que de pousser le principe de l'identification du peuple et de sa langue jusqu'à sa conséquence dernière, c'est-à-dire jusqu'à la dissolution de l'État. Et il serait injuste de ne pas reconnaître qu'aux yeux du général von Bissing, cette dissolution devait paraître tout à la fois conforme aux buts de guerre de l'Allemagne et à cette équité dont il se réclamait. Pour lui, la question flamande se posait évidemment comme la question tchèque en Bohême ou la question polonaise en Posnanie. Ignorant des conditions historiques qui depuis des siècles avaient introduit pacifiquement en Flandre l'usage du français et déterminé les rapports des Flamands avec leurs compatriotes wallons, il se représentait comme le résultat d'une lutte de races une situation qui n'était que le produit d'une longue association politique, de la communauté séculaire des intérêts et du prestige traditionnel exercé par la civilisation française sur un pays voisin de la France et depuis toujours ouvert à son influence. Ce qui était très ancien et très complexe lui apparaissait très récent et très clair. Il se figurait l'État belge livré aux Wallons comme l'État autrichien l'était aux Allemands et, de propos délibéré, décidé à romaniser et à exploiter la population flamande au profit de la race « dominante ». Il ne pouvait s'aviser que le conflit qu'il se donnait pour mission de résoudre était linguistique et

non national, qu'à la différence des idiomes ne correspondait aucune haine entre ceux qui s'en servaient, que le français loin d'être une langue imposée par la conquête ou la domination, était une langue volontairement adoptée depuis des siècles et devenue une langue maternelle. Il ne pouvait enfin se figurer que les Flamands, puisqu'ils parlaient un dialecte germanique, pussent s'opposer au *Deutschtum* qui, d'après lui, en droit comme en fait, à leur avantage comme à l'avantage de l'Allemagne, devait s'imposer à eux (1). L'hostilité qu'ils témoignaient à son gouvernement s'expliquait évidemment par les rigueurs inséparables de la conquête. Nul doute qu'elle ne fût destinée à se dissiper par l'accoutumance et que la population, pour peu qu'on l'y aidât, ne s'inclinât bientôt vers l'Allemagne sous la toute-puissante influence de la communauté de race.

Le petit groupe des activistes le confirmait dans ces dispositions. Eux aussi ne rendaient-ils pas responsable l'État belge de « l'oppression » du peuple flamand et n'opposaient-ils pas la « latinité » de cet État au caractère foncièrement germanique de leur peuple ? C'eût été folie que de négliger leur appui. Sans doute ils n'étaient encore qu'une minorité. L'un de leurs chefs estimait que 90 pour 100 des Flamands leur étaient hostiles et que la plupart des autres étaient indifférents. Mais leur programme importait plus que leur nombre. Il suffisait que leur voix s'élevât pour que les mesures qu'ils revendiquaient fussent justifiées. Leurs applaudissements avaient salué l'ouverture de l'Université flamande. Au milieu du silence imposé au peuple, ils avaient retenti avec un bruit qu'avait aussitôt grossi l'écho de la presse allemande.

La bienveillance dont ils se sentaient entourés par le gouverneur devait les encourager à persévérer dans leurs efforts.

(1) Les Allemands qui, sur place, pouvaient apprécier la situation, constataient au contraire que les mœurs flamandes ne rappelaient pas du tout le *Germanentum*. Voy. BITTMANN, *op. cit.*, t. III, p. 75. En 1915, un officier s'étonnait naïvement devant moi de ne rien trouver d'allemand dans l'aspect de la ville de Gand. Il se figurait que le régime autrichien du XVIII^e siècle avait exercé en Belgique la même influence qu'en Bohême !

Leur activité se développait sans relâche. Ils multipliaient les meetings de propagande, publiaient des brochures, accentuaient la violence de leurs journaux. En Hollande, au sein de la colonie belge, leurs auxiliaires développaient parallèlement une campagne de presse dont le *Toorts* et la *Vlaamsche Stem* étaient les organes les plus fougueux. L'indignation que leurs menées excitaient au sein du peuple ne pouvait leur nuire puisqu'elle n'avait nul moyen de s'exprimer. On n'entendait qu'eux et pour les neutres comme pour les Wallons, il était impossible de savoir dans quelle mesure se justifiait leur prétention de parler au nom du peuple flamand. Tous n'étaient pas d'accord sur le but à atteindre, mais tous revendiquaient pareillement la dissolution de la communauté belge. Les plus radicaux exigeaient la constitution d'un royaume de Flandre dans la confédération germanique. D'autres attendaient de la paix un règlement international de la question flamande qui mettrait fin à la « puissance nationaliste belge ». D'autres encore préconisaient une sorte de home-rule et se bornaient à exiger, soit dans la Belgique, soit en dehors d'elle, une administration autonome.

Tous d'ailleurs, soit par principe, soit par nécessité, acceptaient le concours de l'Allemagne. C'est là ce qui constitue proprement leur qualité *d'activistes*. Plusieurs d'entre eux ne se distinguaient des flamingants auxquels ils donnaient le nom de « passivistes » que par leur refus de considérer la question flamande comme une question belge, c'est-à-dire comme une question relevant de la souveraineté de l'État belge et ne pouvant être tranchée que par lui dans la plénitude de son indépendance. Leur commune conviction du triomphe final de l'Allemagne les mettait d'ailleurs à sa merci. Qu'ils le voulussent ou non, leur sort dépendait de son bon vouloir. Les plus avisés n'étaient pas sans s'en apercevoir. Ils se tranquillisaient en s'imaginant qu'au fond l'intérêt de l'Allemagne était identique à celui de la Flandre. « Nous savons très bien, écrivait la *Gazet van Brussel* avec l'approbation de la censure, que les Allemands ne font pas de politique pour les beaux yeux des Flamands. S'ils combattent la francisation de la Flandre, ce n'est que pour amoindrir la trop grande influence de la France dans notre

pays, ce qui tourne également à l'avantage de la Flandre et de l'Allemagne. »

On doit reconnaître que, sauf d'infimes exceptions, l'idéal des activistes était purement flamand. Poussant à l'extrême la devise flamingante : « de taal is gansch het volk » (la langue c'est tout le peuple), imbus de la croyance en l'identité de la nationalité et de la langue, partisans fanatiques d'un exclusivisme qui répugnait autant aux traditions qu'aux intérêts de leur peuple, ils s'abandonnaient à l'espoir d'instaurer une civilisation étroitement flamande par la seule vertu de la langue. Tout le reste viendrait par surcroît. L'idiome national, en réveillant les énergies du peuple prétendûment abâtardies par le bilinguisme, le conduirait à une prospérité et à une félicité dont le mirage les éblouissait. Leur chauvinisme les faisait rêver d'un avenir merveilleux. Sous l'empire de la psychose de guerre, ils se forgeaient de plus en plus l'image d'une France acharnée depuis des siècles à persécuter le génie flamand qui s'épanouirait lors de sa défaite. Par contraste, la victoire allemande apparaissait comme la condition même de cet apogée. Non seulement, elle affranchirait la Flandre, mais elle en arrondirait le territoire. Les activistes les plus échauffés réclamaient le retour à la mère patrie de Dunkerque et de Cassel, jadis annexés par Louis XIV. Leur état d'esprit se façonnait de plus en plus sur celui des pangermanistes. Ils oubliaient seulement qu'ils ne disposaient pas de la force dont ceux-ci s'enorgueillissaient, et que l'armée qui occupait leur pays n'était pas l'armée de la Flandre mais celle de l'Allemagne.

D'Allemagne, bien entendu, leur venaient des encouragements qui contribuaient à les enhardir. A l'indifférence qu'y avait rencontrée jadis la question flamande succédait un intérêt passionné. Elle était exposée et traitée sous toutes ses faces et alimentait largement la littérature de guerre. Les éditeurs inondaient le marché de travaux historiques d'où ressortait le caractère artificiel et néfaste de l'État belge ; des érudits découvraient les liens multiples, jadis insoupçonnés, qui dans le passé avaient rattaché la Flandre à l'Allemagne ; on démontrait que l'avenir du port d'Anvers dépendait de son orienta-

tion vers le Reich ; on multipliait les éditions de poètes et de nouvellistes flamands. En Belgique même se fondait une revue richement illustrée, le *Belfried*, destinée à faire connaître au peuple allemand cette Flandre que ses armes venaient de lui conquérir. La presse ne tarissait plus en témoignages de compassion et en protestations de dévouement pour une nation sœur si longuement opprimée par un gouvernement vendu à, l'ennemi héréditaire des Germains.

En mars 1917 se fondaient à Dusseldorff et à Berlin des *Deutsch-flämische Gesellschaften*, sous la présidence d'honneur de von Bissing et du grand amiral von Tirpitz. Elles se proposaient de se consacrer, « en dehors de tout esprit politique », aux intérêts que la parenté de race et de langue rendaient communs aux Flamands et aux Allemands. Quelques intempérances de langage de la presse nationaliste détonnaient çà et là au milieu de ces effusions. Mais ces fausses notes ne troublaient guère l'harmonie générale. Visiblement, les sympathies de l'Allemagne étaient acquises à ses « frères » de Belgique. L'autorité militaire ne pouvait sans doute leur épargner les mesures indispensables à la victoire commune. Il avait bien fallu, en octobre 1916, leur imposer la dure nécessité des déportations d'ouvriers. Le jour même de l'ouverture de l'Université de Gand, s'étaient croisés dans les rues une bande de travailleurs encadrés de soldats les emmenant vers la gare, avec le cortège des officiers et des fonctionnaires invités à la cérémonie. Mais que de satisfactions en revanche données aux revendications de la race flamande ! A Bruges, sur l'ordre de la *Kommandantur*, toutes les enseignes en langue française avaient disparu des magasins ; les noms des rues n'existaient plus qu'en flamand ; à Bruxelles, les conducteurs des tramways étaient obligés d'annoncer dans les deux langues les points d'arrêt.

Le moment devait arriver où les activistes éprouveraient le besoin de s'organiser. Rien n'était plus facile puisque le pouvoir occupant leur octroyait la liberté de parole et de réunion dont il avait privé leurs compatriotes. Plus ils avaient conscience de n'être qu'une infime minorité, plus ils se persuadaient qu'ils ne parviendraient à s'imposer au peuple qu'en

le soumettant de force à leur direction. Il ne leur échappait pas non plus que le gouverneur général serait bien aise de pouvoir les reconnaître comme les représentants de la nationalité flamande et d'invoquer leur adhésion pour enlever à sa politique toute apparence de contrainte. Enfin, leur reconnaissance officielle les associerait directement à cette politique. Elle leur permettrait de la maintenir dans la bonne voie, c'est-à-dire d'éviter qu'elle ne sacrifiât les intérêts flamands aux intérêts de l'Allemagne. Rien ne serait plus avantageux d'ailleurs que de prendre les devants sur le traité de paix en faisant de l'autonomie de la Flandre un fait accompli, en la dotant d'un organisme légal qui s'y substituât à l'État belge. Celui-ci aurait disparu en fait avant même de disparaître en droit. Il ne serait plus possible de le restaurer. L'Allemagne qui jusqu'ici n'avait pas encore nettement déclaré le sort qu'elle lui réservait, serait en outre forcée de prononcer la parole décisive que les activistes attendaient d'elle aussitôt qu'elle leur aurait concédé le droit de parler au nom du peuple flamand.

Ces idées, la presse activiste les exprimait depuis quelque temps déjà. Au mois d'août 1915, un groupe gantois avait réclamé la création d'un Conseil général du peuple flamand (*Algemeen Vlaamschen Raad*), avec lequel les puissances centrales pourraient traiter après la victoire. Mais pour constituer ce Conseil, il était évidemment impossible de procéder à des élections. Elles eussent révélé d'une manière éclatante la fidélité des masses à la patrie commune. Les activistes avouaient eux-mêmes que « la Belgique vit dans les cœurs et dans l'esprit du peuple ». La situation était embarrassante. On se tira d'affaire par un subterfuge. De même qu'en 1794 l'annexion à la République française avait été votée par une poignée de jacobins protégés par les baïonnettes des Sans-Culottes (1), de même, le 4 février 1917, un meeting de comparses réuni à Bruxelles sous la protection de la police alle-

(1) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VI, p. 42 et suiv.

mande, institua par acclamations le Conseil de Flandre, ou pour employer son nom officiel, le *Raad van Vlaanderen* que l'indignation populaire ne tarda pas à baptiser du nom de *Verraad van Vlaanderen*.

Le peuple flamand se trouvait ainsi doté malgré lui d'un parlement. Mais ce n'est point son consentement qui importait. C'était celui de l'Allemagne, et il était certain d'avance. La comédie du 4 février avait été préparée avec la collaboration du gouverneur général (1). Le chancelier de l'Empire ne tarda pas à en sanctionner les résultats. Le 3 mars 1917, il recevait à Bruxelles une délégation du Conseil de Flandre. Après avoir rappelé « les anciens liens politiques, économiques et culturels qui réunissaient l'Allemagne à la Flandre », il affirma que « Sa Majesté l'empereur à qui j'ai communiqué votre désir d'entrer en relations avec le gouvernement impérial a fait connaître sa volonté décidée de donner satisfaction aux justes vœux que vous avez émis, pour autant du moins que l'état de guerre et les nécessités militaires le permettent ». Il annonça « l'exécution prochaine de mesures décidées depuis longtemps de commun accord entre moi et le gouverneur général, tendant à permettre au peuple flamand de poursuivre son libre développement culturel et économique. Ces mesures conformes au droit des gens seront délibérément poursuivies de manière à arriver encore pendant l'occupation, à une complète séparation administrative. On travaillera de commun accord avec le Conseil de Flandre. L'Empire allemand, à l'occasion des négociations de paix et aussi après la paix, fera tout son possible pour assurer et avantager le libre développement de la race flamande ».

La plus haute autorité politique de l'Empire acceptait donc la collaboration des élus d'un meeting de parti et les considérait comme les mandataires du peuple flamand. En leur accordant son appui elle semblait même leur donner l'espoir de les faire participer aux négociations de la paix qui consa-

(1) Le programme politique dont le Conseil de Flandre se réclama le 4 février avait été rédigé à la *Kommandantur* de Bruxelles.

crerait définitivement l'indépendance flamande sur les ruines de l'indépendance belge. Ils n'eurent pas à douter de la sincérité de ces promesses lorsque, trois semaines plus tard, le 21 mars 1917, un arrêté du gouverneur général proclama la séparation administrative de la Belgique en deux régions distinctes : Flandre et Wallonie.

Pour la première fois dans l'histoire, la frontière linguistique devenait une frontière politique. Le dogme simpliste qui identifie la nationalité avec la langue était imposé aux populations, sans qu'il fût tenu compte de leurs désirs ou de leurs intérêts. « Le peuple veut toujours le bien, mais il ne le voit pas toujours », disaient à la fin du XVIII^e siècle les représentants en mission envoyés en Belgique par la République française, et ils s'autorisaient de cette affirmation pour faire son bonheur malgré lui. Le jacobinisme linguistique de 1917 n'avait rien à envier au jacobinisme politique de 1794. A un siècle d'intervalle, c'est la même étroitesse de vue, le même fanatisme mis au service des desseins du vainqueur. Sans doute le général von Bissing avait autant de foi dans la théorie des races que le Comité de Salut public dans la Déclaration des droits de l'homme. Mais chez l'un comme chez l'autre, cette foi était d'autant plus active qu'elle poussait à l'annexion de la Belgique. L'idéalisme s'apparentait merveilleusement dans les deux cas à des visées de politique réaliste.

L'arrêté instituant la séparation administrative divisait la Belgique en deux territoires, le premier comprenant les provinces flamandes d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale et de Flandre occidentale, ainsi que la partie de la province de Brabant correspondant aux arrondissements de Louvain et de Bruxelles. L'arrondissement de Nivelles lui était enlevé pour être réuni aux provinces wallonnes de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur. Le premier groupe devait être dirigé de Bruxelles, le second de Namur. La capitale du pays, qui lors de l'occupation française avait été réduite au rang de préfecture, l'était cette fois au rang de chef-lieu régional. Elle demeurait cependant la résidence du gouverneur général. Quant à Namur, ville de second ordre, rien ne le désignait

comme siège de l'administration de la Wallonnie, si ce n'est peut-être sa proximité de Bruxelles.

Aucune mesure ne régla les rapports que les deux fragments de l'État conserveraient l'un avec l'autre. On se borna à leur donner à chacun son administration propre, en divisant tout simplement les ministères comme on avait divisé le pays. Une série d'arrêtés décidèrent la formation de deux ministères de l'Agriculture et des Travaux publics, de deux ministères des Sciences et des Arts, de deux ministères de l'Industrie et du travail (5 mai), de deux ministères de l'Intérieur (12 mai), de deux ministères de la Justice, de deux ministères des Finances (9 juin), de deux ministères de la Marine, des Postes et des Télégraphes (13 septembre). Chacune des deux régions reçut un *Verwaltungschef* préposé à la direction de ces services.

En somme, la séparation ainsi réalisée n'était qu'un expédient provisoire. Elle n'affectait que le domaine de l'administration. Visiblement elle n'était conçue que pour la période d'occupation. On laissait aux soins des négociateurs de la paix de donner à l'État belge un statut définitif. La Belgique ne disparaissait pas. Elle était seulement coupée en deux.

Mais ce découpage n'en était pas moins significatif du sort qui lui était réservé. Sauf au sein du Conseil de Flandre, la séparation administrative fut ressentie par tous les Belges comme la décision de l'Allemagne de mettre fin à leur nationalité. Pas un ne l'accepta. On le devait bien voir.

§ III. — LA SÉPARATION ADMINISTRATIVE

Il ne suffisait pas de décréter la séparation administrative pour qu'elle existât. Sans le concours des fonctionnaires et de la population, elle ne pouvait se transformer en fait accompli. Les services qu'elle divisait ou qu'elle dédoublait étaient ceux que le pouvoir occupant avait laissé remplir par des Belges sous son contrôle. Il était indispensable que ces agents acceptassent de continuer leurs fonctions sous le régime qui était imposé au pays. L'obligation qu'ils avaient contractée

à l'égard de l'occupant n'allait pas jusqu'à les obliger de collaborer à la destruction de leur patrie. Leur serment de fidélité au Roi et d'obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge n'ayant pas été aboli les liait toujours. Il n'était pas possible que serviteurs de l'État, ils le trahissent en s'associant à sa destruction.

Leur conduite révéla tout de suite qu'il ne fallait pas compter sur leur obéissance. Sauf de très rares exceptions, tous les chefs de services notifièrent à l'autorité allemande leur volonté d'être mis en « non-activité ». Leurs traitements furent aussitôt supprimés. La conduite à tenir avait été concertée d'avance entre eux et les membres du Parlement qui n'avaient pas quitté la Belgique. Démissionner en bloc, c'eût été pousser le pays dans l'anarchie ou le livrer à la merci de fonctionnaires allemands. On s'en tint à une résistance passive qui ne se traduirait que par la démission des directeurs des divers départements ministériels. C'en fut assez pour opposer à la mesure les plus sérieux obstacles. Les arrestations de plusieurs des démissionnaires n'eurent aucun effet. Le 18 avril 1917, un avis officiel faisait savoir que les fonctionnaires qui avaient retiré leur déclaration de loyauté seraient déportés à Berlin ; ils le furent dans un camp.

Le 11 juillet, plusieurs d'entre eux ayant pris la fuite, il était ordonné qu'à l'avenir « tous les employés des ministères, aussi longtemps qu'ils ne satisferont pas à leurs devoirs de service, seront soumis à une surveillance renforcée » consistant dans l'obligation de se présenter deux fois par jour à la garde de police allemande de leur quartier. Tous ceux qui étaient désignés pour Namur démissionnaient en masse. Le 1^{er} juillet, le personnel du ministère de la Justice, depuis les directeurs généraux jusqu'aux boutefeux, renonçait à ses fonctions. Les ordres envoyés pour les convoquer restèrent sans effet.

Mais le gouvernement du Havre craignait que la résistance n'augmentât le désordre et les souffrances du pays. Le 1^{er} mai il faisait passer clandestinement aux chefs du département des finances un télégramme enjoignant aux fonc-

tionnaires patriotes de rester à leur poste afin de surveiller les intrus séparatistes que le pouvoir occupant introduirait dans les bureaux, de réduire leur influence au minimum et de contre-carrer directement et fermement l'exécution de toutes les mesures opposées à l'intérêt national. « L'administration des finances ne pourra, disait-il, donner plus belle marque de patriotisme qu'en sacrifiant sa légitime fierté aux intérêts de ses concitoyens et en luttant pied à pied pour conserver l'unité nationale sans jamais abandonner aucun poste ». Des instructions analogues parvinrent quelques jours plus tard aux agents des autres ministères. Plusieurs d'entre eux d'ailleurs ne s'y conformèrent pas. Étant sur place ils s'estimaient seuls capables de juger de la conduite à tenir. Et il est de fait, qu'en suivant les conseils du gouvernement, ils se fussent placés dans une situation inextricable, puisqu'ils avaient signé jadis une déclaration de loyauté à l'égard de l'occupant. Leur opposition continua donc malgré les ennuis et les périls qu'elle provoquait.

Cependant, pour occuper les places devenues vacantes, le gouverneur général désignait à Bruxelles des activistes notoires. A la date du 15 juin, fixée par les arrêtés, ils prenaient possession des ministères de l'Industrie et du Travail, de l'Agriculture et des Travaux Publics, des Sciences et des Arts. A Namur, en revanche, on se heurtait à un mauvais vouloir général. Les locaux de fortune aménagés en hâte pour la nouvelle administration à l'école des pupilles, au palais de justice, etc., restaient vides ainsi que les logements affectés au personnel. Il fallut se résigner à accepter qui se présentait. Visiblement la séparation administrative aboutissait à la désorganisation. On s'apercevait qu'en somme, le gouvernement allemand n'avait agi qu'en considération de la Flandre. En lui donnant Bruxelles comme capitale, il l'avait dotée d'une organisation toute faite. Les démissionnaires y étaient facilement remplaçables. Les ministères qui avaient fonctionné jusqu'alors pour la Belgique continueraient à le faire pour une demi-Belgique. L'esprit qui les animerait désormais serait un esprit antibelge, mais si l'on peut ainsi dire, le corps restait.

A Namur, au contraire, tout était à créer. Les locaux manquaient moins encore que les hommes.

Aucun mouvement n'existait, en effet, dans la partie wallonne du pays, qui fût comparable à l'activisme flamand. Du mécontentement qu'y avait provoqué avant la guerre la querelle linguistique, nulle trace ne subsistait. C'est au plus si quelques francophiles exaspérés menaient à l'étranger une campagne sans importance et sans portée en faveur du rattachement à la France des provinces wallonnes. Quelques brochures signées de noms inconnus prônaient vainement de loin en loin la fédération d'une Wallonie autonome avec une Flandre également autonome. A ces appels, évidemment inspirés de l'activisme, personne ne répondait. L'espoir exprimé par certains chefs du séparatisme flamand de voir les Wallons s'associer à leurs efforts était piteusement déçu. Pour ceux-ci, l'unité nationale restait la seule condition de la paix future. Les articles que de loin en loin la presse allemande publiait sur l'origine germanique des Wallons n'avaient aucune prise sur un peuple où ils ne trouvaient aucun lecteur. *L'Avenir wallon* que faisaient paraître à Bruxelles des soudoyés de l'Allemagne s'acharnait vainement à revendiquer pour la Wallonie une existence politique distincte, un archevêché séparé de celui de Malines ; il ne rencontrait que mépris ou indifférence. La population formait en face de l'envahisseur un bloc dont il s'apercevait bien lui-même qu'il était impossible de le dissocier.

Il en prit son parti et se contenta d'échafauder, vaille que vaille, le semblant d'administration que ses propres arrêtés le condamnaient à installer (1). Le 11 juillet, le *Verwaltungschef für Wallonien* prenait possession à Namur de la caserne du régiment d'infanterie n° 13, amenant avec lui un secrétaire, un messager, une dactylographe et une téléphoniste. Dans le courant d'octobre seulement une administration fut tant bien que mal improvisée, pourvue d'un bureau de propagande. Le

(1) Je suis pour ce sujet le rapport de M. HANIEL, *Verwaltungschef* de la Wallonie, sur l'organisation de celle-ci, conservé aux *Archives de la Guerre*.

personnel presque tout entier de cette singulière administration wallonne était allemand. On avait eu soin de lui aménager, à l'Hôtel d'Harscamp, le meilleur hôtel de la ville, un casino, des salons de lecture et de consommation. En janvier 1918, le *Verwaltungschef* constatait que les difficultés de recruter des auxiliaires indigènes croissaient de jour en jour. Une « grève générale » des fonctionnaires s'opposait au recrutement. On n'avait osé suivre l'avis du Conseil de Flandre de déporter par force de Bruxelles à Namur ces grévistes d'un nouveau genre, par crainte qu'ils n'y alimentassent une agitation dangereuse.

Grâce cependant aux efforts de « deux Belges dont la *Deutschfreundlichkeit* fut au-dessus de tout éloge », il fut possible de pourvoir les places vacantes de quelques candidats « que la dureté du temps poussait à gagner leur pain n'importe comment ». Plusieurs d'entre eux se trouvèrent impropres à la besogne ; d'autres n'auraient certainement pas été admis si on avait eu le choix. Peu à peu soit le besoin, soit l'ambition fournirent de nouvelles recrues. Pour se les mieux attacher, on augmenta leurs traitements, on leur fournit des logements à prix réduits, des vivres à bon marché et l'autorisation de retourner dans leurs familles du samedi au lundi, en utilisant gratuitement le chemin de fer.

En attendant, le *Verwaltungschef* s'abandonne à l'espoir que « la conviction de la victoire allemande en se répandant dans le peuple belge fera l'essentiel. Elle poussera les indécis à se procurer une bonne place dans l'administration, dès qu'ils seront persuadés que la séparation administrative est irrévocable. L'acceptation par le « chef du séparatisme wallon » d'un poste dans le ministère des Sciences et des Arts lui paraît un heureux symptôme. En tout cas, conclut-il, le temps travaille pour nous ». Mais il importe de l'aider par une propagande qui emploiera la presse et la parole pour populariser, en Allemagne comme en Wallonie, l'idée d'une séparation définitive des deux parties de la Belgique, pour démontrer la nécessité économique de relations étroites entre la Wallonie et l'Allemagne, pour détruire en Wallonie le prestige de l'entente, pour influencer

l'opinion wallonne en faveur de l'Allemagne et pour assurer en vue de l'avenir l'action allemande en Wallonie et en Flandre. Rien ne sera négligé pour faire naître un activisme wallon analogue à l'activisme flamand « si utile pour nous ». Mais il faut employer chez les Wallons une méthode différente. Le meilleur moyen de ruiner chez eux le patriotisme belge consistera à exciter la conscience de leur supériorité sur la Flandre livrée à la suprématie d'un clergé réactionnaire, si bien qu'ils n'acceptent plus l'idée d'une réunion avec elle. Il faudra aussi leur « enfoncer dans la tête » la croyance aux avantages matériels et financiers qu'ils retireront de leur autonomie.

Ceci étant, c'est donc sur les éléments radicaux et socialistes qu'il faudra surtout s'appuyer. On a déjà lancé des brochures et des *Flugschriften*, où l'on s'efforce de montrer que le traité de paix ne pourra enchaîner plus longtemps la Wallonie démocratique à la Flandre cléricale. Il convient cependant d'éviter de froisser le clergé : aussi entretiendra-t-on des rapports avec la Ligue wallonne dont les tendances sont orientées à droite. Un journal, le *Peuple wallon*, doit être composé à Bruxelles, mais paraître ostensiblement à Charleroi. On projette aussi la publication d'une feuille satyrique illustrée, à tendances socialistes, et dont il serait bon de rédiger une partie en langue wallonne. Pour affaiblir l'influence française on s'ingénie à proposer les moyens les plus divers : développer la culture du terroir, faire représenter des pièces wallonnes, subventionner le dictionnaire wallon entrepris par la Société de littérature wallonne, organiser des conférences sur l'originalité de la culture wallonne, agir à cet égard sur l'Université de Liège, dans les écoles enseigner le Folklore wallon s'il se peut en dialecte local, faire publier par l'*Inselverlag* de petits livres analogues à ceux que l'on répand en Flandre, susciter des recherches philologiques en vue de faire ressortir les influences allemandes qui ont agi sur les dialectes wallons, pousser les Wallons à revendiquer un organisme analogue au *Raad van Vlaanderen*, agir sur la presse allemande pour qu'elle s'abstienne à l'avenir de toute allusion à la cession possible, lors de la paix, des provinces wallonnes à la France. En même temps,

et par une contradiction significative avec la prétention de favoriser la nationalité wallonne, des *Deutsche Schulen* fonctionnent à Verviers, Liège, Namur, Charleroi, La Louvière.

L'échec le plus complet répondit à ces manœuvres. Il ne pouvait en être autrement. La séparation administrative que personne ne demandait dans la région wallonne et que dans la région flamande quelques activistes réclamaient avec d'autant plus de tapage que leur nombre était plus infime, n'était qu'une manœuvre de la stratégie politique du Grand État-major. Elle avait pour but d'agir à l'avance sur le traité de paix en rendant impossible une restauration de la Belgique. Absolument étrangère au vœu des populations, elle ne visait qu'à casser le pays en deux en appuyant sur ce qui paraissait son point de moindre résistance, la frontière linguistique. En fait, elle était inexécutable et les esprits les plus clairvoyants parmi les fonctionnaires allemands ne s'y trompaient pas. Au mois de juillet 1917, le chef de l'administration civile, M. von Sandt, donnait sa démission et était envoyé à Varsovie. Le gouverneur général lui-même trouvait la séparation prématurée et il ne s'inclina que devant les ordres de Berlin (1).

La manière même dont elle fut appliquée prouve qu'elle n'était qu'une machine de guerre contre l'unité nationale. Les Allemands se gardèrent bien de l'introduire dans les services qui leur étaient indispensables, fournissant ainsi la preuve éclatante de l'impossibilité de rompre cet État dont ils proclamaient la fragilité. Ni l'organisation financière, ni celle des chemins de fer, ni celle de la justice, ni celle des *Zentralen* ne furent affectées par elle. Elle ne toucha en réalité que les services relevant des ministères des Sciences et des arts, de l'Agriculture et des Travaux publics. Encore, n'y réussit-elle que parce que la paralysie générale du pays avait réduit leur activité à presque rien. A prendre les choses comme elles furent, elle ne consista que dans la création d'un régime linguistique destiné à isoler les uns des autres Flamands et Wallons. Et en

(1) VON KÖHLER, *op. cit.*, p. 42.

cela même, elle ne parvint pas à surmonter la résistance de l'opinion et à venir à bout des obstacles que lui suscitait une situation historique qu'elle s'obstinait à méconnaître. La résistance de Bruxelles, ou pour parler plus exactement la résistance de l'agglomération bruxelloise, le fit voir tout de suite.

Le 9 août 1917, un arrêté généralisait l'emploi du flamand comme langue officielle dans toute la région administrative flamande, y compris l'agglomération bruxelloise « pour les relations que les bureaux et fonctionnaires ont entre eux ou avec la Wallonie, pour leurs relations verbales ou écrites avec le public, ainsi que pour les communications, avis et inscriptions publics ». La langue française pourra être tolérée « jusqu'à nouvel ordre » pour les rapports avec les personnes qui auront elles-mêmes utilisé cette langue, mais seulement dans l'agglomération bruxelloise. Il pourra y être fait aussi provisoirement des traductions françaises pour les communications officielles. Ces dispositions étaient étendues au département d'émission de la Société Générale, à la Banque Nationale, à la Caisse d'Épargne, ainsi qu'aux établissements, institutions, sociétés ou personnes assurant des services publics.

L'arrêté était trop manifestement incompatible avec l'état des choses pour pouvoir être appliquée. Il suffit de penser à la situation linguistique de l'agglomération bruxelloise. De ses 736.480 habitants (en 1910), 166.454 sont de langue exclusivement flamande, 203.988 de langue exclusivement française, les autres (540-521) sont bilingues (1). Encore ces chiffres ne donnent-ils que le squelette d'une situation dont la réalité vivante est tout autre. On ne peut s'en tenir à une supputation purement quantitative. Qualitativement, l'importance du français dépasse de beaucoup son indice mathématique. Il est la langue de toute la classe supérieure : gens d'affaire, gens instruits, gens d'administration. Il était donc impossible de mettre en vigueur l'arrêté sans opprimer la partie la plus

(1) *Enquête sur l'emploi des langues française et flamande dans l'agglomération bruxelloise*, (Bruxelles, 1919.)

considérable de la population, sans troubler gravement l'exercice de l'organisation communale. Nul doute qu'il ne faille y voir une manœuvre politique et non une mesure d'intérêt public. Les bourgmestres de l'agglomération ne s'y trompèrent pas. La lettre de protestation qu'ils envoyèrent en même temps qu'au gouverneur, aux ministres d'Espagne et de Hollande ainsi qu'au consul général de Suisse le dénonce en propre termes. « Des indices nombreux, dit-elle, permettent de supposer que l'Allemagne nourrit le dessein ou caresse tout au moins l'espoir de faire sanctionner par des traités internationaux quelques-uns des changements qu'elle a introduits dans le régime intérieur de la Belgique. Il serait extrêmement pernicieux pour le pays que l'envahisseur fût en mesure d'invoquer le fait accompli et de se prévaloir d'une espèce d'assentiment que lui aurait tacitement accordé la population elle-même et les organismes de droit public et de droit privé auxquels est confiée la gestion de ces intérêts. » Dans de telles conditions, « le juste souci de ne pas voir méconnaître et travestir dans l'avenir les intentions véritables et la volonté du peuple belge », leur faisait de la résistance un devoir, et d'avance ils affrontaient l'éventualité d'un conflit.

Se sentant soutenus par l'opinion, ayant conscience de l'énormité d'une intervention qui foulait aux pieds les intérêts les plus respectables, la tradition historique, le sentiment d'autonomie invétéré dans le peuple, ils étaient résolus à tout. Pour la première fois, ne se contentant plus d'occuper le pays, on le violentait. « Nous pouvons l'affirmer, écrivent encore les bourgmestres quelques jours plus tard (23 octobre 1917), ce qui, plus que toute autre chose, blesse et afflige notre population, c'est qu'un régime qui touche à ses sentiments intimes, à ses droits qu'elle considère comme sacrés, à ses libertés, en un mot lui soit imposé par un pouvoir étranger sans qu'elle ait été consultée, sans qu'elle ait pu faire connaître sa manière de voir... La population bruxelloise a des intérêts et un caractère qui lui sont propres, et elle ne saurait admettre que dans une question aussi grave que la question linguistique, on n'ait aucun égard à ses traditions, à ses désirs, à sa

volonté... De tels sentiments ne peuvent se traduire que par une protestation énergique et unanime de ses mandataires légaux contre le régime linguistique institué par l'arrêté du 9 août 1917 ». Le 29 octobre, le Conseil communal de Bruxelles votait à son tour, à l'unanimité de ses membres, une protestation au nom de la population tout entière et de la dignité nationale. « Le peuple belge, y est-il dit, veut être son maître. Il refuse son adhésion à toutes les mesures que l'occupant a prises arbitrairement et sans le consulter. Il importe que cette volonté apparaisse inaltérée, ferme, indubitable le jour où des négociations de paix seront engagées et où, pour employer le langage d'éminents hommes politiques, le règne du droit se substituera définitivement au règne passager de la force. » Et, après avoir opposé leurs signature au bas de ce texte, les membres du Conseil renouelaient leur serment de fidélité au Roi, d'obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.

Leur résistance était renforcée par l'embarras visible où elle jetait l'autorité allemande. Evidemment, celle-ci ne s'était pas attendue à semblable attitude. Elle s'étonnait naïvement de la « mauvaise volonté » qu'on lui opposait et ne cachait pas son désir d'aboutir à une solution transactionnelle qui lui eût permis de reculer sans trop sacrifier son amour-propre. Il en allait de ses mesures linguistiques comme des déportations. Imposées par les militaires, elle plaçait les malheureux fonctionnaires chargés de son exécution et qui en devaient porter tout l'odieux, devant une situation inextricable. Le président de l'administration civile du Brabant n'osait transmettre au gouverneur la protestation du Conseil communal. « Aux yeux des militaires, disait-il à M. Steens, l'échevin de Bruxelles faisant fonction de bourgmestre, le mot protestation est synonyme du mot révolte. » Tour à tour il recourait aux concessions et aux menaces et avec le même insuccès. « On vous remplacera, disait-il, si vous n'obéissez pas, et ce ne seront plus des Bruxellois qui auront en mains la direction des affaires communales mais des Allemands ou des Flamands », c'est-à-dire des activistes.

Il commençait pourtant à s'apercevoir qu'aucun pouvoir

communal ne plierait. Le 6 novembre, il croyait terroriser les bourgmestres en leur déclarant que s'ils ne cédaient pas, il les remplacerait par des dictateurs (1). Le lendemain, il leur faisait parvenir un projet de propositions transactionnelles « qui seraient appliquées avec indulgence. » Le 9, quinze communes de l'agglomération repoussaient ces propositions. Les employés communaux ne cachaient pas leur intention d'organiser une grève générale de tous les services qui leur étaient confiés au cas où le gouvernement ne capitulerait pas (2). Le 10 novembre, de Malines, le cardinal Mercier exprimait son « admiration » au Collège échevinal de Bruxelles. Un meeting activiste tenu le lendemain à l'Alhambra soulevait les huées de la foule.

Le 10 devaient être prises les mesures définitives du chef de l'administration civile. Il avait annoncé qu'en cas de refus « la foudre tomberait sur la maison communale ». On avait refusé et la foudre ne tombait pas. Enfin, le 17 novembre, elle faisait long feu. Le chef de l'administration civile de la Flandre écrivait au ff. de bourgmestre que « afin d'éviter des rigueurs dans l'application de l'arrêté du 9 août, des dispositions transitoires ont été prévues ». Pour masquer l'échec, la lettre feignait de considérer les habitants de Bruxelles de langue française comme étant d'origine wallonne. Tout en reculant devant l'histoire, on la falsifiait. Il est probable que le chancelier de l'Empire, auquel le Collège échevinal s'était adressé le 8 novembre, était intervenu. Du moins le chef de l'administration civile déclarait-il que ces concessions donnaient satisfaction à la requête envoyée au chancelier. Depuis lors, plus rien ne fut innové.

Les mesures prises au mépris du sentiment national échouèrent donc. Que la résistance des Conseils communaux

(1) Dès le 5 novembre, le Conseil communal de Bruxelles avait pris des mesures pour remplacer le collège échevinal en cas de destitution par un autre collège, et avait même désigné les remplaçants de celui-ci pour le cas où il serait également arrêté ou destitué.

(2) Sur les craintes de l'autorité allemande à ce sujet et les mesures prises par elle pour y faire face, voy. *Bulletin des Archives de la Guerre*, t. II, p. 49 et suiv.

de l'agglomération bruxelloise ne s'explique pas par leur hostilité au flamand, rien n'est plus évident. Parmi leurs membres, plusieurs étaient des flamingants notoires. Le 9 janvier 1918, la ville de Bruxelles se déclarait disposée à correspondre en flamand avec les autorités communales ou provinciales qui « en dehors du Brabant » exprimeraient le désir d'employer cette langue dans leurs rapports avec elle. Elle profitait de cette occasion pour affirmer une fois de plus qu'elle réprouvait la séparation administrative. Sa décision se fondait sur l'article 23 de la Constitution et sur le respect de l'unité et de l'indivisibilité de la Belgique, pour lequel il importe que Bruxelles « cité bilingue et capitale du royaume ait égard aux vœux qu'exprimeraient les Belges de langue flamande ».

Les Allemands eux-mêmes, dans la vie courante, ne tenaient pas plus compte que les Belges du régime linguistique imposé par la volonté des militaires en dépit de la nature des choses et des nécessités de la vie. Les sociétés allemandes qui faisaient imprimer des avis dans le *Verordnungsblatt*, dont le texte officiel pour la région flamande n'était rédigé qu'en allemand et en flamand, s'y servaient exclusivement du français. C'est en cette langue aussi qu'étaient conçues les affiches des maisons allemandes ayant des succursales à Bruxelles. En juin 1917, à la suite d'une démarche de l'union des firmes d'exportation rhénanes et westphaliennes, il avait fallu tolérer pour elles la correspondance en langue française avec la région des Étapes !

Ce qui d'ailleurs avait soutenu et soutenait la résistance ou plutôt l'opposition contre la séparation administrative, c'est qu'elle avait trop visiblement pour but de détruire l'unité nationale. La question ne se restreignait pas au terrain des langues : elle le débordait. Au mois de juillet 1917, le Conseil communal d'Anvers avait justifié ainsi son attitude : « Si Anvers se considère avec fierté comme la ville ayant les sentiments les plus flamands du pays, elle n'en est pas moins fière d'être comme port et comme centre artistique un des organes les plus puissants de la Belgique entière et de ne

le céder en patriotisme à aucune autre commune. Ce patriotisme comprend dans les liens de la même affection cordiale tout le pays et tous nos compatriotes flamands et wallons sans distinction, et il se sent profondément blessé par une mesure telle que la séparation administrative. Nous qui connaissons notre population et qui avons le droit de parler en son nom, nous pouvons certifier que nos sentiments sont partagés par la généralité de nos concitoyens. Aveugles ceux qui ne voient pas qu'un peuple a d'autres intérêts que ceux d'ordre linguistique, quelque grands et respectables que puissent être ceux-ci. »

Il était indispensable d'insister avec quelque détail sur l'accueil fait à la séparation administrative, parce que rien ne caractérise plus clairement la réaction belge en face de l'occupation. Ce ne fut pas à proprement parler une opposition politique, mais une réaction sociale et nationale sortie du fond du peuple. Elle s'exprime par l'organe des seuls corps qui puissent encore parler en son nom : les pouvoirs communaux. Elle est la conséquence directe de l'histoire. Tous les instincts ataviques qui, en dépit de la diversité des langues, avaient uni le peuple en une communauté également attachée à son autonomie, à ses libertés, aux institutions qu'elle s'était données, se révoltent sous la pression de l'étranger. La conduite de la nation n'est que le prolongement de celle qui au ^{xvi}^e siècle l'avait soulevée contre l'Espagne, au ^{xviii}^e contre l'Autriche, en 1830 contre la Hollande. En face de l'Allemagne elle invoque sa Constitution comme elle invoquait jadis ses privilèges contre ses souverains. Flamingants et frans-quillons sont ici d'accord pour défendre leur droit de se donner à soi-même le régime sous lequel ils veulent vivre, comme l'étaient sous Philippe II catholiques et protestants, sous Joseph II statistes et démocrates, sous Guillaume I^{er}, cléricaux et libéraux.

C'est cela que les fonctionnaires allemands ne comprennent pas. Ils ne saisissent pas qu'on refuse leurs présents par cela même qu'ils sont imposés. La résistance leur paraît futile et ils ne parviennent à se l'expliquer que par la francophilie invé-

térée du peuple ou par le wallonnisme s'opposant au germanisme. Ils ne voient pas qu'en intervenant dans la liberté des citoyens « ils touchent, comme Morillon le disait du duc d'Albe au ^{xvi}^e siècle, à la chair qui tient aux ongles ». Ils s'étonnent que pour une question qui leur paraît une simple affaire d'amour-propre, tant de bourgeois confortables se laissent déporter dans les camps ou incarcérer. Serait-ce donc qu'en dépit de la théorie des races, il existe un peuple belge ? Quelques-uns commencent à s'en apercevoir. Ça et là la réalité s'impose. Pour qu'après trois ans d'occupation, au milieu de la détresse générale et sous la compression grandissante, la nation conserve assez de ressort pour ne pas plier, il faut qu'il y ait en elle autre chose qu'une vanité puérile. Admettre, comme le veut l'opinion officielle, qu'elle soit terrorisée par le gouvernement du Havre, est trop évidemment impossible pour qu'on y croie. Rien ne serait plus facile que de céder à la force. Ce gouvernement d'ailleurs est singulièrement débonnaire. N'a-t-il pas conseillé aux fonctionnaires de rester en place ? Si on est si anxieux de lui obéir, pourquoi n'observe-t-on pas l'obéissance qu'il conseille ? Pourquoi renchérit-on sur lui ? Pourquoi est-on plus catholique que le pape, plus belge que les ministres belges ? Pourquoi surtout n'accepte-t-on pas les transactions que propose l'autorité allemande ? Il faut bien admettre qu'il y a là autre chose qu'une simple question de langue et que l'oppression des Wallons sur les Flamands pourrait bien n'être qu'une fable convenue. Ne serait-ce pas que malgré les idiomes qu'ils parlent, il y a entre ces gens qu'on a voulu séparer les uns des autres par la frontière linguistique, une communauté de pensées, de sentiments, d'autonomie qui les fait se ressembler dans leur être intime et sentir de même en mots différents ?

Quelques-uns le pensent et le disent. Détonnant au milieu des allégations de la presse officieuse et officielle sur le caractère artificiel de la Belgique, sur l'origine allemande des Flamands et sur leur oppression par les Wallons, quelques journaux reconnaissent qu'aucune des deux populations belges ne domine sur l'autre et qu'il n'existe point entre elles d'hostilité nationale. A

la fin de 1917, Kautsky s'élève contre la doctrine qui permet de revendiquer un peuple au nom de la langue qu'il parle et de le violenter en invoquant contre lui-même ses prétendues affinités ethniques avec son vainqueur. Il rejette toute assimilation de la question flamande avec la question tchèque, constate l'antiquité de la pénétration pacifique du français en Flandre et affirme nettement l'unité historique qui en dépit de la dualité des langues s'est imposée à la Belgique de par la communauté des intérêts, des institutions, des mœurs et des destinées. Pareillement, Grabowsky reconnaît qu'au point de vue social les Flamands et les Wallons sont semblables : même individualisme, même amour de la liberté.

Ces constatations s'expliquent sans doute par le vote du Reichstag, le 19 juillet 1917, en faveur d'une paix sans annexions. Il eut naturellement pour résultat d'encourager la résistance belge. La publication, au commencement de 1918, des « quatorze points » du président Wilson, où se trouvait exigée de la manière la plus catégorique la restauration de l'indépendance complète de la Belgique, acheva de la rendre inébranlable. Les derniers mois de l'occupation devaient pourtant imposer à la nation les épreuves les plus dures qu'elle ait eues à supporter.

CHAPITRE IX

L'activisme

§ I. — JUSQU'AU « CÈS DE JUSTICE » (7-10 FÉVRIER 1918).

Au mois de novembre 1917, le gouverneur général von Falkenhausen convoquait à Bruxelles une commission de spécialistes allemands chargée d'élaborer le statut à donner à l'administration autonome de la Flandre et de la Wallonie, conformément au principe de leur séparation (*Kommission zum Ausbau der Selbstverwaltung in den flämischen und wallonischen Landesteilen*). On n'a pas à s'occuper ici en détail de ses travaux, directement inspirés par la préoccupation de faire une Belgique conforme aux intérêts de l'Allemagne, dans l'hypothèse d'une paix victorieuse pour celle-ci. La tournure prise par la guerre les a laissés à l'état de simples projets. Ils ne sont intéressants que dans la mesure où ils permettent de mieux comprendre la direction dans laquelle s'engagea le pouvoir occupant durant la dernière année de son existence. Quoique chacun des membres de la Commission n'ait exprimé que son opinion particulière et que les décisions prises n'aient eu que la nature de simples vœux, l'accord est si complet sur les points essentiels que l'on doit admettre qu'il n'a pas été sans exercer une influence directe sur la conduite du gouverneur général et par-dessus lui sur celle des autorités militaires dont il était l'instrument.

Il faut observer, en effet, que du général von Bissing au général von Falkenhausen, la situation du gouverneur général

de la Belgique a subi en fait, sinon en droit, une transformation radicale. De l'autonomie du premier, n'ayant à rendre compte de sa conduite qu'à l'empereur, il ne subsiste plus rien sous le second. Il apparaît comme un fonctionnaire du Reich directement subordonné au chancelier et beaucoup plus étroitement encore au Grand État-major qui imprime de plus en plus son empreinte sur la politique allemande à mesure que la guerre se prolonge. Cette mainmise de l'autorité militaire sur le gouverneur, à laquelle von Bissing s'était opposé aussi longtemps qu'il l'avait pu, s'exerce sans conteste sur son successeur. Sa fonction se réduit à administrer la Belgique conformément aux buts de guerre de l'Allemagne. Il n'est plus question de « politique conservatrice ». La politique que l'on suit maintenant n'est plus qu'une politique préparatoire à la subordination que la paix imposera à la Belgique vis-à-vis de son envahisseur.

Sans doute il est impossible d'effacer dès maintenant la Belgique sur la carte de l'Europe. Un acte de cette portée ne peut être unilatéral. Il ne résultera que de la paix qui lui donnera la consécration internationale. Peut-être d'ailleurs laissera-t-elle subsister le pays. Mais dans ce cas, il faut qu'il ne conserve qu'un semblant d'existence et que sa faiblesse ne lui permette pas d'échapper au protectorat qui lui est destiné. La séparation administrative est un premier coup de pioche porté dans ses fondements. Mais son efficacité dépend des modalités de son application. Si elle ne consiste qu'en la dualité des services publics, elle n'entraînera pas la destruction de l'État belge. Von Bissing ne semble pas avoir pensé à autre chose qu'à un régime de séparation linguistique. Les délibérations de la *Commission zum Ausbau der Selbstverwaltung* vont beaucoup au delà. Le but propre de ses travaux lui est indiqué par le chancelier Michaelis. Il faut qu'elle prévoie les mesures à prendre pour doter de l'autonomie chacune des deux régions du pays, c'est-à-dire pour permettre à chacune d'elles de se transformer en État distinct dans l'État belge réduit au domaine de l'administration générale.

A vrai dire, de ces deux régions, une seule, la Flandre, intéresse l'Allemagne. Ce sont les « aspirations de la nationalité flamande » qu'elle prétend satisfaire. La Wallonie, qui n'aspire à rien d'autre qu'à l'indépendance de la Belgique, ne fournit aucun motif d'intervention. Mais comme il est impossible, par nécessité de symétrie, de ne pas lui étendre le bénéfice de l'autonomie dont la Flandre est gratifiée, on le lui appliquera sans s'inquiéter de savoir s'il lui convient. Au fond la politique suivie est une politique purement flamande. C'est la question flamande qui l'a suscitée et qui en inspire le développement. En réalité, la séparation administrative ne vise qu'à détruire la Belgique au profit de la Flandre. Les régions wallonnes ne sont qu'un résidu sans autre importance pour l'Allemagne que leur valeur économique (1).

Pour réaliser ses desseins, un auxiliaire s'offre à l'Allemagne, le Conseil de Flandre, le *Raad van Vlaanderen* que le chancelier Bethmann-Hollweg a déclaré officiellement reconnaître comme le représentant du peuple flamand. Personne n'ignore d'ailleurs que dans son immense majorité le peuple ne voit dans les membres de ce Conseil qu'une poignée de traîtres. Ils ne tiennent leur mandat que d'un petit groupe de comparses et ne subsistent que grâce à l'appui de l'occupant. La *Commission zum Ausbau der Selbstverwaltung* n'hésite pas à reconnaître que « tout système électoral aboutirait à l'anéantissement du mouvement flamand ». Mais il n'en est pas moins essentiel de travailler en commun avec les activistes puisque leur adhésion peut servir à justifier la politique antibelge à laquelle ils se rallient. Celle-ci se développera donc de commun accord avec le *Raad*. Elle l'associera à ses mesures législatives à titre de conseiller officieux. En janvier 1918, un arrêté l'autorise à choisir en son sein onze chargés de pouvoir (*gevolmagtigden*), qui formeront une commission permanente, après que leur

(1) Même au point de vue linguistique, la balance n'est pas égale entre les deux régions. En Flandre, l'emploi du français est banni; en Wallonie, au contraire, l'usage du flamand est autorisé dans les rapports entre l'administration et les administrés, J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, p. 109.

choix aura été approuvé par le gouverneur général (1). Toutefois, ces chargés de pouvoir n'agiront qu'à la demande de ce dernier, qui se réserve au surplus la connaissance exclusive de toutes les questions touchant l'intérêt militaire, c'est-à-dire de toutes les questions essentielles.

Il fallait donner l'illusion que ces mesures répondaient à l'opinion flamande. Aussi, dès le 22 décembre 1917, le *Raad* avait-il voté à l'unanimité des voix, la complète autonomie de la Flandre. Puis il avait décidé de « déposer le mandat qui lui avait été conféré par le « Congrès national flamand » du 4 février précédent et de se soumettre à une nouvelle élection qui donnerait au peuple l'occasion d'exprimer sa volonté sur la séparation de l'État belge. Les électeurs auraient à désigner non seulement les membres du nouveau *Raad*, mais aussi des conseillers provinciaux.

En conséquence, un meeting convoqué la veille se réunit à Bruxelles, le 20 janvier 1918, dans la salle de l'Alhambra. Il comprenait environ 3.000 activistes qui sans contrôle ni garantie élurent *stante pede* 22 députés au *Raad*, plus 52 conseillers provinciaux au nom de l'arrondissement de Bruxelles qui comptait 220.000 électeurs et près d'un million d'habitants. Une réunion précédente ayant été sifflée le 11 novembre, on s'abstint de célébrer l'événement par une manifestation publique. Mais on fut moins prudent à Anvers. Les autorités allemandes y avaient réclamé pour les élections le local de la Bourse du commerce. Le collège échevinal l'ayant refusé, force fut bien de le réquisitionner « pour des buts d'intérêt public allemand ». La réunion eut lieu le dimanche 3 février. Elle devait s'achever par un grand cortège. Lorsqu'il sortit sous la protection des troupes, de formidables huées l'accueillirent ; il fut coupé en plusieurs endroits ; on déchira les drapeaux des manifestants, on leur arracha leurs instruments de musique, on les couvrit d'injures, de coups, de crachats et les

(1) Ils furent désignés le 5 janvier. Auparavant une *Oberkommission* composée du bureau du Conseil de Flandre et de hauts fonctionnaires allemands avait rempli leur office.

dispositions de la foule devinrent si menaçantes qu'ils durent se réfugier dans les hôtels des environs de la gare d'où ils s'évadèrent par petits groupes au cours de l'après-midi.

Ces dispositions de la ville qui se vantait à juste titre d'être la plus flamande du pays, ne pouvaient laisser aucun doute sur la réprobation soulevée par les manœuvres activistes. Partout où elles se produisirent, elles rencontrèrent la même indignation. Dans le territoire des Étapes, l'autorité militaire parvint à empêcher la colère populaire de se manifester bruyamment. A Gand, une cérémonie remarquable surtout par le petit nombre de ses participants eut lieu devant la statue de Jacques van Artevelde. Partout ailleurs, à Malines, à Tirlemont, à Louvain, à Lokeren, les provocations activistes reproduisirent de manière frappante les provocations que, lors de la conquête du pays par les Français en 1794, les jacobins et les sans-culottes avaient osées sous la protection des baïonnettes. De part et d'autre ce fut la même tentative d'une minorité fanatique de violenter l'opinion nationale avec l'aide du vainqueur. La composition du nouveau *Raad* correspondit naturellement à la sincérité des élections dont il sortait. Presque tous ses membres furent des fonctionnaires activistes appointés par l'Allemagne, ou des professeurs de la nouvelle Université de Gand.

De toutes parts, cependant, s'élevaient des protestations. Le 28 janvier 1918, le Conseil communal de Gand « considérant, disait-il, que les actes du comité qui s'intitule Conseil de Flandre sont d'autant plus coupables qu'ils sont accomplis alors que la patrie subit le joug d'une occupation étrangère et que toute libre manifestation publique des véritables sentiments de la population est rendue impossible, considérant qu'il n'y a en Belgique, à côté du pouvoir de fait de l'occupant, pas de pouvoirs autres que les pouvoirs légaux établis par la Constitution et qu'il importe d'éclairer l'Empire allemand au sujet des sentiments véritables de la population gantoise », s'élevait à l'unanimité contre « le prédit Comité de Flandre, déniait à ce comité toute autorité de droit comme de fait, flétrissait ses actes comme une trahison des intérêts les plus sacrés de la patrie et affirmait de toute sa force et de toute

son énergie sa fidélité à la nation, au roi et au gouvernement du peuple belge ». Le conseil communal de Louvain stigmatisait dans une adresse au chancelier Hertling « le crime contre la vérité qui se commet en Belgique ». Ceux d'Anvers et de Bruxelles parlaient avec la même énergie. Le collège échevinal de Bruxelles s'adressait en même temps aux ministres neutres résidant dans la capitale. L'Université de Bruxelles, la Cour d'appel de Gand, les députés des Flandres demeurés dans le pays se joignaient au mouvement. Le cardinal Mercier définissait les activistes « une poignée de traîtres sans mandat ». Un manifeste signé de près de 200 présidents et chefs d'associations flamandes, rédigé par M. Louis Franck, l'un des promoteurs du projet de loi déposé aux Chambres belges touchant la création d'une Université flamande, apportait à ces manifestations l'appui le plus solide et la confirmation la plus irrécusable. Enfin, le 11 février, le Conseil communal de Bruxelles se réunissait pour recevoir les délégations de toutes les associations de la capitale qui vinrent déposer entre les mains du bourgmestre les lettres de protestation qu'elles le chargèrent de transmettre en leur nom au chancelier de l'Empire. Le sentiment national était trop exaspéré pour céder à la crainte des châtiments. Ils ne se firent pas attendre. Le 5 mars, M. Louis Franck et un autre député d'Anvers étaient déportés en Allemagne sous prétexte d'avoir refusé de mettre à la disposition de l'autorité occupante le personnel nécessaire au fonctionnement des élévateurs du port. Le 19, une amende de 2 millions de marks frappait l'agglomération bruxelloise pour la punir d'avoir participé à une « manifestation politique ».

La fermentation de l'esprit public devait aboutir à un éclat. Le 31 janvier, 91 députés et sénateurs dénonçaient par une adresse remise au premier président, aux présidents et aux conseillers de la Cour d'appel de Bruxelles « les agissements d'un groupe d'hommes qui, prenant le titre de Conseil de Flandre, a décidé dans une assemblée plénière du 22 décembre 1917 la complète autonomie de la Flandre et se sont rendus coupables de l'attentat dans le but soit de détruire, soit

de changer la forme du gouvernement, tout au moins du complot pour arriver à une de ces fins, du délit d'usurpation dans des fonctions publiques, de l'attaque méchante et publique contre l'autorité constitutionnelle du Roi, les droits ou l'autorité des Chambres, la force obligatoire des lois, la provocation à y désobéir ». Le 7 février, sur le vu de cette plainte, la Cour enjoignait au procureur général d'exercer des poursuites pour atteinte à la sûreté de l'État contre « tous auteurs, co-auteurs et complices des faits dénoncés ». Le lendemain matin, le président du Conseil de Flandre et l'une des personnes qui avaient pris la parole au meeting de l'Alhambra étaient arrêtés à leur domicile.

L'intervention de la Cour d'appel se fondait sur les articles 104, 109, 110 du Code pénal, les articles 2 et 3 du décret du 20 juillet 1831 et l'article premier de la loi du 25 mars 1891, c'est-à-dire sur des textes législatifs que le régime de l'occupation avait laissés formellement en vigueur. Elle se justifiait encore par le principe constitutionnel de l'égalité des Belges devant la loi, qui ne permettait pas de laisser impunis les auteurs de crimes aussi graves que ceux qui avaient été dénoncés. En n'agissant pas, la Cour fût devenue leur complice. Mais en agissant, elle heurtait en face la politique de l'occupant. Un conflit était inévitable. Il se produisit immédiatement. A peine le juge d'instruction avait-il commencé l'interrogatoire des inculpés, qu'un fonctionnaire allemand chargé par le gouverneur général de saisir le dossier et de remettre les prévenus en liberté se présentait dans son cabinet. Des soldats armés occupaient l'antichambre. Il ne restait aux magistrats qu'à protester et à céder devant la force qui arrêtait le cours de la justice.

C'était la première fois depuis l'envahissement du pays que le pouvoir judiciaire était violenté. Jusqu'alors, l'autorité allemande s'était bornée à en diminuer la compétence au profit des tribunaux militaires. Elle lui avait appliqué les principes du droit d'occupation conformément aux lois belges non formellement abrogées. Elle avait respecté l'indépendance garantie à la magistrature dès le début de l'occupation, et dont une lettre

du général von Bissing à la Cour de cassation, le 22 mars 1916, avait solennellement renouvelé l'assurance. Cette fois, non seulement une procédure légale était entravée par la violence, mais le châtement s'abattait sur des juges coupables d'avoir rempli leur devoir. Le 9 février, le premier président de la Cour d'appel et trois présidents de Chambres étaient arrêtés puis déportés en Allemagne dans un camp de prisonniers (1). Les Conseillers de la Cour recevaient individuellement l'ordre de ne plus siéger à l'avenir, comme convaincus de s'être associés à une manifestation politique et d'avoir violé ainsi « les conditions dans lesquelles des fonctionnaires belges peuvent être autorisés par l'administration allemande à exercer leurs fonctions ». La logique des événements développait ses dernières conséquences. Elle en arrivait à soumettre la justice à la politique. En se rangeant aux côtés des ennemis de l'État belge, l'occupant était réduit à écraser les derniers restes de l'autonomie qu'il s'était efforcé jusqu'alors de respecter. Entre le Conseil de Flandre et la magistrature, son choix était fatal. Puisqu'il reconnaissait le premier comme le mandataire du peuple flamand, comment eût-il pu tolérer qu'on exerçât contre lui des poursuites criminelles ? Les mesures du gouverneur lui avaient été suggérées par le Conseil « pour assurer la libre expression de la volonté populaire flamande ». Il devait se mettre au-dessus des lois comme le Conseil se mettait lui-même au-dessus de la volonté du peuple. On en arrivait enfin à l'arbitraire pur. Le cercle se fermait. L'occupation redevenait ce qu'elle avait été au début, le simple régime de force.

Peut-être le gouverneur général crut-il que l'exemple qu'il venait de faire suffirait à assurer l'obéissance des magistrats. Or cet exemple ne les terrorisa pas plus que la déportation de M. Max n'avait terrorisé les bourgmestres. L'échec de la violence ne devait pas être moins complet cette fois encore qu'il ne l'avait été dans toutes les occasions où on y avait eu

(1) Un seul, vu son grand âge et son état de santé, fut remis en liberté.

recours. La gravité des circonstances et le caractère des victimes ne devait le rendre que plus éclatant.

Le 11 février, la Cour de cassation, la plus haute autorité judiciaire du pays, s'associait à la résistance du droit contre la force. Estimant comme son procureur général que « les paroles sont désormais insuffisantes et qu'il faut des actes », après avoir déclaré que les violences déployées par le gouvernement de l'occupant « constituent la négation de la liberté et de l'indépendance complète du juge dans l'exercice de son ministère et que plaçant le magistrat entre ses devoirs légaux et des mesures de rigueur elles enlèvent à ses décisions l'autorité qui doit s'attacher aux jugements », elle résolut, sans abdiquer ses fonctions, de suspendre ses audiences. Le lendemain, le tribunal de première instance adoptait la même attitude. Le parquet se retirait à son tour avec son personnel et ses greffiers. Le 13 février, le tribunal de commerce cessait également de siéger. Le barreau s'associa sans hésiter à cette conduite. A la grève des tribunaux correspondit la grève des avocats. Il n'est pas jusqu'aux « gardes du Palais » volontaires qui, dès le début de l'occupation, s'étaient mis à la disposition de la magistrature pour faire auprès d'elle le service de la gendarmerie partie pour l'armée, qui ne suspendirent aussi leurs fonctions bénévoles.

Le 21 février, le général von Falkenhausen écrivait à la Cour de cassation une lettre où tout en se déclarant comme son prédécesseur partisan de l'indépendance de la magistrature, il faisait observer « qu'il est en dehors de toute raison que, dans un pays occupé, les tribunaux qui jugent sous l'autorité du pouvoir occupant poursuivent les délits dirigés contre le pouvoir dépossédé et avec lequel l'État occupant se trouve en état de guerre ». Mais en même temps, les journaux hollandais publiaient une note du gouvernement du Havre « saluant la courageuse attitude de la magistrature, qui n'avait pas hésité à requérir l'application des lois contre les mauvais citoyens coupables d'avoir, de connivence avec l'ennemi, poursuivi le dessein criminel de démembrer le pays ». La Cour de cassation répondit le 25 février, en opposant à la thèse du

gouverneur celle de la séparation des pouvoirs, d'où découle l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir politique. Elle niait qu'en agissant comme elle l'avait fait la Cour d'appel se fût rendue coupable d'hostilité envers l'occupant.

L'exemple de la magistrature de Bruxelles fut suivi dans les provinces. A Mons, le président, à Arlon, les membres du tribunal, à Gand, le bâtonnier de l'ordre des avocats furent arrêtés ou déportés. Cependant la situation préoccupait le gouverneur. Il cherchait, par l'intermédiaire du marquis de Villalobar, à ménager une transaction. Le 9 mars et le 2 avril, il offrait de libérer les présidents si les tribunaux reprenaient leurs fonctions. Mais la Cour exigeait une reconnaissance formelle de son droit et demandait des garanties. Il fut impossible de s'entendre.

Ainsi la magistrature belge renouait la vieille tradition nationale du « cès de justice », si souvent appliqué lors de la violation des privilèges. A l'occupant elle opposait la force d'inertie. Elle agissait conformément à l'esprit d'autonomie de la Joyeuse Entrée (1). Elle ne se retirait pas devant la force ; elle se croisait les bras comme le faisaient les déportés.

Pourtant, qu'allait-il advenir de cette abstention de la justice dans un pays où la misère poussait au crime ? Si l'opinion approuvait la magistrature, elle s'inquiétait pour la sécurité publique. Le bruit s'accréditait que les malfaiteurs arrêtés par la police allaient être relâchés, vu l'absence de juges, et ils eussent dû l'être, en effet, si les parquets, profitant de ce que l'on était en plein arbitraire, n'avaient eu recours à un subterfuge qu'imposait l'intérêt public : ils prirent sur eux de délivrer des ordres d'écrou contre les individus arrêtés par la police et de faire garder en prison les personnes contre lesquelles pesaient des charges suffisantes. Si l'on ne jugeait

(1) C'est le nom que porte l'antique constitution brabançonne de 1356 restée en vigueur jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

plus, on mettait provisoirement dans l'incapacité de nuire ceux que l'on aurait dû juger.

En présence de la grève judiciaire, force fut au gouverneur général de substituer à la magistrature belge une magistrature allemande (1). Au mois d'avril, il instituait des tribunaux allemands composés d'une section pénale et d'une section civile. Au-dessus d'eux, un *Kaiserliches Obergericht* siégeant à Bruxelles fonctionnait comme cour d'appel. La procédure de ces succédanés de la justice belge se faisait en allemand ; les avocats étaient remplacés par des « commissaires de justice ». En cas de besoin, on avait recours à des interprètes. Les Belges ne ressortissaient à ces tribunaux qu'en matière pénale. La juridiction civile ne s'appliquait qu'aux Allemands ainsi qu'aux sujets des États alliés de l'Allemagne et des États neutres. Ainsi, la résistance de la magistrature belge aboutissait à l'anéantissement de l'organisation judiciaire nationale. Elle forçait l'occupant à aller beaucoup plus loin qu'il n'eût voulu aller. Son espoir de se servir des institutions belges, tout en les soumettant à la violence était déjoué. Et il est intéressant encore de noter qu'il en était réduit à violer lui-même la séparation administrative qu'il prétendait imposer à la population. L'*Obergericht* de Bruxelles étendait en effet sa compétence à la Wallonie comme à la Flandre.

On en est donc arrivé, en matière administrative, au même point qu'en matière économique. La longue durée de la guerre, la volonté de vaincre ont fait renoncer à tout scrupule. La Belgique n'est plus qu'un territoire dominé et exploité. Il a été aussi impossible d'en conserver la vie légale que la vie économique.

Et ce qui est vrai de la justice l'est aussi des pouvoirs communaux. Là également, on commence à appliquer cette dictature dont on les a menacés s'ils ne cédaient pas. A Gand, le Collège échevinal est destitué. Le bourgmestre, que remplace un bourgmestre allemand, et deux échevins sont déportés. Au Conseil communal est substitué un conseil activiste.

(1) J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, p. 113 et suiv.

§ II. — L'ACTIVISME EN ACTION

L'arrêté de janvier 1918, associant le *Raad van Vlaanderen* à l'autorité de l'occupant, ne peut être considéré que comme une mesure imposée au gouverneur général par le Grand État-Major. La collaboration d'un organisme non allemand avec l'administration civile allemande devait entraîner pour celle-ci trop de complications et de difficultés pour que l'on puisse supposer que son chef l'ait souhaitée. Si le Grand Quartier ne s'en est pas rendu compte, c'est qu'il s'illusionnait sans doute sur la parenté de ses idées avec celles des activistes et qu'il s'exagérait au delà de toute mesure l'importance de leur groupe infime. Il croyait ou il feignait de croire que non seulement ils représentaient les aspirations de la population flamande, mais encore qu'ils étaient aussi convaincus que lui-même de l'identité de race des Flamands et des Allemands, aussi persuadés de la vertu du *Deutschtum*, aussi enthousiastes de la *Kultur*, aussi certains du rôle providentiel de l'Allemagne et de la légitimité de l'hégémonie qu'elle revendiquait sur l'Europe. Par surcroît, il se représentait encore la question flamande sous les apparences de la question polonaise ou de la question tchèque. Il se figurait qu'entre Flamands et Wallons devait exister une haine nationale invétérée, et que les premiers considéraient les seconds comme des oppresseurs étrangers. Il ne voulait pas ou il ne pouvait pas constater que s'il y avait entre eux des différences, il n'y avait pas d'hostilité, que les « frans-quillons » de Flandre, bien différents des Allemands de Posen ou de Prague, n'étaient pas les descendants d'un peuple conquérant et oppresseur, mais que leur origine était la même que celle de leurs compatriotes, qu'ils en avaient à toutes les époques partagé le sort, et que s'ils parlaient une langue différente de la langue populaire, c'est que depuis des siècles le voisinage de la France, le prestige de sa civilisation, l'influence de son économie les avait francisés quant à l'idiome sans qu'ils cessassent pour cela d'appartenir à la nationalité flamande.

Sans doute, le langage de quelques activistes permettait ces

illusions. Certains d'entre eux, soit par exaspération de la réprobation qui les entourait, soit par platitude et par servilisme, semblaient confondre leur cause avec celle de l'Allemagne et se montraient disposés à agir d'après les directives de Berlin. Mais dans l'ensemble, les hommes du *Raad van Vlaanderen* voulaient avant tout l'autonomie de la Flandre. Ils étaient plus encore les ennemis de l'État belge qu'ils n'étaient les alliés de l'Allemagne.

Tous d'ailleurs ne se représentaient pas de la même manière le but à atteindre. Les uns se bornaient à rêver d'une sorte de fédéralisme qui eût laissé subsister la Belgique sous une forme analogue à celle de la Suisse. D'autres, conservant la monarchie et la dynastie, se seraient contentés d'une séparation administrative plus ou moins complète. Ce qu'ils combattaient, c'était la constitution unitaire de l'État beaucoup plus que l'existence même de l'État. Ils aspiraient à une réforme qui eût affranchi la Flandre du Parlement belge dans les questions d'administration intérieure et qui leur eût permis de mettre fin au bilinguisme traditionnel du pays, convaincus qu'ils étaient de la vertu toute-puissante de la langue nationale pour relever un peuple qu'ils déclaraient abâtardi.

Les partisans d'un État de Flandre complètement indépendant étaient relativement peu nombreux. Mais au milieu des circonstances que l'on traversait, ces extrémistes devaient nécessairement l'emporter. Ayant rompu sans retour possible avec le gouvernement du Havre, ils devaient se solidariser avec l'Allemagne. Qu'ils le voulussent ou non, le radicalisme de leur attitude les mettait à sa merci et, par une contradiction dont ils ne voulaient pas se rendre compte, ces promoteurs de l'indépendance flamande ne pouvaient réussir qu'en subordonnant celle-ci aux visées de Berlin. Pour se faire illusion il leur fallait autant d'inexpérience politique que de fanatisme. Victorieuse, l'Allemagne leur dicterait évidemment la loi ; vaincue, elle les abandonnerait à la merci de ses vainqueurs. Dans le drame formidable qui se jouait ils n'étaient, sans le savoir, que de simples com-

parses. L'Allemagne se servait d'eux en les méprisant. Elle ne leur demandait qu'à l'aider à détruire la Belgique, se réservant à elle seule, au moment de la paix, de décider du sort de celle-ci. Dans la presse, le Grand État-major les présentait au monde comme les organes de la Flandre opprimée. Il ne disait pas que ces libérateurs n'élevaient la voix que grâce au silence imposé à leurs adversaires.

On a vu que depuis janvier 1918, le *Raad van Vlaanderen* correspondait avec l'administration civile allemande par l'intermédiaire de fondés de pouvoir (*gevolmagtigden*) choisis par lui avec l'approbation du gouverneur général. Ils se composaient d'un président, d'un secrétaire général et de délégués aux Affaires étrangères, à l'Intérieur, à l'Agriculture et aux Travaux publics, aux Sciences et Arts, à la Justice, aux Finances, à l'Industrie et au Travail, à la Défense nationale, aux Postes et Télégraphes.

Ils faisaient donc figure de conseil des ministres. Mais leur rôle était purement consultatif. Ils ne possédaient aucune autorité. S'ils délibéraient sans intervention allemande, les procès-verbaux de leurs séances devaient être soumis au gouverneur général qui exerçait sur eux de cette manière un contrôle incessant. Vis-à-vis du *Raad van Vlaanderen*, leur situation était à peu près celle des membres d'un gouvernement parlementaire vis-à-vis du Parlement. Mais cette situation était doublement faussée. Tout d'abord, le *Raad*, étant au même titre qu'eux-mêmes privé de toute autorité légale, n'avait aucun moyen de leur imposer une ligne de conduite. De fait ils se trouvèrent presque continuellement en conflit avec lui. Mais surtout l'ingérence constante de l'Allemagne dans leurs affaires ou, pour parler plus exactement la tutelle que l'Allemagne exerçait sur eux, leur enlevait le caractère national sans lequel il n'y a pas de régime parlementaire. Leur statut était aussi fallacieux que leur conduite. Ces prétendus mandataires de la Flandre n'étaient au fond et ne pouvaient être que les instruments de l'étranger.

Ils le sentaient fort bien eux-mêmes, et il leur arrivait de le constater avec amertume. On rencontre plus d'une

fois, en parcourant les procès-verbaux de leurs séances, des protestations, d'ailleurs bien timides, contre l'impuissance à laquelle ils étaient réduits. Il arrive même que les plus sincères d'entre eux se laissent aller jusqu'à confesser que la bienveillance de l'Allemagne à leur égard ne s'explique pas du tout par son intérêt pour la Flandre, mais tout simplement par l'aide qu'ils lui apportent à l'accomplissement de ses buts de guerre.

Au reste, si l'Allemagne les tenait de court, lâchant ou resserrant leurs rênes à sa convenance, ils n'étaient pas sans lui causer parfois d'assez graves ennuis. Les ayant publiquement reconnus comme les porte-paroles de la population flamande, elle ne pouvait sans se désavouer les traiter trop ouvertement en quantité négligeable. Il fallait bien discuter avec eux et feindre tout au moins de les prendre au sérieux. S'ils avaient montré moins de souplesse intéressée, leur position eût été très forte. Mais ils n'osèrent jamais parler haut et clair et acculer le gouverneur général à un conflit devant la perspective duquel il eût sans doute cédé pour éviter l'éclat d'une rupture. Ils n'eurent ni l'intelligence ni le courage de sortir de la situation qu'ils avaient acceptée et qui leur rapportait d'ailleurs, au milieu de la misère et de la servitude de leurs compatriotes, les satisfactions de l'argent et de l'influence.

Il va de soi que les péripéties de la dernière année de la guerre exercèrent une action décisive tant sur leur conduite que sur celle du gouvernement allemand dans ses rapports avec eux. Il était indispensable de proclamer l'autonomie de la Flandre. Mais à quel moment et sous quelle forme ? Au début, les chargés de pouvoir pressentis par le chef de l'administration civile témoignèrent tout d'abord d'un embarras bien compréhensible. Les délibérations de Brest-Litovsk venaient de s'ouvrir et l'Allemagne avait invité ses ennemis à y prendre part. Il pouvait être dangereux, dans ces conditions, de s'engager trop avant et de se compromettre irrémédiablement vis-à-vis des alliés de la Belgique. On reprit courage quand, le 17 janvier, M. von Kuhlmann eût fait savoir à Bruxelles que les délégués de l'Entente n'ayant pas paru on avait « les mains

libres ». Mais le chef de l'administration civile de la Flandre, le Dr Schaibel, intervint aussitôt pour éviter un zèle compromettant. Il donna pour mot d'ordre de se contenter d'une déclaration d'autonomie qui permît de réserver l'avenir et mît le chancelier de l'Empire à même d'affirmer, le cas échéant, que la restauration de la Belgique était encore possible.

Le 17 février, en effet, on faisait passer à la presse une note constatant que l'indépendance de la Flandre ne supposait pas nécessairement la disparition de l'État belge. Quelques jours plus tard, les chargés de pouvoir parvenaient à se mettre d'accord sur un texte ambigu réclamant pour la Flandre l'autonomie, soit en dehors de la Belgique, soit dans une Belgique renouvelée (*vernieuwd België*). Cependant, au sein du *Raad*, l'accord ne parvenait pas à se faire entre les modérés ou Unionistes et les jeunes Flamands (*Jong Vlaanderen*) qui ne voulaient pas entendre parler d'une restauration quelconque du passé.

Le discours prononcé le 25 février par le chancelier von Hertling, déclarant que l'Allemagne ne songeait pas à conserver la Belgique, vint encore embrouiller les choses. Comment faire pour concilier les aspirations du *Raad* avec les fluctuations de la politique de Berlin ? Tâche épineuse, délicate, et qui trouble évidemment le gouvernement de Bruxelles. Le *Verwaltungschef* propose, pour gagner du temps, de combiner l'activisme avec un mouvement en faveur de la paix et de s'efforcer d'y entraîner les socialistes. Le 7 mars, le gouverneur général affirme de son côté qu'il est impossible de préciser ce que deviendra la Belgique, mais qu'en tous cas l'Allemagne ne permettra pas qu'on en revienne à ce qu'elle était. En attendant, et avec une ironie inconsciente, il recommande au *Raad* de se concilier la majorité de l'opinion. Ainsi la liberté est enlevée au *Raad* de parler de la Flandre sans l'autorisation de l'Allemagne. Son président s'étant permis de dire (28 mars) que le nom de Belgique doit disparaître, est brutalement rappelé à l'ordre. Il est intolérable, en effet, que des Flamands prétendent placer le Reich devant un fait accompli. S'ils se permettent des incartades, le *Raad* disparaîtra. Ce que l'on apprend de Berlin, où

l'on a envoyé un délégué, n'est pas plus encourageant. Sauf les pangermanistes, l'opinion publique ne permet guère d'espérer un appui. Erzberger va jusqu'à dire qu'il faudra bien s'accommoder de l'existence de la Belgique. A Bruxelles même, au sein de l'administration civile, on surprend des marques inquiétantes de mauvais vouloir. Le gouverneur général refuse d'intervenir auprès du marquis de Villalobar, ministre d'Espagne, qui a expulsé de son hôtel et taxé de traîtres une députation d'activistes. L'administration civile ne veut pas que l'on réfute un article présentant le vote du 22 décembre sur l'indépendance de la Flandre comme un simple vœu. A Gand, des officiers allemands ont refusé de se lever lors de l'exécution du *Willelmus van Nassau*, au cours d'une fête activiste.

Heureusement l'offensive allemande du printemps sur le front de France ouvre des perspectives plus riantes. La proclamation de l'autonomie paraît enfin prochaine. Le 20 juin, à la veille de la poussée en Champagne, le *Raad* lance un manifeste déclarant inévitable la victoire de l'Allemagne, dénonçant le gouvernement belge comme l'ennemi de la Flandre et annonçant l'affranchissement certain de celle-ci. Le gouverneur général abonde en protestations réconfortantes. Cependant le front français ne cède pas et il faut, comme les troupes, revenir en arrière. Au mois de juillet, le chancelier Hertling passant par Bruxelles ne prononce que de vagues paroles. Son point de vue, dit-il, quant à la question flamande, reste celui de ses devanciers. Il persiste donc dans l'amphibologie dont ces derniers ne sont jamais sortis. Mauvais symptôme qu'aggravent encore les journaux de Berlin. En plein Reichstag, des députés socialistes parlent de la « machination méprisable qu'est le *Raad van Vlaanderen* ». Au mois d'août, le général Keim, pourtant pangermaniste et annexioniste notoire, qualifie les activistes d'État-major sans troupes. Le 12 septembre, le vice-chancelier von Payer dit que la question flamande sera résolue par les hommes politiques belges. C'est la déclaration officielle de l'abandon de l'activisme par l'Allemagne. En présence de la catastrophe militaire qu'elle sent inévitable, elle se hâte

de laisser tomber au néant cet allié qui l'embarrasse et qu'elle méprise.

Il était d'ailleurs depuis le mois d'août en pleine débâcle. Le 17 août, les fondés de pouvoir du Conseil de Flandre avaient déposé leur mandat. Le *Raad* constatait quelques jours plus tard que la réaction contre sa politique « marchait à pas de géant » (5 septembre), et l'un de ses membres ne craignait pas d'ajouter : « les Allemands se moquent de nous ». Quelques-uns parlaient d'envoyer une adresse de protestation au gouverneur général, de lui reprocher d'avoir violé ses engagements, bref de « montrer les dents ». D'autres, dans leur désarroi, proposaient d'abandonner l'Allemagne et de se tourner vers l'Angleterre. Mais les jours de la lamentable assemblée étaient comptés. Le 5 octobre, le nouveau chancelier, Max de Bade, avait officiellement le fiasco de la politique flamande imposée par le Grand État-major. Elle s'effondrait en même temps que la puissance militaire du Reich. Il n'était plus question que d'une paix basée sur le respect du droit et qui rétablirait la Belgique dans son indépendance et son intégrité. Les activistes avaient misé sur la victoire allemande. La défaite de leur protectrice était leur coup de mort. Leurs journaux l'avouaient, se bornant à implorer l'Allemagne de ne pas oublier complètement, au moment de la paix, les espérances dont elle les avait enivrés.

Dès le 26 septembre, une nouvelle organisation avait remplacé la combinaison boîteuse instaurée en janvier. Il n'était plus question des *gevolmagtigden*. A leur place était instituée une commission de chargés d'affaires (*Zaakgelastigden*), nommée par le gouverneur général et responsable devant lui seul. Ainsi s'écroulait la façade d'autonomie qui avait jusqu'alors dissimulé la mainmise de l'Allemagne sur l'activisme. Celui-ci n'était plus désormais qu'un outil dans la main de l'occupant. Les *Zaakgelastigden* étaient considérés comme « fonctionnaires à la suite de l'armée allemande ! »

Le *Raad van Vlaanderen* abandonné à lui-même tint encore quelques séances. Il se cramponnait à l'espoir que du moins

l'Allemagne n'évacuerait pas la Belgique avant la paix. Il crut même pouvoir se tracer une ligne de conduite en prévision de celle-ci. Mais le 14 octobre se déclenchait l'offensive victorieuse des alliés. Les troupes belges paraissaient sur la crête des Flandres et le lendemain le *Raad* se réunissait pour la dernière fois. Ses membres qui avaient solennellement affirmé, quelques jours auparavant, qu'ils mourraient à leur poste, ne songeaient plus qu'à la fuite. A partir du 26, munis d'argent et de passeports, ils prenaient les uns après les autres le chemin de l'Allemagne. Une adresse datée du 31 fut leur testament politique. Il n'y est plus question que d'autonomie et d'amour pour la patrie. La Belgique, dont ils avaient voulu rayer le nom de la carte de l'Europe, les refoulait devant elle (1).

L'idée d'utiliser le mouvement flamand au profit des buts de guerre de l'Allemagne apparaît, si l'on tient compte des conditions au milieu desquelles elle devait se réaliser, comme une formidable erreur psychologique. Son échec était certain d'avance. Dans leur immense majorité, les flamingants étaient d'aussi loyaux patriotes que leurs adversaires. Ils entendaient faire redresser leurs griefs dans l'État belge et par l'État belge. Ils envisageaient avec horreur la possibilité d'une collaboration avec l'ennemi. Les avances du gouverneur von Bissing, qui au début s'était proposé de se les concilier en faisant appliquer strictement les lois linguistiques, n'avaient été accueillies que par un silence hostile. Ils avaient protesté contre l'ouverture de l'Université germano-flamande de Gand. La séparation administrative les avait indignés. Ils avaient enfin stigmatisé comme une trahison la conduite des activistes.

Dès lors, le sol devait nécessairement s'effondrer sous les pieds de ceux-ci. Réduits à n'être qu'une faction infime à la solde de l'étranger, ils s'obstinèrent avec une énergie

(1) Les chargés d'affaires auraient voulu se fixer à La Haye et chercher à s'y mettre en rapports avec les « passivistes ». Le gouvernement allemand ne le leur permit pas. Il est intéressant en revanche de constater que, quelques jours avant de quitter Bruxelles, le gouverneur général préleva sur les fonds du Ministère belge de l'Intérieur une somme de 10 millions de francs à déposer à la *Reichsbank* de Berlin pour continuer la *Flamenpolitik* après la guerre.

croissante à imposer à la masse qui les réprouvait la dictature que l'Allemagne souhaitait de les voir organiser. En ceci ils purent compter sans réserve sur son appui. Elle ne demandait qu'à les aider à établir leur prestige et leur influence. Ils lui servaient à justifier la séparation administrative et à persuader les neutres de l'intérêt que lui inspiraient les Flamands de Belgique. Il n'existèrent et ne firent figure que par sa protection. Leur presse, largement subventionnée, eut licence d'injurier et de calomnier leurs adversaires. C'est parmi eux que furent recrutés tous les fonctionnaires supérieurs nommés en vertu de la séparation administrative, et presque toujours les nominations furent proposées par les *Gevolmagtigden*. En somme, les activistes agirent exactement, durant l'occupation allemande, comme les Jacobins après l'annexion de la Belgique à la France, en 1794. Ils témoignèrent du même appétit de domination, de la même outrecuidance, du même radicalisme, de la même rage de dénonciations. A un siècle de distance, telle avait été la conduite de ceux-ci vis-à-vis des aristocrates, telle fut la leur à l'égard des « fransquillons » et des patriotes.

Dans la région des Étapes surtout, où l'autorité militaire leur est tout acquise, la moindre marque de réprobation qu'on montre leur suffit pour obtenir contre le coupable un jugement de déportation. Jouissant de tous les droits de parole, de réunion, de propagande qui sont refusés à leurs compatriotes, ils en usent pour abattre ou pour terroriser leurs ennemis. Le 31 janvier 1918, ils demandent que le Conseil communal de Gand soit cassé ; le 21 mars, ils réclament la déposition de celui de Bruxelles. Au mois de février, ils proposent de transporter en Allemagne quantité de personnes « qui pourraient servir d'otages contre des attentats possibles sur les activistes ». Il n'a pas tenu à eux qu'après l'intervention de la Cour d'appel de Bruxelles contre le *Raad van Vlaanderen* tous les membres de celle-ci n'aient été déportés. Leur propagande contre le cardinal Mercier est d'autant plus fougueuse qu'elle est plus impuissante.

En revanche, leur influence obtient pour qui se déclare en leur faveur, nominations et avantages de toute sorte. Au mois

d'août 1918, ils se flattent d'avoir obtenu du gouverneur la grâce de cinq condamnés à mort.

Ils font reconnaître le 11 juillet, jour anniversaire de la bataille de Courtrai, comme fête nationale. Grâce à la complaisance des troupes allemandes, ils se mettent en rapports avec le parti défaitiste (*frontparty*) qui cherche à susciter dans l'armée belge un mouvement de défection. Le 10 mai 1918, deux déserteurs sont solennellement reçus par eux dans une réunion à laquelle assiste le *Verwaltungschef* et qu'un des leurs salue pompeusement d'événement historique. Dans toute la région flamande du pays, leurs meetings et leurs brochures, inlassablement, sollicitent l'opinion. Au mois de novembre 1917, ils se vantent d'en avoir fait distribuer 275.000, et depuis lors leur presse n'a cessé d'en répandre davantage encore.

Toute cette activité ne soulève d'ailleurs qu'une réprobation d'autant plus significative que l'adhésion à l'activisme est plus profitable. Il est extraordinaire qu'au milieu de la misère générale le nombre des partisans d'un groupe si visiblement avantagé soit demeuré si minime. On ne veut voir en eux que des séides de l'ennemi et des profiteurs de guerre. Ils ne se dissimulent pas l'antipathie et le mépris qu'ils soulèvent. Mais comment y échapper sans rompre avec l'Allemagne dont ils dépendent ? La déportation des ouvriers est, disent les membres du *Raad*, un coup terrible porté à leur « prestige ». Entre eux, à huis clos, ils se lamentent sur une mesure si cruelle, si opposée à la *Duitsch Vlaamsche politiek*, et si fatale au progrès de leur mouvement. Pourtant les autorités militaires ont beau diriger sur le front des enfants de 14 ans et des hommes de 60 ans et les traiter « comme du bétail » (*als vee*), ils n'osent élever la voix. Manifestement, leur intervention est subordonnée à la volonté des états-majors et leur influence n'est réelle qu'autant qu'elle est utile à l'ennemi. Continuellement, ils sentent la fêrule sous laquelle ils ont consenti à se courber. La *Zivilverwaltung* intervient à tout bout de champ et sans aménité dans leurs affaires. Elle les empêche de délibérer sur ce qu'il leur plaît, lit leur correspondance, leur interdit de contrôler la conduite des *Gevolmagtigden*.

Il est trop clair qu'elle ne les soutient que par intérêt. Elle leur reproche de ne pas réussir à s'imposer à l'opinion malgré l'argent qu'elle dépense en leur faveur. Et par surcroît de malchance, il faut bien s'avouer que plus la guerre se prolonge, plus les sentiments de l'Allemagne elle-même à l'égard des activistes se refroidissent. Après la manifestation du Reichstag en faveur d'une paix sans annexions ni réparations, les socialistes de Berlin ne leur dissimulent plus leur antipathie. Que peut-on leur répondre quand ils demandent comment il se fait que les Flamands, puisqu'ils sont la majorité en Belgique, soient opprimés par les Wallons ? Manifestement la question est aussi embarrassante qu'elle est indiscrete. La brochure que le *Raad* a décidé de publier pour se tirer de ce mauvais pas n'a jamais paru.

Si encore l'activisme constituait un groupe compact et animé d'un même esprit. Mais il est travaillé par des dissensions intestines qui affaiblissent encore son action. Non seulement, comme on l'a déjà dit, le *Raad* et ses *Gevolmagtigden* vivent à couteaux tirés, se chamaillant et s'insultant à toute occasion, mais au sein du *Raad* lui-même les rivalités de personnes et les tendances opposées des groupes se répercutent de la manière la plus fâcheuse. La majorité des membres du bureau du *Raad* professent des opinions conservatrices, soit par conviction personnelle, soit pour flatter les « Excellences » allemandes avec lesquelles ils fréquentent. Le 14 mai, ils proposent de choisir les nouveaux bourgmestres dans le sein de la noblesse. A l'Université de Gand, l'almanach publié par les étudiants cherche à éveiller en eux le sens de la hiérarchie sociale en les initiant à la pratique des titres auxquels ont droit les ministres, les hauts fonctionnaires, l'aristocratie, les simples bourgeois. Mais plus on va et plus parmi les éléments jeunes du parti s'accusent des tendances radicales et démagogiques. Dès le mois de février 1918, beaucoup de propagandistes se vantent d'être des révolutionnaires. D'autres déclarent que l'État de Flandre sera fondé sur des bases démocratiques. Des manifestes réclament la confiscation des mines du Limbourg. Le 20 février, une brochure répandue à Bruxelles exige que les

charbonnages versent 40 millions pour la fondation d'écoles flamandes. S'ils ne s'exécutent pas, « nous trouverons l'argent à l'avenue Louise et dans les banques ». Malheureusement, le parti socialiste repousse dédaigneusement les avances qui lui sont faites. Le *Vooruit* de Gand refuse de publier le programme d'un soi-disant *Vlaamsch Socialistische Partij* qui déclare s'organiser en opposition avec le *Raad van Vlaanderen*.

Dans ces conditions, il est évident que le mouvement est condamné à s'agiter dans la dispersion. Il souffre d'ailleurs d'une curieuse pléthore d'organismes agissant les uns à côté des autres sans discipline commune : le *Nationalistische Bond*, qui cherche à embrigader la jeunesse en fondant des corps de musique, des ligues de femmes, des salles de lecture, une banque commerciale et qui publie le *Vlaamsche Smeder* en vue de combattre « tous corps ou personnes qui sont un danger pour l'État flamand et de prendre toutes les mesures nécessaires pour anéantir l'influence de ses ennemis à l'intérieur et à l'extérieur » ; les *Vlaamsche Voorwachten*, qui ont organisé des sections à Bruxelles, Louvain, Turnhout, Saint-Nicolas, Tamise, Lierre, Malines, Vilvorde, Contich, Hemixem, Niel, Hoogstraeten, Ryckevoorsel, Merxplaats, Veerle, Diest, Aerschot, Hasselt et Anvers, et dont le but est de préparer des recrues pour une armée flamande ; le *Vrij Vlaanderen*, association à tendances sociales chrétiennes, qui prétend se substituer aux *Boerenbonden* ; le *Vlaamsche Arbeiders Gemeenschap*, qui cherche lui aussi à organiser les ouvriers flamands ; la *Groeningewacht*, fondée en 1909, et le *Nationale Jong Vlaanderen Beweging*, qui se propose de fomenter la désertion dans l'armée belge et réclame l'annexion de la Flandre française à l'État flamand. En dépit de leur pullulation et de leur agitation, ces groupements font tous plus de bruit que de mal. Le nombre de leurs membres est ridiculement minime. En juin 1918, le *Nationalistische Bond* ne compte que 4.236 adhérents et la *Groeningewacht* que 678.

Au milieu de ces efforts désordonnés et des récriminations qui l'assaillent, le *Raad van Vlaanderen* et les *Gevolmagtigden* cherchent à s'illusionner sur leur importance en organisant à

l'avance le futur État flamand. Ils se font présenter des projets de drapeaux et de timbres poste, délibèrent sur l'établissement d'une représentation permanente à Berlin, sur l'annexion de la Flandre française, sur le prélèvement, aux dépens de la Wallonie, d'une bande de territoire destinée à servir de couloir entre la Flandre et l'Allemagne. Ils s'occupent encore de l'institution d'une gendarmerie (*Rijkswacht*) laquelle, par mesure d'opportunisme, portera l'uniforme de la gendarmerie belge, « à cause du respect qu'il impose aux populations ». A côté d'elle fonctionnera une police secrète (*Veiligheidsdienst*) chargée de surveiller la conduite et de s'informer des convictions politiques des habitants. Enfin une constitution élaborée par un professeur de l'Université de Leipzig ne laisse subsister que la façade du régime politique belge. Des libertés dont elle emprunte la nomenclature à la constitution de 1830, elle a soin d'exclure la liberté des langues et elle ne proclame celle de l'enseignement qu'à condition qu'il soit donné dans la *landstaal* (langue nationale).

Tout cela n'était que viande creuse dont le gouverneur général laissait dédaigneusement les activistes se repaître. Les plus avisés le remarquaient avec dépit. Ils se rendaient fort bien compte qu'en pleine guerre et au milieu de l'oppression du peuple, une politique exclusivement linguistique devait faire long feu. Pour fonder le prestige de l'activisme, il eût fallu des réalités plus substantielles. Les *Gevolmagtigden* eussent voulu obtenir de l'administration allemande la disposition des charbonnages récemment mis en exploitation dans la Campine. Ils faisaient campagne dans leurs journaux pour les faire céder à l'État de Flandre. Mais leur intérêt se heurtait ici à celui des industriels allemands qui avaient tout de suite jeté les regards sur cette riche proie. Un groupe de capitalistes rhéno-westphaliens était en instances pour en obtenir la concession, c'est-à-dire, pour employer l'expression d'un des *Gevolmagtigden*, pour les « voler » à la Flandre, au risque de rendre « *Kapot* » la *Vlaamsche Beweging*. Mais on eut beau protester et supplier, élaborer des plans, proposer une entente avec l'industrie allemande, on n'aboutit à rien. Les aventuriers

qui prétendaient représenter la Flandre avaient vraiment trop peu de surface pour se faire écouter des capitaines d'industrie d'Outre-Rhin.

Ils furent mieux inspirés en cherchant à enlever au Comité National le ravitaillement de la partie flamande de la Belgique. Se substituer à lui dans ce domaine, c'eût été évidemment détourner à leur profit l'influence et la reconnaissance d'un peuple dont la préoccupation essentielle était celle du pain quotidien. La fondation de la *Volksopbeuring*, au commencement de l'année 1918, devait travailler à ce résultat. C'était une association sous forme de société coopérative, dont le capital se composait de parts d'un apport de 25 francs et qui comprenait 70 sections établies moitié dans la zone des Étapes et moitié dans le gouvernement général. On comprend sans peine que les avantages matériels qu'elle promettait lui aient attiré tout de suite des milliers de clients. De son côté l'autorité allemande lui accordait le bénéfice de la personnalité civile (10 août 1918), et lui allouait une subvention d'un million à prélever sur le budget belge. En Hollande se fondait un *Nederlandsch Comiteit tot steun van Volksopbeuring*, dont l'archevêque d'Utrecht acceptait la présidence d'honneur.

Mais il ne fallut pas longtemps pour s'apercevoir que la *Volksopbeuring* ne voyait dans la bienfaisance qu'un moyen de pression en faveur de l'activisme. Elle exigeait de ses affiliés une formule d'adhésion au programme du *Raad van Vlaanderen*, et l'on apprit bientôt qu'elle trempait dans les menées entreprises pour organiser la désertion sur le front belge. Les ministres protecteurs du Comité National ne pouvaient manquer d'intervenir. Ils le firent avec une énergie indignée. Eclairé par eux, l'archevêque d'Utrecht se dégageait. L'administration allemande, craignant de voir l'Angleterre interrompre l'importation des vivres, renonçait à l'espoir un instant caressé d'introduire la séparation administrative dans le ravitaillement du pays. Une fois de plus elle capitula devant le Comité National.

Un essai d'organiser la répartition des charbons en deux services distincts, l'un pour le pays flamand, l'autre pour le

pays wallon ne réussit pas mieux. La résistance des charbonniers le fit échouer. Ils ne voulurent pas devenir « un instrument de division et de discorde civile » et menacèrent de se mettre en grève si on prétendait les y forcer.

L'activisme se montra donc aussi impuissant sur le terrain économique que sur le terrain politique. L'unité belge, à laquelle il prétendait mettre fin, triompha tout ensemble de ses efforts et de ceux de l'Allemagne. L'influence et le prestige du Comité National grandirent encore par le fait des machinations perpétrées contre lui. En novembre 1917, l'administration civile avait espéré en provoquer la scission en lui imposant l'emploi du flamand pour la correspondance avec les provinces flamandes. Devant les protestations des ministres neutres, il fallut de nouveau retirer la mesure et se contenter de la promesse de joindre une traduction aux procès-verbaux des réunions hebdomadaires du Comité envoyés dans la région flamande.

Cependant la censure laissait la presse activiste déverser sur le Comité les attaques et la diffamation. Elle l'accusait avec fureur de n'être qu'une association d'intrigants, de profiteurs, d'ambitieux, de politiciens et d'ennemis de la Flandre, et elle suppliait l'autorité allemande de passer le balai dans cette écurie. Le scandale en arriva au point qu'au mois de septembre 1918, les ministres protecteurs durent s'élever officiellement contre « la campagne de méchancetés et de calomnies menée par le parti activiste contre l'œuvre de ravitaillement et de secours patronnée par les gouvernements neutres, et qui trouve, nous dit-on, un appui chez certains fonctionnaires du gouvernement impérial ». Ils se plaignaient qu'en tolérant et même en favorisant les attaques contre le Comité National, la censure allemande portât atteinte à leur caractère de neutralité. « Nous avons la certitude que nos gouvernements seraient vivement émus d'apprendre que l'œuvre humanitaire internationale à laquelle ils accordèrent leur protection est transformée en Belgique en un enjeu de politique intérieure. »

De dépit, les *Gevolmagtigden* pensèrent à proclamer que l'Espagne et la Hollande avaient cessé d'être des puissances

amies. Mais le chef de la *Politische Abteilung* promet aux ministres de calmer l'effervescence de la presse. Sur ses conseils, ils firent passer aux journaux une note stigmatisant la conduite de ceux qui, « dans les circonstances difficiles que le pays traverse, calomnient systématiquement des hommes qui se dévouent depuis quatre ans avec le plus grand désintéressement au soulagement de leurs concitoyens et cherchent à détruire la confiance méritée que la population doit avoir en eux pour leur permettre de mener à bien la tâche difficile qu'ils ont acceptée dans un esprit de pure solidarité sociale ».

Le Comité National, au milieu du débordement de la colère impuissante de ses ennemis, sentit plus que jamais l'importance de sa mission morale. Il avait pleinement conscience de son rôle en se proclamant, « à l'heure actuelle, le seul lien qui joigne encore les deux tronçons de la patrie séparée par des mains criminelles ».

CHAPITRE X

La débâcle

L'administration imposée par l'Allemagne à la Belgique n'était que la conséquence de la victoire. Elle devait crouler avec la défaite et elle le fit tout d'une pièce et d'un seul coup. De cette œuvre longuement et minutieusement élaborée, rien ne subsista. L'occupant s'était flatté que l'excellence de son organisation pousserait au moins les Belges à en conserver quelques parties. Mais telle était la haine qu'il avait amassée qu'elle fut arrachée jusqu'aux fondements et que sa disparition fit reparaître dans leur intégrité, la constitution et l'administration du pays qu'elle avait écrasées pendant quatre ans. Jamais peut-être une occupation aussi longue, aussi systématique et aussi envahissante n'aboutit à un néant aussi complet. Matériellement le pays était ruiné, moralement il restait intact.

Il faut rendre cette justice à l'administration allemande qu'elle ne s'illusionna pas sur les sentiments qu'elle avait provoqués. Elle ne fit aucune tentative pour s'entendre avec les Belges, pour régler de commun accord avec eux les modalités de l'évacuation et établir un régime transitoire. Elle abandonna le pays comme on déménage d'une maison occupée sans bail. Et même, à vrai dire, son départ ressembla singulièrement à une fuite. Si elle s'aboucha avec les vainqueurs pour faciliter la retraite de ses armées, elle sembla ignorer les pouvoirs nationaux qui subsistaient encore, c'est-à-dire les administrations communales.

Dès le 11 octobre, elle faisait enlever les drapeaux allemands arborés aux façades des bâtiments publics depuis 1914 ; elle ordonnait de brûler la partie de ses archives qu'elle ne pouvait emporter, elle licenciait les fonctionnaires belges à son service, évacuait les membres du Conseil de Flandre vers l'Allemagne, fermait les portes de ses innombrables bureaux, prescrivait à l'Université de Gand, qui s'était rouverte le 15 octobre, de cesser ses cours.

Le 12 octobre, des sénateurs et des députés avaient envoyé une adresse au chancelier Max de Bade, pour réclamer « au moment où semble se lever une Allemagne nouvelle, la fin d'une politique de conquête et d'oppression », l'abandon de la « vaine et détestable entreprise » de séparer la Belgique entre Flamands et Wallons, la suppression des *Zentralen* et des réquisitions, l'arrêt de la démolition des fabriques, enfin la réintégration des déportés. Tous ces griefs disparaissaient d'eux-mêmes. Sans même en attendre l'ordre, les agents allemands abandonnaient leurs postes. Aucun service ne fonctionnait plus. La débâcle était plus rapide et plus foudroyante que les plus optimistes ne l'avaient osé rêver. C'était un effondrement. Les prisonniers politiques voyaient les prisons s'ouvrir ; les déportés rentraient au pays au milieu des acclamations, croisant dans les rues des soldats débandés et des charrois militaires filant vers l'Allemagne.

Cependant le désarroi de l'ennemi rendait la situation singulièrement difficile. Refoulées par la retraite allemande, des bandes lamentables de réfugiés et d'évacués arrivaient des départements du Nord et des Ardennes, du Hainaut et des Flandres. Aucune mesure n'avait été prise à leur sujet. Il fallut que le Comité National, les administrations communales, les associations charitables fissent des prodiges pour les héberger, les nourrir, soigner les malades, hospitaliser les vieillards et les enfants.

La révolution allemande, au commencement du mois de novembre, faillit déchaîner une catastrophe. La discipline militaire disparut parmi les troupes des garnisons et des dépôts. Le drapeau rouge fut hissé sur les casernes et des Conseils de

soldats prétendirent s'emparer du pouvoir. Durant un moment, ils s'efforcèrent d'entraîner dans leur mouvement les socialistes belges. L'accueil qui leur fut fait à la Maison du peuple de Bruxelles dissipa nettement leurs illusions. En face de l'Allemagne divisée contre elle-même, les Belges formaient un front unique. L'unanimité de leur résistance pendant la guerre survivait à la paix. Durant quelques jours, étonnés et perplexes, ils assistèrent aux combats de rues entre troupes révoltées et troupes fidèles. Et la palinodie des journaux à la solde de l'Allemagne qui, du jour au lendemain, se mirent à injurier les activistes, augmenta à peine le dégoût qu'ils excitaient.

Il est très remarquable qu'en présence de la débandade du vainqueur l'ordre n'ait été qu'à peine troublé. La conduite du peuple à ce moment fut digne de celle qu'il avait eue depuis quatre ans. A part quelques pillages de trains militaires dans les gares, quelques dévastations de maisons d'activistes notoires et çà et là le châtiment populaire de femmes dont la « germanophilie » avait fait scandale, il n'y eut aucun incident. La haine amassée dans les cœurs ne s'épancha pas en violences. Les prétendus francs-tireurs de 1914 ne profitèrent pas du désordre des fuyards pour les attaquer. Les Conseils communaux qui seuls avaient survécu à la destruction de l'État suffirent, appuyés par le dévouement des citoyens et grâce à la trêve des partis, à maintenir la tranquillité publique jusqu'au retour des autorités constitutionnelles.

CHAPITRE XI

La Diaspora

On n'aurait qu'une idée incomplète des conséquences de l'occupation allemande de la Belgique si l'on négligeait de tenir compte du mouvement d'émigration qu'elle provoqua. L'importance en fut telle que l'on peut dire que de 1914 à 1918 il exista, à côté de la Belgique du dedans, une Belgique du dehors. Ce fut, à vrai dire, plus qu'une simple émigration, ce fut une sortie en masse, une diaspora.

Il est très difficile d'en évaluer exactement les proportions. Les statistiques font défaut et d'autre part le nombre des émigrés ne cessa de varier au gré des circonstances et des péripéties de la guerre. La pénurie de travaux sur le sujet complique encore la difficulté de le traiter d'une manière digne de sa portée et de son intérêt. Force sera de n'en tracer ici qu'une image approximative.

Au moment où les armées allemandes déferlèrent brusquement sur le pays, le 4 août, les vacances venaient de commencer. Quantité de familles riches ou aisées se trouvaient soit à la campagne, soit au bord de la mer, soit à l'étranger, et l'on s'attendait si peu à une invasion que presque personne n'avait songé, malgré la mobilisation, à interrompre sa villégiature. L'invasion foudroyante des provinces de Liège, de Luxembourg et de Namur eut au surplus pour résultat d'y immobiliser la population. Dans tous les territoires occupés, la circulation était devenue impossible. Ceux-là mêmes qui auraient voulu fuir ne le pouvaient pas. Dans la partie du pays

où l'assaillant n'avait pas encore pénétré, les habitants, durant les premiers jours, ne songèrent pas à se mettre à l'abri. Confiants dans le secours des alliés, vivant dans l'illusion d'une prompte arrivée des armées franco-anglaises, ils s'attendaient d'un jour à l'autre à voir s'arrêter la marche en avant de l'ennemi. C'est seulement quand ils durent bien se rendre compte que le pays ne serait pas secouru, quand ils apprirent la chute des forts de Liège, puis de ceux de Namur et enfin la retraite de l'armée belge sur Anvers, qu'ils comprirent que l'invasion allait déborder bien au delà de la Meuse.

Dès lors la crainte du lendemain, le souci d'échapper aux privations et aux souffrances inhérentes à la guerre commencèrent à provoquer des départs individuels parmi ceux que leur situation de fortune mettait à même de s'éloigner ou qu'y poussaient leur timidité, leur égoïsme ou leur état de santé.

L'exode en masse ne débuta qu'à la nouvelle des horreurs commises à Dinant, à Andenne, à Aerschot et à Louvain. Ce fut alors une fuite éperdue. Une contagion de terreur se répandait devant les troupes allemandes, progressant à mesure qu'elles avançaient et rabattant vers l'intérieur les populations affolées. A Bruxelles tout d'abord, puis bientôt à Gand, affluèrent des milliers de malheureux sans ressources. Toutes les routes étaient encombrées de foules hagardes qu'il fallait hospitaliser et nourrir et que la propagation constante de nouvelles déformées par la terreur faisait, à peine arrivées, s'enfuir plus avant.

Lors de la reddition d'Anvers, la population affolée se précipita presque tout entière vers la Hollande toute proche. L'avance des Allemands au delà de l'Escaut, après l'occupation de Gand (12 octobre 1914) provoqua moins d'émoi. Les exécutions en masse et les incendies ayant cessé, la frayeur était moindre. Il n'y eut plus d'exode en masse. Au surplus, où fuir ? Vers la France et vers le Hollande, le chemin était maintenant coupé par les armées. Seule la route d'Angleterre restait libre. Mais les moyens de communication manquaient. Presque tous les belges en villégiature sur la côte s'embarquèrent pour Douvres et Folkestone. Puis l'occupation

d'Ostende acheva l'encerclement du pays. Nulle issue ne s'ouvrait plus. Durant quelque temps, de nombreux départs purent encore s'effectuer cependant par les chemins de fer et les tramways se dirigeant vers le Nord. Mais bientôt les mesures prises par les autorités allemandes pour contrôler l'identité et le domicile de la population, le port obligatoire des cartes d'identité et des passeports, l'établissement surtout, en 1915, d'un fil électrifié tendu tout le long de la frontière hollandaise et gardé par des sentinelles et des postes militaires achevèrent de faire de la Belgique un vase clos. Pour sortir du pays, il fallut dès lors se pourvoir à grands frais d'autorisations strictement accordées, ou risquer sa vie en se glissant à travers les soldats sous le fil meurtrier. Ceux-là seuls qu'animait un courage soutenu par la vigueur physique pouvaient affronter de tels obstacles. De 1914 à 1918, quantité de jeunes gens décidés à rejoindre l'armée belge ne cessèrent de s'y exposer. On estime à environ 30.000 ceux qui réussirent. Il est impossible de connaître le nombre de ceux qui périrent électrocutés ou sous les balles des sentinelles ou qui, arrêtés en route ou trahis par leurs guides, furent envoyés dans les camps de prisonniers d'Allemagne.

On suppose que durant le dernier trimestre de 1914, la Hollande vit affluer sur son sol 1.056.000 réfugiés, soit le sixième de la population totale du pays. Mais cette vague énorme reflua bientôt. Le gouvernement allemand ne désirait pas laisser échapper à son contrôle une masse aussi considérable de Belges. Il craignait justement le discrédit qui en fût résulté pour lui, le mécontentement qu'ils eussent provoqué chez les neutres, le renfort qu'ils eussent apporté aux industries de guerre, à l'espionnage, à l'armée belge. Il fit annoncer officiellement que la liberté individuelle serait garantie à ceux qui reviendraient et qu'ils n'avaient à craindre ni incorporation dans ses troupes, ni déportation. D'ailleurs les tragédies qui avaient ensanglanté les premiers temps de l'occupation ne se renouvelaient pas.

A l'affolement du début se substituait chez les fuyards le regret de la patrie; les souffrances de l'exil et la misère étaient pour beaucoup intolérables. Un retour en masse succéda

au départ en masse. Au mois de décembre 1914, on estime qu'il ne restait plus guère que 200.000 réfugiés en Hollande ; au mois de mai 1915, leur nombre était tombé à une centaine de mille, chiffre qui ne fut plus dépassé, semble-t-il, jusqu'à la fin de la guerre. Ceux qui rentraient, rentraient pour tout de bon, l'évasion hors du pays étant devenue, comme on vient de le dire, à peu près impossible. La déportation des ouvriers belges en 1916 et en 1917, la misère croissante provoquèrent cependant quelques départs. Ils ne modifièrent pas sensiblement l'effectif des Belges en Hollande.

Tous les Belges qui quittèrent la Hollande ne se dirigèrent pas vers leur patrie. Beaucoup d'entre eux se transportèrent par la voie de mer vers la France et vers l'Angleterre. En France, leur nombre vers la fin de la guerre est évalué à 325.000 environ, en Angleterre à 162.000 (1). Au total, on peut estimer que, à l'époque de l'armistice, 500.000 Belges au moins, soit la quatorzième partie de la population totale, vivaient à l'étranger.

De ces Belges, la plupart appartenaient à la partie flamande du pays. On se l'explique facilement si l'on songe à la rapidité de l'invasion dans les provinces wallonnes et à l'impossibilité où se trouvèrent leurs habitants de se réfugier en France où l'on se battait, ou de gagner la Hollande à travers les troupes allemandes. Tout proches au contraire de la frontière hollandaise, les populations flamandes y cherchèrent naturellement un abri. Il n'est sans doute pas exagéré de croire que les deux tiers environ de l'émigration belge se composèrent de Flamands.

Il faut remarquer encore que parmi les émigrés, l'élément urbain l'emporta sensiblement sur l'élément rural. Au début, sans doute, tout le monde avait fui pêle-mêle. Mais les paysans, certains de retrouver leurs terres, se décidèrent au retour en plus grand nombre que les artisans ou les ouvriers industriels,

(1) Le 1^{er} novembre 1918, il y avait en France 325.298 réfugiés belges, dont 121.786 hommes, 116.995 femmes et 86.517 enfants (*Bulletin des Archives de la Guerre*, t. I, p. 45 et suiv.), éparpillés dans tous les départements, mais dont la plupart se groupaient dans la Seine (93.341), le Calvados (13.303), la Seine-Inférieure (35.396) et la Seine-et-Oise (12.650).

auxquels le chômage et les privations alimentaires imposées aux habitants des villes ne laissaient entrevoir que des perspectives décourageantes.

Observons enfin que les pauvres regagnèrent le pays en moins grand nombre que les riches. Ceci s'explique sans doute et par le souci de ces derniers de veiller sur leur fortune, et par l'impôt que l'autorité allemande, en vue de favoriser le rapatriement, édicta contre ceux qui ne seraient pas rentrés le 1^{er} mars 1915, et dont les maisons devaient être occupées.

L'entretien des émigrés belges suscita naturellement les services et les initiatives les plus intéressantes. Le gouvernement belge, installé au Havre, intervint en leur faveur par l'organisation d'œuvres appropriées aux besoins de toute sorte que la variété des âges, des professions, des classes sociales imposaient (1). Le 1^{er} novembre 1914, il établissait en Angleterre un Comité belge qui fonctionna comme corps consultatif à côté des institutions anglaises officielles ou privées, créées en vue de venir en aide aux réfugiés. Le 10 mars 1915, un Comité analogue était installé à La Haye. Divers arrêtés créèrent d'autres organismes chargés de faciliter aux Belges résidant temporairement à l'étranger l'obtention d'avances de fonds pour pourvoir à leurs besoins journaliers. En septembre 1916, le fonds du roi Albert eut pour but de subvenir à la construction de baraquements. Des jurys furent établis en France et en Hollande pour permettre aux étudiants réfugiés ou servant dans l'armée de passer leurs examens.

Il est inutile d'ajouter que, dans le monde entier, les ministres et les consuls de Belgique se consacrèrent, avec un zèle souvent admirable, au soulagement de leurs compatriotes, par l'organisation de collectes, de fêtes, d'associations charitables et par la publication d'écrits de propagande.

Les gouvernements étrangers se signalèrent aussi par leur intervention. Les uns, comme ceux de France et d'Angleterre, ne pouvaient se désintéresser du sort d'un peuple allié. Ils

(1) Cf. F. VAN LANGENHOVE, *op. cit.*, p. 33 et suiv.

agirent avec ardeur et dévouement. Dans la plupart des départements français, sous l'impulsion du Ministère de l'Intérieur, s'érigèrent des Commissions départementales de secours, des colonies scolaires, etc. Parmi les États neutres, la Hollande joua le rôle le plus bienfaisant. Des camps furent installés pour les réfugiés et pour les soldats internés qui, après le siège d'Anvers, s'étaient réfugiés sur le territoire hollandais, à Hontenisse, puis à Uden, Nunspet, Ede et Gouda (1).

La sympathie provoquée par les malheurs et la résistance de la Belgique excita en sa faveur un admirable mouvement de charité. Partout on voulait venir en aide aux émigrés. Quantité de sous-comités s'ingénierent en Hollande à leur trouver du travail et des ressources. A l'initiative de la ville de Bruxelles, des écoles furent ouvertes qui comptaient, en 1915, 9.400 élèves avec 358 instituteurs et, en 1916-1917, 16.000 élèves et 420 instituteurs (2). En Angleterre, mentionnons le *War Refugees Committee*, le *Belgian Relief Committee*, le cercle *Esperanza for Belgian Sufferers*, le *Belgica*, le *Belgian Finance Committee*, le *Belgian Orphan Fund* à Londres. Dans les comtés on rencontre partout des *Belgian Refugees Committees*, dont les archives permettent d'apprécier l'activité et la bienfaisance. Même spectacle à Paris et dans les départements français. En Suisse, on relève la *Commission d'assistance aux internés belges* à Genève, le *Comité central suisse d'assistance aux réfugiés* et bien d'autres. En 1916, 2.500 enfants belges étaient entretenus dans les divers cantons de la Confédération.

Comme les émigrés de la Révolution française à la fin du XVIII^e siècle et comme les émigrés russes de nos jours, les Belges chassés du sol national par la grande guerre vécurent général entre eux et sans se mêler aux étrangers. C'est là un fait trop naturel pour qu'il importe de s'y arrêter. Les plus

(1) R. VERDEYEN, *België en Nederland. De vluchtoorden Hontenisse en Uden*. La Haye, 1920.

(2) P. BUYSE, *Une expérience d'éducation professionnelle et sociale de masses. Les écoles du travail pour soldats belges internés en Hollande*, Bruxelles, 1926.

riches ou les plus cultivés se dévouèrent en grand nombre au sort de leurs compatriotes, soit en entrant dans les comités de secours, soit en faisant des cours ou des conférences. Les artisans et les ouvriers cherchèrent à s'employer sans y réussir toujours. Il arrivait que les salaires modiques dont ils se contentaient les faisaient tenir à l'écart par les employeurs, soucieux de ne pas se faire accuser de susciter une concurrence désastreuse au travail national. En France, on recruta parmi les émigrés belges des dockers, des capitaines de remorqueurs, des mécaniciens et des pilotes (1). Beaucoup s'engagèrent dans les fermes comme ouvriers agricoles et y furent d'autant plus utiles que la mobilisation de tous les hommes valides rendait le manque de bras plus pressant. Les mécaniciens trouvèrent de l'emploi dans les fabriques d'armes et de munitions, travaillant soit pour l'armée belge, soit pour les armées alliées (2). Il fallut en Angleterre les occuper dans des ateliers spéciaux, leurs habitudes et leurs procédés de travail différant trop de ceux des ouvriers anglais (3).

En Hollande, au Havre et à Paris ainsi qu'à Londres, des journalistes belges fondèrent soit en langue flamande, soit en langue française des journaux nouveaux ou continuèrent la publication des journaux qui dans l'intérieur du pays avaient cessé de paraître. En général, ils respectèrent la trêve que les partis s'étaient imposée. Les activistes suscitèrent à côté d'eux quelques organes qui n'eurent aucun succès. En dépit de quelques fléchissements, de quelques imprudences et de quelques paroles malheureuses, le sentiment national resta aussi vif dans la diaspora qu'il l'était dans le pays.

L'espionnage et les services de renseignements qu'illustrèrent tant d'héroïques victimes, trouvèrent naturellement une collaboration constante parmi les émigrés. La Haye, Flessingue

(1) DE KERVILER, *La Navigation intérieure en France pendant la guerre*, p. 34 (série française de cette collection).

(2) Ad. BREYRE, *La Participation des Belges aux industries de la Défense nationale en France pendant la guerre*. *Bulletin de l'Association des Ingénieurs sortis des Ecoles de Liège*, 1920.

(3) H. WOLFE, *Labour supply and regulation*, p. 81 (série anglaise de cet ouvrage).

et Maestricht étaient les centres vers lesquels les « informateurs » de l'intérieur parvenaient, au prix des plus grands dangers, à faire filtrer des nouvelles sur le mouvement des armées allemandes (1). De son côté, la propagande politique par la voie de journaux, des livres et des brochures ne s'arrêta pas un instant. Bref, dans tous les domaines, la Belgique de l'extérieur, en dépit des souffrances et des rancœurs de l'exil, chercha à se montrer dans son ensemble égale en énergie à celle de l'intérieur.

Les émigrés n'ignoraient pas pourtant qu'ils étaient impopulaires et que les Belges restés dans la patrie leur reprochaient de les avoir abandonnés dans la détresse. Au moment du retour, des malentendus trop compréhensibles devaient éclater. Il était fatal que des deux côtés on n'appréciât pas les événements de la même manière.

(1) VON BISSING disait que « Der Belgier ist geradezu sportliebend in Bezug auf Spionage ». *Rapports et documents d'Enquête*, 3^e vol., t. II, p. 48.

INDEX

A

Abbaugruppe, 202, 206.

Action (l'activisme en —), 256-271 (voir : activisme).

Activisme, 3, 76, 106, 109, 194, 214, 218, 219, 221, 223-226 ; 232, 233, 236, 239, 240 ; 244-271, 281 ; origine de l' —, 216-221 ; l'— jusqu'au cès de justice, 245-255 ; l'— en action, 256-271 ; la débâcle, 272-274 (voir : séparation ; langues).

Activité économique, 11-16 ; 28, 29, 41, 104, 112, 113, 132, 170, 171, 173-175, 203 ; son équilibre, 15 ; crise provoquée par l'invasion, 112-131 ; 170 ; 203 ; l'— industrielle, 121-127, 171, 174, 197-206.

Administration, 1, 2, 20, 25, 27, 33 ; 68, 70, 94-99, 108-110, 133, 143, 144, 146, 150, 183, 184, 188, 189, 211, 230, 237, 239, 240, 272 ; services administratifs allemands, 97, 98, 101, 107, 108, 125, 133, 146, 169, 193, 197, 202, 205, 211, 236, 239, 240, 242, 248, 251, 256, 262, 268, 269, 272 (voir : fonctionnaires ; ministères).

Adresse des parlementaires du 31 janvier 1918, 250.

Aerschot, 63, 64, 121, 213, 267, 276.

Affiches, 182, 184, 211, 231.

Agence de renseignements pour les prisonniers, 155.

Agneessens, 83.

Agriculture, 14-16, 115-120, 153, 200, 281, dévastation de l'—, 115-120.

Aide et Protection, 155.

Albert I^{er}, 23, 40 (voir : roi).

Algemeen Nederlandsch Verbond, 210.

Algemeen Vlaamschen Raad, 227.

Alimentation, 14 ; 132-165.

Allemagne, 1-4, 6, 8, 11, 13, 16, 33-35, 38-41, 44-47, 50, 52, 54, 55, 57, 63, 64, 66, 69, 71, 73, 74, 76, 78, 81, 82, 88, 92, 95, 101-103, 105-107, 109, 113, 117, 122, 127, 135, 136, 138, 147, 150, 152, 153, 158, 161, 163, 165, 167, 171-174, 176, 178, 180, 182-184, 186, 198, 207-213, 215, 216, 219-226, 228, 234, 235, 238, 242 ; 245, 247, 250, 257-263, 266, 268, 273-274 ; son prestige, 41, 70, 71 (voir : Reich).

Alost, 189.

Alpes, 6, 11.

Ambassadeurs (voir : neutres).

Ame belge (journal : l'—) 86.

Amendes, 79, 80, 117, 184, 185, 188, 189, 201, 214, 250.

Amsterdam, 214.

Andenne, 63.

Angleterre, 11, 12, 14, 19, 25, 41, 42, 56, 64, 66, 73, 77, 80, 112, 122, 136, 139, 150, 152, 153, 166, 167, 174, 179, 198, 215, 262, 269, 276, 278-281.

Anholt, 109.

Annexion à la France, 12, 19, 25, 26, 66, 90, 92, 123, 227, 229, 264 ; — à l'Allemagne, 208, 209, 229, 244, 246, 261.

Antoinistes, 11.

Anvers, 11, 13, 14, 16, 17, 38, 40, 42, 45, 47, 48, 56-60, 62-64, 67, 91, 96, 100, 121, 122, 128, 134, 137, 176, 191, 192, 195, 210, 213-215, 225, 229, 241, 248, 250, 267, 276.

- Antwerpsche Tydingen** (journal : —) 215.
- Arbitraire**, 93-95, 100, 254 (voir : force).
- Archives** de la Guerre, 4, 5 ; 56, 62, 78, 79, 108, 196 ; — du Conseil des Flandres, 5, 206.
- Arlon**, 7, 42, 254.
- Armée** belge, 1, 27, 38, 39, 42, 45, 47, 49, 51-54 ; 56-61, 66, 68, 75, 79, 80, 88, 91, 104, 119, 167, 265, 267, 269, 276, 277, 281 ; son insuffisance, 57 ; sa valeur, 57-60 ; — française, 44, 47, 58-60, 66, 90, 276 ; — anglaise, 58 ; — flamande, 267 ; — allemande, 44, 47, 57-64, 66, 76 ; 90, 91, 94, 99, 102, 107, 121, 142, 166, 169, 171, 172, 175, 178, 198, 202, 206 ; 207, 213, 272-276, 282 ; ce qu'elle fit, 60-63 ; 276 (voir : exécutions).
- Armes** (fabriques d'—), 12, 61.
- Armistice**, 3, 131, 140, 148, 204, 206, 278.
- Arrêt** du 23 juin 1917, 144.
- Arrêtés**, 67, 79, 93, 100, 116, 129, 132, 171, 211, 230 ; — du 26 octobre 1914, 170 ; 28 février 1915, 173 ; 15 août 1915, 184 ; 25 février 1916, 221 ; 15 mars 1916, 217 ; 2 mai 1916, 185 ; 15 mai 1916, 185, 186 ; 25 mai 1916, 78 ; 28 septembre 1916, 187 ; 3 octobre 1916, 187, 188 ; 17 février 1917, 199-203 ; 21 mars 1917, 209, 229 ; 9 août 1917, 237, 239, 240 ; 28 janvier 1918, 247, 256, 258 (voir : proclamations).
- Artevelde**, 83, 249.
- Assistance** par le travail, 180, 182, 183.
- Associations**, 30-32, 78, 81, 87, 104, 131, 142, 159, 183, 184, 191, 215, 250, 267, 269, 273, 279.
- Atrocités**, 60-64 ; 72.
- Attitude** du peuple pendant l'occupation, 69-89 ; 90, 91, 94, 104, 113 ; 230-233, 242 ; — des autorités allemandes, 93, 94 ; — des fonctionnaires, 230-233 (voir : démissions).
- Australie**, 139.
- Automobiles**, 48, 114, 178.
- Autonomie** flamande, 248 ; et wallonne (voir : séparation ; activisme).
- Autorités** militaires allemandes, 5, 74, 77-83 ; 90-95, 98, 104, 107, 116, 119, 124, 125, 129, 130, 138, 142, 145, 146, 151, 152, 161, 163, 169, 170, 181, 186, 194, 197, 199, 200, 202-204, 213, 216, 231, 239, 243 ; 245, 249, 250, 251, 264, 265, 269, 270, 277, 279 ; ses responsabilités, 203 (voir : état-major).
- Autre Cloche** (journal : l'—), 87.
- Autriche**, 19, 45, 242.
- Auxiliaire des Sociétés d'habitation**, 155.
- Avant-propos**, 1-5.
- Avenir Wallon** (journal : l'—), 233.
- Avis** du 18 avril 1917, 231.
- Avocats**, 253, 254.

B

- Bade** (chancelier Max de —), 262, 273.
- Banques**, 17, 28, 42, 46 ; 97, 100, 107, 113, 120, 128-131, 134, 172, 174, 177, 180 ; — nationale belge, 45, 46, 48, 128-131, 237.
- Belfried** (revue : —), 226.
- Belgique**, 1, 3, 5 ; 6-19 ; le pays, 6, 7, 11 ; ses habitants, 7-11 (voir : population) ; son activité, 11-19 ; son organisation politique, 19-28 ; situation à la veille de la guerre, 1, 3 ; 28-43 ; situation pendant l'occupation, une nation emprisonnée, 66-69 ; l'attitude du peuple, 69-89 (voir ce mot) ; organisation de l'occupation, 90-111 (voir ce mot) ; crise provoquée par l'invasion, 112-131 ; la Commission for Relief in Belgium et le Comité National, 132-165 ; l'exploitation du pays, 166-206 ; la séparation administrative, 207-244 ; l'activisme (voir ce mot), 245-271 ; la débâcle, 272-274 ; la diaspora, 275-282 (voir : déportations).
- Berg-Verwaltung**, 125.
- Berlin**, 71, 100, 107, 131, 138, 141, 169, 171, 192, 202, 217, 226, 236, 257, 260, 261, 268.

Bernardiston (colonel —), 45, 73.
Bethmann-Holweg, 216, 247.
Betteraves, 116.
Beurre, 176.
Beyens, 62.
Bibliographie, 4, 5, 88, 132.
Bibliothèques, 87, 88, 106, 157.
Bienfaisance, 1 (voir : œuvres).
Bismarck, 71.
Bissing (von —), 94, 100, 102-104, 106, 107, 143, 151-153, 157, 170-174, 186-189, 195, 197-200, 204, 207-209, 218, 221, 222, 226, 229, 245, 246, 252, 263, 282 ; son rôle, 106, 107 ; 186 ; testament de —, 208.
Bittmann (K. —), 102, 103, 182, 201, 223.
Blé, 116, 133, 134, 154, 161, 162.
Blocus, 77, 101, 112, 113, 122, 123, 132, 135, 138, 167, 168, 209.
Boerenbonden, 17, 31, 32 ; 36 ; 117, 267.
Bohême, 8, 34.
Borinage, 163.
Boulogne, 58.
Bourgmestres, 26, 27, 54, 62, 83, 98, 109-111, 134, 161, 183-185, 188, 189, 195, 238-240, 250, 252, 255, 266 ; leur rôle, 110 ; 238 ; protestation des —, 238, 239, 250.
Brabant, 11, 17, 58, 67, 96, 100, 137, 179, 191, 195, 229, 239, 241.
Brest-Litovsk, 259.
Breyre (Ad. —), 281.
Brouckère (de —), 22.
Bruges, 11, 14, 189, 226.
Brutalités, 74, 190 (voir : violences ; exécutions).
Bruxelles, 4, 8, 14, 16-18, 35, 36, 42-44, 48 ; 58, 64, 68, 76, 83, 87, 91, 93, 97, 98, 103, 106, 134-140, 157, 160, 161, 171, 172, 177, 182, 191, 199, 210, 215, 222, 226-230, 232-242, 245, 248, 250, 254, 259, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 274, 276, 280 ; ce qu'il est, 16, 17 ; sa résistance au séparatisme, 237-242.
Bruxellois (journal : Le —), 76.
Bulletin des Archives de la Guerre, 4, 100, 240, 278.
Buyse (P. —), 280.

C

Caillaux (madame —), 45.
Caisse d'épargne, 117, 128, 180, 237 ; la — du Soldat belge, 155.
Campine, 80, 124, 268.
Camps de concentration, 192, 196, 197, 243, 252, 277 ; — de discipline, 194.
Canada, 89, 139.
Canaux, 13, 14, 137.
Cantine, 133 ; la — du prisonnier, 155.
Capital, 28, 29, 40, 113, 115, 116, 118, 120, 129.
Caractère belge et allemand, 69-75 ; 83, 101, 243.
Cardinal Mercier (voir : Mercier).
Carrières, 125-127, 179.
Cartes, 144.
Catholiques, 9-11, 18, 20, 25, 27, 35, 36, 38, 41, 68, 71, 82-84, 104, 105, 191, 235, 242 ; parti —, 20, 24, 27, 31, 32, 35-37, 191.
Cens électoral, 21, 25, 26.
Censure, 77, 78, 87, 88, 146, 157, 194, 214-216, 224, 270.
Centrales, 124, 154, 156, 175, 176, 196, 200, 236, 273.
Céréales, 14, 15, 48, 116, 137.
Cès de justice (7-10 février 1918), 245-255.
Chambre des Représentants, 20, 21, 25, 28, 36, 37, 44, 48, 51, 67, 96, 98, 103, 133, 215, 257.
Chancelier, 87, 93, 216, 228, 240, 246, 247, 250, 260-262, 273.
Charbon, 13, 15, 29, 121, 123-127, 173, 175, 200, 206, 268-270.
Charleroi, 15, 17, 121, 125, 205, 235, 236.
Charles-Quint, 6, 18, 84, 216.
Chemins de fer, 13, 16, 29, 44, 114, 123, 127, 133, 137, 140, 175, 179, 189, 200, 206, 236, 277.
Cheptel, 14, 48, 114, 115, 117, 154.
Chlepner (B. S. —), 128.
Chômage, 2, 81, 88, 109, 113, 115, 117-119, 126, 127, 157, 163, 178-180, 184, 185, 188, 190 ; 199, 200, 279 ; — obligatoire, 185.
Ciment (industries de —), 198.
Cinématographes, 177, 178.

- Circulaire** du 3 février 1916, 150 ;
15 mai 1916, 187 ; 4 août 1916, 187 ;
26 octobre 1916, 188.
- Circulation**, 74, 95, 121, 122, 275, 276 ;
— monétaire, 128-130.
- Civils**, 60-64 ; 90, 189, 192, 194 ; nom-
bre de — exécutés, 64 ; déportation
des —, 189, 192, 194.
- Classe ouvrière**, 115, 163, 179, 190.
- Cockerill** (établissements —), 126,
205.
- Colère**, 47, 48, 50, 75, 80, 196, 248,
249.
- Collnet**, 132.
- Comité national de Secours et d'Ali-
mentation**, 3, 4, 81, 122, 127, 131 ;
132-165, 174, 176, 178, 181, 182,
188, 269-271, 273 ; établissement et
organisation, 132-135 ; 141-146 ;
fonctionnement et œuvre accom-
plie, 146-165 ; son caractère privé,
142-145, 147 ; son recrutement,
148 ; immunité, 147 ; question des
vivres indigènes, 153, 154 ; atta-
ques contre le —, 157 ; influence
morale, 164, 165 ; 182, 271 ; le
et les activistes, 269-271 ; — his-
pano-néerlandais (voir : Commis-
sion for Relief in Belgium) ; — de
ravitaillement, 134 ; — provin-
ciaux, 143, 149, 150, 152, 158,
160, 181 ; — locaux, 143, 145,
149, 150, 160 ; — régionaux,
149, 150, 152 ; — belge des Réfugiés,
279.
- Commerce**, 1, 11, 29, 41, 42, 70, 112,
117, 131, 170, 176, 200.
- Commissaire du Ministère de la
Guerre**, 170, 173, 174, 177, 180,
185.
- Commission for Relief in Belgium**, 3,
4, 132-165, 172, 178 ; établissement
et organisation, 132-146 ; fonction-
nement et œuvre accomplie, 146-
165 ; flotte de la —, 136 ; — belge
d'enquête sur les violations du
droit des gens, 4, 64 ; — réunie par
von Bissing le 19 juin 1915, 172 ;
— administrative, 134 ; — officielle
de 1856, 33 ; — de novembre 1917,
245-247 ; — de chargés d'affaires,
262 ; — de Secours aux émigrés,
280.
- Communes**, 15, 16, 26, 27, 62, 64, 66,
79, 83, 96, 98, 109-111, 119, 120,
128, 129, 131, 133, 134, 137, 138,
141-143, 149, 150, 160-162, 180,
182-185, 188, 194, 222, 240, 242,
255, 272, 273 ; caractères, 26, 27,
83 ; patriotisme, 110.
- Communications**, 11, 16, 29, 44, 80,
94, 113, 123, 133, 180, 206, 275-
277.
- Compagnie des Indes**, 12.
- Conception allemande de la Belgique**,
72-74 ; 243.
- Condamnations à mort**, 77, 91 (voir :
exécutions).
- Conférence économique du 19 juin
1915**, 199.
- Congo**, 23, 28, 29, 42.
- Congrès national flamand**, 248 ;
internationaux, 43.
- Conseil des Flandres**, 5 ; 221-230,
234, 235, 247-250 ; 252 ; 256-269 ;
273 ; son origine, 227 (voir : sépara-
tion) ; sa déchéance, 262, 263 ; son
bureau, 266 ; — provincial, 49, 97-
101, 248 ; — communal, 98, 110,
134, 239-241, 249, 250, 255, 264,
274 ; — central de Bruxelles, 148-
150, 158, 160, 170.
- Constitution belge**, 20-27, 32 ; 35, 37,
50 ; 67 ; 93, 108, 110, 231, 239, 241-
242, 249, 268 ; — allemande, 70,
71.
- Contributions de guerre**, 99, 100, 107,
131, 171-174, 177.
- Contrôle du ravitaillement**, 144, 150,
152.
- Convention du 14 avril 1916**, 141.
- Coton**, 12, 15, 126, 198.
- Cours pour chômeurs**, 157, 175.
- Cours d'appel**, 250-252, 254, 264 ;
— de Cassation, 252-254.
- Courtrai**, 121, 217, 265.
- Crise**, 1, 3, 28, 46, 48, 50, 51, 53, 68,
73, 74 ; 90, 104, 112-131 ; 132, 162,
169, 180 ; — provoquée par l'inva-
sion, 112-131 ; 169.
- Croix-Rouge**, 81, 156, 185.
- Culvre**, 171, 177.
- Curés**, 62, 84, 104, 105 ; exécutions de
— par l'armée allemande, 62, 104,
105.
- Cuveller**, 5.

D

- Dampierre** (Guy de —), 123.
Danemark, 14.
Débâcle, 272-274.
Défaitistes, 265.
Delandsheere (P. —), 111.
Délations, 77.
Délégation du Conseil des Flandres, 228.
Délégés du Conseil des Flandres (voir : *gevolmagtigden*).
Démissions de fonctionnaires, 231, 232.
Dentelle, 12.
Déportation, 4, 68, 77, 80, 81, 83, 86, 88, 95, 105, 107, 110, 113, 119, 155, 161, 180, 184-196 ; 200, 203, 214, 217, 219, 226, 234, 239, 243, 250, 252, 254, 255, 264, 265, 273, 277 ; origine, 185, 186 ; — individuelle, 187 ; — en masse, 187-190 ; protestations, 191-193 (voir ce mot) ; suspension des —, 193 ; continuation des —, 194, 195 ; nombre des —, 195.
Députations permanentes, 49.
Députés, 87 (voir : *parlementaires*).
Destructions, 60-64, 114, 118, 126, 202, 206, 209, 231, 273 ; — de l'industrie, 197-206, 209 ; — politique, 203, 207, 209, 231 (voir : *séparation*).
Deutsche Kriegsrohstoffabteilung, 169.
Deutsch - flämische Gesellschaften, 226.
Deutschtum, 212, 223, 256.
Diaspora, 275-282 (voir : *émigrés*).
Dinant, 63, 121, 276.
Discours du 25 février 1918, 260.
Disette, 77, 81, 116, 133, 151, 163, 175.
Districts, 137.
Dixmude, 60.
Dons, 139.
Draperie (industries de la —), 11, 121, 126.
Droit des gens (violations du —), 60-64, 104, 105, 118, 185, 191.
Ducarne (général —), 45-73.

E

- Echo de Liège** (journal : *L'—*), 76.
Egmont, 83.
Einkaufsgesellschaften, 175.
Electrocution, 76, 80, 277.
Emigrés belges, 2, 3, 16, 64, 65, 179, 214-282 ; nombre, 275 (voir : *diaspora*).
Emmich (général von —), 57.
Empereur d'Allemagne, 41, 56, 71, 93, 94, 104, 188, 193, 194, 203, 204, 228, 246 (voir : *Reich*).
Encaisse de la Banque, 48.
Enfants, 7, 30, 37, 38, 42, 61, 63, 77, 78, 81, 88, 155, 163, 236, 265, 280 ; massacres d'—, 63.
Engrais, 115.
Enlèvements de l'outillage industriel, 197-206 (voir : *destructions*).
Enquêtes, 30, 79, 80, 105, 143, 237.
Enrôlements volontaires, 53, 80, 104, 119, 277.
Enseignement, 20, 37, 38, 41, 42, 78, 87, 157, 216-220 ; 221, 235, 236, 268, 279, 280 ; — professionnel, 115, 157 ; — des émigrés, 279, 280 (voir : *universités ; scolaire*).
Erntezentrale, 154.
Errera (P. —), 20.
Ersatz, 113, 199.
Erzberger, 261.
Escaut, 7, 12, 13, 59, 123, 276.
Espagne, 6, 7, 18, 29, 97, 136, 140, 145, 192, 193, 238, 242, 261, 270.
Espions, 77, 82, 95, 120, 277, 281, 282.
Établissement de la Commission for Relief in Belgium, 132-141 ; — du Comité National, 141-146.
Étapes (territoire des —), 95, 96, 138, 176, 187-189, 192, 194, 195, 212, 213, 216, 241, 249, 264, 269.
État Belge, 20, 30, 38, 42, 72, 74, 75, 92, 93, 96, 97, 101, 108-110, 122, 128, 133, 142, 207, 208, 211, 213, 216, 217, 219, 231, 248, 257, 260, 263 ; (voir : *politique ; Belgique*) ; — allemand, 69-71 ; 75.
État du pays avant la guerre, 1, 3, 28-43.
État de siège, 95.
État-major allemand, 94, 107, 166, 168, 170, 186, 187, 189, 194, 195,

200, 203, 204, 209, 213, 220, 236, 246, 256, 258, 262, 265 ; ses responsabilités, 203, 204 ; — belge, 56 ; — français, 52, 56.
États-Unis, 73, 89, 97, 135-141, 145, 158, 192, 198, 209.
Évacuation du pays, 5, 64, 118, 273 (voir : émigrés).
Evêques (protestation des —), 191.
Exécutif (pouvoir —), 20-22, 26, 49, 133.
Exécutions de civils, 60-64, 118, 213, 276 ; — de prêtres, 62, 104, 105, 213.
Exploitation du pays, 3 ; 166-206, 209 ; — à outrance, 197-206, 209.
Exportation, 11, 12, 28-30, 48, 112, 117, 122, 125, 127, 132, 140, 141, 153, 154, 171, 173-175, 206 ; prohibition des —, 48, 132, 141, 154, 173.
Exterritorialité, 67.

F

Falkenhausen (von —), 94, 204, 209, 245, 253.
Fallersleben (Hoffmann von —), 210.
Famine, 133, 134, 151, 174, 178.
Farines, 133, 136, 137, 162.
Femmes, 30, 61, 63, 77, 89, 163, 194 ; 274 ; — massacrées, 63 ; — déportées, 194.
Finances, 97, 99, 128-131, 142, 171, 172, 231, 232, 236 ; crise des —, 128-131.
Fischer (Otokar —), 210.
Flamands, 7-11, 15-17, 31-33, 36, 40, 63 ; 70, 82, 106, 125, 191, 209-221 ; 221-230 ; 233, 235, 236, 239, 241-243, 245, 247, 249, 250, 252, 256, 260-270, 273, 278 ; protestations —, 214, 217, 218 ; 250 ; question — (voir : langues ; activisme).
Flambeau (journal : Le —), 87.
Flandre, 7, 9, 10, 11, 15, 33, 36, 63, 65, 66, 92, 95, 96, 100, 123, 126, 137, 166, 167, 189, 194, 209-215, 217, 220, 221-230 ; 232, 233, 235, 240 ; 245, 247, 248, 250 ; 255 ; 256-261, 267, 268, 273 ; autonomie de la — (voir : activisme).
Fleurus (bataille de —), 7, 66, 90.

Fonctionnaires belges, 108, 109 144, 148, 155, 164, 219, 221, 230-234, 240, 243, 252, 253, 264, 273 (voir : administration).
Fonctionnement de la Commission for Relief in Belgium et du Comité National, 146-165.
Fonds du Roi Albert, 279.
Force, 70-72, 75, 90, 91, 100, 110, 156, 165, 253, 254.
France, 6-9, 11, 16, 17, 19, 34, 38-40, 44, 46, 52, 56, 65 ; 66, 67, 73, 75, 76, 80, 92, 96, 105, 137, 153, 163, 166, 167, 179, 195, 202, 215, 217, 222, 224, 229, 233, 235, 242, 256, 261, 264, 278-281 ; son prestige, 39, 40, 73, 222, 256 ; destruction des machines en —, 202 ; les réfugiés belges en —, 278.
Franck (Louis —), 5, 131, 161, 250.
Francqui (Émile —), 135, 148, 153, 160.
Francs-maçons, 105, 191.
Francs-tireurs, 54-56, 60-63, 72 ; 274.
Fransmannen, 40.
Fransquillons, 33-35, 210, 242, 256, 264 (voir : langues).
French (général —), 59.
Froment, 116, 132, 162 (voir : blé, farine, céréales).
Front (travaux au —), 192, 194, 195, 265.
Frontière, 76, 80, 95, 136, 192, 229, 277.
Fuite des habitants, 276 (voir : émigrés).
Fumay, 96.
Furnes, 118.

G

Gand, 4, 10, 14-17, 31, 40, 59, 87, 88, 121, 126, 127, 180, 213-215, 218, 227, 249, 250, 254, 255, 261, 264, 267, 276
Garde civique, 26, 27, 53, 54, 79.
Gay (George I. —), 132, 137.
Gazet van Brussel, 215, 224.
Gendarmerie flamande, 268.
Genève, 43, 156, 280.
Géographie, 6, 7.
Germania (revue), 35, 210.

Gevolmagtigden, 247, 258-260, 262, 264-268, 270.
Gille (L. —), 111.
Givet, 96.
Glacieries, 126.
Goltz (von der —), 91, 93, 94, 101, 102, 151, 170, 178, 191, 207.
Goutte de Lait (La —), 163.
Gouvernement belge, 1, 2, 4, 5, 13, 20-22, 24, 27, 29, 33, 37, 45, 46, 48, 49, 51, 66-69, 73, 77, 90, 98, 110, 119, 132, 133, 140, 142, 164, 215, 219, 222, 231, 243, 257, 279 ; son action, 2 ; 46 ; — allemand, 3, 4, 41, 93, 141, 145, 207-209, 222, 259, 263, 277.
Gouverneur général, 84, 86, 87, 91, 93-104, 106, 125, 130, 138, 143, 151-153, 156, 165, 171-174, 177, 182, 184-186, 188, 190-192, 195, 197, 203, 205, 207, 216, 217, 227-229, 232, 238, 239, 245, 251, 252, 254, 256, 258-261, 263, 268 ; ses pouvoirs, 93-98.
Grabowsky, 244.
Grand Etat-major (voir : État-major).
Grèves, 30, 88, 125, 163, 178, 253, 270 ; — des fonctionnaires, 230-235, 238-240, 253.
Grey (Sir Edward —), 153.
Groeningerwacht, 267.
Guerre de 1914-1918, 1, 4, 23, 38, 39, 43 ; 44-47, 56, 66, 68, 73-75 ; 94, 190, 197, 198, 204 ; 207, 213, 245 ; — antérieures, 6, 7 ; 12, 66 ; — sous-marine, 136, 141, 162, 167, 203, 209 ; — d'usure, 166, 167.

H

Habsbourg, 7, 18, 73.
Habitants (voir : population ; langues).
Haelen, 58.
Hainaut, 12, 15, 32, 58, 59, 63, 65, 95, 96, 121, 126, 137, 179, 189, 194, 195, 222, 229, 273.
Hambourg, 13.
Haniel (M. —), 233.
Henry (Albert —), 2, 132, 161.
Hertling (chancelier von —), 250, 260, 261.
Heyse (Th. —), 217.

Hindenburg, 188, 204.
Höcker (P. O. —), 61.
Hoene (promesse du général von —), 192.
Hohenzollern, 70, 71.
Hollande, 6, 7, 9, 12, 13, 18-20, 35, 45, 59, 60, 64, 67, 80, 82, 95, 97, 108, 125, 127, 134, 140, 161, 168, 174, 175, 192, 198, 206, 209, 210, 213-215, 218, 224, 238, 242, 269, 270, 276-281 ; les réfugiés en Hollande, 277, 278, 280.
Honneur, 47, 49, 50, 57, 75, 77.
Hoover (Herbert —), 135, 136, 138.
Houille, 12, 29, 121, 123-125, 173, 175, 179.

I

Idiomes, 7 (voir : langues).
Immeubles, 114.
Immunité du Comité National, 147.
Importations, 15, 29, 30, 115, 116, 122, 123, 132, 135-141, 147, 150, 152, 153, 161, 162, 170, 174, 175, 198, 269.
Incendies, 62-64, 87, 91, 213, 276.
Industrie, 1, 2, 11, 12, 14, 28, 29, 32, 41, 70, 77, 81, 107, 112, 114, 115, 121-127, 131, 173, 174, 178, 186, 197-206 ; crise de l'— pendant l'occupation, 121-127, 173 ; sa destruction, 200-206 ; — allemande 184, 186, 195-202, 204, 206, 268, 269 ; — de guerre, 199, 201, 205, 277, 281.
Industriebüro, 182-184, 196.
Information (journal : l'—), 76.
Insolverlag, 235.
Inspection, 150.
Intellectuels, 73, 87, 88, 155, 191, 216-220, 252-254, 268 (voir : universités ; enseignement).
Invasion, 1, 3 ; 49-65 ; 74 ; 90 ; 112, 114, 118, 119, 121, 122, 132-134, 141, 145, 169, 178, 190, 207, 275 ; violation de la neutralité, 44-56 ; —, 56-65 ; 74 ; 207 ; crise provoquée par l'—, 112-131, 169 ; cessation de l'— et débâcle, 272-274 ;

diaspora provoquée par l'—, 275-282 (voir : occupation).

In Vlaanderen Vlaamsch, 33, 36.

Israélites, 10.

Italie, 29.

J

Jong Vlaanderen, 260.

Journal des Réfugiés, 214.

Journaux, 17, 20, 36, 37, 39, 44-46, 51 ; 73, 76, 77, 85, 86, 106, 145, 158, 173, 175, 182, 192, 194, 214-217, 223, 224, 226, 233-235, 243, 253, 258, 260-262, 264, 265, 270, 271, 274, 281, 282 ; presse clandestine, 85, 86.

Junkers, 70, 71.

Justice civile, 98, 99, 250-255 ; le cès de — de février 1918, 250-255 (voir : tribunaux).

K

Karl Marx, 41.

Kautsky, 244.

Keim (général —), 261.

Kerchove (Ch. de —), 2, 121, 166.

Kerviler (de —), 281.

Kisky (W. —), 84.

Kohlenzentrale, 124, 175.

Köhler (L. von —), 3, 91, 159, 183, 187, 236.

Kommandantur, 76, 95, 109, 213.

Kommission zum Ausbau, 245-247.

Kreischefs, 98, 109, 152.

Kriegsministerium, 170, 174, 202.

Kuhlmann (M. von —), 259.

Kulturkampf, 41, 71.

L

La Haye, 43, 138, 263, 279, 281.

Laine, 12, 15, 171, 177, 198.

Lambert (baron —), 136.

Lancken (Docteur van der —), 107, 175, 193.

Langenhove (F. G. van —), 2, 69, 279.

Langues (questions des —), 7-10 ; 16 ; 32-35, 42 ; 69, 72, 82, 105, 106 ;

209-221 ; 221-230 ; 233-244 ; 246, 247 ; 256, 257, 263, 268, 270 ; —, française, 7-9, 33, 34, 91, 210, 211, 215, 222, 223, 226, 237, 240, 241, 244, 247, 281 ; — allemande, 7-9, 211, 235, 241, 255 ; — flamande 7-9, 33-36, 210, 211, 215-220 ; 221-230, 237, 241, 247, 270, 281 ; — néerlandaise, 8 (voir : universités).

Lannoy (Ch. de —), 132, 143.

Lanrezac (Général —), 59.

La Panne, 7, 67, 85.

Laruelle, 83.

Leener (G. de —), 118.

Législation, 2 ; — sociale, 30.

Le Havre, 1, 59, 67-69, 108, 133, 214, 215, 231, 243, 257, 279, 281.

Lekeu, 104.

Leman (général —), 58.

Lemonnier (l'échevin —), 68.

Léopold I^{er}, 13, 23 ; — II, 23, 39.

Lettre du cardinal Mercier, 83, 84, 193 ; — de von der Goltz du 16 octobre 1914, 170 ; — des bourgmestres, 238.

Libéral (parti —), 20-22, 24, 25, 27, 31-33, 37, 38 ; 70, 82, 83, 191, 242.

Liberté, 20, 22-24, 33 ; 50, 51, 74, 80, 83, 87, 95, 103, 104, 150, 191, 226, 238, 242-244, 253, 268, 277.

Libre Belgique (journal : La —), 86.

Libre-échange, 13, 42.

Liebknecht, 103.

Liège, 10, 12, 15-17, 32, 36, 38, 42, 47, 48, 51-53, 57-59, 61-64, 76, 87, 88, 96, 121, 125-127, 134, 137, 144, 167, 191, 195, 205, 221, 229, 235, 236, 275, 276 ; siège de Liège, 57, 58, 167, 276.

Lierre, 79.

Ligue nationale pour l'Unité belge, 5 ; 207 ; — nationale contre la tuberculose, 155 ; — nationale du coin de terre, 182 ; — wallonne, 235.

Limbours, 53, 64, 96, 137, 195, 229, 266.

Lin, 15, 126, 171, 198.

Listes de chômeurs (refus de communiquer les —), 188, 189.

Livre (industries du —), 88.

Logement, 155 ; — des soldats, 79, 91, 109.

Lois, 93, 103, 108, 109 ; — sociales, 30 ; 103 ; — à la mobilisation, 48, 49, 67 ; — de 1836, 26 ; de 1873, 33 ; 22 mai 1878, 221 ; 1883, 33 ; 1913, 38 ; 8 mai 1914, 103 ; 15 juin 1914, 221.
Londres, 128, 135, 136, 138, 141, 153, 174, 214, 280, 281.
Los van Havre, 217.
Louvain, 17, 63, 64, 87, 105, 121, 137, 191, 213, 229, 249, 250, 267, 276.
Loyauté belge, 47-51, 75, 79, 188, 231, 232, 239, 250.
Ludendorf (général —), 58, 204.
Lumm (von —), 106, 107, 129.
Luxembourg, 7, 45, 53, 58, 63, 64, 95, 96, 137, 149, 180, 189, 191, 194, 195, 229, 275.

M

Machines, 12, 15, 114, 171, 172, 180, 197-206 ; enlèvement des —, 197-206.
Maeterlinck, 40.
Magistrature (voir : justice ; tribunaux).
Mahaim (Ernest —), 2, 3, 64, 114, 116-118, 128, 132, 178-181.
Main-d'œuvre, 29, 40, 181, 182, 186, 187, 195, 196.
Malines, 62, 64, 121, 127, 191, 233, 240, 249, 267.
Man (Henri de —), 104.
Manifeste des intellectuels allemands, 73 ; — des chefs d'associations flamands, 250.
Marchés, 12, 30, 123, 133.
Marks, 130, 131.
Marne (bataille de la —), 59, 167.
Massacres de civils, 60-64, 104, 105, 190.
Matières premières, 12, 113, 15, 30, 112, 114, 122, 123, 126, 169-174, 179, 180, 198, 203 ; saisie des —, 170, 171.
Max (Adolphe —, bourgmestre, 83, 110, 134, 252.
Mayence (F. —), 84.
Meeting du 11 novembre 1917, 240, 248 ; — 20 janvier 1918, 248 ; — d'Anvers, 248.
Meldeamt, 79-81 ; 189.
Mer, 11, 14, 18, 59, 76, 166, 167 ; — Baltique, 6 ; — du Nord, 6, 166, 167, 221.
Mercier (cardinal —), 83, 84, 86, 105, 191-193, 215, 240, 250, 264 ; lettre du — du 14 février 1917, 193.
Messenger de Bruxelles (journal : Le —), 76.
Métallurgie, 12, 15, 126, 127, 179, 198, 200, 205 ; sa destruction, 205 (voir : machines).
Metternich, 22.
Meuble (industries du —), 127.
Meuse, 7, 38, 52, 57, 58.
Michaelis (chancelier —), 246.
Militärgouverneur, 98.
Militarisme allemand, 71, 72, 75.
Mines, 14, 29, 121, 123, 124, 175, 197, 200, 206, 266.
Ministères, ministres, 27, 46, 47, 54, 67, 68, 96, 98, 230-232, 236, 258.
Misère, 81, 89, 117, 124, 157, 163, 179, 185, 190, 197, 154, 259, 265, 277.
Mobilisation, 45, 48, 49, 67, 281.
Mons, 15, 58, 106, 121, 125, 127, 191, 254.
Moral du peuple belge, 68, 69, 74-79.
Moratorium, 48, 129, 130.
Mortalité, 163, 196.
Mot du Soldat (Le —), 81.
Moulins, 137.
Mouvement flamingant, 9, 33-36, 209-221 (voir : langues).
Municipalités, 26 (voir : communes).

N

Naissances, 118, 119.
Namur, 38, 47, 52, 53, 58, 59, 62-64, 96, 137, 167, 195, 229, 231-234, 236, 275, 276.
Nation (une —) emprisonnée, 66-69, 72, 76.
Nationale Jong Vlaanderen Beweging, 267, 268.
Nationalistische Bond, 267.
Nécessiteux, 133, 154, 155, 179-182, 279.
Néderlandsch Comité, 269.
Neutralité, 1, 19, 28, 38, 42-44, 47 ; 72, 166 (voir : violation).

Neutres (puissances —), 97, 102, 106, 135, 136, 138, 139, 145, 147, 151, 152, 156, 162, 165, 175, 186, 192, 206, 208, 224, 238, 250, 264, 269, 270, 277, 280.

Nieuport, 14, 60.

Ninove, 189.

Noot (van der —), 220.

Nord (département du —), 40.

O

Obergericht, 255.

Oberkommando, 95.

Occupation, 1, 2 ; organisation de l'—, 3 ; la nation emprisonnée, 66-69 ; l'attitude du peuple pendant l'—, 69-89 ; organisation de l'— : établissement du système, 90-101 ; le système en action, 101-111 ; crise provoquée par l'—, 112-131 ; la Commission for Relief in Belgium et le Comité National, 132-165 ; l'exploitation du pays, 166-206 ; la séparation administrative, 207-244 ; l'activisme, 245-271 (voir ce mot) ; cessation de l'— et débâcle, 272-274 (voir : invasion).

Oelzentrale, 175.

Œuvres de bienfaisance, 81, 82, 89, 134, 155, 159, 163, 279, 280 ; — pour réfugiés, 279, 280 ; — accomplie par la Commission for Relief in Belgium et le Comité National, 146-165.

Okkupationsgerichte, 99.

Olbrechts (R. —), 64, 77, 119.

Ooms (A. —), 111.

Opposition des caractères belge et allemand, 69-75.

Ordonnances allemandes, 93, 95, 98, 99 (voir : arrêtés).

Organisation de l'occupation, établissement du système, 3 ; 90-101 ; le système en action, 101-111 ; — de la Commission for Relief in Belgium, 132-141 ; et du Comité National, 141-146.

Ostende, 12, 14, 59, 60, 130, 276.

Ougrée-Marihaye (établissements d'—), 205.

Outillage agricole, 116 ; — industriel ;

126, 171, 197, 199 ; son enlèvement, 197-206 (voir : machines).

Ouvriers belges, 16, 29-32, 40, 80, 119, 124, 126, 127, 173, 178-197 ; 265 ; 278, 281 ; parti —, 31, 32 (voir : socialisme) ; paresse des —, 179 ; leur déportation, 184-197, 265 ; déportation en masse, 187-189.

P

Pacifisme belge, 42, 43 ; 44-47, 50-52.

Page (W. H. —), 136.

Pain, 161, 162.

Palais de la Nation, 67.

Pangermanisme, 71, 151, 209, 210 213, 220, 225, 261.

Pape, 41, 83, 97, 192.

Paresse des ouvriers, 179.

Paris, 17, 39, 40, 45, 138, 280, 281.

Parlement (voir : Chambre) ; — flamand (voir : Conseil des Flandres).

Parlementaires, 68, 87, 191, 231, 250, 273.

Passelecq (Ferland —), 2, 166.

Passeports, 95.

Passivistes, 224, 263.

Patrie (journal : La —), 86.

Patriotisme, 2, 23, 47, 48, 50, 53, 74, 76-79, 82, 88, 101, 104, 105, 120, 125-127, 143, 147, 155, 164, 178, 183, 188, 190, 214, 227, 228, 230, 233, 235, 242, 263, 264, 277.

Payer (vice-chancelier von —), 261.

Paysans, 10, 14-16, 35, 116-120, 163, 278.

Pays-Bas, 6, 7, 9, 12, 18-20, 26, 64, 209, 216.

Peuple Wallon (journal : Le —), 235.

Pirenne (Henri —), 3, 4, 81, 90, 92, 220, 227.

Pirenne (Jacques —), 2, 77-79, 247, 255.

Plan du livre, 1-3 ; — Rathenau, 171, 199.

Police, 1, 80, 81, 98, 108, 109, 146, 227, 254, 268 ; — flamande, 268.

Politique, 12, 18 ; 19-28 ; 30-32, 35-37, 39, 44, 46, 50, 67, 68, 70-72, 78, 82, 145, 207 ; 208, 209, 218, 229,

238, 242, 246, 247, 251, 252, 261, 262, 268, 270, 273 ; organisation — de la Belgique, 19-28 (voir : constitution) ; destruction — de la Belgique (voir : séparation).

Pologne, 8, 34, 167, 220, 256.

Pommes de terre, 14, 48, 116, 153, 154, 163, 176, 178.

Population belge, 1-3 ; 7-11, 14, 16, 42, 52, 53, 60, 61 ; 69-89 ; 90, 91, 94, 95, 104, 108, 112, 113, 118, 125, 132-165, 175, 176, 210, 227, 228, 230, 233, 236, 238, 242, 275-278 ; langue, 7-10 (voir ce mot) ; religion, 10, 11 ; nombre, 7, 14 ; densité, 159 ; — flamande (voir : flamands ; activisme) ; — wallonne (voir : wallons) ; son attitude pendant l'occupation, 69-89 ; 90, 91, 94, 95, 104, 113, 230, 233, 242 ; son ravitaillement, 132-165 (voir : patriotisme ; émigrés ; diaspora).

Ports, 11, 13, 40, 41, 114, 121, 250.

Presse (voir : journaux).

Prestations, 91, 99.

Prêtres (exécutions de —), 62.

Prison, 77-81, 105, 131, 184, 185, 188, 201, 214, 251, 255, 273.

Prisonniers, 79-81, 155, 192, 204, 273.

Prix, 116, 117, 124, 152, 174-176.

Proclamations allemandes, 91, 93, 95, 98, 99, 170, 207, 211 (voir : arrêtés).

Production, 11, 29, 30, 116, 123, 126, 132, 140, 141, 175, 176.

Propagande, 68, 85, 87, 110, 182, 184, 224, 234, 235, 265, 269, 279, 282.

Propriétaires fonciers, 120.

Protectionnisme, 12, 13.

Protestants, 9, 11, 18, 213, 242.

Protestations contre les déportations, 191-193 ; — flamandes, 214, 217, 218, 250 ; — des bourgmestres de Bruxelles, 238, 239, 250 ; — des conseils communaux, 239, 249, 250 ; — des neutres contre la campagne activiste, 270.

Provinces, 25, 26, 49, 96, 97, 99, 100, 137, 142, 150, 177, 221, 229, 235, 254, 273, 275.

Provinces-Unies, 6, 12, 66, 123.

Prusse, 69-71, 220.

Q

Question belge, 207-209, 224 ; — flamande (voir : langues) ; — des langues (voir : langues).

Quotidien (journal : *Le —*), 76.

R

Raad van Vlaanderen (voir : Conseil des Flandres).

Race, 69-73 ; 212, 216, 217, 220, 222, 223, 226, 243, 256 (voir : wallons ; flamands).

Rapatriement, 184, 192.

Rapports de la Commission d'Enquêtes sur les violations du Droit des gens, 64.

Rathenau (plan Walter —), 171, 199.

Rationnement, 176 (voir : ravitaillement).

Ravitaillement, 1, 2, 11, 15, 68, 109, 120, 124, 132-165, 167, 269, 270 (voir : Commission for Relief in Belgium ; et Comité National).

Recensements, 7, 8, 14.

Reed (H. —), 20.

Réfugiés, 64, 65 ; 68, 155, 161, 192, 214, 273 (voir : émigrés ; diaspora).

Refus de travail, 125, 127, 182, 184, 185, 190 ; — de communiquer les listes de chômeurs, 188, 189 ; — de signer un contrat de travail, 190 ; — des fonctionnaires de participer à la séparation administrative, 230-234, 250-255.

Reich, 70, 71, 73, 106, 107, 122, 151, 172, 180, 183, 186, 198, 201, 208, 216, 220, 226, 246, 249, 260, 262 (voir : empereur).

Reichstag, 93, 221, 244, 251, 266.

Reischland, 208.

Religion, 9-11, 18, 24, 37, 41, 71, 72, 78, 104, 105, 213, 234.

Rentes, 115, 131.

Réquisitions, 74, 88, 91, 94, 100, 109, 114, 122, 123, 126, 133, 141, 142, 147, 153, 154, 169-171, 174, 176, 177, 180, 189, 194, 198, 273 ; — de main-d'œuvre, 189, 194 (voir : déportations) ; — de l'outillage industriel, 197-206.

Responsabilité de la guerre, 50 ; — de l'État-major allemand, 203, 204.

Restauration économique, 2 ; 114 ; 130, 155, 205, 206 ; 207, 236, 260, 272 ; — industrielle, 205, 206 ; — politique, 207, 260, 272.

Révolution de 1788, 19 ; — de 1830, 9, 12, 19-21, 25, 26, 82, 134 ; — française, 19, 22, 280 ; — allemande de 1918, 273.

Revue belge des Livres, Documents et Archives de la Guerre, 4 ; — de la Guerre, 56.

Ridder (A. de —), 5, 23.

Riz, 136.

Rohma, 202.

Roi des Belges, 1, 12, 13, 17, 20, 23, 24, 36, 40, 45, 48, 49, 51, 58, 59 ; 67, 68, 75, 79, 85, 93, 96-98, 108, 133, 135, 231, 239, 250, 279.

Rotterdam, 13, 136, 137.

Rotterdamsche Courant (journal : —), 76, 81.

Routes, 13, 180, 276.

Russie, 29, 45, 167.

S

Saint-Siège, 41, 83, 97, 192.

Sainte-Adresse, 1, 2, (voir : Le Havre).

Saisies, 80, 171, 176, 180, 198 (voir : réquisitions) ; — des hommes (voir : déportation).

Salaires, 29, 30, 192, 195, 197, 281.

Sambre, 58.

Sandt (docteur von —), 92, 236.

Sapinières, 14.

Schaibel (docteur —), 260.

Schwertfeger (colonel —), 55.

Scolaire (question —), 37, 38, 88, 103, 109.

Secours, 154 ; — direct, 164 ; — chômage, 181 (voir : chômage).

Sénat, 20, 21, 67.

Séparation administrative, 3 ; 207-244 ; 245, 246, 257, 263, 264, 269 ; — jusqu'au 21 mars 1917, 207-221 ; le Conseil des Flandres, 221-230 (voir ce mot) ; la —, 229, 230-244 ; cessation de l'occupation et débâcle, 272-274.

Séparatisme wallon, 233, 234, 245 (voir : séparation ; activisme).

Serajevo, 45.

Serbie, 45.

Shaler (M. K. —), 135.

Situation de la nation pendant l'occupation, 66-89 (voir : occupation).

Slaves, 8, 71.

Smet (J. de —), 100.

Socialisme, socialistes, 10, 25, 27, 30-32, 35, 37, 38, 41, 43 ; 68 ; 70, 82, 83, 103, 104, 183, 191, 235, 260, 266, 267, 274.

Sociétés, 17, 29, 159, 269 ; — Générale, 129-131, 237 ; — coopérative d'avances et de prêts, 155.

Solidarité, 81, 82, 143, 164, 190.

Solway (Ernest —), 134, 165.

Soupes populaires, 154.

Sources du livre, 4, 5.

Souscription, 134, 139, 140 ; — du gouvernement belge, 140, 164.

Souveraineté (voir : roi).

Stahl, 132.

Stocks, 122, 131, 133, 171, 173, 176, 198, 203.

Studienkommission, 218.

Sucre, 12, 153, 154, 175, 176.

Süddeutsche Monatshefte, 103.

Suède, 168.

Suffrage universel, 21, 25, 30, 31, 37, 103, 104.

Suisse, 7, 8, 10, 161, 168, 175, 192, 238, 257, 280.

Syndicats, 31, 32, 103, 115, 159, 183.

T

Taici (monseigneur —), 62.

Tamines, 63.

Termonde, 189.

Textiles (industries —), 126, 127, 198, 205.

Times (journal : Le —), 85.

Tirlemont, 249.

Tirpitz (amiral von —), 226.

Toile, 12.

Toorts (journal —), 224.

Tournai, 62, 189.

Trains d'ouvriers, 80.

Traités, 6, 7, 47 ; — de 1839, 7, 19, 47 ; — d'Utrecht, 7, 18.

Transports, 29, 80, 121, 122, 124, 133, 137, 139, 151, 167, 175, 189 ; — des déportés, 189.
Travail, 2 ; 14 ; 30, 31 ; conditions du —, 30, 31 ; — pour chômeurs, 185 ; — obligatoire, 186, 189 ; — sous le bombardement, 192-194 ; refus de — (voir ce mot).
Tribunaux, 98, 99, 144, 185, 191, 250-255 ; — d'exception, 99, 171, 185, 201, 251, 255.

U

Ultimatum, 46, 47, 50, 52, 64, 167.
Union nationale, 82, 83, 145, 164, 236, 241-243 (voir : unité) ; — des Villes et des Communes, 155.
Unité belge, 6, 10, 18, 19, 36, 68, 82, 134, 241, 243, 257, 270, 281 ; — géographique, 7, 18 ; — linguistique, 7 ; — nationale, 6, 18, 19, 68, 82, 83, 134, 231-233, 241-243, 257, 270, 281.
Universités, 33, 36, 41, 87, 215-220 ; 222, 223, 226, 249, 250 ; — du Travail, 17 ; — de Grand, 36, 87, 88, 215, 216, 218-220 ; 222, 226, 249, 263, 266, 273 ; — de langue flamande, 36, 215-221 ; 222, 223, 226, 250, 263 ; — de Liège, 235.
Utrecht (archevêque d'—), 269.

V

Vandervelde (E. —), 68.
Vannerus (J. —), 5.
Vauthier (M. —), 2, 20, 70, 78, 99, 247, 255.
Ventes clandestines, 116, 117, 163, 176.
Verdeyen (R. —), 281.
Vermittlungstelle, 139.
Verhaeren, 40.
Verrerie, 12, 15, 198.
Verviers, 4, 7, 15, 42, 57, 121, 126, 127, 236.
Verwaltungschef, 233, 234, 260, 265.
Victimes de l'armée allemande, 60-64 ; 75 ; 104, 105, 192, 253 ; leur nombre, 62, 64.

Villalobar (marquis de —), 140, 153, 193, 254, 261.
Villes (grandes —), 10, 11, 13-17, 27, 62, 63 ; 109, 110, 118-121, 133, 134, 145, 160, 163, 164, 177, 213, 237-239, 241, 248, 249, 278, 279 ; — pillées, 62, 63.
Violation de la neutralité, 1, 43-56 ; 56-65 ; 166, 170, 187 ; — du droit des gens, 60-64 ; 104, 105, 118, 185, 187.
Violences, 74, 190, 252, 253 (voir : brutalités ; exécutions).
Visé, 7, 57.
Visites domiciliaires, 80, 176, 177.
Vivres, 112, 113, 132, 135-165, 170, 269.
Vlaamsch Socialistische Party, 167 ; — *Arbeiders Gemeenschap*, 267 ; — *Foorwachten*, 267 ; — *Lecuw* (journal : De —), 86 ; — *Nieuws* (journal : —), 215 ; — *Post* (journal : —), 214-216 ; — *Smeder* (journal : —), 167 ; — *Stem* (journal : —), 215, 224.
Volksopebeuring, 269.
Vollenhove (van —), 140.
Vooruit, 17, 31, 214, 267.
Vry Vlaanderen, 267.

W

Waentig (H. —), 152.
Wallons, 7-11, 15-17, 32-36, 63, 70, 106, 125, 191, 209, 214-217, 222, 224, 229, 230, 233-236, 242, 243, 245 ; 247, 255, 256, 266, 268, 270, 273, 278 ; séparatisme —, 233, 234, 247.
Waterloo, 19.
Wilson (le Président Woodrow —), 244.
Witlock (Brand —), 140.
Wolfe (H. —), 281.
Wumba, 202, 204.

Y

Ypres, 118.
Yser, 1, 60, 66, 69, 95, 102, 114, 115, 118, 121, 137, 167, 207, 213, 216.

Z

Zaakgelastigden, 262.

Zeebrugge, 14.

Zentrale, 124, 154, 156, 175, 176,
196, 200, 236, 273.

Zentraleinkaufsgesellschaft, 175,
176.

Zivil Arbeiter Bataillonen, 192 ; —
gouverneur, 98 ; — kommissare,
98 ; — verwaltung, 92, 94, 95, 98,
265.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------|---|
| PRÉFACE..... | v |
| AVANT-PROPOS..... | 1 |

CHAPITRE PREMIER

| | |
|---|----|
| <i>La Belgique à la veille de la guerre</i> | 6 |
| § I. — Le pays et ses habitants..... | 6 |
| § II. — L'organisation politique..... | 19 |
| § III. — État du pays à la veille de la guerre..... | 28 |

CHAPITRE II

| | |
|---|----|
| <i>L'invasion du pays</i> | 44 |
| § I. — La violation de la neutralité..... | 44 |
| § II. — L'Invasion..... | 56 |

CHAPITRE III

| | |
|--|----|
| <i>Situation générale du pays pendant l'occupation</i> | 66 |
| § I. — Une nation emprisonnée..... | 66 |
| § II. — L'attitude du peuple..... | 69 |

CHAPITRE IV

| | |
|---|-----|
| <i>L'organisation de l'occupation</i> | 90 |
| § I. — L'établissement du système..... | 90 |
| § II. — Le système en action..... | 101 |

CHAPITRE V

| | |
|---|-----|
| <i>La crise économique et sociale</i> | 112 |
| § I. — Causes et progrès de la crise..... | 112 |

| | |
|----------------------------|-----|
| § II. — L'agriculture..... | 115 |
| § III. — L'Industrie..... | 121 |
| § IV. — Les Banques..... | 128 |

CHAPITRE VI

| | |
|--|-----|
| <i>La « Commission for Relief in Belgium » et le Comité National de secours et d'alimentation.....</i> | 132 |
| § I. — L'établissement et l'organisation..... | 132 |
| § II. — Le fonctionnement et l'œuvre accomplie..... | 146 |

CHAPITRE VII

| | |
|---|-----|
| <i>L'exploitation du pays.....</i> | 166 |
| § I. — L'exploitation rationnelle et la déportation des travailleurs... | 166 |
| § II. — L'exploitation à outrance..... | 197 |

CHAPITRE VIII

| | |
|--|-----|
| <i>La séparation administrative.....</i> | 207 |
| § I. — Jusqu'au 21 mars 1917..... | 207 |
| § II. — Le Conseil de Flandre..... | 221 |
| § III. — La séparation administrative..... | 230 |

CHAPITRE IX

| | |
|---|-----|
| <i>L'activisme</i> | 245 |
| § I. — Jusqu'au « cès de justice » (7-10 février 1918)..... | 245 |
| § II. — L'activisme en action..... | 256 |

CHAPITRE X

| | |
|------------------------|-----|
| <i>La débâcle.....</i> | 272 |
|------------------------|-----|

CHAPITRE XI

| | |
|-------------------------|-----|
| <i>La Diaspora.....</i> | 275 |
| INDEX | 283 |
| TABLE DES MATIÈRES..... | 297 |

Fontenay-aux-Roses. — 1928.
Imprimerie des *Presses Universitaires de France*. — L. Bellenand. — 1.154.

NATIONAL LIBRARY
CAN. BOOK EXC. CENTRE
BIBLIOTHEQUE NATIONALE
CTRE. CAN. D'ECH. DU LIVRE

DH 682 .P55

Pirenne, Henri, 1862-

La Belgique et la guerre mondiale

010101 000



0 1163 0212427 0

TRENT UNIVERSITY

DH682 .P55
Pirenne, Henri
... La Belgique et la guerre
mondiale

246067

DATE

ISSUED TO

246067

